

**RAPPORT DE LA VINGT-TROISIEME SESSION**  
**DE LA**  
**COMMISSION FAO/OMS DU CODEX ALIMENTARIUS**  
*Rome, 28 juin – 3 juillet 1999*

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

---

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**

---

**Rome, 1999**



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part ni de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ni de l'Organisation mondiale de la santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit : électronique, mécanique, par photocopie ou autre, sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur. Toute demande d'autorisation devra être adressée au Directeur de la Division de l'information, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie, et comporter des indications précises relatives à l'objet et à l'étendue de la reproduction.

© FAO et OMS 1999



**COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS****VINGT-TROISIÈME SESSION, SIÈGE DE LA FAO, ROME, 28 JUIN-3 JUILLET 1999****RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS****LA COMMISSION:**

- s'est déclarée satisfaite du budget du Programme pour 2000/2001, tout en notant les difficultés financières des organisations mères, et a remercié les gouvernements hôtes des Comités du Codex de leur généreuse contribution au Programme (par. 15 et 16);
- a adopté la Résolution 99/1 relative au financement des organes scientifiques consultatifs, JECFA et JMPR, et des consultations *ad hoc* et le renforcement de l'indépendance et de l'intégrité scientifique de ces organes (par. 17 à 19);
- a remercié la FAO et l'OMS de l'assistance fournie aux pays en développement pour tout ce qui concerne les travaux du Codex et le contrôle des denrées alimentaires en général et a plaidé en faveur de la poursuite de cette assistance, tout en reconnaissant la nécessité d'évaluer à intervalles réguliers l'impact de ces programmes (par. 20 à 24);
- a adopté le plan à moyen terme pour 1998-2002 et est convenue que la préparation du prochain plan à moyen terme devrait commencer rapidement (par. 25 à 24 et Annexe II);
- a adopté une série de recommandations relatives à la participation des consommateurs aux travaux du Codex (par. 43);
- a demandé au Comité sur les principes généraux d'élaborer des propositions qui permettraient à un nombre limité de représentants d'organisations non gouvernementales internationales ayant le statut d'observateur auprès de la Commission du Codex Alimentarius d'être invités en tant qu'observateurs aux sessions du Comité exécutif (par. 44 à 46);
- a adopté une série de recommandations relatives à l'application des principes de l'analyse des risques aux travaux du Codex et a également fait siennes d'autres recommandations (par. 56 à 58);
- a amendé le règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, sous réserve de confirmation par les directeurs généraux de la FAO et de l'OMS (par. 59 à 66 et Annexe III) comme suit:
  - Article II.4 – Bureau: désignation des coordonnateurs régionaux
  - Article III.1 – Comité exécutif: adjonction d'un nouveau représentant régional (Proche-Orient)
  - Article X.2 – Élaboration des normes: amendement tendant à souligner l'importance du consensus lors de l'adoption des normes et textes apparentés;
- a adopté une série d'amendements et de nouveaux libellés à inclure dans le Manuel de procédure (par. 67 à 73 et Annexe IV), comme suit:
  - Critères régissant l'établissement des priorités de travail et la création d'organes subsidiaires de la Commission du Codex Alimentarius
  - Relations entre les comités s'occupant de produits et les comités s'occupant de questions générales: projet d'amendement aux dispositions relatives à l'hygiène alimentaire
  - Mandat du Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers
  - Définition aux fins du Codex Alimentarius des termes relatifs à la salubrité des aliments utilisés en analyse des risques (communication sur les risques – gestion des risques)
  - Principes relatifs à la participation d'organisations internationales non gouvernementales aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius
  - Fonctions essentielles des points de contact du Codex

- a décidé de maintenir les limites maximales de résidus de somatotropine bovine à l'étape 8, conformément aux dispositions figurant dans l'introduction de la Procédure unique pour l'élaboration des normes Codex et textes apparentés (par. 75 à 80);
- a adopté 31 normes, directives et textes apparentés nouveaux ou révisés dont les *Directives relatives à la production, à la transformation, à l'étiquetage et à la commercialisation des aliments biologiques*; a modifié 5 normes en vigueur; a approuvé les conditions d'utilisation dans les aliments de 46 additifs alimentaires; a adopté 358 normes d'identité et de pureté des additifs alimentaires; a adopté 374 limites maximales de résidus de substances chimiques à usage agricole et vétérinaire; a retiré 27 normes et 252 limites maximales de résidus devenues obsolètes ou remplacées par de nouvelles recommandations (par. 75 à 200 et Annexe IV).
- est convenue d'entreprendre de nouvelles activités dans les domaines suivants (par. 201 à 211):
  - Aliments dérivés des biotechnologies
  - Alimentation animale (élargissement du projet de code existant)
  - Jus de fruits (révision des normes en vigueur);
- a signifié clairement que l'utilisation directe d'eau oxygénée pour conserver le lait cru, d'une manière non conforme aux directives pour la conservation du lait cru par le système fondé sur la lactopéroxydase, était inacceptable (par. 214 à 216):
- a supprimé les organes subsidiaires ci-après, conformément à la Résolution 97/13 de la Conférence de la FAO (par. 219 et 220)
  - Groupe mixte Codex/CEE (ONU) d'experts de la normalisation des denrées alimentaires surgelées
  - Groupe mixte Codex/CEE (ONU) d'experts de la normalisation des jus de fruits
  - Comité du Codex sur les produits à base de viande et de chair de volaille
- a créé les nouveaux organes subsidiaires ci-après (par. 221 à 230)
  - Comité régional FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient
  - Groupe spécial intergouvernemental sur les aliments dérivés des biotechnologies (gouvernement hôte Japon, durée 4 ans)
  - Groupe spécial intergouvernemental sur la bonne alimentation animale (gouvernement hôte Danemark, durée 4 ans)
  - Groupe spécial intergouvernemental sur les jus de fruits (gouvernement hôte Brésil, durée 4 ans)
- est convenue que sous réserve des ressources disponibles à cet effet, dès l'exercice 2000-2001, les sessions de la Commission du Codex Alimentarius, du Comité exécutif et des Comités régionaux de coordination, selon qu'il conviendrait, se dérouleraient en anglais, arabe, chinois, espagnol et français (par. 232 à 234).

## TABLE DES MATIÈRES

### Page

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR .....</b>	<b>1</b>
<b>ÉLECTION DU BUREAU DE LA COMMISSION ET NOMINATION DES COORDONNATEURS RÉGIONAUX .....</b>	<b>1</b>
<i>Élection du bureau de la Commission.....</i>	<i>1</i>
<i>Nomination des coordonnateurs régionaux .....</i>	<i>2</i>
<b>RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES QUARANTE-CINQUIÈME ET QUARANTE-SIXIÈME SESSIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF.....</b>	<b>2</b>
<b>RAPPORT SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DU PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES EN 1998/99 ET POUR 2000/2001 .....</b>	<b>3</b>
<i>SOUTIEN AUX PAYS MEMBRES EN DÉVELOPPEMENT .....</i>	<i>4</i>
<b>PROJET DE PLAN À MOYEN TERME POUR 1998/2002.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS .....</b>	<b>7</b>
<i>Introduction et historique .....</i>	<i>7</i>
<i>Observations générales.....</i>	<i>7</i>
<i>Recommandations .....</i>	<i>8</i>
<b>PRINCIPES DE L'ANALYSE DES RISQUES .....</b>	<b>9</b>
<b>EXAMEN D'AMENDEMENTS AU MANUEL DE PROCÉDURE DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS .....</b>	<b>12</b>
<i>Amendements qu'il est proposé d'apporter au Règlement intérieur de la Commission .....</i>	<i>12</i>
<i>Critères concernant la détermination de l'ordre de priorité des activités et la création d'organes subsidiaires de la Commission du Codex Alimentarius .....</i>	<i>13</i>
<i>Relations entre les Comités s'occupant de produits et les Comités s'occupant de questions générales: projet d'amendement aux dispositions relatives à l'hygiène alimentaire .....</i>	<i>13</i>
<i>Définitions aux fins du Codex Alimentarius: Définitions des termes relatifs à l'innocuité des denrées alimentaires utilisés en analyse des risques (Communication sur les risques – gestion des risques) .....</i>	<i>13</i>
<i>Projet de principes relatifs à la participation d'organisations non gouvernementales internationales aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius.....</i>	<i>13</i>
<i>Fonctions essentielles des points de contact du Codex .....</i>	<i>13</i>
<b>PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS .....</b>	<b>13</b>
<i>Généralités .....</i>	<i>13</i>
<i>Questions en suspens depuis la vingt-deuxième session de la Commission .....</i>	<i>14</i>
Examen des projets de limites maximales pour les résidus de somatotropine bovine (BST).....	14
<i>Projet de normes et de textes apparentés à l'étape 8 ou aux étapes 5/8 de la procédure normale ou à l'étape 5 de la procédure accélérée .....</i>	<i>14</i>
<i>Lait et produits laitiers .....</i>	<i>14</i>
Projet de norme générale pour l'utilisation de termes de laiterie .....	14
Projet de norme révisée pour le beurre .....	15

Projet de norme révisée pour les produits à base de matières grasses laitières.....	16
Projet de norme révisée pour les laits concentrés.....	16
Projet de norme révisée pour les laits concentrés sucrés.....	16
Projet de norme révisée pour les laits en poudre et les crèmes en poudre .....	16
Projet de norme révisée pour le fromage.....	16
Projet de norme révisée pour le fromage de lactosérum .....	17
Projet de norme de groupe pour les fromages en saumure.....	17
<i>Additifs alimentaires et contaminants</i> .....	18
Projet de limite maximale et de plans d'échantillonnage pour les aflatoxines totales dans les arachides destinées à une transformation ultérieure .....	18
Projet de limite maximale pour l'aflatoxine M <sub>1</sub> dans le lait.....	18
Projet d'amendements aux dispositions relatives aux additifs alimentaires de la norme Codex pour le sel de qualité alimentaire.....	19
Norme générale Codex pour les additifs alimentaires: Projet de dispositions pour les additifs dont l'utilisation est autorisée sous certaines conditions dans certaines catégories d'aliments ou dans des aliments particuliers (Tableau 1).....	19
Norme générale Codex pour les additifs alimentaires: Additifs dont l'utilisation est autorisée dans les aliments en général, sauf indication contraire, conformément aux bonnes pratiques de fabrication (Tableau 3) et catégories d'aliments ou aliments exclus des conditions générales du Tableau 3 (Annexe au Tableau 3).....	19
<i>Comité sur l'hygiène alimentaire</i> .....	20
Projet de Code d'usages en matière d'hygiène pour les aliments réfrigérés conditionnés de durée de conservation prolongée .....	20
Projet de principes et directives régissant la conduite de l'évaluation des risques microbiologiques .....	20
Projet d'amendement au Code d'usages international recommandé – Principes généraux d'hygiène alimentaire (procédures et méthodes de nettoyage).....	20
<i>Poissons et produits de la pêche</i> .....	20
Projet de lignes directrices pour l'évaluation organoleptique en laboratoire du poisson et des mollusques et crustacés.....	20
Projet d'amendement à la norme pour les sardines et produits du type sardines en conserve .....	20
<b>COMITÉ DE COORDINATION DU CODEX POUR L'ASIE</b> .....	21
Projet de directives régionales à l'intention des points de contact du Codex et des comités nationaux du Codex en Asie .....	21
<i>Étiquetage des denrées alimentaires</i> .....	21
Projet de directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments biologiques .....	21
<i>Projet d'amendement à la Norme pour les bâtonnets, les portions et les filets de poisson surgelés panés ou enrobés de pâte à frire (déclaration de la proportion de poisson)</i> .....	22
Projet de recommandations pour l'étiquetage des aliments qui peuvent causer une hypersensibilité (projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées)...	22
Projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (ingrédients composites) .....	22
<i>Résidus de pesticides</i> .....	23

Projets de limites maximales de résidus à l'étape 8 et avant-projets de limites maximales de résidus à l'étape 5/8.....	23
Projet de révision des méthodes recommandées pour l'échantillonnage aux fins du dosage des résidus de pesticides en vue du contrôle de conformité avec les LMR.....	25
COMITÉ SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME .....	25
<i>Directives concernant l'usage des allégations relatives à la nutrition: Projet de tableau des conditions applicables à la teneur en éléments nutritifs (Partie B).....</i>	25
COMITÉ DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE.....	25
<i>Projet révisé de directives pour la conception de mesures de contrôle des aliments vendus sur la voie publique en Afrique .....</i>	25
<i>Résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.....</i>	25
Projets de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires à l'étape 8 et avant-projets de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires à l'étape 5/8 ' .....	25
<i>Fruits et légumes frais.....</i>	26
GRAISSES ET HUILES .....	27
<i>Projet de normes pour les huiles végétales portant un nom spécifique.....</i>	27
<i>Projet de norme pour les graisses animales portant un nom spécifique .....</i>	27
<i>Projet de norme révisée pour les graisses et les huiles non visées par les normes individuelles.....</i>	27
<i>Projet de Code d'usages pour l'entreposage et le transport des huiles et graisses comestibles en vrac.....</i>	27
SUCRES .....	27
Projet de norme révisée pour les sucres .....	27
SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES .....	28
Projet de directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires .....	28
PROJET DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS A L'ÉTAPE 5.....	29
<i>Résidus de pesticides.....</i>	29
Avant-projets de limites maximales pour les résidus de pesticides.....	29
<i>Nutrition et aliments diététiques ou de régime.....</i>	29
Avant-projet de norme révisée pour les aliments transformés à base de céréales pour nourrissons et enfants en bas âge.....	29
<i>Résidus de médicaments vétérinaires.....</i>	30
Avant-projet de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires .....	30
<i>Additifs alimentaires et contaminants .....</i>	30
Avant-projet de concentration maximale pour l'étain .....	30
<i>Étiquetage des denrées alimentaires .....</i>	30
<i>Fruits et légumes frais.....</i>	30
Avant-projet de norme Codex pour les oranges, y compris le Guide pour le classement des dommages provoqués par la congélation.....	30
<i>Suppression de normes existantes .....</i>	31
Suppression de normes individuelles pour les fromages.....	31

Suppression de certaines limites maximales périmées pour les résidus de pesticides.....	31
Suppression de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.....	31
Confirmation de normes adoptées .....	32
<i>Norme codex pour les eaux minérales naturelles: limites fixées pour certaines substances nocives .....</i>	<i>32</i>
<b>PROPOSITIONS CONCERNANT L'ÉLABORATION DE NOUVELLES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS .....</b>	<b>32</b>
<i>Elaboration de nouvelles normes .....</i>	<i>32</i>
Création d'une base de données sur la législation des pays importateurs.....	32
Norme sur la déclaration quantitative des ingrédients .....	32
Avant-projet de directives relatives à l'appréciation de l'équivalence des mesures sanitaires associées aux systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires .....	33
Avant-projet de directives sur l'utilisation et la promotion de systèmes d'assurance de la qualité .....	33
Normes Codex pour les pommes, les raisins de table et les tomates.....	33
Norme Codex pour les figues sèches .....	33
Norme Codex pour les nouilles instantanées .....	33
Norme pour le miel.....	34
<i>Interruption de nouvelles activités .....</i>	<i>34</i>
<b>QUESTIONS DÉCOULANT DES RAPPORTS DES COMITÉS DU CODEX.....</b>	<b>34</b>
<i>Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers.....</i>	<i>34</i>
Utilisation de l'eau oxygénée pour la conservation du lait cru .....	34
<i>Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations     de denrées alimentaires .....</i>	<i>35</i>
Appréciation de l'équivalence .....	35
<i>Autres questions .....</i>	<i>35</i>
<b>DÉSIGNATION DES GOUVERNEMENTS HÔTES DES COMITÉS DU CODEX ET DES GROUPES DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAUX SPÉCIAUX.....</b>	<b>35</b>
<i>Examen des organes subsidiaires .....</i>	<i>35</i>
<i>Création de nouveaux organes subsidiaires .....</i>	<i>35</i>
Groupe spécial intergouvernemental sur les jus de fruits.....	35
Comité régional FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient.....	35
Groupe spécial intergouvernemental sur les aliments dérivés des biotechnologies .....	36
Groupe spécial intergouvernemental sur la bonne alimentation animale.....	36
<i>Confirmation de la présidence des Comités du Codex.....</i>	<i>36</i>
<b>AUTRES QUESTIONS .....</b>	<b>37</b>
<i>Politique linguistique de la Commission du Codex Alimentarius.....</i>	<i>37</i>
<i>Dioxines .....</i>	<i>37</i>

## ANNEXES

	<b><u>Page</u></b>
<b>Annexe I</b> Liste des participants.....	39
<b>Annexe II</b> Plan à moyen terme jusqu'en 2002.....	97
<b>Annexe III</b> Amendements au Règlement intérieur de la Commission (Bureau – Comité exécutif).....	101
<b>Annexe IV</b> Amendements au Manuel de Procédure.....	103
<b>Annexe V</b> Déclaration de l'OMS sur la fourchette d'âge recommandée pour l'introduction des aliments complémentaires.....	111
<b>Annexe VI</b> Mandat des comités du Codex et groupes spéciaux intergouvernementaux.....	112
<b>Annexe VII</b> Liste des normes et textes apparentés adoptés par la Commission à sa 23e session .....	114
<b>Annexe VIII</b> Nouveaux travaux approuvés.....	119
<b>Annexe IX</b> Confirmation de la présidence des comités du Codex .....	121
<b>Annexe X</b> Ordre du jour provisoire de la 23e session de la Commission.....	122
<b>Annexe XI</b> Liste des documents.....	123
<b>Annexe XII</b> Membres de la Commission du Codex Alimentarius .....	127



ALINORM 99/37

**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**  
**RAPPORT DE LA VINGT-TROISIEME SESSION**  
**DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**  
*Siège de la FAO, Rome, 28 juin-3 juillet 1999*

**introduction**

1. La Commission du Codex Alimentarius a tenu sa vingt-troisième session au siège de la FAO à Rome du 28 juin au 3 juillet 1999. Les travaux ont été dirigés par M. Pakdee Pothisiri (Thaïlande), Président de la session. Ont participé à la session 608 représentants de 103 Etats Membres, un pays observateur et des représentants de 63 organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales, y compris d'institutions du système des Nations Unies. La liste complète des participants figure à l'Annexe I du présent rapport.

2. La session a été ouverte au nom des Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS par M. Hartwig de Haen, Sous-Directeur général du Département économique et social de la FAO et par Mme P. Singh, Directrice exécutive, "Développement durable et milieux favorables à la santé" de l'OMS, respectivement.

**adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)<sup>1</sup>**

3. La Commission a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session. Elle est convenue d'aborder les sujets ci-après au titre des points de l'ordre du jour pertinents:

- *Elaboration d'une base de données relative à la législation des pays importateurs*, au titre du point 10 de l'ordre du jour "Propositions visant à élaborer de nouvelles normes et/ou textes apparentés";
- *Echantillonnage visant à déterminer la présence d'aflatoxines dans les denrées alimentaires*, au titre du point 9 de l'ordre du jour "Projet de normes et textes apparentés";
- *Projet de norme Codex pour le miel*, au titre du point 9 de l'ordre du jour;
- *Elaboration d'une norme générale pour les aliments dérivés des biotechnologies*, au titre du point 10 de l'ordre du jour "Propositions visant à élaborer de nouvelles normes et/ou textes apparentés";
- *Politique linguistique de la Commission du Codex Alimentarius*, au titre du point 3 de l'ordre du jour: "Rapport du Président sur les 45<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup> sessions du Comité exécutif", et au titre du point 13: "Autres questions"; et
- *Débat sur les dioxines*, au titre du point 13 de l'ordre du jour "Autres questions".

**ÉLECTION DU BUREAU DE LA COMMISSION ET NOMINATION DES COORDONNATEURS RÉGIONAUX (POINT 2 de l'ordre du jour)<sup>2</sup>****ÉLECTION DU BUREAU DE LA COMMISSION**

4. La Commission a élu les membres ci-après de son bureau, qui exerceront leurs fonctions de la fin de la session en cours à la fin de sa vingt-quatrième session.

Président: M. Thomas Billy (Etats-Unis)

Vice-Présidents: M. Gonzalo Ríos (Chili)  
M. Stuart Slorach (Suède)  
M. David Nhari (Zimbabwe)

<sup>1</sup> ALINORM 99/1

<sup>2</sup> ALINORM 99/2 et CAC/LIM 18

5. Les membres ci-après du Comité exécutif ont été élus sur une base géographique: Tanzanie (Afrique), Philippines (Asie), France (Europe), Brésil (Amérique latine et Caraïbes), Arabie saoudite (Proche-Orient) (voir également par. 63 et 64), Canada (Amérique du Nord) et Australie (Pacifique Sud-Ouest).

#### **NOMINATION DES COORDONNATEURS REGIONAUX**

6. Les délégations d'Arabie saoudite et du Soudan ont indiqué, au nom des pays membres du Codex de la région du Proche-Orient<sup>3</sup> de la FAO, que ces pays souhaitaient créer un nouveau comité de coordination du Codex pour le Proche-Orient. Par conséquent, à la lumière des amendements apportés à l'Article III.1 du Règlement intérieur et compte tenu du désir des membres de la région du Proche-Orient de désigner un coordonnateur régional conformément à l'Article II.4a), la Commission a accepté de nommer un coordonnateur régional pour le Proche-Orient. Sur proposition de la majorité des membres de cette région et compte tenu des candidatures présentées par les Comités régionaux de coordination, la Commission a nommé les coordonnateurs régionaux suivants:

Afrique:	Mme Eve Kasirye-Alemu (Ouganda)
Asie:	Mme Kanya Sinsakul (Thaïlande)
Europe:	M. Felipe Mittelbrun Garcia (Espagne)
Amérique latine et Caraïbes:	M. Luis Emilio Feliz Roa (République dominicaine)
Proche-Orient:	M. Ali A. El-Naggar (Egypte)
Amérique du Nord et Pacifique-Sud-Ouest:	M. Geoff Gorrie (Australie)

7. La délégation marocaine a exprimé le souhait d'accueillir la prochaine session du Comité de coordination du Codex pour l'Afrique. La Commission a noté qu'il appartiendrait aux pays membres de la région de débattre entre eux de cette question à la prochaine session du Comité.

#### **RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES QUARANTE-CINQUIÈME ET QUARANTE-SIXIÈME SESSIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF (POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR)**

8. La Commission était saisie des rapports des quarante-cinquième et quarante-sixième sessions du Comité exécutif, conformément à l'Article III.5 de son Règlement intérieur. La Commission a noté que la plupart des recommandations du Comité exécutif avaient été examinées par les Comités du Codex intéressés ou incluses dans l'ordre du jour de la présente session pour examen.

9. La Commission a noté qu'à sa quarante-cinquième session, le Comité exécutif avait demandé au Secrétariat du Codex de fournir une description et une estimation du soutien accordé et des activités entreprises par la FAO et l'OMS dans les pays en développement en matière de contrôle des aliments en général et qu'il était prévu d'examiner ces documents à cette session au titre du point 4 de l'ordre du jour (ALINORM 99/5 – Addendum). On a signalé que la FAO et l'OMS avaient convoqué en mars 1999 une Consultation mixte d'experts sur l'évaluation des risques microbiologiques présentés par les denrées alimentaires et que le rapport de cette Consultation serait disponible dans un mois.

10. La Commission a été informée de la décision unanime du Conseil de la FAO à sa cent seizième session concernant la politique de la Commission du Codex Alimentarius en matière de langues et de documentation. Pour ce qui est de l'extension des services linguistiques à l'arabe et au chinois, la Commission a exprimé son soutien à la proposition formulée par le Comité exécutif à sa quarante-sixième session, tendant à ce que l'on s'efforce de fournir des services limités<sup>4</sup> pour la prochaine (vingt-quatrième) session de la Commission en 2001, sous réserve que des ressources suffisantes soient disponibles. Elle a reconnu que la fourniture de services linguistiques supplémentaires prendrait plus longtemps et que l'on

<sup>3</sup> Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République islamique d'Iran, Soudan, Syrie et Tunisie

<sup>4</sup> Par services limités, on entend l'interprétation et la traduction des principaux documents de travail dans toutes les langues pour les sessions du Codex Alimentarius, du Comité exécutif et des comités régionaux, ainsi que la traduction du rapport final de la Commission, du Manuel de procédure et des documents d'information.

pouvait envisager des services presque complets d'ici 2005, toujours sous réserve que des ressources suffisantes soient disponibles. Elle a partagé l'opinion exprimée que tout transfert ou réallocation de ressources pour assurer ces services ne devrait pas se faire au détriment des travaux de la Commission.

11. La délégation d'Arabie saoudite, s'exprimant au nom des pays du Proche-Orient, a proposé de créer un nouveau Comité régional de coordination dans le cadre du Codex à cette session, sur la base d'un consensus entre les membres potentiels de cette région. De nombreuses délégations ont appuyé l'idée de créer un nouveau Comité régional de coordination pour le Proche-Orient, tandis que plusieurs délégations ont été d'avis que le temps manquait, à cette session, pour évaluer toutes les incidences de la création d'un tel organe et qu'un document à ce sujet devrait être préparé pour examen à la prochaine session de la Commission. La délégation de l'Arabie saoudite a également proposé un amendement à l'Article III.1 du Règlement intérieur de la Commission prévoyant l'élection d'un septième représentant régional représentant le Proche-Orient (voir aussi les points 8 et 12 de l'ordre du jour)

12. En réponse à la recommandation formulée par le Comité exécutif à sa quarante-sixième session de créer un Groupe spécial intergouvernemental sur les aliments dérivés des biotechnologies, la délégation japonaise s'est déclarée favorable à une telle recommandation et prête à accueillir ce Groupe de travail s'il était créé par la Commission. La délégation a souligné l'importance de créer un tel Groupe de travail, qui constituerait une tribune ouverte où les gouvernements pourraient examiner les "aspects relatifs à l'innocuité et à la qualité nutritionnelle" des aliments dérivés des biotechnologies de manière progressive, dans le cadre du mandat et du calendrier spécifiques indiqués par le Comité exécutif à sa quarante-sixième session. La Commission est convenue d'examiner cette question au titre du point 12 de son ordre du jour.

#### **RAPPORT SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DU PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES EN 1998/99 ET POUR 2000/2001 (POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR)<sup>5</sup>**

13. La Commission a pris acte du rapport du Secrétariat sur la situation budgétaire pour l'exercice biennal en cours et a exprimé son soutien au budget proposé pour 2000/2001. On a noté que la présentation différente utilisée pour l'exercice 2000/2001 faciliterait les comparaisons à l'avenir.

14. En réponse à une question, le Secrétariat a expliqué que l'écart entre les coûts relatifs à la documentation pour 1998/99 et pour 2000/2001 tenait à l'augmentation des coûts des services de documentation, notamment de traduction, et à la sous-estimation des dépenses indiquées pour l'exercice 1998/99. La Commission a noté également que la section "Budget FAO seulement" incluait les activités mises en œuvre par les bureaux régionaux de la FAO avec un financement du Programme. Le représentant de l'OMS a indiqué que les dépenses correspondantes de l'OMS à l'appui du Programme n'étaient pas incluses dans le rapport, mais seraient disponibles à l'avenir.

15. Plusieurs délégations ont souligné l'importance pour le Programme du soutien fourni par les pays hôtes, qui avait augmenté au cours de l'exercice biennal, notamment pour la traduction et la distribution des documents. La Commission a remercié les gouvernements hôtes des Comités du Codex de leur généreuse contribution au Programme.

16. Plusieurs délégations ont demandé aux pays membres de continuer à appuyer la FAO et l'OMS. Les délégations de l'Australie et des Etats-Unis, tout en approuvant l'augmentation de la part du budget du Codex assumée par la FAO, ont exprimé l'opinion que des économies équivalentes devraient être réalisées dans d'autres domaines du Programme de la FAO afin de parvenir à une croissance nominale zéro. La délégation française a exprimé l'opinion que ces difficultés budgétaires étaient dues à la stagnation de budgets respectifs de la FAO et de l'OMS depuis plusieurs années. La Commission s'est déclarée satisfaite du budget du Programme pour 2000/2001 et du soutien continu de la FAO et de l'OMS au Programme, tout en notant les difficultés financières des organisations mères.

17. La Commission a pris acte des débats du Comité exécutif concernant le financement des organes scientifiques consultatifs, JECFA et JMPR, et des consultations *ad hoc* et s'est inquiétée de ce qu'un financement inadéquat entraverait considérablement les travaux du Programme<sup>6</sup>. La Commission a été d'avis que l'indépendance et l'intégrité scientifique de ces organes devraient continuer à être renforcées et a noté

<sup>5</sup> ALINORM 99/5, CAC/LIM 17

<sup>6</sup> ALINORM 99/4, par. 5-6

que la FAO et l'OMS examinaient des questions relatives à la transparence du processus de sélection des experts; à la résolution ou à la prévention des conflits d'intérêt; à l'expression d'opinions minoritaires de la part d'experts; et à l'élargissement de la base des avis d'experts siégeant dans les organes scientifiques. La Commission a examiné la résolution proposée par le Comité exécutif (CAC/LIM 17) afin d'appeler l'attention des organisations mères sur l'importance de ces questions et a décidé d'y apporter les amendements ci-après.

18. La Commission a approuvé la proposition de la délégation du Royaume-Uni et de l'observateur de Consumers International d'inclure une référence non seulement à l'indépendance et à l'intégrité scientifique, mais aussi à la transparence des avis donnés par les organes d'experts. La Commission a eu un échange de vues sur la notion d'avis scientifiques "fondés sur les risques" et a reconnu que les avis fournis par le JECFA et la JMPR étaient fondés sur les risques, mais que des avis scientifiques étaient nécessaires aussi dans d'autres domaines comme la nutrition, où le principal objectif n'était pas de prévenir les risques. La référence générale aux "avis scientifiques" a donc été conservée.

19. La Commission a adopté la Résolution 99/1, libellée comme suit:

#### **La Commission du Codex Alimentarius**

Reconnaissant l'importance des travaux du Codex qui permettent de formuler des recommandations à l'intention des pays membres, au niveau international, sur l'innocuité et la qualité des aliments et la nécessité d'assurer une base scientifique aux normes et textes apparentés du Codex;

Reconnaissant l'importance des normes et des textes apparentés du Codex relatifs à l'innocuité et à la qualité des denrées alimentaires pour assurer la protection de la santé des consommateurs et des pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires;

Prenant en considération le statut de référence pour le commerce international conféré aux normes et textes apparentés du Codex dans le cadre des accords SPS et OTC de l'OMC;

Reconnaissant le soutien indispensable fourni au Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires par les organes mixtes FAO/OMS constitués d'experts (JECFA et JMPR) qui se réunissent régulièrement et par les consultations d'experts ou techniques convoquées au cas par cas pour examiner des questions spécifiques relatives à l'innocuité et à la qualité des denrées alimentaires et en particulier l'importance des avis de ces organes d'experts pour la protection de la santé des consommateurs et de la santé publique en général;

Reconnaissant qu'il importe de garantir l'indépendance et l'intégrité scientifique des avis de ces organes;

- Exprime son inquiétude devant d'éventuelles réductions, en termes réels, du budget alloué au fonctionnement des organes et consultations d'experts FAO/OMS;
- Appelle l'attention des organisations mères, FAO et OMS, sur la nécessité pour les organes d'experts FAO/OMS de bénéficier d'un soutien financier continu pour pouvoir fournir des avis scientifiques régulièrement mis à jour à la Commission du Codex Alimentarius et à ses organes subsidiaires;
- Note avec satisfaction les efforts soutenus des directeurs généraux de la FAO et de l'OMS pour maintenir et renforcer l'indépendance et l'excellence scientifique de ces avis.

#### ***SOUTIEN AUX PAYS MEMBRES EN DÉVELOPPEMENT***<sup>7</sup>

20. La Commission a rappelé qu'à sa quarante-cinquième session, le Comité exécutif avait demandé au Secrétariat de fournir une estimation du soutien accordé par la FAO et l'OMS aux pays en développement et s'est félicité du rapport préparé par le Secrétariat. Outre les renseignements inclus dans ce document, le représentant de l'OMS/OPS/INPPAZ a présenté une mise à jour des principales activités menées dans la région des Amériques, l'accent étant mis sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dans les domaines suivants: programmes de protection intégrée des denrées alimentaires; renforcement de la capacité analytique grâce à l'instauration d'un réseau régional de laboratoires; surveillance des maladies transmises

---

<sup>7</sup> ALINORM 99/5-Addendum

par les aliments; formation aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) et au Système HACCP; information et participation des consommateurs; et aliments vendus sur la voie publique. Il a également souligné l'importance d'une coopération avec la FAO/OMS/OPS pour l'exécution de nombre de ces activités.

21. De nombreux pays ont exprimé leur reconnaissance à la FAO et à l'OMS pour l'assistance fournie dans les domaines suivants: renforcement des Comités nationaux du Codex et des activités du Codex aux niveaux national et régional; analyse des risques; application du système HACCP; mise à jour de la législation alimentaire et amélioration des systèmes de contrôle des denrées alimentaires. Ils ont souligné à quel point il était nécessaire que la FAO, l'OMS et les pays donateurs continuent à les aider à renforcer leur infrastructure et leurs capacités techniques dans ces domaines et à améliorer leur participation aux travaux du Codex.

22. Plusieurs pays ont fait observer qu'il faudrait évaluer ces activités de coopération technique et mettre en place un mécanisme permettant d'évaluer les résultats concrets de l'assistance et de la formation fournies aux Etats Membres. Le représentant de la FAO a informé la Commission que les programmes de coopération technique de la FAO en matière de contrôle des denrées alimentaires avaient fait l'objet d'une évaluation systématique indépendante et que les résultats de cette évaluation figuraient dans le *Rapport d'évaluation du Programme* qui serait soumis à la prochaine Conférence de la FAO<sup>8</sup>. Le représentant de l'OMS a indiqué qu'en matière de santé publique, la réduction de l'incidence des maladies transmises par les aliments était un indicateur essentiel pour évaluer les programmes relatifs à l'innocuité des denrées alimentaires. La Commission a également noté que les Comités régionaux de coordination examinaient à intervalles réguliers les résultats des programmes d'assistance technique en matière de législation alimentaire et de contrôle des denrées alimentaires aux niveaux national et régional et jouaient un rôle important dans l'évaluation des besoins des pays membres de chaque région. La Commission a noté que plusieurs pays étaient devenus membres de la Commission à la suite d'ateliers tenus sur leur territoire et a souhaité que les activités de ce type soient renforcées afin de promouvoir et de faciliter la participation des pays membres en développement aux travaux du Codex.

23. Quelques délégations, se référant au *Rapport spécial: Pêches* inclus dans le document, ont accueilli avec satisfaction les programmes menés par la FAO dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la formation au système HACCP, et ont souligné la nécessité de poursuivre ces activités de formation et d'assistance compte tenu de l'importance de ce secteur pour les pays en développement. La Commission a rappelé que les demandes de soutien au secteur halieutique devaient être adressées au Département des pêches de la FAO et qu'en règle générale, les demandes d'assistance technique adressées à la FAO et à l'OMS devaient être présentées par les gouvernements selon les procédures habituelles.

24. La Commission a remercié la FAO et l'OMS des renseignements figurant dans le document et de l'assistance technique fournie aux pays en développement et a plaidé en faveur de la poursuite de cette assistance, tout en reconnaissant la nécessité d'évaluer à intervalles réguliers l'impact de ces programmes.

#### **projet de plan à moyen terme pour 1998/2002 (point 5 de l'ordre du jour)<sup>9</sup>**

25. La Commission a examiné le projet de Plan à moyen terme, qui avait été révisé par le Comité exécutif à sa quarante-cinquième session, compte tenu des observations reçues des gouvernements, à la demande de la Commission à sa vingt-deuxième session.

26. La Commission a noté que les critères pour la création de groupes spéciaux *ad hoc* avaient été présentés pour adoption à la session en cours et a décidé par conséquent de supprimer la référence à cette activité dans le Plan à moyen terme (voir aussi par. 67).

27. La délégation indienne, appuyée par la délégation chinoise et d'autres délégations, a souligné que l'essentiel des approvisionnements alimentaires des pays en développement était fourni par de petites et moyennes entreprises, et que les conditions spécifiques dans lesquelles celles-ci opéraient devaient être prises en considération, en particulier en matière d'analyse des risques. La Commission a fait valoir que cet aspect relevait de l'assistance technique et ne devait pas entraîner un abaissement des normes de protection sanitaire élaborées au niveau international. Elle a reconnu que la FAO et l'OMS devaient accroître leur

<sup>8</sup> Document FAO C 99/4

<sup>9</sup> ALINORM 99/6; CL 1997/14-EXEC, ALINORM 99/3, par. 16 à 20

soutien et leur assistance technique aux pays en développement dans des domaines tels que l'analyse des risques, le HACCP et les activités relatives au Codex et s'est déclarée favorable à la poursuite de ces programmes de coopération.

28. La délégation indienne a plaidé en faveur d'une approche progressive de l'élaboration et de l'adoption de normes par les comités. Compte tenu des besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire, la délégation a proposé que le Codex mette l'accent sur des programmes communautaires de production alimentaire, impliquant une participation plus active des femmes. Les interventions horticoles visant à relever la qualité nutritionnelle du régime alimentaire méritaient également d'être soulignées.

29. Au titre des *Systèmes de production et de transformation des aliments*, la Commission a réaffirmé qu'une priorité élevée devrait être accordée à l'examen des produits alimentaires dérivés des biotechnologies et elle est convenue d'examiner à nouveau comment procéder dans ce domaine au titre du point 12 de son ordre du jour. Reconnaissant que le Plan à moyen terme était axé sur des objectifs généraux et sans préjuger de la façon dont cet examen se déroulerait, la Commission est convenue de faire référence à des "normes, directives ou autres recommandations, selon qu'il conviendra". La Commission est aussi convenue que cette question devrait être examinée "sur la base de l'analyse scientifique des risques et compte tenu, le cas échéant, d'autres facteurs légitimes non-scientifiques pertinents pour la protection de la santé des consommateurs et la promotion de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires", comme proposé par la délégation des Pays-Bas.

30. La Commission a reconnu qu'il importait de poursuivre les activités dans le domaine de *l'équivalence, de la reconnaissance mutuelle et de l'assurance de qualité des systèmes de contrôle des denrées alimentaires*, comme proposé par la délégation du Pérou et d'autres délégations afin de faciliter le contrôle des importations et des exportations.

31. A propos de la *Nutrition et de l'information des consommateurs*, la Commission a fait sienne la proposition de la délégation norvégienne de parler d'exigences "pertinentes" en matière d'étiquetage et d'inclure une référence à "l'information des consommateurs" dans la section sur l'étiquetage, puisque, même si certaines exigences reposaient sur une base scientifique, notamment en matière de nutrition, la décision elle-même d'imposer un étiquetage répondait à l'exigence d'information des consommateurs. La délégation chinoise a proposé que les exigences en matière d'étiquetage soient axées sur les questions d'innocuité et de nutrition et que les autres questions relèvent des pays membres. La délégation des Etats-Unis, appuyée par d'autres délégations, a déclaré que les "facteurs légitimes pertinents pour la protection de la santé des consommateurs et la promotion de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires" incluaient "l'information des consommateurs".

32. La délégation algérienne, appuyée par d'autres délégations et observateurs, a estimé qu'il importait que des ONG nationales participent aux travaux du Codex et à des débats apparentés notamment dans les pays en développement, et qu'il convenait d'encourager cette participation. La Commission a fait valoir que cette question devait être traitée au niveau national et a estimé que les Etats Membres devraient être encouragés à fournir un soutien aux ONG, tout en protégeant leur indépendance.

33. Dans les domaines des *Publications et de l'administration*, la Commission a félicité le Secrétariat de l'emploi des moyens électroniques de communication, en particulier de la disponibilité des documents Codex sur Internet et sur la liste Codex-L, qui facilitait les travaux et améliorait la transparence. Le Secrétariat a indiqué que la distribution traditionnelle des documents serait maintenue, en particulier pour les pays ayant un accès limité au courrier électronique ou à Internet, et ne serait réduite qu'avec l'accord des pays concernés.

34. La Commission a adopté le Plan à moyen terme 1998-2002 avec les amendements indiqués ci-dessus, tel que présenté à l'Annexe II du présent rapport. La Commission a fait sienne la proposition de la délégation de la République de Corée tendant à ce que la préparation du prochain Plan à moyen terme commence rapidement et a noté qu'une lettre circulaire à cet effet serait envoyée aux gouvernements, afin que cette question soit étudiée à la prochaine session du Comité exécutif.

## **PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS<sup>10</sup> (POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR)**

### **INTRODUCTION ET HISTORIQUE**

35. La Commission a rappelé que la participation des organisations internationales non gouvernementales de consommateurs et autres aux travaux du Codex avait été examinée par la Commission du Codex Alimentarius à ses 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> sessions. Elle s'est félicitée de la coopération entre le Secrétariat et Consumers International pour l'élaboration du document de travail et des contributions de la FAO et de l'OMS.

### **OBSERVATIONS GENERALES**

36. L'observateur de Consumers International s'est félicité du niveau de coopération avec la Commission et a pris acte des progrès évidents accomplis en matière de participation des consommateurs aux travaux du Codex. Toutefois, l'observateur a noté qu'il restait encore beaucoup à faire pour améliorer la situation en matière de coordination, notamment au niveau national, et pour partager l'expérience sur la formation, comme l'indiquait l'enquête menée auprès des membres de Consumers International dont il était fait état dans le document CAC/LIM 6. L'observateur a noté que des initiatives importantes étaient en cours en matière de formation aux fonctions des Comités nationaux du Codex et des points de contact du Codex et à l'analyse des risques<sup>11</sup> et a demandé que les membres de la Commission envisagent chaque fois que possible d'inclure des groupes de consommateurs et des représentants de ces groupes dans ces programmes. L'observateur a déclaré que Consumers International était prêt à poursuivre sa coopération avec la Commission aux niveaux national et international afin d'assurer la participation des organisations de consommateurs dans ce domaine d'actualité.

37. L'observateur de l'Association internationale des organisations de consommateurs s'est également félicité du document présenté à la Commission et a indiqué que la présence de l'Association pouvait être considérée comme témoignant d'une plus grande ouverture de la Commission à la participation des organisations de consommateurs à ses travaux.

38. La Commission a exprimé son soutien sans réserve aux efforts faits pour renforcer la participation des organisations de consommateurs à l'élaboration des normes alimentaires et aux travaux du Codex au niveau national. Elle est convenue qu'il était extrêmement souhaitable que les consommateurs et leurs organisations participent aux activités de formation visant à créer ou à renforcer des points de contact du Codex ou des Comités nationaux du Codex.

39. La Commission a pris acte des conclusions de l'Atelier régional FAO/OPS/CI sur l'intégration des intérêts des consommateurs dans le contrôle des aliments et la production alimentaire (Quito, 1996) – faisant l'objet de l'Annexe B du document de travail. Toutefois, la Commission a reconnu que plusieurs des recommandations de cet atelier pouvaient être interprétées comme réclamant la participation des consommateurs aux activités officielles de contrôle des denrées alimentaires. Plusieurs délégations ont déclaré que si les consommateurs, leurs organisations et d'autres parties intéressées pouvaient participer à l'élaboration des normes, les activités officielles de contrôle des denrées alimentaires visant à assurer le respect des normes et réglementations étaient du ressort des autorités gouvernementales et du système juridique. La Commission a fait observer qu'elle avait déjà accepté que tout en respectant le souci légitime de préserver leur caractère confidentiel, les principes et les activités relatifs à l'inspection et à la certification des denrées alimentaires soient ouverts à l'examen des consommateurs, de leurs organisations et d'autres parties intéressées<sup>12</sup>.

40. Plusieurs délégations ont fait observer que la participation des consommateurs aux différents stades de l'élaboration de la législation alimentaire et des processus de fixation des normes et de prise de décisions était autorisée par leur législation. Toutefois, certaines délégations ont déclaré qu'il faudrait commencer par déterminer selon quels critères une "organisation de consommateurs" serait considérée comme légitime, indiquant qu'une telle sélection serait nécessaire si les organisations étaient appelées à participer à

---

<sup>10</sup> ALINORM 99/8; CAC/LIM 6 (Observations de Consumers International en réponse à ALINORM 99/8); CAC/LIM/11 (Observations de l'International Association of Consumer Food Organizations)

<sup>11</sup> Voir ALINORM 99/5-Addendum.

<sup>12</sup> *Principes relatifs à l'inspection et à la certification des denrées alimentaires, CAC/GL 20-1995*

l'élaboration des normes alimentaires et au processus du Codex au niveau national. L'observateur de Consumers International a noté que cette organisation avait préparé et publié des directives en la matière.

41. La Commission a noté que dans certains pays en développement, les organisations de consommateurs n'étaient pas encore bien établies, le niveau d'instruction des consommateurs était relativement faible, l'expertise scientifique ou technique nécessaire n'était pas disponible et le manque de ressources et les problèmes de communication ne permettaient pas aux consommateurs de participer efficacement à ce processus. La nécessité d'une formation a été mise en relief.

42. Plusieurs délégations se sont inquiétées de ce que certaines organisations de consommateurs avaient tendance à ne tenir compte que des vues, des intérêts et de la culture des consommateurs des pays industrialisés et ont souligné qu'une base élargie d'opinions, émanant notamment de consommateurs des pays en développement, serait utile. L'observateur de Consumers International a fait observer que cette organisation avait des membres dans le monde entier et des bureaux régionaux dans des pays en développement afin de faciliter l'émergence d'un consensus le plus large possible sur les questions intéressant les consommateurs.

### **RECOMMANDATIONS**

43. La Commission a examiné les recommandations qui lui avaient été adressées dans ce document. La Commission:

- est convenue d'envisager de dresser une "liste de contrôle" d'objectifs mesurables pour évaluer la participation des consommateurs aux travaux du Codex aux niveaux national et international et a demandé au Comité sur les Principes généraux d'examiner la proposition formulée dans le document;
- a noté les recommandations de l'atelier de Quito, sans les faire siennes (voir par. 39 ci-dessus);
- a recommandé que la FAO et l'OMS envisagent, en coopération avec les organisations de consommateurs, d'élaborer des directives ou des modèles pour favoriser la participation des consommateurs aux travaux du Codex et aux activités relatives aux normes alimentaires aux niveaux national et international;
- a noté que l'idée d'identifier des fonds, au sein du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires et des programmes FAO et OMS apparentés, pour favoriser la participation des organisations non gouvernementales internationales de consommateurs au Codex, était loin de faire l'unanimité et a indiqué que toutes les ressources mises à la disposition du Codex devaient d'abord être consacrées aux pays en développement membres de la Commission;
- a recommandé que la FAO, l'OMS et les gouvernements travaillent avec les organisations nationales et internationales de consommateurs pour améliorer auprès des consommateurs la diffusion des informations Codex;
- a recommandé que la FAO, l'OMS et les gouvernements invitent les organisations de consommateurs à participer aux ateliers et séminaires nationaux, sous-régionaux ou régionaux sur des questions intéressant le Codex;
- a proposé que les comités de coordination régionaux continuent à servir de tribune facilitant l'échange de données d'expérience sur les mesures propres à renforcer la contribution des consommateurs aux comités nationaux du Codex et aux points de contact du Codex.

44. La Commission a noté la recommandation tendant à ce que le Comité du Codex sur les Principes généraux élabore des propositions qui permettraient à un nombre limité de représentants d'OING ayant le statut d'observateur auprès de la Commission du Codex Alimentarius d'être invités en tant qu'observateurs aux sessions du Comité exécutif. Plusieurs délégations ont indiqué que le Comité exécutif était un organe exécutif de la Commission et que, selon le Règlement intérieur de la Commission, sa composition était strictement limitée. On a noté qu'il serait injuste à l'égard des Etats Membres de la Commission d'accorder le "statut d'observateur" à des OING lors de sessions du Comité exécutif, alors que les membres eux-mêmes n'étaient pas invités à y assister en tant qu'observateurs. D'autres délégations se sont déclarées favorables à ces propositions, mais ont noté qu'il y avait un certain nombre de questions à examiner avec attention, notamment l'assurance d'une représentation équitable de toutes les OING contribuant au processus du Codex,

les droits de ces organisations en tant qu'observateurs, leur mode de sélection et l'assurance que le Comité exécutif continuerait à fonctionner de manière efficace sous la direction de la Commission.

45. On a noté que trois grandes catégories d'OING avaient été identifiées dans le document de travail, à savoir les groupes de consommateurs et autres groupes d'intérêt public; les organisations s'occupant de production, de commerce et de commercialisation de denrées alimentaires; et les organisations non gouvernementales internationales professionnelles et scientifiques. Il a été noté que tous ces groupes avaient apporté des contributions importantes au processus du Codex et qu'il convenait donc d'envisager de renforcer la transparence et la crédibilité des décisions du Codex en faisant également participer ces groupes aux travaux du Comité exécutif. Sans préjudice de toute décision qui pourrait être prise à un stade ultérieur, la Commission **est convenue** de demander au Comité sur les Principes généraux d'élaborer des propositions à lui soumettre pour examen.

46. Quelques délégations ont estimé que la composition du Comité exécutif telle que stipulée à l'Article III.1 du Règlement intérieur devait être réexaminée, cet article fondamental étant appliqué depuis la première session de la Commission en 1963. La délégation japonaise a fait observer que des éclaircissements étaient nécessaires concernant la participation, en tant qu'observateurs, de pays membres. Les propositions comprenaient l'élargissement du Comité exécutif, avec la possibilité d'élire plusieurs membres de différentes régions, comme cela se faisait au Conseil et dans d'autres organes de la FAO. Le Secrétariat a été invité à consulter les conseillers juridiques et les directions générales de la FAO et de l'OMS à cet égard, compte tenu du statut du Comité exécutif tel qu'il est décrit dans les Statuts de la Commission, et à faire rapport au Comité sur les principes généraux.

#### **PRINCIPES DE L'ANALYSE DES RISQUES (POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR)<sup>13</sup>**

47. Le Représentant de l'OMS a présenté le document, un rapport intérimaire sur les activités entreprises à ce jour pour mettre en œuvre le Plan d'action adopté par la Commission à sa vingt-deuxième session. La Commission a remercié la FAO et l'OMS d'avoir organisé des consultations d'experts et a noté que la plupart des recommandations figurant dans le document avaient été élaborées par ces consultations d'experts. La Commission a noté que les recommandations figurant à l'Annexe 2 et à l'Annexe 3 du document de travail avaient servi de base aux recommandations, qui avaient été examinées et révisées par le Comité exécutif. La Commission a examiné les recommandations figurant dans le document de travail telles qu'amendées par le Comité exécutif.

48. La Commission a rappelé que la proposition d'autoriser des observateurs à assister aux sessions du Comité exécutif avait été examinée au titre du point 6 de l'ordre du jour – *Participation des consommateurs* et est convenue de supprimer cette proposition des recommandations à adopter en matière d'analyse des risques (voir aussi par. 44 et 45).

49. La Commission a eu un échange de vues prolongé sur la recommandation invitant les gouvernements à intégrer l'analyse des risques dans leur législation. Plusieurs délégations se sont opposées à cette proposition, estimant que l'analyse des risques était une discipline relativement nouvelle et qu'il faudrait laisser suffisamment de temps aux pays en développement pour qu'ils intègrent ces principes dans leur législation, compte tenu de certaines difficultés, comme le manque de ressources et de personnel formé. D'autres délégations, tout en admettant qu'une certaine souplesse était nécessaire, ont appuyé la recommandation générale figurant dans le document, compte tenu notamment des dispositions de l'Accord SPS de l'OMC concernant l'évaluation des risques. La Commission est convenue que les gouvernements devraient être encouragés à intégrer l'analyse des risques dans leur législation et a noté que les difficultés des pays en développement étaient traitées dans d'autres recommandations.

50. Plusieurs délégations ont fait observer que si de nombreux programmes de formation très utiles avaient été mis au point, notamment pour l'application du système HACCP, les différences entre ces programmes pouvaient être source de confusion. Elles ont souligné qu'il importait d'harmoniser les programmes de formation relatifs à l'analyse des risques. La Commission est convenue d'amender la recommandation pertinente en conséquence. Le Représentant de la FAO a indiqué qu'un manuel de formation au système HACCP avait été publié et était actuellement utilisé dans les cours de formation de la

---

<sup>13</sup> ALINORM 99/9, ALINORM 99/4, par. 9 à 16, CAC/LIM 2 (observations de Consumers International), CAC/LIM 9 (observations de l'Inde)

FAO organisés dans plusieurs régions et qu'un manuel de formation à l'analyse des risques était en cours de préparation en coopération avec l'OMS et l'ILSI.

51. En ce qui concerne le rapport sur les activités de formation, l'assistance technique et le soutien de la FAO et de l'OMS, de nombreuses délégations se sont déclarées très satisfaites de la formation et de l'assistance techniques fournies par les organisations mères et ont souligné la nécessité de poursuivre cette assistance en l'axant sur les besoins des pays en développement en matière d'analyse des risques. La Commission est convenue d'inclure des recommandations supplémentaires à cet effet.

52. La Commission a approuvé la proposition de la délégation des Pays-Bas de souligner la nécessité d'une interaction et de communications accrues entre les organisations d'experts, telles que le JECFA et la JMPR, et les Comités du Codex, conformément aux principes de l'analyse des risques. Une recommandation à cet effet a donc été introduite. L'observateur de Consumers International a déclaré qu'il importait de fournir au JECFA et à la JMPR des indications claires et sans équivoque en matière d'évaluation des risques.

53. L'observateur de la Fédération mondiale de protection des cultures a pris acte de la recommandation de la Consultation d'experts FAO/OMS sur l'application de la communication sur les risques "d'identifier et d'inviter des experts représentant un plus large éventail de perspectives scientifiques à participer aux travaux des organes consultatifs internationaux (tels que le JECFA et la JMPR) et aux consultations d'experts". L'observateur s'est inquiété de ce que l'on envisage la présence d'observateurs aux réunions de la JMPR, compte tenu des droits de propriété attachés aux données examinées.

54. La délégation indienne, se référant à ses observations formulées au cours de la session du Comité sur les principes généraux et reproduites dans le document, a souligné qu'il importait de tenir compte de la situation prévalant dans les pays en développement, étant donné que la production primaire était assurée essentiellement par de petites et moyennes entreprises et d'inclure des données provenant de ces pays dans le processus d'évaluation des risques. Cette délégation a aussi proposé que les conséquences économiques et la faisabilité des options en matière de gestion des risques soient prises en compte dans le processus de gestion des risques. Cette position a été appuyée par plusieurs délégations et la Commission, reconnaissant qu'il fallait tenir compte de la situation spécifique des pays en développement, a introduit de nouvelles recommandations pour répondre à ces préoccupations.

55. Les délégations du Danemark et de la Suède, appuyées par d'autres délégations, ont proposé à la Commission de réitérer sa demande formulée à sa vingt-deuxième session concernant la création d'un Comité d'experts FAO/OMS sur les risques microbiologiques, compte tenu du fait que l'évaluation des risques et les conseils scientifiques constituaient la base des travaux du Comité sur l'hygiène alimentaire. La Commission est convenue d'ajouter une recommandation à cet effet.

56. La Commission a adopté les recommandations ci-après à appliquer dans le cadre du Codex:

- a) Les programmes contribuant à l'analyse des risques devraient bénéficier d'un rang de priorité élevé;
- b) Les comités du Codex concernés devraient poursuivre l'élaboration et l'application des principes et des méthodologies d'analyse des risques relevant de leurs mandats respectifs dans le cadre du Plan d'action et faire rapport sur l'avancement de leurs travaux à la Commission de manière régulière;
- c) Les propositions de nouvelles définitions ou d'amendement des dispositions existantes à utiliser dans le cadre de l'analyse des risques, selon qu'il conviendrait, devraient être examinées par le Comité du Codex sur les Principes généraux;
- d) Pour dissiper toute confusion quant à l'usage des expressions "risk analysis" (analyse des risques) et "hazard analysis" (analyse des dangers), la Commission devrait réitérer ce qu'elle entend par ces expressions et expliquer comment elles s'appliquent en pratique;
- e) La Commission devrait poursuivre et accroître ses efforts tendant à renforcer la participation des gouvernements et des ONG qui sont membres ou observateurs mais qui ne participent pas de manière active aux travaux du Codex;

- f) Les comités du Codex concernés devraient désigner un coauteur provenant d'un pays en développement lorsque le principal auteur (ou les principaux auteurs) d'un document de synthèse provient (ou proviennent) d'un pays développé;
- g) Les comités du Codex concernés devraient envisager d'élaborer des critères de qualité en ce qui concerne les données utilisées pour l'évaluation des risques. Dans la mesure possible, ces critères devraient être compatibles, compte tenu des différences techniques existant dans les disciplines couvertes;
- h) Les comités du Codex concernés devraient prendre en compte les aspects concernant l'exposition aigüe produits chimiques présents dans les aliments;
- i) Reconnaissant que dans les pays en développement la production primaire est assurée essentiellement par de petites et moyennes entreprises, l'évaluation des risques devrait reposer sur des données mondiales, y compris celles en provenance des pays en développement. Ces données devraient comprendre en particulier des données de surveillance épidémiologique et des études sur l'exposition;
- j) La gestion des risques devrait prendre en compte les conséquences économiques et pratiques des options en matière de gestion des risques dans les pays en développement. Elle devrait aussi faire preuve de souplesse au stade de l'élaboration des normes, directives et autres recommandations, dans une mesure compatible avec la protection de la santé des consommateurs.

57. La Commission a également fait siennes les recommandations ci-après adressées aux gouvernements:

- a) Les gouvernements membres devraient participer activement aux travaux du Codex. Les gouvernements devraient aussi prendre en compte, dans la mesure possible, les vues de toutes les parties intéressées lorsqu'ils définissent la position de leur pays sur une question du Codex. Les gouvernements sont en outre encouragés à communiquer et à expliquer les décisions du Codex à ces mêmes parties intéressées et au public en général;
- b) Les gouvernements devraient adopter des structures et procédures administratives qui assurent la transparence et qui permettent aux comités nationaux du Codex de prendre en compte les avis des consommateurs et du secteur privé. La coopération devrait être développée avec les consommateurs et le secteur privé en matière de communication sur les risques – notamment au moyen de messages simples concernant la qualité et l'innocuité des aliments ;
- c) les gouvernements sont encouragés à intégrer les principes de l'analyse des risques lorsqu'ils élaborent ou actualisent leur législation nationale sur les questions d'innocuité des aliments.

58. La Commission a fait siennes les recommandations ci-après adressées à la FAO et à l'OMS:

- a) La FAO et l'OMS devraient élaborer des programmes harmonisés de formation ou autres visant à renforcer la compréhension du processus d'analyse des risques et du rôle de la communication sur les risques, pour les Etats Membres et pour les organisations internationales intervenant activement dans les travaux du Codex;
- b) La FAO et l'OMS devraient continuer à aider, à titre prioritaire, les pays en développement en dispensant une formation aux niveaux régional, sous-régional ou national sur la présentation et l'application des différents aspects de l'analyse des risques, du système HACCP et des bonnes pratiques en matière de fabrication, d'agriculture et d'hygiène et sur la mise au point de mesures permettant d'appliquer de bonnes pratiques tenant compte des risques dans les petites entreprises;
- c) La FAO et l'OMS devraient déployer davantage d'efforts pour renforcer leurs activités visant à aider les pays en développement à mener des études sur les régimes alimentaires et sur la nutrition, à mettre en place des programmes de surveillance et à procéder à des évaluations de l'ingestion et/ou de l'exposition;

- d) La FAO et l'OMS devraient renforcer la transparence en matière d'évaluation scientifique des risques, notamment dans le choix des experts et dans les avis qu'ils donnent, y compris en ce qui concerne la façon dont les incertitudes sont prises en compte;
- e) La FAO et l'OMS, en tant qu'organisations responsables, devraient mettre l'accent sur la nécessité d'une interaction et d'une communication accrues entre les comités d'experts, comme le JECFA et la JMPR, et les comités du Codex, tels que le CCFAC, le CCRVDF et le CCPR, et devraient demander aux organes consultatifs d'experts et aux comités subsidiaires de coopérer selon les principes de l'analyse des risques;
- f) La Commission a réitéré sa demande adressée à la FAO et à l'OMS de créer un organe consultatif international d'experts, similaire au JECFA et à la JMPR, sur les aspects microbiologiques de l'innocuité des denrées alimentaires, qui serait chargé de l'évaluation des risques microbiologiques.

**examen d'amendements au manuel de procédure de la commission du codex alimentarius (point 8 de l'ordre du jour)<sup>14</sup>**

**AMENDEMENTS QU'IL EST PROPOSE D'APPORTER AU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION**

59. La Commission a décidé que le quorum spécifié à l'Article IV.6 lorsqu'il s'agit d'adopter des amendements au Règlement intérieur était réuni.

60. La Commission est convenue d'amender l'Article II – Bureau et les alinéas 7 et 10 de l'Article IX relatifs à la désignation des coordonnateurs régionaux comme proposé par le Comité sur les principes généraux.

61. La Commission a examiné le projet d'amendement de l'Article X – Elaboration des normes tendant à souligner que tous les effets possibles doivent être faits pour parvenir à un consensus. La délégation indienne, appuyée par d'autres délégations dont celles de la Chine et de la Malaisie, a exprimé l'opinion que lorsqu'il n'était pas possible de prendre une décision par consensus et qu'un vote s'imposait, la décision devait être prise à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, compte tenu de l'importance des textes du Codex, qui servaient de référence dans le commerce international. Le Président a rappelé que la question de la majorité ne faisait pas partie des questions examinées à la présente session et que seule la proposition concernant l'importance du consensus avait été soumise à la Commission. Celle-ci a noté que cette question était actuellement examinée par le Comité sur les principes généraux, qui n'était pas encore parvenu à une conclusion, et elle est convenue que le Comité devrait poursuivre ses travaux sur cette question désormais prioritaire.

62. La Commission a pris acte de la proposition émanant de la délégation australienne tendant à remplacer l'expression "tous les efforts possibles doivent être faits" par "tous les efforts raisonnables doivent être faits", afin de tenir compte des aspects pratiques du processus de décision. La Commission a toutefois rappelé que l'amendement avait été examiné de manière approfondie par le Comité sur les principes généraux et a adopté l'amendement à l'Article X tel que proposé.

63. La Commission a également examiné le projet d'amendement à l'Article III.1 qui prévoyait l'adjonction d'un membre supplémentaire, représentant la région du Proche-Orient, au Comité exécutif et qui avait été soumis à la session en cours conformément à l'Article XIII (voir par. 6). Certaines délégations s'étant interrogées sur les pays composant cette région, la Commission a noté que les questions relatives à la création du nouveau Comité de coordination seraient examinées au titre du point 12 de l'ordre du jour – Désignation des gouvernements hôtes.

64. La Commission a adopté le projet d'amendement à l'Article III.1 concernant la représentation de la région du Proche-Orient au Comité exécutif. Les délégations de l'Arabie saoudite et de l'Égypte ont remercié la Commission, estimant que la création de la nouvelle région et du nouveau Comité régional permettrait aux pays du Proche-Orient de renforcer leur participation aux travaux du Codex.

65. La Commission a été informée que les articles amendés seraient soumis aux Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS pour approbation, comme stipulé à l'Article XII.1 du Règlement intérieur. Le Conseiller

---

<sup>14</sup> ALINORM 99/10, Parties I et II; CAC/LIM 16

juridique de la FAO a informé la Commission qu'une fois adopté l'amendement à l'Article III.1, il serait possible de procéder à l'élection du Représentant de la région du Proche-Orient, étant entendu que les résultats de l'élection seraient confirmés lorsque l'Article amendé entrerait en vigueur.

66. La Commission a pris acte de la proposition de la délégation de la République de Corée d'élargir la composition du Comité exécutif et a rappelé que tous les aspects pertinents concernant la composition et le rôle du Comité exécutif seraient examinés par le Comité sur les principes généraux comme convenu précédemment.

***CRITERES REGISSANT L'ETABLISSEMENT DES PRIORITES DE TRAVAIL ET LA CREATION D'ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS***

67. La Commission a adopté les amendements tendant à distinguer les critères concernant la détermination de l'ordre de priorité des activités de ceux concernant la création d'organes subsidiaires, qui prévoient la création de groupes de travail intergouvernementaux *ad hoc* dotés d'un mandat d'une durée limitée et extrêmement précis, mais fonctionnant de la même façon que les Comités du Codex permanents.

***RELATIONS ENTRE LES COMITES S'OCCUPANT DE PRODUITS ET LES COMITES S'OCCUPANT DE QUESTIONS GENERALES: PROJET D'AMENDEMENT AUX DISPOSITIONS RELATIVES A L'HYGIENE ALIMENTAIRE***

68. La Commission a adopté l'amendement concernant les dispositions relatives à l'hygiène alimentaire à utiliser dans les normes de produits comme proposé.

***MANDAT DU COMITE DU CODEX SUR LE LAIT ET LES PRODUITS LAITIERS***

69. La Commission a adopté le mandat du ce comité tel que proposé.

***DEFINITIONS AUX FINS DU CODEX ALIMENTARIUS: DEFINITIONS DES TERMES RELATIFS A LA SALUBRITE DES ALIMENTS UTILISES EN ANALYSE DES RISQUES (COMMUNICATION SUR LES RISQUES – GESTION DES RISQUES)***

70. La Commission est convenue de modifier la définition de la communication sur les risques comme suggéré par la délégation canadienne, en supprimant la mention des "dangers", afin d'éviter toute confusion entre risques et dangers, notamment en ce qui concerne la procédure HACCP. La Commission a adopté les définitions révisées de la *communication sur les risques* et de la *gestion des risques* telles que proposées.

***PROJET DE PRINCIPES RELATIFS A LA PARTICIPATION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS***

71. La Commission a adopté le projet de principes tel que proposé.

***FONCTIONS ESSENTIELLES DES POINTS DE CONTACT DU CODEX***

72. La Commission a adopté les fonctions essentielles proposées et a noté que la structure et le fonctionnement des points de contact du Codex relevaient de la responsabilité des gouvernements, comme indiqué dans l'introduction.

73. Les amendements et ajouts au Règlement intérieur et d'autres amendements au Manuel de procédure figurent aux Annexes III et IV du présent rapport, respectivement.

**PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS (POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR)**

***GENERALITES***

74. La Commission a examiné un certain nombre de projets de normes et de textes apparentés élaborés par ses organes subsidiaires. Elle s'est penchée sur des normes et textes apparentés soumis à l'étape 8 de la procédure unique pour l'élaboration des normes Codex et textes apparentés et sur des textes soumis à l'étape 5 pour lesquels, dans certains cas, l'organe subsidiaire avait recommandé d'omettre les étapes 6 et 7. Elle a également examiné des textes soumis à l'étape 5 de la procédure accélérée. Les résultats de l'examen par la Commission de ces normes et textes apparentés sont présentés sous forme de tableau à l'Annexe VII du présent rapport. Les paragraphes ci-après donnent des informations supplémentaires concernant les débats qui ont eu lieu sur certains points ou font état de décisions supplémentaires qui ont été prises par la Commission relativement à l'adoption de certains textes.

**QUESTIONS EN SUSPENS DEPUIS LA VINGT-DEUXIEME SESSION DE LA COMMISSION****Examen des projets de limites maximales pour les résidus de somatotropine bovine (BST)<sup>15</sup>**

75. La Commission a rappelé qu'elle avait décidé à sa vingt-deuxième session de suspendre l'examen de l'adoption des limites maximales pour les résidus de somatotropine bovine en attendant que le JECFA et le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments réévaluent les données scientifiques et que le Comité sur les principes généraux examine l'application des "autres facteurs légitimes" dans le cas de la BST. Le Président du Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments a fait savoir que le JECFA, à sa cinquantième session, avait réévalué la BST et que les LMR "non spécifiées" pour la BST, adoptées précédemment, étaient confirmées lorsque la substance était utilisée dans le respect des bonnes pratiques vétérinaires. Néanmoins, le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments n'avait pas été en mesure d'obtenir un consensus sur l'adoption des LMR et le Président les avait fait passer à l'étape 8, afin de les soumettre à la Commission pour examen. Le Président du Comité sur les principes généraux a noté que l'application des "autres facteurs légitimes" dans le cas de la BST avait été examinée deux fois par le Comité et également que ce Comité n'avait pu parvenir à un consensus sur les questions à l'étude.

76. La délégation des Etats-Unis a déclaré qu'à son avis l'évaluation scientifique devrait être le seul facteur déterminant pour l'adoption des LMR et que celles-ci devraient être adoptées sur la base de ces évaluations. Néanmoins, la délégation a pris acte de l'absence de consensus sur cette question et a proposé que les LMR soient maintenues à l'étape 8, dans l'attente de circonstances plus favorables à l'émergence d'un consensus.

77. La délégation allemande, s'exprimant au nom des membres de l'Union européenne présents à la session, s'est référée aux observations écrites soumises à la Commission (ALINORM 99/21, Partie I, Add. 3) et a réitéré que l'adoption des LMR ne serait pas appropriée. La délégation a appuyé la proposition de maintenir les LMR à l'étape 8.

78. Aucun autre point de vue n'ayant été exprimé par les membres, la Commission a **décidé** de maintenir les LMR à l'étape 8, conformément aux dispositions figurant dans l'introduction de la procédure unique pour l'élaboration des normes Codex et textes apparentés.

79. Le Représentant de la COMISA a exprimé la déception de son Organisation face à la décision de la Commission et a exprimé l'espoir qu'un consensus sur cette question se forme lors d'une prochaine session.

80. La Commission a pris acte des vues de la délégation indonésienne selon laquelle, tant que la question de la définition de la portée de l'expression "autres facteurs légitimes" n'aurait pas été résolue, ces facteurs pourraient constituer des restrictions déguisées aux échanges commerciaux.

**PROJET DE NORMES ET DE TEXTES APPARENTES A L'ETAPE 8 OU AUX ETAPES 5/8 DE LA PROCEDURE NORMALE OU A L'ETAPE 5 DE LA PROCEDURE ACCELEREE****LAIT ET PRODUITS LAITIERS****Projet de norme générale pour l'utilisation de termes de laiterie<sup>16</sup>**

81. La Commission a noté qu'au cours de la révision du Code d'usages concernant le lait et les produits laitiers, le Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers avait réélaboré le projet de Code révisé sous la forme d'une norme Codex, suivant les recommandations faites par la Commission à sa vingt-deuxième session.

<sup>15</sup> ALINORM 97/37, par. 68 et 69; ALINORM 99/21 – Partie I, Addendum 2; ALINORM 99/31, par. 65 à 70 et Annexe II; ALINORM 99/33, par. 59 à 64; ALINORM 99/33A, par. 77 à 85. Voir également les observations dans ALINORM 99/21, Partie I, Addendum 3 (France, Allemagne/CE, Afrique du Sud, Etats-Unis d'Amérique, Consumers International)

<sup>16</sup> ALINORM 99/11, Annexe II; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Espagne, de la Malaisie, de la Norvège et du Royaume-Uni); ALINORM 99/21, Partie I, Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 10 (observations de la Thaïlande); LIM 16 (observations de la Chine)

82. Le texte avait été minutieusement examiné par le Comité, ainsi que par le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires. Ce dernier avait approuvé les dispositions relatives à l'étiquetage du Projet de norme générale, en apportant des amendements aux sections suivantes<sup>17</sup>:

- Sections 4.2, 4.3, 4.4 et 4.5 (pour préciser les titres et les objectifs de ces sections);
- Section 4.2.3 (pour la déclaration obligatoire de la normalisation des protéines);
- Section 4.6.3 (pour l'adjonction d'une note de bas de page à des fins d'éclaircissement).

83. La délégation de la Malaisie s'est vivement opposée à l'adoption de la norme et a proposé de modifier la section 4.6.2 concernant l'utilisation de termes de laiterie pour d'autres denrées alimentaires, afin de permettre la commercialisation et les échanges de produits recombinaés tels que le lait compensé, dans lequel les constituants du lait sont remplacés, dans leur totalité ou en partie, par des constituants non laitiers. Elle a également proposé de supprimer la section 4.6.4. La délégation a déclaré que ces produits étaient utilisés depuis longtemps dans les pays en développement et qu'ils s'imposaient pour permettre des innovations technologiques, pour répondre à des problèmes spécifiques des consommateurs comme les allergies et pour offrir aux consommateurs un choix plus large, ce qui permettait de multiplier les débouchés pour les constituants du lait. Cette proposition a été appuyée par un certain nombre de délégations de l'Asie du Sud-Est et par l'Egypte. La délégation des Philippines a également déclaré que l'interdiction de l'utilisation des termes de laiterie pour ces produits pourrait entraîner des restrictions au commerce international. Ces délégations ont également suggéré que le projet de norme soit renvoyé au Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers pour permettre la poursuite du débat.

84. Le Président du Comité sur le lait et les produits laitiers a déclaré que les changements proposés altéreraient sensiblement la nature de la norme et la Commission a été informée que la section 4.6.2 du projet de norme générale, telle qu'actuellement libellée, permettait d'utiliser des termes de laiterie pour des produits traditionnels comme le lait de coco.

85. La Commission **a adopté** le Projet de norme générale tel qu'amendé par le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires pour remplacer le Code d'usages concernant le lait et les produits laitiers existant déjà. Elle **est convenue** de demander au Comité sur le lait et les produits laitiers d'examiner dans les plus brefs délais la nécessité d'élaborer une norme pour des produits tels que le lait compensé et produits dérivés, dans lesquels les constituants du lait avaient été remplacés, en totalité ou en partie, par des constituants non laitiers. Etant donné que ces types de produits semblaient être répandus en Asie du Sud-Est, elle a également demandé au Comité de coordination pour l'Asie de se pencher sur cette question en même temps que le Comité sur le lait et les produits laitiers.

#### **Projet de norme révisée pour le beurre<sup>18</sup>**

86. La Commission a noté que la concentration maximale de plomb avait été confirmée par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants et que ce Comité examinait les concentrations maximales de plomb dans les aliments. Il **a été convenu** que lorsque ces concentrations maximales auraient été acceptées par le Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants, il pourrait être nécessaire que le Comité sur le lait et les produits laitiers revoie la concentration maximale de plomb dans le beurre.

87. La Commission **a décidé** d'amender la Section 7.2 Déclaration de la teneur en matière grasse laitière comme proposé par le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires. Cette décision est applicable à tous les autres projets de normes pour les produits laitiers, à l'exception du Projet de norme concernant les produits à base de matières grasses laitières. Elle **est également convenue** de supprimer l'expression "ou du volume" de la même section, car il n'était pas possible d'exprimer une teneur en matière grasse laitière en pourcentage par volume pour des produits non liquides. Cette décision est également applicable aux autres projets de normes concernant des produits laitiers non liquides. La Commission **a**

<sup>17</sup> ALINORM 99/22A, par. 7 à 13

<sup>18</sup> ALINORM 99/11, Annexe IV; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Egypte, de l'Espagne, de la Pologne et de la République tchèque); ALINORM 99/21, Partie I-Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 10 (observations de la Thaïlande); LIM 11 (observations de l'International Association of Consumer Food Organizations); LIM 12 (observations de l'Inde); LIM 16 (observations de la Chine)

**adopté** le Projet de norme révisée avec les amendements ci-dessus, en remplacement de la norme existante pour le beurre et le beurre de lactosérum.

***Projet de norme révisée pour les produits à base de matières grasses laitières<sup>19</sup>***

88. La Commission a **adopté** le Projet de norme révisée destiné à remplacer la norme existante pour l'huile de beurre, l'huile de beurre anhydre et la matière grasse laitière anhydre. Elle a souligné que l'utilisation de noms locaux pour le ghee était autorisée par la norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées.

***Projet de norme révisée pour les laits concentrés<sup>20</sup>***

***Projet de norme révisée pour les laits concentrés sucrés<sup>21</sup>***

89. La Commission a **adopté** les projets de normes révisées avec l'amendement à la Section 7.2 Déclaration de la teneur en matière grasse laitière (voir par. 87) afin de remplacer les normes respectives existantes.

***Projet de norme révisée pour les laits en poudre et les crèmes en poudre<sup>22</sup>***

90. La Commission a **adopté** le Projet de norme révisée destiné à remplacer la norme existante pour le lait entier en poudre, le lait partiellement écrémé en poudre et le lait écrémé en poudre et la norme pour la crème en poudre, la demi-crème en poudre et le lait en poudre riche en matière grasse, avec les amendements suivants:

- remplacer l'expression "crèmes en poudre" par "crème en poudre" dans le titre, le champ d'application et la description;
- supprimer le polydiméthylsiloxane et l'aluminosilicate de potassium de la liste des additifs alimentaires autorisés du fait qu'ils n'avaient pas été approuvés par le Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants;
- amendements à la Section 7.2 Déclaration de la teneur en matière grasse laitière (voir par. 87).

***Projet de norme révisée pour le fromage<sup>23</sup>***

91. La délégation japonaise, tout en ne s'opposant pas à l'adoption du Projet de norme révisée, a proposé que la Commission demande au Comité sur le lait et les produits laitiers d'envisager de stipuler une teneur minimale en protéines dans la norme afin de faciliter la classification et l'identification des produits et de faire en sorte que la coagulation soit le facteur essentiel dans la production de fromage. De nombreuses

---

<sup>19</sup> ALINORM 99/11, Annexe V; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Égypte et de l'Espagne); ALINORM 99/21, Partie I-Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 10 (observations de la Thaïlande); LIM 11 (observations de l'International Association of Consumer Food Organizations); LIM 12 (observations de l'Inde)

<sup>20</sup> ALINORM 99/11, Annexe VI; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Égypte, de la Pologne et de la République tchèque); ALINORM 99/21, Partie I-Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 10 (observations de la Thaïlande); LIM 11 (observations de l'International Association of Consumer Food Organizations)

<sup>21</sup> ALINORM 99/11, Annexe VII; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/21, Partie I-Add-3 (observations de l'Égypte, de la Pologne et de la République tchèque); ALINORM 99/21, Partie I-Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 10 (observations de la Thaïlande); LIM 11 (observations de l'International Association of Consumer Food Organizations)

<sup>22</sup> ALINORM 99/11, Annexe VIII; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Égypte, de la Pologne et de la République tchèque); ALINORM 99/21, Partie I, Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 10 (observations de la Thaïlande); LIM 11 (observations de l'International Association of Consumer Food Organizations)

<sup>23</sup> ALINORM 99/11, Annexe IX; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/2, Partie I-Add.3 (observations de l'Égypte, de l'Espagne, du Japon, de la Norvège de la Pologne et de la République tchèque); ALINORM 99/21, Partie I-Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 5 (observations de l'Australie; corrigendum); LIM 9 (observations de la Fédération internationale de laiterie); LIM 10 (observations du Bangladesh, du Japon et de la Thaïlande); LIM 11 (observations de l'International Association of Consumer Food Organizations); LIM 12 (observations de l'Inde)

délégations ont appuyé cette proposition. La délégation australienne a exprimé l'opinion qu'il était inutile de stipuler une teneur minimale en protéines dans la définition du produit.

92. La délégation norvégienne, sans s'opposer à l'adoption du Projet de norme, a proposé que soit réexaminée la Section 3.1 Matières premières, du fait que le changement apporté par le Comité à sa troisième session à titre d'amendement corrélatif était en réalité une modification de fond qui nécessiterait un examen plus approfondi.

93. Certaines délégations se sont inquiétées de ce que les chlorophylles et le dioxyde de titane pouvaient être utilisés dans le fromage comme des colorants. La Commission a noté que ces utilisations avaient été approuvées par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants. La délégation suisse a signalé que l'utilisation de la pimarinine dans le fromage en tranches, en morceaux, ou râpé en filaments ou en poudre était une question en suspens, qui devait faire l'objet d'un nouvel examen par le Comité sur le lait et les produits laitiers.

94. La Commission **a adopté** le Projet de norme révisée avec les amendements suivants en vue de remplacer la norme existante pour le fromage:

- faire figurer le mot "Codex" après le mot "norme" dans le préambule de la Section 4 à des fins d'éclaircissement;
- supprimer quatre additifs alimentaires non confirmés par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants;
- amender la Section 7.2 Déclaration de la teneur en matière grasse laitière (voir par. 87)

95. La Commission **a demandé** au Comité sur le lait et les produits laitiers d'examiner: 1) l'inclusion d'une teneur minimale en protéines; et 2) les matières premières. Elle **a également demandé** que le Comité donne la priorité à la révision des normes individuelles pour le fromage.

#### ***Projet de norme révisée pour le fromage de lactosérum***<sup>24</sup>

96. La Commission **a adopté** le projet de norme avec un amendement à la Section 7.2 Déclaration de la teneur en matière grasse laitière (voir par. 87) pour remplacer la norme existante pour le fromage de lactosérum.

#### ***Projet de norme de groupe pour les fromages en saumure***<sup>25</sup>

97. La délégation de Chypre a proposé de supprimer le deuxième paragraphe de la Section 4 Additifs alimentaires. On a reconnu que ce paragraphe avait été inclus pour permettre l'élaboration de nouvelles normes individuelles pour des variétés de fromages en saumure. Aucune de ces normes n'ayant encore vu le jour, la Commission **est convenue** de supprimer le paragraphe en question, étant entendu que si le Comité sur le lait et les produits laitiers élaborait une ou plusieurs normes individuelles pour des variétés de fromages en saumure, elle envisagerait d'ajouter des additifs alimentaires pour ces variétés et de réinsérer ce paragraphe dans cette norme.

98. La Commission **a adopté** le projet de norme avec les amendements suivants à ajouter à ce qui précède:

- faire figurer le mot "Codex" avant l'expression "applicables aux différentes variétés" dans la section Champ d'application;

---

<sup>24</sup> ALINORM 99/11, Annexe X; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Égypte, de l'Espagne, de la Pologne et de la République tchèque); ALINORM 99/21, Partie I-Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 9 (observation de la Fédération internationale de laiterie); LIM 10 (observations de la Thaïlande); LIM 11 (observations de l'International Association of Consumer Food Organizations)

<sup>25</sup> ALINORM 99/11, Annexe X1; ALINORM 99/21, Partie I; ALINORM 99/21, Partie I-Addendum 3 (observations de l'Espagne, de la Norvège et de la République tchèque); ALINORM 99/21, Partie I-Addendum 4 (situation de la confirmation); LIM 9 (observation de la Fédération internationale de laiterie); LIM 10 (observation de la Thaïlande); LIM 11 (observations de l'International Association of Consumer Food Organizations)

- amender la Section 7.2 Déclaration de la teneur en matière grasse laitière (par. 87).

99. La Commission a demandé qu'avant la publication finale de ces normes, les versions espagnole et française soient corrigées en fonction des observations d'ordre rédactionnel présentées par l'Espagne et l'Argentine et par la France, respectivement.

#### **ADDITIFS ALIMENTAIRES ET CONTAMINANTS**

##### ***Projet de limite maximale et de plans d'échantillonnage pour les aflatoxines totales dans les arachides destinées à une transformation ultérieure***<sup>26</sup>

100. L'observateur de la Communauté européenne et d'autres délégations ont proposé un nouveau plan d'échantillonnage visant à améliorer la collecte et la préparation de l'échantillon et les méthodes d'analyse pour la détection des aflatoxines. Ces délégations ont proposé que le plan d'échantillonnage présenté soit gardé en suspens ou adopté à titre provisoire, de sorte que le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants puisse examiner d'autres propositions pour l'échantillonnage, en collaboration avec le Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage.

101. D'autres délégations se sont déclarées favorables à l'adoption du projet de limite et du plan d'échantillonnage tels que proposés, du fait que le Comité examinait la question depuis de nombreuses années, et que l'importance de rattacher la limite maximale au plan d'échantillonnage appliqué était généralement reconnue. Il a été noté que la limite maximale et les plans d'échantillonnage étaient établis sur la base de conseils d'experts fournis lors d'une Consultation FAO<sup>27</sup> et qu'une évaluation générale des risques avait été récemment menée par le Comité mixte d'experts FAO/OMS sur les additifs alimentaires<sup>28</sup> au cours de sa quarante-neuvième réunion. Il a également été noté que la transformation ultérieure réduisait sensiblement le niveau de contamination et que, dans tous les cas, une nouvelle réduction du projet de limite maximale pourrait avoir de graves effets négatifs sur le commerce, sans pour autant améliorer sensiblement la protection de la santé des consommateurs.

102. La Commission a adopté la limite maximale de 15 µg/kg pour les aflatoxines totales dans les arachides destinées à être transformées ultérieurement. Elle a également adopté le projet de plan d'échantillonnage à titre provisoire, étant entendu que la question serait approfondie par le Comité et par le Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage sur la base des propositions qui seraient élaborées par un groupe de travail électronique avant leurs prochaines sessions.

##### ***Projet de limite maximale pour l'aflatoxine M<sub>1</sub> dans le lait***<sup>29</sup>

103. De nombreuses délégations se sont déclarées opposées à l'adoption du projet de limite de 0,05 µg/kg pour diverses raisons. Ces délégations ont noté qu'il fallait tenir compte de la disponibilité, de la difficulté d'application et du coût des méthodes d'analyse permettant de déterminer des teneurs inférieures en aflatoxines. Elles ont fait observer que l'adoption de la limite inférieure perturberait gravement le commerce des aliments pour animaux et que le lait sous forme liquide destiné à la consommation directe ne faisait pas l'objet d'un commerce important à l'échelon international. La Commission a rappelé que l'évaluation des risques menés par le JECFA à sa quarante-neuvième réunion avait montré que la cancérogénicité potentielle de l'aflatoxine M<sub>1</sub> était pratiquement 10 fois inférieure à celle de l'aflatoxine B<sub>1</sub><sup>30</sup>.

104. De nombreuses délégations se sont déclarées pour la limite de 0,05 µg/kg telle que proposée. Ces délégations ont fait observer que la limite inférieure était nécessaire pour protéger les personnes consommant beaucoup de lait ou vulnérables, telles que les nourrissons et les enfants en bas âge, et qu'une limite plus basse ne serait pas raisonnable. Elles ont fait observer que cette teneur inférieure était facile à déterminer.

<sup>26</sup> ALINORM 99/12, Annexe X et observations de l'Afrique du Sud, de l'Uruguay et de la Communauté européenne (ALINORM 99/21, Partie I – Add.3)

<sup>27</sup> Consultation FAO sur les plans d'échantillonnage pour l'analyse des aflatoxines dans les arachides et le maïs (Etude FAO Alimentation et nutrition N° 55, 1993) (anglais seulement)

<sup>28</sup> Quarante-neuvième réunion du Comité mixte d'experts FAO/OMS sur les additifs alimentaires, Rome, 17-26 juin 1997, WHO Technical Reports Series, N° 884, 1999,

<sup>29</sup> ALINORM 99/12, Annexe X et observations du Royaume-Uni et de l'Uruguay (ALINORM 99/21, Partie I - Add.3)

<sup>30</sup> Safety Evaluation of Certain Food Additives and Contaminants, Food Additives Series N° 40, pp. 359-468, WHO, Geneva, 1998.

105. Faute de parvenir à un consensus, la Commission est convenue de renvoyer le projet de limite maximale pour l'aflatoxine M<sub>1</sub> dans le lait à l'étape 6 pour observations supplémentaires et nouvel examen par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants. Cette décision a été prise étant entendu que des informations seraient fournies sur les conséquences pour la santé publique d'une limite plus élevée et sur les conséquences économiques potentielles des limites inférieure et supérieure proposées et sur les teneurs en aflatoxine détectées dans le lait.

***Projet d'amendements aux dispositions relatives aux additifs alimentaires de la norme Codex pour le sel de qualité alimentaire***<sup>31</sup>

106. La Commission a fait siennes les confirmations<sup>32</sup> du Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants, notamment la suppression des dispositions spécifiques de la norme concernant l'utilisation des sels myristique, palmitique ou stéarique (aluminium, magnésium). La Commission a confirmé que la concentration maximale d'orthophosphate tricalcique devrait être de 20 g/kg. La délégation italienne a signalé qu'un certain nombre de modifications d'ordre rédactionnel devraient être apportées au texte, comme indiqué dans le document CAC/LIM. 9.

***Norme générale Codex pour les additifs alimentaires: Projet de dispositions pour les additifs dont l'utilisation est autorisée sous certaines conditions dans certaines catégories d'aliments ou dans des aliments particuliers (Tableau 1)***<sup>33</sup>

107. La Commission a approuvé l'adoption de la recommandation du Comité d'ajouter une note de bas de page à la Section 1.1 (Additifs alimentaires autorisés) du préambule de la norme générale pour les additifs alimentaires, pour préciser que la norme était élaborée progressivement<sup>34</sup>. Puisque le Comité avait déjà accepté de collaborer avec l'Office international de la vigne et du vin (OIV)<sup>35</sup>, en particulier sur la question de l'harmonisation des dispositions relatives aux additifs, la Commission a supprimé ces dispositions concernant l'utilisation de l'alpha-amylase, du diméthyl dicarbonate, du polydiméthylsiloxane et du polyvinylpyrrolidone dans les vins.

108. La Commission a noté que le Comité avait déjà accepté que les valeurs numériques soient conservées, de préférence aux limites se référant aux bonnes pratiques de fabrication, pour les additifs à DJA numérique<sup>36</sup>. Compte tenu de cette décision, la Commission a décidé que le projet de limites maximales fondées sur de bonnes pratiques de fabrication" pour les additifs à DJA numérique devrait comprendre une note indiquant que l'élaboration de concentrations spécifiques ferait l'objet d'un nouvel examen.

109. La Commission a confirmé qu'avant sa publication, la Norme générale devrait tenir compte des dispositions concernant les additifs alimentaires approuvés figurant dans les normes de produits du Codex.

110. La Commission a adopté le projet de dispositions pour les additifs proposés, avec les suppressions mentionnées au paragraphe 107 ci-dessus, et elle est convenue que ces dispositions seraient mises à jour régulièrement.

***Norme générale Codex pour les additifs alimentaires: Additifs dont l'utilisation est autorisée dans les aliments en général, sauf indication contraire, conformément aux bonnes pratiques de fabrication (Tableau 3) et catégories d'aliments ou aliments exclus des conditions générales du Tableau 3 (Annexe au Tableau 3)***<sup>37</sup>

111. La Commission a approuvé la proposition de l'observateur de la Communauté européenne, appuyé par d'autres délégations, d'inclure des catégories d'aliments spécifiques pour les concentrés (liquides et solides) de jus de fruits (14.1.2.3), nectars de fruits en boîte ou en bouteille (pasteurisés) (14.1.3.1) et concentrés (liquides et solides) pour les nectars de fruits (14.1.3.3) dans l'Annexe au Tableau 3.

---

<sup>31</sup> Norme Codex pour le sel de qualité alimentaire (CODEX STAN 150-1985)

<sup>32</sup> ALINORM 99/12, Annexe VII

<sup>33</sup> ALINORM 99/12A, Annexe II et observations du Brésil (ALINORM 99/21, Partie I – Add.3)

<sup>34</sup> ALINORM 99/12A, Annexe V et CL 1999/4-FAC

<sup>35</sup> ALINORM 99/12, par. 37 ; ALINORM 99/24A, par. 51 ; CAC/LIM. 10.

<sup>36</sup> ALINORM 99/12, par. 28

<sup>37</sup> ALINORM 99/12A, Annexe III et observations du Brésil (ALINORM 99/21, Partie I – Add.3) et de la Communauté européenne (LIM 9)

112. La délégation des Etats-Unis a noté que le Préambule de la Norme générale indiquait clairement que les catégories d'aliments ne correspondaient pas nécessairement aux normes Codex et qu'elles n'étaient pas conçues à des fins d'étiquetage. Estimant que le Comité était mieux à même de résoudre directement cette question, les Etats-Unis ont émis des réserves concernant la décision de la Commission.

#### **COMITE SUR L'HYGIENE ALIMENTAIRE**

##### ***Projet de Code d'usages en matière d'hygiène pour les aliments réfrigérés conditionnés de durée de conservation prolongée***<sup>38</sup>

113. La Commission a adopté le projet de Code à l'étape 8.

##### ***Projet de principes et directives régissant la conduite de l'évaluation des risques microbiologiques***<sup>39</sup>

114. La Commission a adopté le projet de principes et directives à l'étape 8.

##### ***Projet d'amendement au Code d'usages international recommandé – Principes généraux d'hygiène alimentaire (procédures et méthodes de nettoyage)***<sup>40</sup>

115. La Commission a adopté le projet d'amendement à l'étape 5 de la procédure accélérée.

#### **POISSONS ET PRODUITS DE LA PECHE**<sup>41</sup>

##### ***Projet de lignes directrices pour l'évaluation organoleptique en laboratoire du poisson et des mollusques et crustacés***

116. La Commission a pris acte des observations des délégations de l'Egypte et du Pérou sur la nature de l'histamine et les facteurs déterminant sa présence dans le poisson. La Commission a adopté le projet de lignes directrices à l'étape 8, étant entendu que des observations concernant des modifications de forme seraient prises en compte avant la publication du texte définitif.

##### ***Projet d'amendement à la norme pour les sardines et produits du type sardines en conserve***

117. Le Président du Comité sur les poissons et les produits de la pêche a rappelé qu'à sa vingt et unième session, la Commission avait demandé que la procédure accélérée soit utilisée en règle générale pour inclure des espèces de poisson supplémentaires dans les normes, en vue de faciliter le commerce et notamment les exportations des pays en développement. La procédure spécifique au Comité, qui veut que trois laboratoires indépendants examinent des échantillons fournis par les pays intéressés, avait été appliquée à *Clupea bentincki* (sur proposition du Chili). Les résultats de l'analyse indiquant que cette espèce pouvait être ajoutée à la liste des produits du type sardines visés par la norme, le Comité était parvenu à un consensus sur cet amendement.

118. La délégation marocaine s'est déclarée opposée à l'adoption de l'amendement et a fait observer que le Maroc étant un gros exportateur de sardines (*Sardina pilchardus*), notamment vers le marché européen, ses intérêts économiques seraient gravement lésés par la concurrence de produits du type sardines. La délégation a rappelé qu'elle n'avait pas été impliquée dans la procédure utilisée par le Comité et qu'elle n'était pas en mesure de fournir et d'évaluer ces échantillons et a proposé que le Comité poursuive l'examen de cette question avant de prendre une décision. Cette position a été appuyée par plusieurs délégations.

119. Les délégations chilienne et péruvienne ont appuyé l'adoption des amendements proposés par le Comité, compte tenu des données scientifiques fournies par leurs instituts techniques sur les caractéristiques de *Clupea bentincki*.

120. La Commission a reconnu que l'inclusion de cette nouvelle espèce ne faisait pas l'unanimité et est convenue de renvoyer l'avant-projet d'amendement à l'étape 3 de la procédure pour examen plus approfondi par le Comité sur les poissons et les produits de la pêche.

<sup>38</sup> ALINORM 99/13, Annexe III

<sup>39</sup> ALINORM 99/13A, Annexe II

<sup>40</sup> ALINORM 99/13A, Annexe III

<sup>41</sup> ALINORM 99/18, ALINORM 99/21 Partie 1-Add.3 (observations du Canada, de la France et de la Norvège), CAC/LIM 5 (Maroc)

## COMITÉ DE COORDINATION POUR L'ASIE<sup>42</sup>

### *Projet de directives régionales à l'intention des points de contact du Codex et des comités nationaux du Codex en Asie*

121. La Commission a été informée qu'à sa onzième session le Comité de coordination pour l'Asie avait décidé d'avancer le projet de directives à l'étape 8 pour adoption en tant que directives régionales pour l'Asie appelées à servir de référence et avait proposé des fonctions essentielles pour les points de contact du Codex, qui pourraient être développées par le Comité sur les principes généraux (voir aussi par. 72). Elle a également été informée qu'en raison de la diversité des systèmes gouvernementaux, les directives pourraient ne pas être applicables dans d'autres régions.

122. La délégation de la République de Corée s'est déclarée opposée à l'adoption du projet de directives du fait que la structure décrite dans les directives était trop rigide et que les fonctions essentielles des points de contact du Codex<sup>43</sup>, telles qu'adoptées par la Commission, donnaient des conseils plus pertinents et plus généraux. Afin de répondre à ces préoccupations, la Commission a décidé d'incorporer le préambule tiré des fonctions essentielles des points de contact du Codex dans le projet de directives.

123. La Commission a **adopté** le projet de directives régionales pour l'Asie à l'étape 8 et est convenue de le distribuer aux Etats Membres de la région Asie pour information, à l'occasion de la création des points de contact du Codex et/ou des comités nationaux du Codex.

## ETIQUETAGE DES DENREES ALIMENTAIRES<sup>44</sup>

### *Projet de directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments biologiques*

124. La Commission a noté les propositions des délégations de la Malaisie et du Chili d'inclure des produits supplémentaires dans la liste des *substances autorisées pour la production d'aliments biologiques* et a rappelé que les listes n'étaient ni complètes ni exclusives, mais visaient plutôt à informer les gouvernements des facteurs de production acceptés au niveau international, et que des critères pour l'établissement de listes de substances par les pays figuraient à la Section 5.1, présentée pour adoption dans le cadre du projet de directives.

125. L'observateur de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique a rappelé sa participation à l'élaboration des directives et a informé le Comité que les normes de cette Fédération couvraient également les productions animales et l'aquaculture. L'observateur de la RAFI (Rural Advancement Foundation International) a souligné l'importance des productions de l'agriculture biologique et a remercié le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires pour ses travaux considérables sur des questions difficiles et de sa démarche constructive due à la participation de toutes les parties prenantes au processus de décision. L'observateur a estimé que les directives devraient être réexaminées régulièrement, en particulier pour obtenir une plus grande participation des pays en développement et des pays d'Europe orientale.

126. La Commission a adopté le projet de directives à l'étape 8, y compris la Section 5.1 Critères pour l'établissement de listes de substances par les pays. Elle a noté que le Comité examinerait à l'occasion des propositions d'inscription de substances sur la liste des substances autorisées ou de suppression de substances de cette liste. Elle a noté également que des dispositions concernant le bétail et les productions animales étaient en cours d'élaboration par le Comité.

---

<sup>42</sup> ALINORM 99/15, Annexe II, ALINORM 99/21, Partie I, Tableau 1

<sup>43</sup> Annexe 4 du document ALINORM 99/10, Partie II

<sup>44</sup> ALINORM 99/22 et 99/22A, ALINORM 99/21 Partie 1-Add.3 (observations du Brésil, du Danemark, du Royaume-Uni, de l'International Peanut Forum, de la Fédération internationale des Associations de la margarine-FIAM, de l'Association européenne de laiterie-AEL) CAC/LIM 5 (Espagne, Association des amidonneries de céréales de l'UE-AAC, de l'Association internationale des fabricants d'huiles-FEDIOL), CAC/LIM 10 (Malaisie), CAC/LIM 11 (International Association of Food Consumers'Associations-IACFO), CAC/LIM 14 (Italie)

***Projet d'amendement à la norme pour les bâtonnets, les portions et les filets de poisson surgelés panés ou enrobés de pâte à frire (déclaration de la proportion de poisson)***

127. La Commission a rappelé que le Comité sur les poissons et les produits de la pêche avait demandé l'avis du Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires sur l'obligation de déclarer la proportion de poisson et que le Comité avait proposé d'introduire une telle obligation pour que les consommateurs disposent d'informations claires sur la qualité du produit.

128. La délégation canadienne s'est déclarée opposée à l'adoption du projet d'amendement, rappelant que depuis que la proposition initiale avait été faite, des questions supplémentaires avaient été soulevées par le Comité sur les poissons et les produits de la pêche, concernant notamment la définition de la proportion de poisson et la méthodologie utilisée pour déterminer la proportion de chair de poisson. Cette position a été appuyée par quelques pays. La délégation française a appuyé l'adoption de l'amendement, qui fournirait des informations sur la proportion de poisson par rapport à la pâte à frire et permettrait donc aux consommateurs de choisir en connaissance de cause.

129. Il n'y a pas eu de consensus sur cette question et la Commission est convenue de renvoyer le projet d'amendement à l'étape 6 pour examen supplémentaire par le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires, afin qu'il décide s'il était nécessaire de prévoir des dispositions d'étiquetage, et par le Comité sur les poissons et les produits de la pêche en ce qui concerne les aspects techniques, tels que la définition de la proportion de poisson et la méthodologie à utiliser.

***Projet de recommandations pour l'étiquetage des aliments qui peuvent causer une hypersensibilité (projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées)***

***Projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (ingrédients composites)***

130. Le Président du Comité a rappelé que les travaux sur ces recommandations avaient été entrepris pour traiter d'une importante question de santé publique et il a remercié la FAO et l'OMS de l'attention accordée à l'hypersensibilité dans le cadre du JECFA, qui avait examiné les critères d'inscription des aliments et ingrédients sur la liste à sa cinquante-troisième réunion. La Commission a noté que si ces deux amendements étaient présentés séparément, ils devaient toutefois être lus conjointement en tant qu'amendement à la Section 4 de la Norme générale.

131. Le co-Secrétaire OMS du JECFA a informé la Commission qu'à sa cinquante-troisième réunion, le JECFA avait examiné les critères d'inscription sur la liste ou d'exclusion de la liste, et que l'on ne disposait pas d'informations scientifiques suffisantes pour parvenir à une conclusion à ce stade sur les réactions allergiques qui pourraient être causées par les huiles d'arachide et de soja extrêmement raffinées. Le JECFA, toutefois, n'a pas détecté de problèmes sanitaires liés à ces huiles.

132. La délégation de l'Argentine, avec l'appui de celles du Brésil et d'autres délégations, s'est déclarée opposée à l'inclusion des huiles d'arachide et de soja extrêmement raffinée, alléguant que la fraction protéinée allergénique n'était pas présente dans ces huiles après transformation et qu'il n'y avait pas de preuve scientifique qu'elles pouvaient entraîner des réactions allergiques. D'autres délégations et observateurs ont fait observer que les catégories de la liste étaient trop larges et ont proposé d'exclure des produits transformés spécifiques ne provoquant pas d'hypersensibilité (en particulier les huiles raffinées, les hydrolysats amylacés et les matières grasses laitières).

133. L'observateur de la Fédération internationale de laiterie a fait observer que le lactose se trouvait dans une situation particulière dans la mesure où il pouvait provoquer des réactions d'intolérance au-dessus d'un certain niveau, mais qu'il ne s'agissait pas d'une substance allergène. L'observateur a demandé que cet aspect soit également pris en compte.

134. Les délégations du Canada et de la Norvège, avec l'appui d'autres délégations, ont souligné l'importance de cet amendement pour assurer une information adéquate des consommateurs souffrant d'hypersensibilité, tout en reconnaissant la nature dynamique de la liste qui serait revue en fonction des avis scientifiques fournis par le JECFA. La Commission a pris acte de la proposition de la délégation australienne d'ajouter les graines de sésame à la liste.

135. La Commission est convenue d'inclure un amendement proposé par le Secrétariat tendant à ce que les denrées alimentaires et les ingrédients concernés "fassent toujours l'objet d'une déclaration", sans spécifier "déclaré comme tel", ce qui indiquerait clairement que ces ingrédients devraient être déclarés par leur nom, mais sans aucune mention de leurs propriétés allergisantes.

136. La délégation française a proposé d'inclure une note de bas de page pour spécifier que les denrées alimentaires correspondant aux critères d'exclusion définis par le JECFA pourraient être exclues de la liste. Après un échange de vues et compte tenu du libellé supplémentaire proposé par la délégation canadienne et par l'observateur de l'AOECS, la Commission est convenue d'ajouter la note de bas de page ci-après à la liste:

*"A l'avenir, les ajouts à cette liste ou les suppressions seront examinés par le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées en tenant compte des avis fournis par le JECFA".*

137. La Commission a encouragé les gouvernements et d'autres parties intéressées à soumettre au JECFA des données sur l'inclusion/exclusion d'articles sur cette liste et a demandé que le JECFA accorde un rang de priorité élevé à l'examen de ces propositions. Elle a demandé au JECFA de procéder en priorité à l'évaluation des réactions allergiques possibles déclenchées par les huiles d'arachide et de soja extrêmement raffinées, de façon que le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires puisse examiner cette question dès que possible.

138. En ce qui concerne l'amendement à la Norme générale sur les ingrédients composites (Règle des 25 pour cent), plusieurs délégations ont exprimé leur appui à la réduction du pourcentage à 5 pour cent, ce qui représenterait une amélioration sensible pour les consommateurs souffrant d'allergies, en particulier pour les allergènes ne figurant pas sur la liste des ingrédients à déclarer obligatoirement, même si cela ne devait pas résoudre tous les problèmes. La délégation italienne s'est déclarée opposée à cet amendement, alléguant qu'il était dépourvu de justification scientifique et ne rendrait pas vraiment service aux consommateurs. Plusieurs délégations ayant exprimé l'opinion qu'aucun pourcentage ne devrait être spécifié, la Commission a noté que cette question serait à nouveau examinée par le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

139. La délégation de Singapour a fait observer qu'à des teneurs inférieures à 5 pour cent, des ingrédients alimentaires allergisants pouvaient encore présenter un risque sérieux pour la santé d'individus hypersensibles et a suggéré que la section 4.2.1.3 de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées soit modifiée de façon à exiger l'étiquetage de tous les ingrédients alimentaires connus pour provoquer des réactions allergiques. La délégation norvégienne a noté que la proposition d'inclure un renvoi à la liste dans la première partie de la section 4.2.1.3 avait été ignorée, du fait que ces deux amendements avaient été examinés séparément.

140. La Commission a adopté les projets d'amendement à la Norme générale à l'étape 8 comme suit: les projets de recommandations (liste des denrées et des ingrédients) avec l'addition de la note de bas de page et le projet d'amendement sur les ingrédients composites (Règle des 25 pour cent amendée à 5 pour cent) comme proposé par le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

#### **RESIDUS DE PESTICIDES**

##### ***Projets de limites maximales de résidus à l'étape 8<sup>45</sup> et avant-projets de limites maximales de résidus à l'étape 5/8<sup>46</sup>***

141. La Commission a noté que le Comité du Codex sur les résidus de pesticides avait utilisé des estimations de l'exposition chronique d'origine alimentaire pour prendre ses décisions en matière de LMR depuis 1989, conformément à la méthodologie indiquée dans le Guide pour le calcul prévisionnel des

---

<sup>45</sup> ALINORM 99/24, Annexe II; ALINORM 99/24A, Annexe II; ALINORM 99/21, Partie I, tableau 1, ALINORM 99/21, Partie I- Addendum 1, tableau 1; LIM 9 (observations de Consumers International); LIM 13 (observations de la Communauté européenne)

<sup>46</sup> ALINORM 99/24, Annexe IV; ALINORM 99/24A, Annexe IV; ALINORM 99/21, Partie I, tableau 2, ALINORM 99/21, Partie I- Addendum 1, tableau 2; LIM 9 (observations de Consumers International); LIM 13 (observations de la Communauté européenne)

quantités de résidus de pesticides apportées par l'alimentation<sup>47</sup>, révisé en 1997<sup>48</sup>. Elle a également pris acte de la coopération et de l'interaction étroites et efficaces entre le Comité et la JMPR à ce sujet.

#### Pesticides organophosphorés

142. L'observateur de la Communauté européenne a estimé, au sujet des projets de LMR pour l'acéphate, le méthamidophos, le méthidathion et le phorate que, tant que les évaluations de l'exposition intense d'origine alimentaire n'auraient pas démontré que les risques étaient acceptables, ces LMR ne devraient pas être adoptées. Plusieurs délégations ont demandé que des doses de référence aiguës soient élaborées par la JMPR pour tous les organophosphates ainsi que pour les carbamates.

143. L'observateur de Consumers International a déclaré, à propos des populations vulnérables, telles que les nourrissons et les enfants, et des questions relatives aux mécanismes communs de toxicité que, tant qu'une méthodologie pour l'évaluation de l'exposition à court terme n'aurait pas été élaborée, les LMR pour les organophosphates ne devraient pas être adoptées et s'est déclaré préoccupé de la présence de chlorpyrifos dans les agrumes et de méthidation dans les raisins et les poires.

144. La Commission a été informée que le Comité sur les résidus de pesticides était au courant des préoccupations concernant les risques graves que représentent ces substances et leurs effets nocifs potentiels sur les nourrissons et les enfants et avait pris note des initiatives nationales et régionales dans ces domaines. Le Comité était convenu en 1998 qu'en l'absence de méthodologie reconnue sur le plan international pour évaluer l'exposition aiguë d'origine alimentaire, ses décisions devraient reposer sur l'évaluation de l'exposition chronique. Le Comité examinerait des méthodologies pour l'évaluation des risques aigus à sa prochaine session.

145. La Commission a noté que la JMPR élaborait des directives pour fixer des doses de référence aiguës et avait recommandé des doses de référence aiguës pour certains pesticides. La JMPR examinerait aussi cette année des méthodologies d'évaluation des risques aigus.

#### Dithiocarbamates

146. La délégation de Singapour s'est déclarée opposée à l'adoption des projets de LMR pour les dithiocarbamates qui, selon elle, étaient trop divers et ne reflétaient pas de manière correcte les préoccupations relatives à la santé publique. La Commission a noté que les LMR Codex pour les résidus de pesticides reposaient sur des données d'essai correspondant aux bonnes pratiques agricoles (BPA) autorisées par les gouvernements et non, au départ, sur des préoccupations de santé publique; toutefois, les LMR proposées étaient évaluées en fonction de l'exposition potentielle et comparées à la dose journalière admissible de façon à garantir une protection appropriée de la santé des consommateurs.

147. L'observateur de la Communauté européenne a estimé que ces LMR ne devraient pas être adoptées car il n'y avait pas de méthode d'analyse appropriée pour le ziram permettant une surveillance efficace ni d'élaboration séparée de LMR pour les deux groupes de substances, qui avaient des caractéristiques toxicologiques différentes tout en figurant dans la liste unique des dithiocarbamates. La Commission a été informée que les dithiocarbamates étaient étudiés par la JMPR par étape et de manière exhaustive depuis 1992, et qu'un consensus s'était dégagé sur ces LMR à la session du Comité du Codex sur les résidus de pesticides de 1999, après trois années de débats prolongés. Le Comité et la JMPR continueraient à étudier les dithiocarbamates à mesure que de nouvelles données seraient disponibles, y compris des méthodes spécifiques d'analyse.

#### Thiabendazole

148. L'observateur de la Communauté européenne a estimé que tant que la définition des résidus de produits d'origine animale n'aurait pas été réexaminée, la LMR pour la viande de volaille ne devrait pas être adoptée.

---

<sup>47</sup> Guide pour le calcul prévisionnel des quantités de résidus de pesticides apportées par l'alimentation, OMS, Genève (1989)

<sup>48</sup> Guide pour le calcul prévisionnel des quantités de résidus de pesticides apportées par l'alimentation, OMS, Genève (1997)

Diquat

149. L'observateur de la Communauté européenne a estimé que dans la mesure où les données de résidus et leur examen n'avaient pas fait l'objet d'un rapport satisfaisant dans les publications de la JMPR et où les préoccupations concernant l'ingestion, notamment par les céréales, n'avaient pas été correctement prises en compte, les LMR pour le diquat ne devraient pas être adoptées.

150. La Commission a **adopté** les LMR à l'étape 8, en omettant les étapes 6 et 7, notant les réserves de Singapour sur les LMR pour les dithiocarbamates.

***Projet de révision des méthodes recommandées pour l'échantillonnage aux fins du dosage des résidus de pesticides en vue du contrôle de conformité avec les LMR***<sup>49</sup>

151. La Commission a **adopté** le projet de révision des méthodes recommandées pour l'échantillonnage à l'étape 8 en remplacement des méthodes d'échantillonnage existantes.

**COMITÉ SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME**

***Directives concernant l'usage des allégations relatives à la nutrition: Projet de tableau des conditions applicables à la teneur en éléments nutritifs (Partie B)***<sup>50</sup>

152. Plusieurs délégations ont exprimé des réserves quant à l'expression de la teneur en éléments nutritifs en pourcentage de la valeur nutritionnelle de référence et par "portion". On a signalé également qu'il n'y avait pas eu de consensus manifeste au sein du Comité concernant l'expression "source" ou "source élevée" d'éléments nutritifs. La Commission a noté, toutefois, que les valeurs nutritionnelles de référence étaient définies dans les directives concernant l'étiquetage nutritionnel (CAC/GL 2-1985, Rév.1-1993).

153. La Commission est convenue de renvoyer la Partie B du projet de tableau des conditions applicables à la teneur en éléments nutritifs des Directives sur l'usage des allégations relatives à la nutrition à l'étape 6 pour observations supplémentaires et examen par le Comité.

**COMITÉ DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE**

***Projet révisé de directives pour la conception de mesures de contrôle des aliments vendus sur la voie publique en Afrique***<sup>51</sup>

154. La Commission a adopté le projet révisé de directives à l'étape 8 comme proposé.

**RESIDUS DE MEDICAMENTS VETERINAIRES DANS LES ALIMENTS**

***Projets de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires à l'étape 8 et avant-projets de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires à l'étape 5/8***<sup>52, 53</sup>

155. La Commission a noté qu'à la demande du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments formulée à sa onzième session, une réunion entre experts du JECFA et de la JMPR avait été organisée en février 1999 pour harmoniser les définitions des résidus, les définitions des produits et les questions connexes, dont les LMR pour la cyperméthrine/ $\alpha$ -cyperméthrine, afin d'assurer l'harmonisation et la cohérence des travaux du JECFA et de la JMPR lorsque ces organes examinaient des substances utilisées tant comme médicaments vétérinaires que comme pesticides. Compte tenu des conclusions de cette réunion, le Président du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments a proposé de ne pas examiner à cette session les projets de LMR à l'étape 8 pour la cyperméthrine et l' $\alpha$ -cyperméthrine. La Commission a pris acte également de la nécessité de traiter de manière uniforme les substances chimiques qui étaient des isomères ou constituées d'isomères.

<sup>49</sup> ALINORM 99/24A, Annexe III; ALINORM 99/21, Partie I, tableau 1; LIM 16 (observations de la Chine)

<sup>50</sup> ALINORM 99/26, Annexe II, ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Espagne, du Japon et de la République de Corée)

<sup>51</sup> ALINORM 99/28, Annexe II, ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Egypte)

<sup>52</sup> ALINORM 99/31, Annexes II et III; ALINORM 99/21, Partie I, Tableaux 1 et 2; ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Afrique du Sud et de l'Espagne); LIM 5 (observations de l'Australie); LIM 13 (observations de la Communauté européenne)

<sup>53</sup> A l'exception des LMR pour les somatotropines bovines (voir paragraphe 75-80)

156. La Commission a **adopté** les projets de LMR à l'étape 8, à l'exception de ceux concernant la cyperméthrine et l' $\alpha$ -cyperméthrine, et les avant-projets de LMR à l'étape 5 et 8, avec omission des étapes 6 et 7. La Commission **est convenue** de surseoir à l'examen des LMR pour la cyperméthrine et l' $\alpha$ -cyperméthrine, en attendant leur examen par le JECFA en février 2000. Elle a noté que les LMR complètes pour la moxidectine dans les tissus des cervidés remplaçaient les LMR temporaires correspondantes adoptées par la Commission à sa vingt-deuxième session.

157. La Commission a **demandé** au JECFA et à la JMPR de continuer à examiner les différences entre leurs recommandations concernant des LMR, des définitions de résidus et des questions connexes, dans la mesure où ces problèmes étaient de nature plutôt générique.

#### **FRUITS ET LEGUMES FRAIS<sup>54</sup>**

##### **Projet de norme pour les goyaves**

##### **Projet de norme pour les chayottes**

##### **Projet de norme pour les longanes**

158. La Commission a adopté les projets de normes Codex ci-après à l'étape 8, comme proposé.

##### **Projet de norme pour les limes**

##### **Projet de norme pour les pamplemousses (*Citrus grandis*)**

##### **Projet de norme pour les pomelos (*Citrus paradisi*)**

159. La Commission a adopté les projets de normes Codex pour les limes, les pamplemousses (*Citrus grandis*) et les pomelos (*Citrus paradisi*) à l'étape 8, étant entendu que les sections entre crochets (Section 2.1.2 – Teneur minimale en jus, Section 3 – Calibrage pour les limes et Section 3 – Calibrage pour les pamplemousses (*Citrus grandis*) et les pomelos (*Citrus paradisi*)) seraient renvoyées à l'étape 6 pour examen supplémentaire et mise au point définitive à la prochaine session de la Commission. En ce qui concerne le projet de norme Codex pour les pamplemousses, la Commission a eu un échange de vues sur les différentes appellations courantes de ce produit selon les régions et a estimé que tous les pays concernés devraient s'entendre sur un compromis acceptable par tous pour pouvoir commercialiser ce produit, tout en évitant des confusions en matière de commerce international. La délégation espagnole a fait observer que la Norme Codex pour les pomélos en conserve (CODEX STAN 15-1981), la Norme ISO 1990-1 :1982 Fruits-Nomenclature, First List, Trilingual Edition et la Norme CEE(ONU) FFV-14 Agrumes, donnaient des indications sur la nomenclature scientifique de ces produits<sup>55</sup>. Dans ces conditions, la Commission est convenue de mentionner le nom scientifique du fruit *Citrus grandis* dans le titre de la norme.

##### **Projet de norme pour les ananas**

160. A propos du projet de norme pour les ananas, la délégation de la Malaisie, appuyée par plusieurs autres délégations, a suggéré de réduire la teneur totale en solides solubles dans la chair de 12° Brix à 10° Brix, teneur qui correspondait à certaines variétés faisant l'objet d'un commerce international et aux préférences des consommateurs. Toutefois, plusieurs délégations ont souligné qu'une teneur de 12° Brix était un minimum pour garantir la maturité du fruit<sup>56</sup>. La délégation des Philippines a proposé d'ajouter une note de bas de page indiquant qu'une teneur de 10° Brix était acceptable pour certaines variétés. La Commission est convenue de conserver cette valeur de 12° Brix et a adopté le projet de norme Codex pour les ananas à l'étape 8 comme proposé, étant entendu que la teneur en degrés Brix serait soumise à examen ultérieur par le Comité à sa prochaine session.

<sup>54</sup> ALINORM 99/21-Partie I, ALINORM 99/21 Partie I-Corrigendum, ALINORM 99/21 Partie I-Add.4, ALINORM 99/21-Add.3 (observations de l'Allemagne, du Cameroun, de l'Espagne et de la Guinée), CAC/LIM 5 (observations de l'Espagne), CAC/LIM/10 (observations de la Malaisie et de la Thaïlande)

<sup>55</sup> Note du Secrétariat: Les normes Codex, ISO et CEE(ONU) définissent les pomélos (pomelos en espagnol comme *citrus paradisi* Macfarlane

<sup>56</sup> Lettre de la République de la Côte d'Ivoire.

***Avant-projet de norme pour les limes mexicaines******Avant-projet de norme pour le gingembre***

161. La Commission est convenue d'adopter les avant-projets de normes Codex pour les limes mexicaines et pour le gingembre à l'étape 8, avec omission des étapes 6 et 7.

***Avant-projet de normes pour les tiquisques (blancs et mauves), les pitahayas jaunes et les papayes***

162. La Commission a décidé de ne pas omettre les étapes 6 et 7 dans le cas des avant-projets de normes Codex pour les tiquisques (blancs et mauves), les pitahayas jaunes et les papayes et a adopté ces textes à l'étape 5 uniquement, en les avançant à l'étape 6. On a noté que ces produits étaient relativement nouveaux dans les pays tempérés et qu'il faudrait du temps pour examiner tous les aspects des normes y relatives. Par conséquent, la mise au point de ces normes ne présentant aucun caractère d'urgence, il était préférable de suivre toutes les étapes de la procédure et de confier au Comité le soin de poursuivre leur examen à sa prochaine session. La délégation mexicaine a fait observer que l'avant-projet de norme pour les papayes était une révision d'un texte existant.

***graisses et huiles<sup>57</sup>******Projet de normes pour les huiles végétales portant un nom spécifique***

163. La délégation des Philippines a exprimé l'opinion que certaines valeurs indiquées au Tableau 3 du projet de norme (niveaux de desméthylstérols) devraient être révisées, car certaines données obtenues aux Philippines indiquaient des niveaux inférieurs de cholestérol. La délégation a également évoqué le point soulevé par la délégation de la Malaisie au cours de la dernière session du Comité concernant les différences entre l'expression des desméthylstérols et celle des tocophérols et des tocotrienols.<sup>58</sup> Le Président du Comité sur les graisses et les huiles a indiqué que ces questions pourraient être examinées par le Comité dans le cadre de la mise à jour périodique de la norme. La Commission a adopté le projet de norme à l'étape 8.

***Projet de norme pour les graisses animales portant un nom spécifique******Projet de norme révisée pour les graisses et les huiles non visées par les normes individuelles***

164. La Commission a adopté les projets de normes tels que proposés par le Comité sur les graisses et les huiles.

***Projet de Code d'usages pour l'entreposage et le transport des huiles et graisses comestibles en vrac***

165. La Commission a adopté le projet de Code à l'étape 8.

166. Le Président du Comité sur les graisses et les huiles a remercié le Comité de son travail considérable et de son approche constructive qui avaient permis au Comité de parvenir à un consensus sur la mise à jour des normes et du Code d'usages.

***sucres******Projet de norme révisée pour les sucres<sup>59</sup>***

167. La Commission a noté que le projet de norme révisée avait été élaboré par correspondance. Etant donné que les limites maximales pour l'arsenic et le plomb n'avaient pas été approuvées par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants parce que ce Comité n'avait pas terminé ses travaux concernant l'élaboration de limites maximales générales pour ces éléments, le Président du Comité sur les sucres a proposé de supprimer les limites maximales pour l'arsenic et le plomb en attendant l'achèvement de

<sup>57</sup> ALINORM 99/17, ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'UNEGA), CAC/LIM 5 (Espagne) CAC/LIM 15 (Philippines)

<sup>58</sup> ALINORM 99/17, par. 60

<sup>59</sup> ALINORM 99/25, ALINORM 99/21, Partie I, Tableau 1; ALINORM 99/21, Partie I-Add.3 (observations de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, de la France, de l'Inde, de Maurice, de la Nouvelle-Zélande, ainsi que de l'Association des amidonneries de céréales de l'UE, du Comité européen des fabricants de sucre, de la Fédération internationale de laiterie, de la Fédération internationale des industries du glucose et de l'Organisation mondiale de recherche sur le sucre); ALINORM 99/21, Partie I Addendum 4 (Confirmation); LIM 5 (observations du Brésil, de l'Irlande et du Mexique); LIM 10 (observations de la Communauté européenne)

ces travaux. Il a également proposé d'ajouter pour plus de précision l'expression "sur la base du poids sec" dans la description du lactose. Ces propositions ont été acceptées par la Commission.

168. La délégation de Maurice, tout en approuvant l'adoption du projet de norme, a proposé des amendements à la description du sucre de canne brut et à celle des sucres mous visant à les rendre plus claires. Un certain nombre de pays ont approuvé ces propositions. Toutefois, comme ces amendements étaient des amendements de fond et exigeaient un examen plus approfondi, la Commission a décidé de les distribuer aux pays membres pour observations.

169. Les autres questions soulevées ont porté sur les nouvelles méthodes de détermination de l'arsenic, la couleur, l'anhydride sulfureux et les sucres invertis; la réduction des limites maximales pour l'anhydride sulfureux dans le sucre blanc, le sucre en poudre, le dextrose anhydre, le dextrose monohydraté, le dextrose en poudre et le fructose de 15 mg/kg à 10 mg/kg; l'absence de méthodes d'analyse pour déterminer la polarisation du sucre en poudre auquel de l'amidon a été ajouté, et des incohérences dans le Tableau 1. Les pays proposant de nouvelles méthodes à inclure dans cette norme ont été invités à les envoyer directement au Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage pour examen en vue de leur approbation.

170. Notant que les normes en vigueur pour les sucres étaient pratiquement périmées et ne traitaient pas des préoccupations exprimées à cette session, la Commission a **adopté** le projet de norme révisée avec les amendements ci-après:

- Insertion de l'expression "sur la base du poids sec" après "99,0 pour cent" dans la description du lactose;
- Suppression des limites maximales pour l'arsenic et le plomb;
- Insertion de l'expression "ou au sucre en poudre (sucre glace) auquel de l'amidon a été ajouté" à la fin de la note de bas de page "a" du Tableau 1.

Cette norme remplacerait les normes en vigueur pour le sucre blanc, le sucre en poudre (sucre glace), les sucres mous, le dextrose anhydre, le dextrose monohydraté, le dextrose en poudre (dextrose glace), le sirop de glucose, le sirop de glucose déshydraté, le lactose et le fructose. On a noté que les limites maximales pour l'arsenic et le plomb seraient examinées par le Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants à titre prioritaire.

171. La Commission **est convenue** de distribuer les amendements proposés par Maurice et d'autres observations pertinentes pour observations et examen en vue de leur insertion dans la norme adoptée.

#### *systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires*

#### *Projet de directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires*<sup>60</sup>

172. La Commission a noté qu'à sa vingt et unième session (1995), elle avait approuvé l'élaboration de directives et qu'il y avait eu un large consensus, à la septième session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires pour avancer les Directives à l'étape 8.

173. La Commission a noté les problèmes relevés dans la version espagnole du texte par les délégations du Chili et de l'Espagne, et les délégations de la Chine, de l'Indonésie et de la République de Corée ont fait part de leur préoccupation et déclaré qu'il fallait tenir compte du manque d'infrastructures dans les pays en développement lors de l'élaboration des accords d'équivalence.

174. L'Observateur de l'International Association of Consumer Food Organizations (IACFO) a estimé que le libellé : "la possibilité de présenter leurs observations en temps opportun" figurant au paragraphe 37 du projet de texte pourrait être interprété comme empêchant le public de disposer d'un temps suffisant pour faire des observations.

175. La Commission a adopté le projet de Directives à l'étape 8.

---

<sup>60</sup> ALINORM 99/30A, Annexe II et observations de la Malaisie, des Etats-Unis et du Chili, (ALINORM 99/12, Partie I-Add.3), IACFO (CAC/LIM 11)

## **PROJET DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS A L'ÉTAPE 5**

176. La Commission a examiné un certain nombre d'avant-projets de normes et textes apparentés, élaborés par ses organes subsidiaires à l'étape 5 de la procédure unique pour l'élaboration des normes Codex et textes apparentés. Les résultats de l'examen par la Commission de ces avant-projets de normes et textes apparentés sont présentés sous forme de tableau à l'Annexe VII – Partie II du présent rapport. Les paragraphes ci-après du présent rapport donnent des informations supplémentaires concernant les débats qui ont eu lieu sur certains points ou contiennent des décisions complémentaires prises par la Commission concernant l'adoption de certains textes à l'étape 5.

### **RESIDUS DE PESTICIDES**

#### ***Avant-projets de limites maximales pour les résidus de pesticides***<sup>61</sup>

177. La délégation française a déclaré que l'avant-projet de limite maximale pour les résidus de DDT d'origine étrangère dans la viande n'était pas acceptable. L'observateur de la Communauté européenne a appuyé ce point de vue et a également demandé qu'une évaluation des risques aigus liés au chlorméquat soit effectuée et que la définition des résidus du thiabendazole soit révisée.

178. La Commission a adopté les avant-projets de limites maximales pour les résidus d'origine étrangère tels que proposés à l'étape 5.

### **NUTRITION ET ALIMENTS DIETÉTIQUES OU DE RÉGIME**

#### ***Avant-projet de norme révisée pour les aliments transformés à base de céréales pour nourrissons et enfants en bas âge***<sup>62</sup>

179. Les délégations de la Bolivie, du Ghana, de l'Inde, de l'Indonésie et de la Tanzanie, appuyées par de nombreuses autres délégations, se sont inquiétées de la présence autorisée de racines amyloacées dans la composition des aliments à base de céréales destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge, ainsi que de l'âge à partir duquel l'introduction de ce type d'aliments était recommandée, à savoir de quatre à six mois. Elles ont souhaité qu'il soit renoncé aux racines amyloacées et que l'âge minimum pour l'introduction de ces aliments dans le régime alimentaire soit fixé à six mois environ, de façon à protéger les intérêts des nourrissons et des enfants en bas âge du monde en développement. La délégation du Ghana a déclaré que l'inclusion de l'expression "six mois environ" appuierait les efforts des pays en développement pour promouvoir l'alimentation exclusive au sein. La délégation indienne a appelé l'attention sur la résolution de l'Assemblée mondiale de la santé de 1994 et sur la publication récente de l'OMS "Complementary Feeding of Young Children in Developing Countries : a review of current scientific knowledge" (WHO/NUT/98.1), où l'âge recommandé était d'environ six mois.

180. Les représentants de l'OMS ont déclaré que la question de la durée appropriée de l'alimentation exclusive au sein et de l'introduction de l'alimentation complémentaire revêtait une importance critique pour la santé et le bien-être nutritionnel des nourrissons et des enfants. Il y avait eu quelques malentendus au sujet de cette recommandation de l'OMS. La recommandation actuelle de l'OMS était que l'alimentation complémentaire devait commencer entre quatre et six mois pour la plupart des nourrissons. Les représentants de l'OMS ont donc déclaré que la référence à la fourchette d'âge de quatre à six mois figurant dans l'avant-projet de norme révisée pour les aliments transformés à base de céréales pour nourrissons et enfants en bas âge (ALINORM 99/26, Annexe IV) était conforme à la recommandation de l'OMS en vigueur. La déclaration de l'OMS sur l'âge recommandé de l'introduction de l'alimentation complémentaire est jointe au présent rapport en Annexe V.

181. La Commission a décidé de renvoyer l'avant-projet de norme révisée à l'étape 3 pour examen supplémentaire.

182. Les pays ci-après se sont déclarés opposés au renvoi du texte à l'étape 3: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Italie, Royaume-Uni et Suisse.

---

<sup>61</sup> ALINORM 99/24, Annexe V.

<sup>62</sup> ALINORM 99/26, Annexe IV.

**RESIDUS DE MEDICAMENTS VETERINAIRES****Avant-projet de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires<sup>63</sup>**

183. La Commission a noté que le Comité sur les résidus de pesticides avait approuvé les limites maximales pour les résidus de cyfluthrine dans le lait telles que recommandées par le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires, par souci d'harmonisation.

184. La Commission a adopté l'avant-projet de limites maximales pour les résidus tel que proposé à l'étape 5.

**ADDITIFS ALIMENTAIRES ET CONTAMINANTS****Avant-projet de concentration maximale pour l'étain<sup>64</sup>**

185. La Commission a noté qu'il y avait eu des avis divergents au Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants et que le JECFA avait été invité à réévaluer la toxicité aiguë de l'étain. Notant que les normes Codex devaient reposer sur les preuves scientifiques disponibles, la Commission a décidé de maintenir l'avant-projet de concentration maximale pour l'étain à l'étape 5 en attendant les recommandations du JECFA.

186. La délégation indienne a jugé contradictoire les décisions relatives respectivement à l'avant-projet de concentration maximale pour l'étain, puisque le projet était maintenu à l'étape 5 en attendant la réévaluation par le JECFA, et l'adoption d'une limite pour le plomb dans la Norme pour le beurre (voir par. 86) alors qu'une réévaluation par le JECFA était également attendue.

**ETIQUETAGE DES DENREES ALIMENTAIRES****Avant-projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées : Noms de catégories<sup>65</sup>**

187. La délégation espagnole a proposé d'utiliser une seule catégorie pour tous les produits laitiers dans l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées, compte tenu des pratiques commerciales actuelles et pour assurer une meilleure compréhension de la part des consommateurs.

188. La Commission a adopté l'avant-projet d'amendement à l'étape 5.

**Avant-projet d'amendement des lignes directrices concernant l'étiquetage nutritionnel<sup>66</sup>**

189. Plusieurs délégations ont été d'avis qu'il n'y avait pas eu d'accord au niveau du Comité et qu'il serait difficile d'appliquer les lignes directrices dans leur juridiction, en particulier les dispositions concernant l'étiquetage obligatoire.

190. L'observateur de l'International Association of Consumer Food Organizations (IACFO) a estimé que l'étiquetage nutritionnel devrait être obligatoire et que la décision d'appliquer une telle directive devrait être prise par les autorités nationales en tenant compte des différences régionales en matière d'habitudes alimentaires et de modes d'alimentation.

191. La Commission est convenue de renvoyer l'avant-projet d'amendement à l'étape 3 pour examen supplémentaire.

**FRUITS ET LEGUMES FRAIS****Avant-projet de norme Codex pour les oranges, y compris le Guide pour le classement des dommages provoqués par la congélation<sup>67</sup>**

192. La délégation espagnole s'est déclarée préoccupée du fait que deux types d'oranges étaient proposés sur le marché sur la base de systèmes de commercialisation différents plutôt que de climats différents, alors

<sup>63</sup> ALINORM 99/31, Annexe V.

<sup>64</sup> ALINORM 99/12A, par. 138.

<sup>65</sup> ALINORM 99/22A, Annexe V.

<sup>66</sup> ALINORM 99/22A, Annexe VI.

<sup>67</sup> ALINORM 99/35A, Annexe X.

que les conditions climatiques dans certaines zones de la Méditerranée et dans d'autres zones étaient similaires à celles des tropiques, sans variations importantes de la température. Il a été indiqué que les oranges vertes n'étaient pas commercialisées pour la consommation humaine directe et que toute modification des dispositions actuelles entraînerait de graves problèmes commerciaux dans différentes régions. Ce point de vue a été appuyé par la Grèce, mais la Commission a noté qu'il y avait une production et un commerce d'oranges vertes mûres dans d'autres régions.

193. La Commission a noté que la question avait été examinée par le Comité du Codex sur les fruits et légumes frais et elle a décidé d'adopter l'avant-projet de norme Codex à l'étape 5, en plaçant entre crochets les dispositions concernant la coloration et le calibre.

#### ***SUPPRESSION DE NORMES EXISTANTES***<sup>68</sup>

##### ***Suppression de normes individuelles pour les fromages***<sup>69</sup>

194. La Commission, sur recommandation du Comité sur le lait et les produits laitiers, a supprimé les normes individuelles ci-après pour les fromages:

- Norme individuelle pour le Cheshire (C-8)
- Norme individuelle pour le Limburger (C-12)
- Norme individuelle pour le Svecia (C-14)
- Norme individuelle pour le Butterkäse (C-17)
- Norme individuelle pour le Harzer Käse (C-20)
- Norme individuelle pour le Herrgådsost (C-21)
- Norme individuelle pour le Hushållsost (C-22)
- Norme individuelle pour le Maribo (C-24)
- Norme individuelle pour le Fynbo (C-25)
- Norme individuelle pour le Romadur (C-27)
- Norme individuelle pour l'Amsterdam (C-28)
- Norme individuelle pour le Leidse (C-29)
- Norme individuelle pour le Friese (C-30)
- Norme individuelle pour le Edelpilzkäse (C-32)

##### ***Suppression de certaines limites maximales périmées pour les résidus de pesticides***<sup>70</sup>

195. La Commission a supprimé certaines LMR périmées comme proposé par le Comité sur les résidus de pesticides à la suite de son examen régulier des LMR.

##### ***Suppression de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments***<sup>71</sup>

196. La Commission a supprimé les limites maximales Codex (LMR) pour les résidus de benzilpénicilline, notant qu'elles seraient remplacées par des LMR pour la benzylpénicilline/procaïne benzylpénicilline, et a confirmé la décision du Comité exécutif à sa quarante-cinquième session de supprimer les LMR pour l'oxytétracycline dans la graisse de bovins, ovins, porcins, poulets et dindes.

---

<sup>68</sup> ALINORM 99/21, Tableau 4

<sup>69</sup> ALINORM 99/11, par. 81

<sup>70</sup> ALINORM 99/24, Annexe VI, ALINORM 99/24A, Annexe VI

<sup>71</sup> ALINORM 97/31, par. 28, ALINORM 99/31, par. 32

**Confirmation de normes adoptées**<sup>72</sup>**Norme codex pour les eaux minérales naturelles: limites fixées pour certaines substances relatives à la santé**

197. La Commission a rappelé que les limites fixées pour certaines substances relatives à la santé dans la norme pour les eaux minérales naturelles avaient été communiquées au Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants une fois la norme adoptée et que le Comité avait décidé à sa trente et unième session que ces limites devraient être alignées sur celles indiquées dans les *Directives concernant la qualité des eaux de boisson* de l'OMS<sup>73</sup>.

198. L'observateur de la Communauté européenne a été d'avis que les limites pour l'arsenic, le baryum, le manganèse et le sélénium figurant dans la norme actuelle devraient être renvoyées au Comité sur les eaux minérales naturelles, qui devrait pouvoir examiner la question de manière plus approfondie et fournir toutes les données scientifiques pertinentes au Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants, afin de justifier les limites spécifiques indiquées pour les eaux minérales. Cette position a été appuyée par plusieurs délégations.

199. La délégation des Etats-Unis, appuyée par celles du Canada et de la Malaisie, a approuvé l'alignement des limites sur celles indiquées dans les Directives de l'OMS, afin d'assurer la protection de la santé des consommateurs, et a souligné que les consommateurs s'attendaient à ce que les eaux minérales garantissent au moins le même niveau de protection que les eaux de boisson, notamment pour les substances présentant des risques graves pour la santé comme l'arsenic. Ces délégations ont proposé qu'en attendant cet examen, les limites recommandées par l'OMS soient appliquées.

200. La Commission a reconnu qu'il n'existait pas de consensus concernant l'approbation des limites pour l'arsenic, le baryum, le manganèse et le sélénium et est convenue que ces limites devraient être renvoyées au Comité sur les eaux minérales naturelles, à titre prioritaire, pour examen plus approfondi, avant d'être soumises au Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants pour approbation. A l'exception de celles concernant l'arsenic, le baryum, le manganèse et le sélénium, la Commission a adopté les limites proposées pour les substances relatives à la santé. La Commission a noté que l'OMS préparait actuellement une monographie sur l'arsenic et a encouragé les gouvernements à soumettre des données scientifiques pertinentes sur ces substances. La Commission a noté que la Norme pour les eaux minérales naturelles publiée spécifierait que les limites pour les éléments susmentionnés n'avaient pas été approuvées par le Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants.

**PROPOSITIONS CONCERNANT L'ÉLABORATION DE NOUVELLES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS (POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR)****ELABORATION DE NOUVELLES NORMES**<sup>74</sup>**Création d'une base de données sur la législation des pays importateurs**<sup>75</sup>

201. La délégation indienne a interrogé la Commission sur la faisabilité des travaux entrepris par le Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires en vue de la création d'une base de données sur la législation des pays importateurs. L'opinion du Conseil juridique était que l'activité proposée ne relevait pas du mandat de la Commission tel qu'énoncé dans ses Statuts et ne relevait donc pas du mandat dudit Comité. On a noté qu'une telle activité relèverait des mandats des organisations mères ou de l'OMC.

**Norme sur la déclaration quantitative des ingrédients**<sup>76</sup>

202. La Commission a pris acte de la recommandation de l'International Association of Consumer Food Organizations (IACFO) tendant à ce que le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires révise la

<sup>72</sup> ALINORM 99/12A, par. 89 à 92 et Annexe VI; CAC/LIM 5 (observations du Groupement d'intérêt des sources d'eaux minérales – UNESEM/GISEM), CAC/LIM 9 (Allemagne), CAC/LIM 11 (International Association of Consumers Food Organizations – IACFO)

<sup>73</sup> Directives concernant la qualité des eaux de boisson, Volume I, Recommandations, OMS, Genève, 1993

<sup>74</sup> Ces propositions sont résumées dans le tableau 1 du document ALINORM 99/21, Partie II

<sup>75</sup> ALINORM 99/30A, par. 94 à 99

<sup>76</sup> CAC/LIM 11, pages 5 à 7

section 5.1 de la norme générale Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées relative à la déclaration quantitative des ingrédients. La Commission est convenue que la recommandation serait examinée par le Comité.

***Avant-projet de directives relatives à l'appréciation de l'équivalence des mesures sanitaires associées aux systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires***<sup>77</sup>

203. La Commission a pris note de l'observation de la délégation allemande et d'autres pays considérant qu'il était prématuré de soumettre les activités relatives à ces directives à la procédure officielle par étape du Codex et elle est convenue que le Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires devrait poursuivre l'examen de ce point sous la forme d'un document de travail. Comme les concepts impliqués relevaient des mandats d'autres comités, il faudrait distribuer ce document aux comités pertinents pour observations.

204. La délégation australienne, appuyée par la délégation néo-zélandaise, a été d'avis qu'en ce qui concerne les priorités de travail de la Commission, les activités relatives à l'élaboration des directives devraient être soumises à la procédure par étapes et a déclaré que celle-ci prévoyait des consultations adéquates.

***Avant-projet de directives sur l'utilisation et la promotion de systèmes d'assurance de la qualité***<sup>78</sup>

205. La Commission a pris acte du consensus en faveur de l'élaboration de ces directives et est convenue qu'un document de travail complet serait présenté au Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires pour examen supplémentaire. Elle a pris acte également des observations de plusieurs délégations concernant l'insuffisance du document présenté à la dernière session du comité et des préoccupations relatives aux incidences de son application. La délégation chilienne s'est inquiétée de ce que de telles directives risquaient de constituer des obstacles techniques au commerce.

***Normes Codex pour les pommes, les raisins de table et les tomates***<sup>79</sup>

206. La Commission, approuvant la nouvelle activité confiée au Comité sur les fruits et légumes frais, à savoir l'élaboration de normes Codex pour les pommes, les raisins de table et les tomates, a encouragé le Comité à s'acquitter de cette tâche en étroite collaboration avec la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU) qui avait élaboré ses propres normes pour ces produits. Tout en permettant d'éviter les doubles emplois, cette collaboration aurait aussi pour la CEE/ONU l'avantage de faire connaître ses normes sur le plan international.

207. En ce qui concerne les activités relatives aux pommes, la délégation suisse a proposé que le Comité attende la révision de la norme CEE/ONU sur les pommes afin d'éviter tout risque de confusion et de double emploi. La Commission a jugé bon de mettre en route ces travaux en collaboration avec la CEE/ONU pendant la révision de la norme CEE/ONU.

***Norme Codex pour les figues sèches***<sup>80</sup>

208. Le Comité a noté que les activités relatives à la Norme Codex pour les figues sèches seraient confiées au Comité sur les fruits et légumes transformés.

***Norme Codex pour les nouilles instantanées***

209. La délégation japonaise, appuyée par celle de l'Indonésie, a demandé s'il serait possible de réactiver le Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses qui avait été ajourné *sine die*, afin d'élaborer une norme Codex pour les nouilles instantanées. La Commission est convenue que le Comité régional de coordination FAO/OMS pour l'Asie devrait d'abord examiner la faisabilité d'une telle norme et soumettre une proposition officielle à la Commission.

210. La liste des nouvelles activités approuvées figure à l'Annexe VIII du présent rapport.

---

<sup>77</sup> ALINORM 99/30A, par. 81

<sup>78</sup> ALINORM 99/30A, par. 93

<sup>79</sup> ALINORM 99/35A, par. 186

<sup>80</sup> ALINORM 99/28, par. 77

### *Norme pour le miel*

211. La délégation du Royaume-Uni, Gouvernement hôte du Comité du Codex sur les sucres, a annoncé qu'une réunion serait convoquée fin 1999 ou début 2000 pour débattre de la mise au point définitive du projet de norme révisée pour le miel.

### **INTERRUPTION DE NOUVELLES ACTIVITES<sup>81</sup>**

212. La Commission a décidé d'interrompre les nouvelles activités ci-après:

- Questions plus larges relatives à l'application de l'évaluation des risques microbiologiques au commerce international des produits destinés à l'alimentation humaine et animale<sup>82</sup>;
- Application de tolérances de qualité à l'importation<sup>83</sup>;
- Utilisation d'indices objectifs de maturité dans les transactions commerciales concernant les fruits et légumes frais<sup>84</sup>.

213. La Commission a pris acte de l'observation de la délégation norvégienne selon qui, bien que les questions plus larges relatives à l'application de l'évaluation de risques microbiologiques au commerce international des produits destinés à l'alimentation humaine et animale ne soient plus à l'ordre du jour, les activités individuelles qu'impliquaient ces questions seraient poursuivies au titre d'autres activités.

### **QUESTIONS DÉCOULANT DES RAPPORTS DES COMITÉS DU CODEX (POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR)<sup>85</sup>**

#### **COMITE DU CODEX SUR LE LAIT ET LES PRODUITS LAITIERS**

#### ***Utilisation de l'eau oxygénée pour la conservation du lait cru<sup>86</sup>***

214. La Commission a noté que l'ajout direct d'eau oxygénée pour la conservation du lait cru figurait dans la liste C du document CAC/FAL 5-1979, qui contient la liste des substances dont l'utilisation doit être limitée à certains usages particuliers, et que cela avait provoqué une certaine confusion dans le commerce international du lait. Elle a en outre noté qu'elle avait adopté à sa dix-neuvième session, en 1991, les Directives pour la conservation du lait cru par le système de la lactopéroxydase<sup>87</sup>, qui comprend une substance dégageant de l'eau oxygénée à un niveau bien inférieur à celui résultant de l'ajout direct. Au moment de l'adoption à sa dix-neuvième session, la Commission avait souligné que le système à base de lactopéroxydase ne devait pas être utilisé pour des produits destinés au commerce international et ne devait être utilisé que si la réfrigération était impossible<sup>88</sup>.

215. La Commission **est convenue** que l'ajout direct d'eau oxygénée n'était pas conforme aux Directives ci-dessus et n'était donc plus acceptable.

216. La Commission **a confirmé**: a) que la méthode de loin préférable pour la conservation du lait cru était la réfrigération; b) qu'elle approuvait l'emploi des activateurs enzymatiques du système à base de lactopéroxydase conformément aux Directives pour la conservation du lait cru par la lactopéroxydase et à l'avis du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires, lorsque la réfrigération n'était pas possible; et c) que le système à base de lactopéroxydase ne devait pas être utilisé pour des produits destinés au commerce international.

---

<sup>81</sup> Ces propositions sont résumées dans le tableau 2 du document ALINORM 99/21, Partie II

<sup>82</sup> ALINORM 99/13A, par. 95

<sup>83</sup> ALINORM 99/35, par. 79

<sup>84</sup> ALINORM 99/35, par. 82

<sup>85</sup> ALINORM 99/21, Partie III; ALINORM 99/21, Partie III Addendum 1; et ALINORM 99/4, par. 17 à 27

<sup>86</sup> ALINORM 99/11, par. 96

<sup>87</sup> CAC/GL 13-1991 (ALINORM 99/13, Annexe X)

<sup>88</sup> ALINORM 99/40, par. 232 à 234

**COMITE DU CODEX SUR LES SYSTEMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE DENREES ALIMENTAIRES****Appréciation de l'équivalence<sup>89</sup>**

217. La Commission a fait sienne la recommandation du Comité exécutif tendant à ce que le Comité continue à élaborer des directives sur l'appréciation de l'équivalence des systèmes d'inspection et de certification en ce qui concerne les règlements techniques autres que les mesures sanitaires en parallèle avec les questions d'innocuité des aliments.

**AUTRES QUESTIONS**

218. La Commission n'a pas pu examiner, faute de temps, les autres questions résultant de réunions de Comités du Codex. Toutefois, **elle est convenue** de faire siennes les recommandations formulées et les décisions prises par le Comité exécutif à sa quarante-sixième session sur ces questions, telles qu'elles figurent dans le document ALINORM 99/4.

**DÉSIGNATION DES GOUVERNEMENTS HÔTES DES COMITÉS DU CODEX ET DES GROUPES spéciaux INTERGOUVERNEMENTAUX (POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR)<sup>90</sup>****EXAMEN DES ORGANES SUBSIDIAIRES**

219. La Commission a confirmé la suppression des Groupes mixtes CEE(ONU)/Codex d'experts de la normalisation des jus de fruits et de la normalisation des denrées alimentaires surgelées. Elle a décidé que la révision des normes Codex pour les fruits et légumes surgelés serait désormais confiée au Comité sur les fruits et légumes transformés. Elle a également décidé que toute révision du Code d'usages international recommandé du Codex pour la transformation et la manutention des denrées alimentaires surgelées qui pourrait être nécessaire serait confiée au Comité sur l'hygiène alimentaire.

220. La Commission est convenue de supprimer le Comité sur les produits à base de viande et de chair de volaille, comme suggéré par le Danemark, gouvernement hôte. Elle a noté que le Comité sur les protéines végétales (Canada) avait été invité à réviser la norme Codex pour le gluten de blé avant d'être supprimé. D'autres Comités du Codex ajournés *sine die* ont été maintenus à titre provisoire.

**CREATION DE NOUVEAUX ORGANES SUBSIDIAIRES****Groupe spécial intergouvernemental sur les jus de fruits**

221. Conformément au pouvoir que lui confère l'Article IX.1 b) i) de son Règlement intérieur, la Commission est convenue de créer un Groupe spécial intergouvernemental sur les jus de fruits, dont le mandat figure à l'Annexe VI du présent rapport. Elle est convenue de charger le Gouvernement brésilien de désigner le Président de ce Groupe spécial, conformément à l'Article IX.10 de son Règlement intérieur. On a noté que la création de ces groupes spéciaux introduirait une structure plus souple pour traiter de questions spécifiques pendant une période de temps limitée dans le cadre d'un mandat très précis, qui fonctionnerait cependant comme les Comités du Codex permanents.

**Comité régional FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient**

222. La Commission a rappelé sa décision précédente concernant la participation de la région du Proche-Orient au Comité exécutif et a examiné les modalités de la création d'un comité régional de coordination et de la nomination d'un coordonnateur pour cette région. (Voir par. 6 et 60 ci-dessus).

223. La délégation du Nigeria s'est inquiétée de ce que certains pays pourraient avoir la possibilité d'exercer leur droit de vote dans deux régions différentes, ce qui ne serait pas conforme au principe du traitement de tous les pays membres sur un pied d'égalité et a proposé que le statut de membre ou d'observateur soit précisé avant que le nouveau Comité de coordination ne devienne opérationnel.

<sup>89</sup> ALINORM 99/30A, par. 69 à 84

<sup>90</sup> ALINORM 99/16, ALINORM 99/16-Add.1, ALINORM 99/4, par. 28 à 32, CAC/LIM 18 et CAC/LIM20

224. Le Conseiller juridique de la FAO a indiqué que les pays membres de la FAO pouvaient être membres de plusieurs groupes régionaux, mais qu'ils devaient choisir la région à laquelle ils appartenaient aux fins de leur participation au Conseil de la FAO; ils n'étaient éligibles que dans un seul groupe et le même principe devrait s'appliquer aux Comités de coordination du Codex. Le Conseiller juridique a suggéré que la Commission adopte le mandat proposé, étant entendu que les pays membres ne seraient pas éligibles comme représentants, ou désignés comme coordonnateurs, de deux régions à la fois. La Commission a noté que la participation à des groupes régionaux différents était une question générale qui pouvait être examinée par le Comité sur les principes généraux à une date ultérieure.

225. La Commission est convenue de créer, en vertu de l'Article IX.1 b) ii) de son Règlement intérieur, un comité régional de coordination pour le Proche-Orient, doté du mandat figurant à l'Annexe VI qui serait inclus dans le Manuel de procédure.

#### ***Groupe spécial intergouvernemental sur les aliments dérivés des biotechnologies***

226. La délégation japonaise a présenté un projet de mandat pour le Groupe spécial intergouvernemental sur les aliments dérivés des biotechnologies<sup>91</sup> élaboré par le Comité de rédaction qui s'était réuni pendant la session de la Commission.

227. La Commission est convenue de créer ce groupe spécial chargé d'élaborer des normes, directives ou autres recommandations sur les aliments dérivés des biotechnologies. Elle est convenue également de charger le Gouvernement japonais de désigner le président de ce groupe, conformément à l'Article IX.10 de son Règlement intérieur. La délégation japonaise a informé la Commission que la première session du Groupe spécial intergouvernemental serait convoquée au cours du premier semestre 2000, la date et le lieu exacts de cette session devant être décidés en consultation avec le Secrétariat du Codex. On a rappelé que le Groupe spécial serait ouvert à tous les membres et observateurs de la Commission.

228. Lors du débat sur le mandat du Groupe spécial intergouvernemental, certaines délégations ont mentionné que ses objectifs devraient être définis de manière assez large, tandis que d'autres ont été d'avis qu'ils devraient être limités aux questions d'innocuité des aliments et de nutrition afin de respecter le calendrier fixé pour ses travaux. La Commission a décidé d'adopter le mandat tel que rédigé par le Comité de rédaction à titre provisoire, étant entendu que le Groupe spécial intergouvernemental pourrait le réexaminer, le cas échéant, à sa première session. Le mandat en question figure à l'Annexe VI.

229. Le Représentant de l'OMS a informé la Commission qu'une Consultation mixte d'experts FAO/OMS serait convoquée avant la première session du Groupe spécial intergouvernemental afin d'appuyer ses travaux.

#### ***Groupe spécial intergouvernemental sur la bonne alimentation animale***

230. La Commission a pris acte de la recommandation formulée par le Comité exécutif à sa quarante-sixième session concernant la nécessité urgente pour la Commission de mettre au point des directives ou recommandations internationales traitant de toutes les questions relatives à l'alimentation animale et a fait observer que le nouveau groupe spécial intergouvernemental serait le mécanisme approprié pour parvenir à ce but. Plusieurs délégations ont appuyé la création d'un tel groupe, compte tenu de l'importance capitale attachée à la protection de la santé des consommateurs et aux pratiques en vigueur dans le commerce international. Par conséquent, la Commission est convenue de créer un Groupe spécial intergouvernemental sur la bonne alimentation animale en vertu de l'Article IX.1 b) i) de son Règlement intérieur. Le Secrétariat a présenté un projet de mandat préparé par la délégation danoise, dont le texte figure à l'Annexe VI au présent rapport. La Commission est convenue de charger le Gouvernement danois de désigner le Président du Groupe spécial intergouvernemental, conformément à l'Article IX.10 de son Règlement intérieur.

#### ***CONFIRMATION DE LA PRESIDENCE DES COMITES DU CODEX***

231. Conformément à l'Article IX.10 du son Règlement intérieur, la Commission a confirmé la présidence des Comités du Codex accueillis par les gouvernements membres comme indiqué à l'Annexe IX.

---

<sup>91</sup> CAC/LIM 20

**AUTRES QUESTIONS (POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR)*****POLITIQUE LINGUISTIQUE DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS***

232. La Commission a noté les débats antérieurs qu'elle a eus sur cette question (voir par. 10). Elle a aussi pris note des dispositions de l'Article XII de son Règlement intérieur. Sur cette base, elle est convenue que, sous réserve des ressources disponibles, dès l'exercice 2000-2001, les sessions de la Commission du Codex Alimentarius, du Comité exécutif et des comités régionaux de coordination, selon qu'il conviendrait, se dérouleraient en anglais, arabe, chinois, espagnol et français. Les documents de travail et les rapports de ces sessions, le Manuel de procédure, les documents d'information et les textes définitifs du Codex seraient aussi disponibles dans les cinq langues.

233. La Commission a pris acte de l'avis exprimé par le Conseil de la FAO selon lequel la disponibilité de ressources ne devrait pas servir d'obstacle à l'application d'un traitement égal à toutes les langues de la FAO et de ses organes statutaires, qui incluaient la Commission du codex Alimentarius.

234. Les délégations espagnole et chilienne pour l'espagnol et la délégation sénégalaise pour le français ont appelé l'attention sur les difficultés que posait la distribution en temps utile des documents du Codex dans ces langues et sur la qualité de la traduction de certains documents et ont demandé au Secrétariat de prêter une attention urgente à ces problèmes.

***DIOXINES***

235. La délégation Belge a fourni à la Commission des informations concernant l'incident qui avait suscité une préoccupation généralisée chez les consommateurs et provoqué un bouleversement du commerce international, en raison de la contamination de volailles, de bovins et de porcins, ainsi que de produits dérivés par de la dioxine et des PCB apparentés à la dioxine. Il a été noté que la contamination était due à un incident unique et que des mesures avaient été prises pour retirer les produits contaminés du marché et interdire la commercialisation ou l'exportation des produits alimentaires provenant des exploitations agricoles touchées.

236. Les délégations de la République de Corée et des Philippines ont déclaré que l'incident avait appelé l'attention sur l'absence de directives Codex adéquates concernant la limite acceptable pour la présence de dioxine dans les aliments et ont instamment demandé au Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants d'examiner d'urgence et en priorité cette activité. Le président du Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants a fait observer que les travaux sur les dioxines avaient repris en 1999 et a demandé aux membres de fournir au Comité des données permettant d'établir une limite indicative ou maximale appropriée.

237. La Commission a noté que l'incident avait aussi appelé l'attention sur l'absence de directives Codex adaptées concernant la nature des mesures à appliquer à l'importation et à l'exportation dans une telle situation. Elle a noté les *Directives Codex pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence relatives au contrôle des aliments* (CAC/GL 19-1995). Le Secrétariat a suggéré que le Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires envisage d'élaborer des directives pour aider les Etats Membres dans des situations d'urgence similaires.

238. Le Représentant de l'OMS a noté que la communication sur les risques revêtait une importance particulière en temps de crise et a appelé l'attention sur le fait que tous les pays devaient se préparer à ce genre de situations. Il a noté que les stratégies de communication sur les risques pendant une crise touchant à l'innocuité des denrées alimentaires figuraient dans le rapport d'une Consultation mixte FAO/OMS d'experts sur "l'application de la communication sur les risques aux questions relatives aux normes alimentaires et à l'innocuité des denrées alimentaires".<sup>92</sup>

---

<sup>92</sup> Voir document N° 70 de la série FAO Alimentation et nutrition

**ALINORM 99/37**  
**Appendix/Annexe/Apéndice I**

**LIST OF PARTICIPANTS**  
**LISTE DES PARTICIPANTS**  
**LISTA DE PARTICIPANTES**

**CHAIRPERSON/PRESIDENT/PRESIDENTE**

Prof Pakdee Pothisiri  
Deputy Permanent Secretary  
Office of Permanent Secretary  
Ministry of Public Health  
Tiwanond Road  
Nonthaburi 11000  
Thailand  
**Phone:** +662 590 1012  
**Fax:** +662 590 1137  
**Email:** [ppakdee@health.moph.go.th](mailto:ppakdee@health.moph.go.th)

Heads of Delegation are listed first, followed by alternates and advisors listed in alphabetical order.

Les chefs de délégation figurent en tête et les suppléants et conseillers sont énumérés en ordre alphabétique.

Figuran en primar lugar los Jefes de las delegaciones, los Suplentes y Asesores aparecen par orden alfabético.

**MEMBER COUNTRIES**  
**PAYS MEMBRES**  
**PAISES MEMBROS**

**ALGERIA**  
**ALGÉRIE**  
**ARGELIA**

Mrs Doufene Nadia  
Ingénieur  
Direction de la qualité  
Ministère du Commerce  
Palais du Gouvernement  
Alger (16000)  
**Phone:** +213 2.71.57.97

Mr Hasnaoui Abdallah  
Directeur de la qualité et de la sécurité  
des produits  
Direction de la qualité  
Ministère du Commerce  
Palais du Gouvernement  
Alger (16000)  
**Phone:** +213 2.71.57.97

Mr Abad Salah  
Inspecteur  
Inspection Centrale  
Ministère du Commerce  
Palais du Gouvernement  
Alger (16000)  
**Phone:** +213 2 715690

Mr Akli Madjid  
Sous-directeur de la consommation et de l'analyse  
quantitative  
Inspection Centrale  
Ministère du Commerce  
Palais du Gouvernement  
Alger (16000)  
**Phone:** +213 2 210982

Mme Ghalem Ouahiba  
Sous-directeur de la normalisation  
Direction des Productions Agricoles  
Ministère de l'agriculture et de la pêche  
12, Blvd. Colonel Amirouche  
Alger  
**Phone:** +213.2.746407

Mrs. Yahia-Cherif Hariba  
 Représentant Permanent Adjoint  
 Ambassade d'Algérie  
 Via Barbara Oriani, 26  
 00197 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8068-7620  
**Fax:** 39 06 8083-436

**ANGOLA**

Mr Kiala Kia Mateva  
 Head of delegation  
 Conseiller  
 Représentant permanent adjoint  
 Ambassade d'Angola  
 Via Filippo Bernadini N° 21  
 00165 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3936-6941  
**Fax:** 39 06 634-960

**ARGENTINA****ARGENTINE**

Mr Hilda Gabardini  
 Encargado de Negocios  
 Representante Permanente Alterno de  
 la República Argentina ante la FAO  
 Via del Banco di Santo Spirito 42, IV Piso  
 00186 Rome – Italy  
**Phone:** 39 06 6867-913  
**Fax:** 39 06 6864-789

Dr Alfredo Jorge Nader  
 Director de Promoción de la Calidad Alimentaria  
 Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y  
 Alimentación  
 Paseo Colón 922 Of. 223  
 Buenos Aires, Argentina  
**Phone:** 0054 11 4349-2186  
**Fax:** 0054 11 4349-2041  
**Email:** [anader@sagyp.mecon.ar](mailto:anader@sagyp.mecon.ar)

Mr Ariel Fernández  
 Secretario  
 Representante Permanente Alterno de la  
 República Argentina ante la FAO  
 Via del Banco di Santo Spirito 42, IV Piso  
 00186 Rome – Italy  
**Phone:** 39 06 6867-913  
**Fax:** 39 06 6864-789

Mr Carlos Camaño  
 Ingeniero Agrónomo  
 Agricultura SENASA  
 Paseo Colón 367  
 Buenos Aires  
**Phone/Fax:** 0054 11 4345-4110  
**Email:** [camano@mail.agro.uba.ar](mailto:camano@mail.agro.uba.ar)

Dr Andres Pinard  
 ANMAT  
 Ministerio de la Salud  
 25 de Mayo 363  
 Buenos Aires  
**Phone/Fax:** 54.11.4340-0886  
**Email:** [apinard@anmat.gov.ar](mailto:apinard@anmat.gov.ar)

**AUSTRALIA****AUSTRALIE**

Dr Melanie O'Flynn  
 Director  
 Residues and Standards Branch  
 National Office of Food Safety  
 Agriculture, Fisheries and Forestry – Australia  
 GPO Box 858  
 Canberra ACT 2601, Australia  
**Phone:** 61 2 6272-4549  
**Fax:** 61 2 6272-4023  
**Email:** [melanie.oflynn@affa.gov.au](mailto:melanie.oflynn@affa.gov.au)

Dr Bob Biddle  
 Assistant Director  
 Food Policy Branch  
 Australian Quarantine and Inspection Service  
 GPO Box 858  
 Canberra ACT 2601, Australia  
**Phone:** +61 2 6272 5364  
**Fax:** +61 2 6271 6522  
**Email:** [bob.biddle@aqis.gov.au](mailto:bob.biddle@aqis.gov.au)

Mr Peter Liehne  
 General Manager Standards  
 Australia New Zealand Food Authority (ANZFA)  
 P.O. Box 7186  
 Canberra MC 2600, Australia  
**Phone:** +61 2 6271 2246  
**Fax:** +61 2 6271 2278  
**Email:** [peter.liehne@anzfa.gov.au](mailto:peter.liehne@anzfa.gov.au)

Mr Paul Ross  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Australian Embassy  
 Via Alessandria, 215  
 00198 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06.85272376  
**Fax:** 39 06.85272230  
**Email:** [paul.ross@dfat.gov.au](mailto:paul.ross@dfat.gov.au)

**AUSTRIA**  
**AUTRICHE**

Dr Arnulf Sattler  
DIV VI B1  
Federal Chancellery  
Radetzkystraße 2  
A-1030 Vienna  
**Phone:** +43 1 71172 4805  
**Fax:** +43 1 71172 4681

Dr Hedwig Wögerbauer  
Head of Division III/3  
Federal Ministry of Agriculture and Forestry  
Stubenring 12  
A-1010 Vienna  
**Phone:** +43 1 71100 2812  
**Fax:** +43 1 71100 2959

Mrs Nathalie Feistritzner  
Permanent Representative  
Perm. Rep. of Austria to FAO  
Via G.B. Pergolesi 3  
00198 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8440-141  
**Fax:** 39 068543-286  
**Email:** [stvom@tr.bmlf.gv.at](mailto:stvom@tr.bmlf.gv.at)

**BANGLADESH**

Mr Mohammad Mejbahuddin  
Economic Counsellor  
Ministry of Finance  
Embassy of Bangladesh  
Via Antonio Bertoloni 14  
00197 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8083-595  
**Fax:** 39 06 8084-853

**BELGIUM**  
**BELGIQUE**  
**BÉLGICA**

Mr Charles Crémer  
Chef de Service  
Inspection générale des denrées alimentaires  
Ministère de la santé publique  
C.A.E. – Esplanade, 11  
Boulevard Pachéco, 19 boîte 5  
1010 Bruxelles  
**Phone:** +32 2 2104843  
**Fax:** +32 2 2104816  
**Email:** [Charles.Cremer@health.fgov.be](mailto:Charles.Cremer@health.fgov.be)

Mme Martine Vandendriessche  
Ministère de l'Agriculture  
Avenue Simon Bolivar 30  
1000 Bruxelles, Belgium  
**Phone:** 32.2.2084985  
**Fax:** 32.2.2085006  
**Email:**  
[martine.vandendriessche@cmlag.fgov.be](mailto:martine.vandendriessche@cmlag.fgov.be)

Mr Théo Biebaut  
Premier Conseiller  
Relations Economiques  
Ministère des Affaires économiques  
Rue Gen. Leman, 60  
1040 Bruxelles  
**Phone:** +32 2 2065882  
**Fax:** +32 2 2309565

Dr Guido Kayaert  
European Regulatory Affairs  
Nestlé Coordination Center  
Birminghamstraat 221  
1070 Bruxelles  
**Phone:** +32 2 5295330  
**Fax:** +32 2 5295620  
**Email:** [guido.kayaert@be01.nestle.com](mailto:guido.kayaert@be01.nestle.com)

Dr Johan Hallaert  
Fevia Belgian Food Industry Federation  
Av. de Cortenberg, 172  
1000 Brussels, Belgium  
**Phone:** +32 2 7430820  
**Fax:** +32 2 7339426  
**Email:** [jh@fevia.be](mailto:jh@fevia.be)

Mrs Justine Gentile  
Secrétaire d'Ambassade  
Représentation permanente de la Belgique auprès de  
la FAO  
Via Omero 8  
00197 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3242-601  
**Fax:** 39 06 3203-992

**BOLIVIA**  
**BOLIVIE**

Ing Luis Chavez Rios  
Representante del Comité Nacional  
del Codex Alimentarius  
Av. Camacho 1488 esquina Bueno  
La Paz  
**Phone:** +591 2 317262/Ddom: 250357  
**Fax:** +591 2 317262  
**Email:** [ibnorca@ceibo.entelnet.bo](mailto:ibnorca@ceibo.entelnet.bo)

Dr Daniel Yebara  
 Representante del Ministerio de Salud y  
 Previsión Social  
 Dirección Nacional de Medio Ambiente  
 y Control de Alimentos y Bebidas  
 Calle Rafael Zubieta N° 1889  
 La Paz

**Phone:** +591 2 360 238

Lic José Luis Pérez Ramirez  
 Representante del Viceministerio de Exportaciones  
 Avenida Mariscal de Santa Cruz  
 Palacio de Comunicaciones Piso 17  
 La Paz

Lic Renato Pucci Salvietti  
 Representante del Sector industrial alimentario  
 Edificio Mariscal Ballivian  
 Calle Mercado  
 Oficina 809-810  
 La Paz

**Phone & Fax:** 591 2 358942

Dr Oscar Lanza V.  
 Bolivian Codex Committee  
 La-Paz, Bolivia

**Email:** [aisbolol@ceibo.entelnet.bo](mailto:aisbolol@ceibo.entelnet.bo)

Ms Maria Soledad Pareja  
 First Secretary  
 Embassy of Bolivia  
 Via Brenta 2a – Int. 28  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8841-001

**Fax:** 39 06 8840-740

#### BOTSWANA

Mr Hussein H.T. Tarimo  
 Principal Scientific Officer and  
 Secretary of National Food Control Board  
 Community Health Services Division  
 Ministry of Health  
 Private Bag 00269  
 Gaborone

**Phone:** +267.374351

**Fax:** +267.374354

**Email:** [nfcbgabs@global.bw](mailto:nfcbgabs@global.bw)

Ms Kabo Tautona  
 Principal Health Officer II (Food and Nutrition)  
 Ministry of Health  
 Family Health Division  
 P.O. Box 992  
 Gaborone, Botswana

**Phone:** +267 (353561)

**Fax:** +267 (302092)

Dr Alexander C. Mosha  
 Director  
 Food Technology Research Service  
 Botswana Technology Centre  
 Ministry of Commerce and Industry  
 Private Bag 008  
 Kanye, Botswana

**Phone:** +267 340441

**Fax:** +267 340713

**Email:** [amosha@info.bw](mailto:amosha@info.bw)

#### BRAZIL

#### BRÉSIL

#### BRASIL

Mr João Maurício Cabral de Mello  
 Second Secretary  
 Alternate Permanent Representative of  
 Brazil to FAO  
 Perm. Rep. of Brazil to FAO  
 Via di Santa Maria dell'Anima 32  
 00186 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 6830-7576

**Fax:** 39 06 6839-8802

Ms Maria Aparecida Martinelli  
 Coordinator of the Brazilian Codex Alimentarius  
 Committee (CCAB) and Officer of  
 INMETRO/Ministry of Development, Industry and  
 Trade  
 SEP/511, Ed. Bittar III,  
 Bloco 'B', 4º Andar  
 Brasília – DF  
 Brazil CEP 70750-527

**Phone:** 55.21.61 3402211

**Fax:** 55.21.61 3473284

**Email:** [mamartinelli@montreal.com.br](mailto:mamartinelli@montreal.com.br)

Mr Léo F. Bick  
 Technical Director of the Brazilian  
 Association of the Food Industry (ABIA)  
 Av. Brig. Faria Lima, 1478 - 11º andar  
 CEP 01451-913  
 São Paulo, Brazil

**Phone:** 55.11.816-5733

**Fax:** 55.11.814-6688

**Email:** [abia@abia.org.br](mailto:abia@abia.org.br)

Mr Ricardo Oliva  
 Director of Food and Toxicology  
 National Agency of Health Vigilance  
 Esplanada Dos Ministérios, Bl. "G"  
 Brasília-DF 70.000-900

**Phone:** 55.61. 315-2166/226 8536

**Email:** [diali@saude.gov.br](mailto:diali@saude.gov.br)

Mr Cleber Ferreira dos Santos  
 General Director of Food  
 National Agency of Health Vigilance  
 Esplanada Dos Ministérios, Bl. "G"  
 Brasilia-DF 70.000-900

**Phone:** 55.61. 315-2166

**Email:** [diali@saude.gov.br](mailto:diali@saude.gov.br)

Ms Dilma Scala Gelli  
 WG – Food Hygiene Coordinator – CCAB  
 Health Vigilance National Agency  
 Expert of Inst. Adolfo Lutz  
 Av. Nlr. Arnaldo, 355  
 01246-902 S.P. S.P.

**Phone:** (+55.11) 3061-0111-Ext. 2110

**Fax:** (+55.11) 853-3505

**Email:** [dilgelli@ial.sp.gov.br](mailto:dilgelli@ial.sp.gov.br)

Mr Aduino Lima Rodrigues  
 Chief of the Sanitary Division of the Agricultural  
 Protection Secretariat  
 Ministry of Agriculture and Supply

**Phone:** (55.61) 2269771

**Fax:** (55.61) 2243995

**Email:** [alima@agricultura.gov.br](mailto:alima@agricultura.gov.br)

#### **BULGARIA**

#### **BULGARIE**

Mr Krassimir Kostov  
 Permanent Representative of the Republic of  
 Bulgaria to FAO  
 Via Pietro P. Rubens 21  
 0197 Rome, Italy

**Phone:** +39.06.322.46.40

**Fax:** +39.06.322.61.22

#### **BURKINA FASO**

H.E. Ms Béatrice Damiba  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Burkina Faso  
 Via Alessandria, 26  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 4424-9725

**Fax:** 39 06 4425-0042

Mr Bambara Saïdou Dominique  
 Biochimiste  
 Centre National pour la nutrition  
 Ministère de la santé  
 03 BP 7068  
 Ouagadougou

**Phone:** (226) 324553/308748

Mr Nanema Ambroise  
 Nutritionniste  
 Centre national pour la nutrition  
 Ministère de la santé  
 03 BP 7068  
 Ouagadougou

**Phone:** (226) 324553/308748

Mr André Anatole Yameogo  
 Alternative Representative to FAO  
 Embassy of Burkina Faso  
 Via Alessandria, 26  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 4424-9725

**Fax:** 39 06 4425-0042

#### **CAMEROON**

#### **CAMEROUN**

#### **CAMERÚN**

Mr Thomas Ndivé Mokake  
 Counsellor/Deputy  
 Permanent Representative to FAO  
 Cameroun Embassy  
 Via Siracusa 4-6  
 00161 Rome, Italy

**Phone:** 39.06.44291285

**Fax:** 39.06.44291323

**Email:** [faopremr@tin.it](mailto:faopremr@tin.it)

#### **CANADA**

#### **CANADÁ**

Dr Anne A. MacKenzie  
 Head of Delegation  
 Science Evaluation  
 Associate Vice-President  
 Canadian Food Inspection Agency  
 59 Camelot Drive  
 Nepean, Ontario K1A 0Y9

**Phone:** +1 613 2252342 (Ext 4188)

**Fax:** +1 613 2286638

**Email:** [amackenzie@em.agr.ca](mailto:amackenzie@em.agr.ca)

Dr George Paterson  
 Director General  
 Food Directorate  
 Health Protection Branch  
 Health Canada  
 Ottawa, Ontario  
 K1A 0L2 (0701A5)

**Phone:** +1 613 9571821

**Fax:** +1 613 9571784

**Email:** [george\\_paterson@hc-sc.gc.ca](mailto:george_paterson@hc-sc.gc.ca)

Mr Ron B. Burke  
 Director  
 Bureau of Food Regulatory, International  
 and Interagency Affairs  
 Food Directorate, Health Protection Branch  
 Codex Contact Point for Canada  
 Health Canada  
 Ottawa, Ontario K1A 0L2 (0702C)  
**Phone:** +1 613 9571748  
**Fax:** +1 613 9413537  
**Email:** [ronald\\_burke@hc-sc.gc.ca](mailto:ronald_burke@hc-sc.gc.ca)

Ms Santina Scalzo  
 Manager, Codex Program Services  
 Bureau of Food Regulatory, International and  
 Interagency Affairs  
 Food Directorate, Health Protection Branch  
 Health Canada  
 Ottawa, Ontario K1A 0L2 (0702C)  
**Phone:** +1 613 9571749  
**Fax:** +1 613 9413537  
**Email:** [santina\\_scalzo@hc-sc.gc.ca](mailto:santina_scalzo@hc-sc.gc.ca)

Mr G.F. Reasbeck  
 Director  
 Consumer Protection and Food Policy  
 Coordination Division  
 Canadian Food Inspection Agency  
 59 Camelot Drive  
 Nepean, Ontario K1A 0Y9  
**Phone:** +1 613 2252342  
**Fax:** +1 613 2286611  
**Email:** [greasbeck@em.agr.ca](mailto:greasbeck@em.agr.ca)

Mr Peter Pauker  
 Department of Foreign Affairs and  
 International Trade  
 Technical Barriers and Regulations Division (EAS)  
 125 Sussex Drive  
 Tower C, 3<sup>rd</sup> Floor  
 Room 155  
 Ottawa On K1A 0G2  
**Phone:** +1 613 9920523  
**Fax:** +1 613 9430346  
**Email:** [peter.pauker@dfait-maeci.gc.ca](mailto:peter.pauker@dfait-maeci.gc.ca)

Senator, The Honourable Eugene Whelan  
 Senate of Canada  
 Parliament Buildings, Room 263, EB  
 Wellington Street  
 Ottawa, Ontario K1A 0A4

Senator, The Honourable Nicholas W. Taylor  
 Senate of Canada  
 Victoria Building, Room 801  
 Wellington Street  
 Ottawa, Ontario K1A 0A4  
**Email:** [taylor@sen.parl.gc.ca](mailto:taylor@sen.parl.gc.ca)

Dr Dale Armstrong  
 Member, Policy Secretariat  
 Alberta Agriculture, Food & Rural Development  
 301, 7000-113 Street  
 Edmonton, Alberta T6H 5T6  
 Canada  
**Phone:** +1 780 4227807  
**Fax:** +1 780 4226540  
**Email:** [dale.armstrong@agric.gov.ab.ca](mailto:dale.armstrong@agric.gov.ab.ca)

Mr Pierre Nadeau  
 Vice President  
 National Dairy Council of Canada  
 221 Laurier Avenue East  
 Ottawa, Ontario K1N 6P1  
**Phone:** +1 613.238 4116  
**Fax:** +1 613.238 6247  
**Email:** [pmnadeau@ndcc.ca](mailto:pmnadeau@ndcc.ca)

Dr Réjean Bouchard  
 Assistant Director  
 Policy and Dairy Production  
 Dairy Farmers of Canada  
 75 Albert Street, Suite 101  
 Ottawa, Ontario K1P 5E7  
**Phone:** +1 613 2369997  
**Fax:** +1 613 2360905  
**Email:** [rejeanb@dfc-plc.ca](mailto:rejeanb@dfc-plc.ca)

Ms Elisabeth Sterken  
 Director  
 INFAC Canada  
 6 Trinity Square  
 Toronto, Ontario M5G 1B1  
**Phone:** +1 416 595-9819  
**Fax:** +1 416 591-9355  
**Email:** [infact@ftn.net](mailto:infact@ftn.net)

## CHILE

Ing Gonzalo Ríos  
 Jefe del Departamento de Asuntos Internacionales  
 del Servicio Agrícola y Ganadero  
 Ministerio de Agricultura  
 Avenida Bulnes 140  
 Santiago  
**Phone:** +56 2 6723635  
**Fax:** +56 2 6717419  
**Email:** [grios@sag.minagri.gob.cl](mailto:grios@sag.minagri.gob.cl)

H.E. Mr Victor Manuel Rebolledo Gonzalez  
Embajador  
Representante Permanente de Chile ante la FAO  
Via Po 23  
00198 Rome – Italy  
**Phone:** 39 06 8417-450  
**Fax:** 39 06 8535-0427  
**Email:** [misfao@itn.it](mailto:misfao@itn.it)

Dr Roberto Belmar  
Jefe de Delegación  
Presidente del Comité Nacional del Codex  
Ministerio de Salud  
Estado 360 of 801  
Santiago  
**Phone:** 562 664-1141  
**Fax:** 562 664-4208

Mr Jaime Contreras  
Consejero  
Rep. del Comité Nacional del Codex  
Jefe Departamento Agencias Especializadas  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Santiago, Chile

Mr Jaime Cornejo  
Punto de Contacto del Codex  
Ministerio de Salud  
Santiago, Chile  
**Email:** [jcornejo@netline.cl](mailto:jcornejo@netline.cl)

Mrs Antonieta Urrutia  
Encargada del Codex en el Servicio Agrícola y  
Ganadero  
Ministerio de Agricultura  
Santiago  
**Email:** [rri@sag.minagri.gob.cl](mailto:rri@sag.minagri.gob.cl)

Mr Humberto Molina Reyes  
Segundo Secretario  
Representante alterno de Chile ante la FAO  
Via Po 23  
00198 Rome – Italy  
**Phone:** 39 06 8417-450  
**Fax:** 39 06 8535-0427  
**Email:** [misfao@itn.it](mailto:misfao@itn.it)

Mrs Macarena Vidal  
Asesora Grupo Agropecuario  
Dirección Asuntos Económicos  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Teatinos 20 / 3er Piso  
Santiago, Chile  
**Phone:** 562.5659317  
**Email:** [mvidal@dizecon.cl](mailto:mvidal@dizecon.cl)

**CHINA**  
**CHINE**

Dr Xuegui Kan  
Senior Public Health Official  
Department of Health Legislation & Inspection  
Ministry of Health  
No. 44, Hou hai Beiyan  
Beijing, 100725  
**Phone:** +86 10 64013358  
**Fax:** +86 10 64014341  
**Email:** [xgk2@chsi.moh.gov.cn](mailto:xgk2@chsi.moh.gov.cn)

Ms Zhao Xinhong  
Assistant of Coordinator  
China Codex Contact Point  
Dept. of Market and Economic Information  
Ministry of Agriculture  
N° 11, Nong Zhan Guan Nan Li  
Beijing 100026, China  
**Phone:** +86 10 6419-3156  
**Fax:** +86 10 6419-2468  
**Email:** [zhxh111@263.net](mailto:zhxh111@263.net)

Mr Yang Zheng  
Director  
Quality Control and Inspection for Food  
Ministry of Agriculture  
N° 28, Dongjiao Sanyuan Road  
Jinan, Shandong Province  
China

Ms Danyu Zhao  
Assistant Researcher  
Institute of Food Safety Control and Inspection  
Ministry of Health  
No.7, Pan Jia Yuan Nan Li  
Beijing, 100021  
**Phone:** +86 10 67711813  
**Fax:** +86 10 67711813

Ms Liao Xiaogian  
Section Chief  
Department of Standardization  
China State Bureau of Quality and Technical  
Supervision  
N° 4 Zhi Chun Road  
Beijing, 100088  
**Phone:** 86 10 6203-4044  
**Fax:** 86 10 6203-4044 or 3737  
**Email:** [LiaoXQ@csbts.mail.cn](mailto:LiaoXQ@csbts.mail.cn)  
[LiaoXQ@csbts.gov.cn](mailto:LiaoXQ@csbts.gov.cn)

Ms Yu Wenjun D.V.M.  
 Official  
 Dept. for Supervision on Health  
 State Administration for Entry-Exit  
 Inspection and Quarantine of P.R. China  
 No. A 10 Chaowaidajie  
 Beijing, 100020  
 Phone: 86 10 6599-4531  
 Fax: 86 10 6599-4577  
 Email: [yuwj@ciq.gov.cn](mailto:yuwj@ciq.gov.cn)

Mr Zhou Zhuyue  
 Director  
 Dept. of Policy and Law  
 State Petrochemical Industry  
 Bureau Asian Game Village  
 Beijing, 100723, China

Ms Li Yanyun  
 Assistant Vice Director  
 Dept. of Technical Standards  
 Policies and Laws Bureau  
 State Administration of Chemical Industries; China  
 An Hui Li, Chaoyang District  
 Beijing, 100723  
 Phone: 86 10 6493-0948  
 Fax: 86 10 6493-0948

Mr Liu Gang  
 Official  
 Division for WTO Affairs  
 Ministry of Foreign Trade and  
 Economic Cooperation  
 2, Dongchangan Street  
 Beijing, 100731  
 Phone: 86 10 6519-7207  
 Email: [liugang@moftec.gov.cn](mailto:liugang@moftec.gov.cn)

Mr Shengyao Tang  
 Alternate Perm.Rep.  
 Perm. Rep. of China to FAO  
 Via della Caffarella, 9  
 00179 Rome, Italy  
 Phone: 39 06 5137-345  
 Fax: 39 06 5137-344  
 Email: [china.fao@agora.stm.it](mailto:china.fao@agora.stm.it)

#### COLOMBIA COLOMBIE

Mr Bernardo G. Zuluaga Botero  
 Representante Adjunto  
 Rep. Perm. de Colombia ante la FAO  
 Embajada de Colombia  
 Via G. Pisanelli 4, int. 5  
 00196 Rome, Italy  
 Phone: 39 06 320-2531/361-2204  
 Fax: 39 06 361-2204  
 Email: [delecol@ats.it](mailto:delecol@ats.it)

#### COSTA RICA

Lic. Sigurd Vargas  
 Jefe de delegación  
 Asesor Legal  
 Ministerio de Agricultura y Ganadería  
 P.O. Box 1098-1250  
 San José, Costa Rica  
 Phone: +506 284-74-60  
 Fax: +506 260-83-01  
 Email: [protagro@sol.qacsa.co.cr](mailto:protagro@sol.qacsa.co.cr)

H.E. Mrs Victoria Guardia de Hernandez  
 Embajador  
 Relaciones Exteriores  
 Via Bartolomeo Eustachio 22  
 00161 Rome, Italy  
 Phone: 39 06 4425-1046 – 4424-0954  
 Fax: 39 06 4425-1048  
 Email: [embcosta@mix.it](mailto:embcosta@mix.it)

Ms Yolanda Gago  
 Alternate  
 Permanent Representative to FAO  
 Via Bartolomeo Eustachio 22  
 00161 Rome, Italy  
 Phone: 39 06 4425-1046 – 4424-0954  
 Fax: 39 06 4425-1048  
 Email: [embcosta@mix.it](mailto:embcosta@mix.it)

#### CÔTE D'IVOIRE

Mr S.E.M. Sia Bi Sei  
 Representant Permanent Adjoint  
 Ambassade de Côte-d'Ivoire  
 Via L. Spallanzani, 4-6  
 00161 Rome, Italy  
 Phone: 39 06 4402-673 – 4423-1129  
 Fax: 39 06 4402-619

#### CROATIA CROATIE CROACIA

Dr Jaksa Topic  
 Director-General  
 State Office for Standardization and Metrology  
 Ulica grada Vukovara 78  
 HR-10000 Zagreb, Croatia  
 Phone: +385 1 6112028  
 Fax: +385 1 6109324

Prof Dr Ivan Petrovic  
 Head, Health Ecology Service  
 Croatian National Institute of Public Health  
 Rockefellerova, 7  
 HR-10000 Zagreb, Croatia  
 Phone: 385.1.4683007  
 Fax: 385.1.4683007

Mr Branimik Cecuk  
 First Secretary  
 Croatian Embassy  
 Via Luigi Bodio 74-76  
 00191 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3630-7650/3630-7300  
**Fax:** 39 06 3630-3405

**CUBA**

Mr Lionel Enríquez Rodríguez  
 Jefe de delegación  
 Presidente  
 Oficina Nacional de Normalización  
 Calle E No. 261 entre 11 y 13  
 La Habana 10400  
**Phone:** +53 7 300879  
**Fax:** +53 7 338048  
**Email:** [ncnorma@ceniai.inf.cu](mailto:ncnorma@ceniai.inf.cu)

Ms Doris Hernández Torres  
 Directora de Aseguramiento de la Calidad  
 Ministerio de la Industria Pesquera  
 Edificio No. 1  
 5ta Avenida y 248  
 Barlovento, Sta Fé, Playa  
 La Habana  
**Phone:** +53 7 297294  
**Fax:** +53 7 249168  
**Email:** [doris@fishnavy.inf.cu](mailto:doris@fishnavy.inf.cu)

Mr Gabriel Lahens Espinosa  
 Funcionario  
 Ministerio del Comercio Exterior  
 Infanta 16, Esquina 23  
 La Habana 10400  
**Phone:** +53 7 795186  
**Fax:** +53 7 793824

Mr José Antonio Saavedra González  
 Consejero  
 Misión Permanente de Cuba ante la FAO  
 Via Licinia 13a  
 00153 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 5781123  
**Fax:** 39 06 5780614

Mr Alberto Marrero Terrero  
 Director de Relaciones Internacionales  
 Oficina Nacional de Normalización  
 Calle E, No. 261, entre 11 y 13  
 Vedado, La Habana 10400  
**Phone:** +53 7 300022  
**Fax:** +53 7 338048  
**Email:** [ncnorma@ceniai.inf.cu](mailto:ncnorma@ceniai.inf.cu)

Mrs Teresita Crespo Salas  
 Subdirectora del Centro Nacional de Inspección  
 de la Calidad del Ministerio de la Industria  
 Alimenticia  
 Avenida Rancho Boyeros Km 3½  
 La Habana  
**Phone:** +53 7-577143  
**Fax:** +53 7-577166  
**Email:** [cnica@ceniai.inf.cu](mailto:cnica@ceniai.inf.cu)

Mr José A. Carrera Vara  
 Asesor de Protección de los Alimentos del  
 Ministerio de la Salud Pública  
 Calle 23 y N  
 Edificio Soto  
 La Habana 10400  
**Phone:** +53 7.553384  
**Fax:** +53 7.662312  
**Email:** [carreraj@hesp.sld.cu](mailto:carreraj@hesp.sld.cu)

**CYPRUS****CHYPRE****CHIPRE**

Dr Ioannis Karis  
 Director of CYS  
 Ministry of Commerce, Industry and Tourism  
 39. Dem. Severis Ave.  
 P.O. Box 22418  
 1521 Nicosia, Cyprus  
**Phone:** 357 2 867190  
**Fax:** 357 2 375120

Mrs. Phrosso Hadjiluca  
 Standards' Officer  
 Cyprus Standards  
 Ministry of Commerce, Industry and Tourism  
 39. Dem Severis Ave.  
 P.O. Box 22418  
 1521 Nicosia, Cyprus  
**Phone:** +357 2 867100  
**Fax:** +357 2 375120

Mr Andreas Marangos  
 Director, Cyprus Milk Industry Organization  
 Ministry of Commerce, Industry & Tourism  
 39. Dem Severis Ave.  
 P.O. Box 22418  
 1521 Nicosia, Cyprus  
**Phone:** +357 2 665697  
**Fax:** +357 2 667313

Mrs Katia Georgiades  
 Administrative Officer  
 Cyprus Milk Industry Organization  
 Ministry of Commerce, Industry & Tourism  
 39. Dem. Severis Ave.  
 P.O. Box 22418  
 1521 Nicosia, Cyprus  
**Phone:** +357 2 665697  
**Fax:** +357 2 667313

Mr Andreas Roushias  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Piazza Farnese 44  
 00186 Rome, Italy  
**Tel:** 39.06-6865758  
**Fax:** 39.06-68803756  
**Email:** [faoprcyp@tin.it](mailto:faoprcyp@tin.it)

**CZECH REPUBLIC**  
**RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**  
**REPÚBLICA CHECA**

Ms Vladka Pivonkova  
 Director, Food Production Division  
 Ministry of Agriculture of the Czech Republic  
 Prague  
**Phone:** +420 2 2181-2212  
**Fax:** +420 2 2314-117  
**Email:** [pivonkova@mze.cz](mailto:pivonkova@mze.cz)

Mr Jiri Sir  
 Food Production Division  
 Ministry of Agriculture of the Czech Republic  
 Prague  
**Phone:** +420 2 2181-2042  
**Fax:** +420 2 2314-117  
**Email:** [sir@mze.cz](mailto:sir@mze.cz)

Mr Jiri Novák  
 Permanent Representative of the Czech Republic  
 Embassy of the Czech Republic  
 Via dei Gracchi 322  
 00192 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3244-459/62/63/64  
**Fax:** 39 06 3244-466

**DENMARK**  
**DANEMARK**  
**DINAMARCA**

Mr Ole Kopp Christensen  
 Head of Delegation  
 Director  
 Danish Veterinary and Food Administration  
 Rolighedsvej 25  
 DK-1958 Frederiksberg C  
**Phone:** +45 33956002  
**Fax:** +45 35358544  
**Email:** [kc@vfd.dk](mailto:kc@vfd.dk)

Ms Linda Jensen  
 Food Scientist, Head of Legislation Service  
 Federation of Pig Producers and Slaughter Houses  
 Axeltorv 3  
 DK-1609 Kobenhavn V  
**Phone:** +45 33116050  
**Fax:** +45 33936650  
**Email:** [lmj@ds-data.dk](mailto:lmj@ds-data.dk)

Mr Knud Ostergaard  
 Alternate Head of Delegation  
 Adviser, International Affairs  
 Danish Veterinary and Food Administration  
 Rolighedsvej 25  
 DK-1958 Frederiksberg C  
**Phone:** +45 33956120  
**Fax:** +45 35352976  
**Email:** [koe@vfd.dk](mailto:koe@vfd.dk)

Ms Jytte Kjaergaard  
 Consultant  
 Danish Veterinary and Food Administration  
 Rolighedsvej 25  
 DK-1958 Frederiksberg C  
**Phone:** +45 33956124  
**Fax:** +45 35352976  
**Email:** [jk@vfd.dk](mailto:jk@vfd.dk)

Mr Jorgen Hald Christensen  
 Head of Department  
 Danish Dairy Board  
 Frederiks Alle 22  
 DK-8000 Aarhus C  
**Phone:** +45 87312000  
**Fax:** +45 87312001  
**Email:** [jhc@mejeri.dk](mailto:jhc@mejeri.dk)

Mr Tage Bak  
 Head of Secretariat  
 Danish Secretariat of Food, Drink and Service  
 Workers  
 C.F. Richs Vej 103  
 DK-2000 Frederiksberg C  
**Phone:** +45 38861885  
**Fax:** +45 38883865  
**Email:** [tabak@fds-iuf.dk](mailto:tabak@fds-iuf.dk)

Ms Annette Toft  
 Head of Department Research and Food  
 The Agricultural Council of Denmark  
 Axeltorv 3  
 DK-1609 Copenhagen V  
**Phone:** +45 33145672  
**Fax:** +45 33149574  
**Email:** [at@landbrug.dk](mailto:at@landbrug.dk)

**DOMINICA  
DOMINIQUE**

H.E. Mrs Hannelore Benjamin  
Ambassador  
Embassy of the Commonwealth of Dominica  
Via Laurentina 767  
00143 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 5010-643  
**Fax:** 39 06 5010-643

**DOMINICAN REPUBLIC  
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE  
REPÚBLICA DOMINICANA**

Lic. Luis Emilio Feliz Roa  
Director General de Salud Ambiental  
Coordinador del Comité Nacional del Codex  
Alimentarius, Coordinador Regional del Codex para  
América Latina y el Caribe  
Av. San Cristóbal Esq. Tiradentes, S.D.  
**Phone:** 544-2083  
**Fax:** 544-2083  
**Email:** [lic\\_roa@hotmail.com](mailto:lic_roa@hotmail.com)

Mr Juan Borg Gil  
Ministro Consejero  
Embajada de la República Dominicana  
Via Domenico Chelini 10  
00197 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8074-665  
**Fax:** 39 06 8074-791

**ECUADOR  
EQUATEUR**

Ministro Marco Samaniego Salazar  
Embajada del Ecuador  
Via Guido d'Arezzo, 14  
00198 Rome, Italy  
**Phone:** 39.06.8541-784  
**Fax:** 39.06.8535-4434  
**Email:** [mecuador@flashnet.it](mailto:mecuador@flashnet.it)

**EGYPT  
EGYPTE  
EGIPTO**

Chem. Magdy Ahmed Barakat  
Head of Delegation  
Director General  
Standards Department  
Egyptian Organization of Standardization  
and Quality Control (EOS)  
2 Latin America Street  
Garden City, Cairo  
**Fax:** +20.2.355.78.41

H.E. Nehad Ibrahim Abdel-Latif  
Ambassador  
Permanent Representative of Egypt to FAO  
Embassy of the Arab Republic of Egypt  
Via Salaria 267 (Villa Savoia)  
00199 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8440191  
**Fax:** 39 06 8554424

Prof. Mohamed Fahmi Saddik  
Food Hygiene Department  
Institute of Nutrition  
16 Kasr El-Aini Street  
Cairo, Egypt  
**Phone:** 20 2 3646413  
**Fax:** 20 2 3647470

Dr Zeinab Abdel Haliem  
Director  
Food Control  
Ministry of Health and Population  
Ragles El Shab St.  
Cairo, Egypt  
**Phones:** +20 2 5941077/3548152

Dr Magda Ali Rakha  
Director of Central Laboratories and Undersecretary  
of State Laboratory Services  
Ministry of Health and Population  
CHL 19 El Sheikh Rihan Street  
Cairo  
**Phone:** +20 2 3548544  
**Fax:** +20 2 3558127

Dr Mohamed Amin Abdalla  
Faculty of Agriculture  
Ein Shams University  
P.O. Box 68  
Hadayek Shubra – Cairo  
Egypt

Eng Khadiga Mahmoud Khalil  
General Manager  
Quality Control  
Alexandria for Oil & Soap Co.  
16 Canal El-Mahmoudia  
Alexandria, Egypt  
**Fax:** 20.34922.220

Prof Salah El-Din Hussain Abou-Raya  
Faculty of Agriculture  
Cairo University  
34 Taiba St.  
Mohandseen  
Giza, Cairo  
**Phone:** +20 2 3493795

Mr Mohamed Khalifa  
 Agricultural Counselor  
 Head of Delegation  
 Embassy of the Arab Republic of Egypt  
 Via Salaria 267 (Villa Savoia)  
 00199 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8440191  
**Fax:** 39 06 8554424

**EL SALVADOR**

Sra. Maria Eulalia Jimenez  
 Encargado de Negocios A.i.  
 Ministro Consejero  
 Embajada de El Salvador  
 Via G. Castellini, 13  
 00197 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 807-6605  
**Fax:** 39 06 807-9726

**ERITREA**  
**ÉRYTHRÉE**

Mr Yohannes Tensue  
 Alternate Representative to FAO  
 Embassy of Eritrea  
 Via Boncompagni 16  
 00187 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 4274-1293  
**Fax:** 39 06 4208-6806/4274-1514

**ESTONIA**  
**ESTONIE**

Mr Toivo Novandi  
 Head of Veterinary and Food Department  
 Ministry of Agriculture  
 39/41 Lai str.  
 15056 Tallinn, Estonia  
**Phone:** 372 6 256142  
**Fax:** 372 6 256210

Her Excellency Mrs Elena Askerstam (Observer)  
 Ambassador and Perm. Rep. to FAO  
 Ministry of Agriculture  
 Via dei Corazzieri, 94  
 00143 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 5914-754  
**Fax:** 39 06 5914-754

Mr Ahto Hunt  
 Chief Consultant  
 The Association of Estonian Food Industry  
 29 Gonsiori str.  
 10147 Tallinn, Estonia  
**Phone:** 372 2 433819  
**Fax:** 372 6 312718

Mrs Helve Rimmel  
 Managing Director  
 The Association of Estonian Food Industry  
 29 Gonsiori str.  
 10147 Tallinn, Estonia  
**Phone:** 372 2 422 246  
**Fax:** 372 6 312 718

**ETHIOPIA**  
**ETHIOPIE**  
**ETIOPÍA**

Dr Mulat Abegaz  
 Codex National Contact Point  
 Dep. of Testing and Research Lab.  
 Quality and Standards Authority of Ethiopia  
 (QSAE)  
 P.O. Box 2310  
 Addis Ababa  
**Phone:** (251.1) 189283  
**Fax:** (251.1) 613177 (78)  
**Email:** [qsae@telecom.net.et](mailto:qsae@telecom.net.et)

**FINLAND**  
**FINLANDE**  
**FINLANDIA**

Mr Kalevi Salminen  
 Head of Delegation  
 Director  
 National Food Administration  
 P.O. Box 5  
 FI-00531 Helsinki  
**Phone:** +358 9 77267600  
**Fax:** +358 9 77267666  
**Email:**  
[kalevi.salminen@elintarvikevirasto.fi](mailto:kalevi.salminen@elintarvikevirasto.fi)

Ms Anna-Liisa Koskinen  
 Commercial Counsellor  
 Ministry of Trade and Industry  
 P.O. Box 230  
 FI-00171 Helsinki  
**Phone:** +358 9 1603716  
**Fax:** +358 9 1602648

Ms Anne Haikonen  
 Government Secretary  
 Ministry of Trade and Industry  
 P.O. Box 230  
 FI-00171 Helsinki  
**Phone:** +358 9 1603654  
**Fax:** +358 9 1602648

Mr Matti Aho  
Deputy Director General  
Veterinary and Food Department  
Ministry of Agriculture and Forestry  
P.O. Box 232  
FI-00171 Helsinki

**Phone:** +358 9 1603380  
**Fax:** +358 9 1603338  
**Email:** [matti.aho@mmm.fi](mailto:matti.aho@mmm.fi)

Mrs Marjatta Rahkio  
Senior Health Official  
Ministry of Social Affairs and Health  
Department for Promotion of Welfare  
and Health  
P.O. Box 267  
FIN-00171 Helsinki

**Phone:** +358 9 1604121  
**Fax:** +358 9 1604120

Mrs Pirkko Raunemaa  
Deputy Director  
National Food Administration  
Kaikukatu 3, Box 5  
FIN-00531 Helsinki, Finland

**Phone:** 358.9.7726.7618  
**Fax:** 358.9.7726.7666  
**Email:** [pirkko.raunemaa@nfa.fi](mailto:pirkko.raunemaa@nfa.fi)  
[pirkko.raunemaa@elintarvikevirasto.fi](mailto:pirkko.raunemaa@elintarvikevirasto.fi)

**FRANCE**  
**FRANCIA**

Mr Hubert Ferry-Wylczek  
Sous-directeur  
Direction générale de l'alimentation  
Ministère de l'agriculture et de la pêche  
251 rue de Vaugirard  
75732 Paris Cedex 15

**Phone:** +33 1 49555872  
**Fax:** +33 1 49555948  
**Email:** [ferry-wilczek@agriculture.gouv.fr](mailto:ferry-wilczek@agriculture.gouv.fr)

Mme Roseline Lecourt  
Chargé de Mission  
Direction générale de la concurrence, de la  
consommation et de la répression des fraudes  
Ministère de l'économie, des finances  
et de l'industrie  
59 Bld Vincent Auriol  
75703 Paris Cedex 13

**Phone:** +33 1 44973470  
**Fax:** +33 1 44973037  
**Email:**  
[lecourt.roseline@dgccrf.finances.gouv.fr](mailto:lecourt.roseline@dgccrf.finances.gouv.fr)

Prof Pierre Louisot  
Docteur en médecine-Docteur en sciences  
Président du Comité Codex sur les Principes  
généraux  
Faculté de Médecine Lyon-Sud  
Département de Biochimie  
INSERM U 189-CNRS  
B.P. 12  
69921 Oullins, France

**Phone:** 33 4 78 86 31 55  
**Fax:** 33 4 78 50 71 52

Mme Isabelle Chmitelin  
Direction des relations économiques extérieures  
DREE-IVB  
Ministère de l'économie, des finances  
et de l'industrie  
1398, rue de Bercy  
75572 Paris Cedex 12

**Phone:** +33 1 53188264  
**Fax:** +33 1 53189608  
**Email:** [Isabelle.Chmitelin@dree.org](mailto:Isabelle.Chmitelin@dree.org)

Mme Dominique Burel  
Chef de Service Réglementation  
CNIEL  
34, Rue de Saint-Pétersbourg  
75008 Paris Cedex 08

**Phone:** +33 1 49707115  
**Fax:** +33 1 42806345  
**Email:** [dburel-alf@cniel.com](mailto:dburel-alf@cniel.com)

Mr Thierry Geslain  
Chef du service scientifique et technique  
ANIA  
155, Bld Haussmann  
75008 Paris

**Phone:** +33 1 53838600  
**Fax:** +33 1 45619664  
**Email:** [tgeslain@ania.net](mailto:tgeslain@ania.net)

Mme Jolanta Leone  
Responsable réglementation  
BLEDINA Sa  
383 rue Philippe Héron  
BP 432  
69654 Villefranche-sur-Saône Cedex

**Phone:** +33 4 74626374  
**Fax:** +33 4 74626488  
**Email:** [jleone@bledina.danone.com](mailto:jleone@bledina.danone.com)

Mme Annie Loch  
Affaires Réglementaires  
Groupe Danone  
7, rue de Téhéran  
Paris Cedex 08, France  
**Phone:** +33 1 4435-2432  
**Fax:** +33 1 4435-2445  
**Email:** [aloch@groupe.danone.com](mailto:aloch@groupe.danone.com)

Mr Jean-Francois Roche  
Direction générale de l'alimentation  
Ministère de l'agriculture et de la pêche  
251, rue de Vaugirard  
75732 Paris Cedex 15  
**Phone:** +33 1 49555881  
**Fax:** +33 1 49555948  
**Email:** [jean-francois.roche@agriculture.gouv.fr](mailto:jean-francois.roche@agriculture.gouv.fr)

Mme Catherine Geslain-Laneelle  
Sous-directeur  
Direction de la production et des échanges  
Ministère de l'agriculture et de la pêche  
3 rue Barbet de Jouy  
75007 Paris  
**Phone:** +33.1.49554508  
**Fax:** +33.1.49555942  
**Email:** [catherine.geslain-laneelle@agriculture.gouv.fr](mailto:catherine.geslain-laneelle@agriculture.gouv.fr)

Mr Jean-Michel Poirson  
Co-secrétaire du Comité national  
du Codex Alimentarius  
Secrétariat général du Comité interministériel  
européen pour les questions de coopération  
économique  
Carré Austerlitz  
2, bd Diderot  
75572 Paris Cedex 12  
**Phone:** +33 1 44871578  
**Fax:** +33 1 44871604  
**Email:** [sgci-codex-fr@sgci.finances.gouv.fr](mailto:sgci-codex-fr@sgci.finances.gouv.fr)

Mme Barbara Röstel  
Agence nationale du médicament vétérinaire  
Agence française de sécurité sanitaire des aliments  
ANMV-AFSSA  
B.P. 203  
35133 Fougères  
**Phone:** +33 2 999-47887  
**Fax:** +33 2 999-47899  
**Email:** [b.rostel@anmv.afssa.fr](mailto:b.rostel@anmv.afssa.fr)

Mr Daniel Berthery  
Conseiller scientifique  
Représentation Permanente de la France auprès de  
l'OAA  
Corso del Rinascimento 52  
00186 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 6865-305  
**Fax:** 39 06 6892-692

Mr Jean-Claude Gillis  
ATLA  
34, rue de Saint Petersburg  
75382 Paris Cédex 08  
**Phone:** +31 1 49707268  
**Fax:** +31 1 42806362

Mr Vincent Ducasse  
Directeur de la réglementation et du développement  
scientifique  
Pole expertise eau  
Groupe Danone  
Square Beaujon  
150 boulevard Haussmann  
75008 Paris  
**Phone:** +33 144352624  
**Fax:** +33 144352427  
**Email:** [vducasse@groupe.danone.com](mailto:vducasse@groupe.danone.com)

Mme Catherine Vigreux  
Société Roquette  
Responsable du Département des affaires  
réglementaires  
62136 Lestrem  
**Phone:** +33 21633600  
**Fax:** +33 21633850  
**Email:** [roquette.spi@wanadoo.fr](mailto:roquette.spi@wanadoo.fr)

Mr Jean-Claude Lumaret  
Société Roquette  
Responsable de la division technico-légale  
62136 Lestrem  
**Phone:** +33 21633600  
**Fax:** +33 21633850  
**Email:** [roquette.spi@wanadoo.fr](mailto:roquette.spi@wanadoo.fr)

Ms Nadine Normand  
Responsable du Programme de Normalisation Agro-  
Alimentaire  
AFNOR  
Tour Europe  
92049 Paris la Défense Cedex  
**Tel:** 33.01.429158-24  
**Fax:** 33.01.41915656  
**Email:** [nadine.normand@Email.afnor.fr](mailto:nadine.normand@Email.afnor.fr)

**GERMANY**  
**ALLEMAGNE**  
**ALEMANIA**

Dr Wolf Hölzel  
Head of delegation  
Ministerialdirigent  
Bundesministerium für Gesundheit  
Am Propsthof 78a  
D-53121 Bonn

**Phone:** +49 228 941-4100  
**Fax:** +49 228 941-4941  
**Email:** [hoelzel@bmg.bund.de](mailto:hoelzel@bmg.bund.de)

Dr Rolf Grossklaus  
Member  
Direktor und Professor  
Bundesinstitut für gesundheitlichen  
Verbraucherschutz und Veterinärmedizin  
Thielallee 88-92  
D-14195 Berlin

**Phone:** +49 30 8412-3230  
**Fax:** +49 30 8412-3715  
**Email:** [r.grossklaus@bgvv.de](mailto:r.grossklaus@bgvv.de)

Mr Hermann Brei  
Member  
Regierungsdirektor  
Bundesministerium für Gesundheit  
Am Propsthof 78a  
D-53108 Bonn

**Phone:** +49 228 941-4141  
**Fax:** +49 228 941-4947  
**Email:** [brei@bmg.bund.de](mailto:brei@bmg.bund.de)

Mr Ortwin Schulte  
Member  
Oberregierungsrat  
Bundesministerium für Gesundheit  
Am Propsthof 78a  
D-50108 Bonn

**Phone:** +49 228 941-1824  
**Fax:** +49 228 941-4986  
**Email:** [schulte@bmg.bund.de](mailto:schulte@bmg.bund.de)

Dr Jutta Schaub  
Member  
Oberregierungsrätin  
Bundesministerium für Ernährung  
Landwirtschaft und Forsten  
Rochusstrasse 1  
D-53123 Bonn

**Phone:** +49 228 5293329  
**Fax:** +49 228 5294404  
**Email:** [bn3329@bml.bund.de](mailto:bn3329@bml.bund.de)

Ms Dorothea Kellen  
Member  
Oberregierungsrätin  
Bundesministerium für Ernährung,  
Landwirtschaft und Forsten  
Rochusstrasse 1  
D-53123 Bonn

**Phone:** +49 228 529-3388  
**Fax:** +49 228 529-4407  
**Email:** [bn3388@bml.bund.de](mailto:bn3388@bml.bund.de)

Mr Jörg-Helge Kroke  
Member  
Oberamtsrat  
Bundesministerium für Wirtschaft  
und Technologie  
Villemombler Strasse 76  
D-53123 Bonn

**Phone:** +49 228 615-4221  
**Fax:** +49 228 615-2765

Mr Thomas Kuetzemeier  
Adviser  
Director  
Verband der Deutschen  
Milchwirtschaft e.V.  
Meckenheimer Allee 137  
D-53115 Bonn

**Phone:** +49 228 982-430  
**Fax:** +49 228 982-4320  
**Email:** [V.D.M.@t-online.de](mailto:V.D.M.@t-online.de)

Mr Hanspeter Schmidt  
Adviser  
Rechtsanwalt  
Arbeitsgemeinschaft Ökologischer  
Landbau e.V.  
Brandschneise 1  
D-64295 Darmstadt

**Phone:** +49 6155.2081  
**Fax:** +49 6155.2083  
**Email:** [AGOEL@t-online.de](mailto:AGOEL@t-online.de)

Ms Gabriele Beutner  
Adviser  
Abr. Recht und Steuern  
Deutsche Unilever GmbH  
Danantorwall 15  
D-20355 Hamburg

**Phone:** +49 40.34903535  
**Fax:** +49 40.354263  
**Email:** [gabriele.beutner@unilever.com](mailto:gabriele.beutner@unilever.com)

Dr Arno Dopychai  
 Adviser  
 Verband Deutscher Mineralbrunnen e.V.  
 Kennedyallee 28  
 D-53229 Bonn  
**Phone:** +49 228 959900  
**Fax:** +49 228 373453  
**Email:** [vdm.dopychai@t-online.de](mailto:vdm.dopychai@t-online.de)

Ms Susanne Langguth  
 Adviser  
 Direktorin ZAQ  
 Südzucker AG Mannheim/Ochsenfurt  
 Forchheimer Strasse 2  
 D-90425 Nürnberg  
**Phone:** +49 911 9344461  
**Fax:** +49 911 9344560

Ms Angelika Mrohs  
 Adviser  
 Managing Director  
 Bund für Lebensmittelrecht und Lebensmittelkunde  
 e.V.  
 Godesberger Allee 157  
 D-53175 Bonn  
**Phone:** +49 228 819930  
**Fax:** +49 228 375069  
**Email:** [amrohs@BLL-online.de](mailto:amrohs@BLL-online.de)

Dr Detlef J.G. Müller  
 Adviser  
 Principal Scientist  
 Procter & Gamble European Service GmbH  
 Industriestrasse 30-34  
 D-65760 Eschborn  
**Phone:** +49 6196 894398  
**Fax:** +49 6196 896648  
**Email:** [muller.d@pg.com](mailto:muller.d@pg.com)

Dr Rolph Langlais  
 Director, Scientific and Regulatory Affairs  
 Coca-Cola GmbH  
 Frankenstrasse 348  
 D-45133 Essen, Germany  
**Phone:** +49 201 8211361  
**Fax:** +49 201 8211773  
**Email:** [dlanglais@eur.ko.com](mailto:dlanglais@eur.ko.com)

Mr Andreas Adelberger  
 Executive Director  
 Aktionsgruppe Babynahrung  
 Untere Maschstr. 21  
 D-37073 Goettingen, Germany  
**Phone:** +49 551 531034  
**Fax:** +49 551 531035  
**Email:**  
[actionbabyfood@oln.comlink.apc.org](mailto:actionbabyfood@oln.comlink.apc.org)

**GHANA**

Mr Mallam Seidu  
 Head of delegation  
 Alternate Permanent Representative  
 Embassy of Ghana  
 Via Ostriana, 4  
 00199 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8621-5691  
**Fax:** 39 06 8632-5762

Dr Charles Sagoe-Moses  
 Ag. Regional Director of Health Services &  
 Chairman-Ghana Infant Nutrition Action Network  
 (GINAN)  
 Greater Accra Region  
 P.O. Box 6177  
 Accra – North  
 Accra, Ghana  
**Phone:** 00233 21 234-270  
**Fax:** 00233 21 233-340  
**Email:** [gardcu@ighmail.com](mailto:gardcu@ighmail.com)

**GREECE****GRÈCE****GRECIA**

Mr Dimitrios Gerakopoulos  
 Head of delegation  
 Codex Contact Point  
 Ministry of Agriculture  
 2 Acharnon St.  
 101 76 Athens  
**Phone:** 01 5291-328  
**Fax:** 01 5238-337

Mr Dionyssios A. Kyvetos  
 Deputy Permanent Representative of Greece to  
 FAO  
 Embassy of Greece  
 Via Saverio Mercadante 36  
 00198 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8549-630  
**Fax:** 39 06 8415-927  
**Email:** [gremroma@box1.tin.it](mailto:gremroma@box1.tin.it)

Mrs Catherine Guini  
 Alternate Permanent Representative of Greece to  
 FAO  
 Embassy of Greece  
 Via Saverio Mercadante 36  
 00198 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8549-630  
**Fax:** 39 06 8415-927  
**Email:** [gremroma@box1.tin.it](mailto:gremroma@box1.tin.it)

**GUATEMALA**

Mr Carlos Marroquin  
 Head of Delegation  
 Jefe Area de Inocuidad  
 Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación  
 7Av 12-90 Zona 13  
 Guatemala

**Phone:** 475-3058

368-2076

**Fax:** 475-3054

**Email:** [unr@infovia.com.gt](mailto:unr@infovia.com.gt)

Mrs Rita Claverie de Scioli  
 Representante Adjunto  
 Representación Permanente de Guatemala ante la  
 FAO

Via dei Colli della Farnesina 128

00194 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 3630-7392/3630-3750

**Fax:** 39 06 3291-639

**GUINEA, REPUBLIC OF**  
**GUINÉE, RÉPUBLIQUE DE**  
**GUINEA, REPÚBLICA DE**

H.E. Mr Souhaib Deek Bangoura

Ambassadeur

Représentation permanente de la Rép. de Guinée  
 auprès de la FAO

Via Cassia, 1280

00189 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 3036-6100

**Fax:** 39 06 3036-6100

Mr Sékou Konate

Directeur général adjoint

de l'Institut national de normalisation  
 et de métrologie

Ministère du commerce et de l'industrie

République de Guinée

**Fax:** 224.41.39.90

**HAITI**

Mrs Suze Percy

Représentant Permanent Adjoint

Ambassade de la République d'Haïti

Via Ottaviano, 32

00192 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 3972-3362

**Fax:** 39 06 3973-7764

**HUNGARY****HONGRIE****HUNGRÍA**

Mr Endre Ràcz

Head of delegation

Ministry of Agriculture and Regional Development

1860 Budapest

55, Pf 1, Hungary

**Phone:** 36 1 3014383

**Fax:** 36 1 3014808

Mr István Garai

Executive President

National Association for Consumer Protection

1055-Budapest

Balaton u.27.I

Hungary

**Phone:** 36 1 3117030

**Fax:** 36 1 3117386

Mrs Erzsèb Schreiber

Technical Director

National Inspectorate of Consumer Protection

1088 Budapest

József krt. 2

Hungary

**ICELAND****ISLANDE****ISLANDIA**

Mr Thordur Asgeirsson

Head of Delegation

Director of Fisheries,

Directorate of Fisheries

Ingólfsstraeti 1

150 Reykjavik, Iceland

**Phone:** 354 569 7900

**Fax:** 354 569 7991

**Email:** [thordur@hafro.is](mailto:thordur@hafro.is)

**INDIA****INDE**

Mr Deepak Gupta

Head of delegation

Joint Secretary

Ministry of Health & FW

& Chairman of National Codex Committee

Nirman Bhavan

New Delhi 110001

**Phone:** +91 11 301 8842

**Fax:** +91 11 301 8842

**Email:** [jsd@mohfw.delhi.nic.in](mailto:jsd@mohfw.delhi.nic.in)

Mrs Shashi Prabha Gupta  
 Technical Adviser (Food and Nutrition Board)  
 Department of Women and Child Development  
 Ministry of Human Resource Development  
 Government of India  
 Shastri Bhawan  
 New Delhi-110001

**Phone:** 91.11.3383823/Res: 6863063

**Fax:** 91.11.3381800/3381495

**Email:** [tafnb.wcd@sb.nic.in](mailto:tafnb.wcd@sb.nic.in)  
[shashi\\_p\\_gupta@hotmail.com](mailto:shashi_p_gupta@hotmail.com)

Dr N.N. Varshney  
 Specialist IV  
 National Dairy Development Board  
 Bangalore  
 (Karnataka)

**Phone:** +91 11.5711391

**Fax:** +91 11.805711168

Mr M.S. Marathe  
 Member  
 Managing Director  
 National Federation of Cooperative Sugar Factories  
 Ltd.  
 82-83 Vaikunth Bldg.  
 3rd Floor  
 Nehru Place  
 New Delhi-110019

**Phone:** +91 11 6475169

**Fax:** +91 11 6465653

Mr Shanti Lal Jain  
 Director General, Industry Org. Indian Su  
 Indian Sugar Mills Association (ISMA)  
 Community Centre East of Kailash  
 39, Nehru Plaza  
 New Delhi 110065, India

Dr Ravindra Kumar  
 Executive  
 National Dairy Development Board  
 Delhi-110029  
 India

**Phone:** +91 11.6188003

**Fax:** +91 11.618661

**Email:** [ravindra@delhi.nddb.ernet.in](mailto:ravindra@delhi.nddb.ernet.in)

Mr. M.K. Mandal  
 Agricultural Marketing Adviser  
 Ministry of Agriculture, Govt. of India  
 Nirman Bhawan, Room 527A  
 New Delhi-110021

**Tel/Fax:** 91.11.3013445

**Email:** [dmitbd@alpha.nic.in](mailto:dmitbd@alpha.nic.in)

Mr D.S. Negi  
 Joint Secretary  
 Animal Husbandry & Dairy Development  
 Ministry of Agriculture  
 Government of India  
 Room No. 245  
 1c Rishibhawan  
 110001 New Delhi, India

Mr Shivajirao G. Patil  
 Chairman  
 Indian Sugar & General Industry Export Import  
 Corporation Ltd (ISGIEIC)  
 21 Community Centre  
 East of Kailash  
 New Delhi 110065

**Phone:** +91 11 6432461/2

**Fax:** +91 11 6432060

Mr Indubhai Patel  
 Hony Executive Vice-Chairman  
 Indian Export General Import Corporation  
 (ISGEC)  
 21 East of Community Center  
 New Delhi

**Phone:** 91.11.6432461/6421892

Residence: 6259679

**Fax:** 91.11.6432060/6222140

Mr Sri Baloso P.B.K. Satyanarayana Rao  
 Co-Chairman, Indian Sugar & General  
 Industry Export Corp. Ltd & President  
 Indian Sugar Mills Association  
 Community Centre  
 East of Kailash  
 39, Nehru Place  
 New Delhi 110065, India

Mr Kanthi K. Sharma  
 Executive-Director, Ramgarh Chini Mills  
 12<sup>th</sup> Floor; Hansalya  
 15, Barakhamba Road  
 New Delhi 110058

**Phone:** +91 11 3310121

**Fax:** +91 11 3313303

Mr Surendra S. Sirohi  
 Chief Sugar Technologist  
 National Federation of Cooperative Sugar Factories  
 Ltd.  
 82-83, Vaikunth  
 3rd Floor  
 Nehru Place  
 New Delhi-110019

**Phone:** +91 11 6412868

**Fax:** +91 11 6465653

Mr Devdas Chhotray  
 Joint Secretary  
 Ministry of Food Processing Industries  
 Panchsheel Bhavan  
 August Kranti Marg  
 New Delhi - 110049

**Phone:** 91.11.6492476

**Fax:** 91.11.6493298

**Email:** [devdas\\_chhotray@hotmail.com](mailto:devdas_chhotray@hotmail.com)

Mr Shri R.P. Singhal  
 Chief Director (Sugar)  
 Ministry of Food & Consumer Affairs  
 Department of Sugar & Edible Oils  
 Directorate of Sugar  
 Krishi Bhavan  
 New Delhi – 110001, India

Dr M.R. Shivade  
 Scientist  
 Vasantdada Sugar Institute  
 Pune, India

Mr D. Rajagopalan  
 Agricultural and Processed Food Products Export  
 Development Authority  
 Ministry of Commerce  
 3<sup>rd</sup> Floor, Ansal Chambers No. II.6  
 Bhikaji Cama Place  
 New Delhi 110066

**Phone:** 011.6164350 (direct)/6192141

**Fax:** 011.619.5016

**Email:** [chairman@apeda.delhi.nic.in](mailto:chairman@apeda.delhi.nic.in)

Mr Shri J.J. Bhagat  
 Mission Director  
 Sugar Technology Mission  
 Department of Science & Technology  
 Government of India  
 D-5 Dutab Hotel  
 Technology Bhavan  
 New Delhi – 110016

**Phone:** 91.11.6964656

**Fax:** 91.11.6863866

**INDONESIA**  
**INDONÉSIE**

Dr Ato Suprpto  
 (Head of Delegation)  
 Agency for Agribusiness  
 Ministry of Agriculture  
 Jl. Harsono RM No. 3  
 Pasar Minggu  
 Jakarta 12550

**Phone:** +62 21 7815880

**Fax:** +62 21 7815880

**Email:** [kapsa-agribisnis@deptan.go.id](mailto:kapsa-agribisnis@deptan.go.id)

Dr Wahyudi Sugiyanto (Alternate)  
 Agency for Agribusiness  
 Ministry of Agriculture  
 Jl. Harsono RM No. 3  
 Pasar Minggu  
 Jakarta 12550

**Phone:** +62 21 7815880

**Fax:** +62 21 7815880

**Email:** [kapsa-agribisnis@deptan.go.id](mailto:kapsa-agribisnis@deptan.go.id)

Prof. Dr. Tien R. Muhtadi  
 Expert for the Minister of Food  
 Ministry of Food and Horticulture  
 Bulog II Bldg.  
 Jl. Kuningan Timur  
 Jakarta, Indonesia

Prof Dr Florentinus G. Winarno  
 Advisor to the Minister of Food Affairs  
 Food Technology Development Center  
 Bogor Agricultural University  
 P.O. Box 61  
 Bogor, Indonesia

**Phone:** +62 251 621031

**Fax:** +62 251 621031

Mr Djumarman  
 Ministry of Industry and Trade  
 Jl. Gatot Subroto  
 Jakarta Selatan, Indonesia

**Phone:** +62.21.525 5861

**Fax:** +62.21.525 5861

**Email:** [ses-ikahh@dprin.go.id](mailto:ses-ikahh@dprin.go.id)  
[djumarman@pusdata.dprin.go.id](mailto:djumarman@pusdata.dprin.go.id)

Mr Moch Ma'roef  
 Ministry of Health  
 Jakarta, Indonesia

**Phone:** +62.21.4241781

**Fax:** +62.21.4253856

Mr Sumpeno Putro  
 Agriculture Counsellor  
 Indonesian Mission to E.C.  
 Boulevard de la woluwe, 38  
 B-1200 Brussels  
 Belgium

Ms Erniningsih Haryadi  
 National Standardization Agency of Indonesia  
 Manggala Wanabakti, Blok IV, Lt IV  
 Jl. Gatot Subroto  
 Jakarta Selatan, Indonesia

**Phone:** +6221.5747043/44

**Fax:** +6221.5747045

**Email:** [bsn-std@rad.net.id](mailto:bsn-std@rad.net.id)

Ms Hendrien Leskona  
Associate of INDOMILK  
Jakarta, Indonesia

**Phone:** +6221.8710211  
**Fax:** +6221.8710404

Ms Ning Rahayu  
Associate of INDOFOOD  
Jakarta, Indonesia

**Phone:** +6221.5226160  
**Fax:** +6221.5226171

Ms Sonny Santosa Satari  
Associate of Cocoa and Chocolate Industry  
Jakarta, Indonesia

**Phone:** +62.21.6507912  
**Fax:** +62.21.6508219

Mr Thomas Dharmawan  
Director  
The Indonesian Food & Beverages Association  
Duta Mas Fatmawati  
Blok D-I No. 30  
Jakarta 12150

**Phone:** +62.21.7661612/7230090  
**Fax:** +62.21.7510380/7230091  
**Email:** [thomasdharmawan@hotmail.com](mailto:thomasdharmawan@hotmail.com)

Ms Adek Triana Yudhaswari  
3<sup>rd</sup> Secretary  
Indonesian Embassy  
Via Campania, 55  
00187 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 4200-911/4200-9150  
**Fax:** 39 06 4880-280

Mr Tar Hanafiah  
(Secretary of Delegate)  
Agency for Agribusiness  
Ministry of Agriculture  
Jl. Harsono RM No. 3  
Pasar Minggu  
Jakarta 12550

**Phone:** +62 21 7815880  
**Fax:** +62 21 7815880  
**Email:** [kapsa-agribisnis@deptan.go.id](mailto:kapsa-agribisnis@deptan.go.id)

Mr Herudi Kartowisastro  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta, Indonesia

**Phone:** +6221.5747043/44  
**Fax:** +6221-5747045  
**Email:** [bsn-std@rad.net.id](mailto:bsn-std@rad.net.id)

Ms Wahyuningsih  
Food Associate  
Jakarta, Indonesia

**Phone:** +6261.8710211  
**Fax:** +6261.8710404

Ms Elisabeth Jonosewojo  
Food Beverages Associate  
Jakarta, Indonesia

**Phone:** +62.21.7661612  
**Fax:** +62.21.7510380

**IRAN, THE ISLAMIC REPUBLIC OF  
IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE  
IRÁN, REPÚBLICA ISLÁMICA DEL**

Mr H.E.M. Saeed Nouri-Naeni  
Ambassador, Permanent Representative to FAO  
Perm. Rep. of Iran to FAO  
Via Aventina No. 8  
00153 Rome, Italy

**Phone:** +39 06.5780-334  
**Fax:** +39 06.5747-636  
**Email:** [om.ir.iranfao@flashnet.it](mailto:om.ir.iranfao@flashnet.it)

Mr Mostafa Jafari  
Alternate, Permanent Representative to FAO  
Perm. Rep. of Iran to FAO  
Via Aventina No. 8  
00153 Rome, Italy

**Phone:** +39 06.5780-334  
**Fax:** +39 06.5747-636  
**Email:** [om.ir.iranfao@flashnet.it](mailto:om.ir.iranfao@flashnet.it)

Mr Hassan Yazdanpanah,  
Scientific Member of the Pharmacology and  
Toxicology Department, College of Pharmacy,  
Shahid Beheshti University of Medical Sciences  
and Health Services,  
Teheran, I.R. Iran

**Phone:** +9821.8774283  
**Fax:** +9821.8795008  
**Email:** [pharmacy@kanoon.net](mailto:pharmacy@kanoon.net)

#### IRAQ

Mr Bader Allawi  
Head of delegation  
Permanent Representative  
Perm. Rep. of Iraq to FAO  
Via della Camilluccia 355  
00135 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 3014-452  
**Fax:** 39 06 3014-445

**IRELAND**  
**IRELANDE**  
**IRLANDA**

Mr Richard Howell  
Agricultural Inspector  
Department of Agriculture and Food  
6E Agriculture House  
Kildare St.  
Dublin 2

**Phone:** +353 1 6072572  
**Fax:** +353 1 6616263  
**Email:** [rhowell@indigo.ie](mailto:rhowell@indigo.ie)

Ms Geraldine Kelly  
Assistant Principal Officer  
Food Unit  
Department of Health and Children  
Hawkins House  
Dublin 2

**Phone:** +353 1 635 4404  
**Fax:** +353 1 6713164  
**Email:** [geraldine.kelly@health.irigov.ie](mailto:geraldine.kelly@health.irigov.ie)

Mr Alan Reilly  
Director - Operations, Food Safety  
Authority of Ireland  
Abbey Court  
Lower Abbey St.  
Dublin 1

**Phone:** +353 1 8171300  
**Fax:** +353 1 8171301  
**Email:** [areilly@gsai.it](mailto:areilly@gsai.it)

**ISRAEL**

Mr Elazar Cohen  
Permanent Representative of Israel to FAO  
Via Michele Mercati 14  
0097 Rome – Italy

**Phone:** 39 06 3619-8500  
**Fax:** 39 06 3619-8555

**ITALY**  
**ITALIE**  
**ITALIA**

Mrs Brunella Lo Turco  
Segretario Generale  
Comitato Nazionale Codex  
Ministero delle Politiche Agricole  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome

**Phone:** +39 06 46655016  
**Fax:** +39 06 4880273  
**Email:** [bloturco@ats.it](mailto:bloturco@ats.it)

Mr Ciro Impagnatiello  
Ministero per le Politiche Agricole  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 46656510  
**Fax:** +39 06 4880273

Drssa Albina De Marco  
Ministero per le Politiche Agricole  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 46655016  
**Fax:** +39 06 4880273

Drssa Paola Merciaro  
Ministero per le Politiche Agricole  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 46655016  
**Fax:** +39 06 4880273

Drssa Lucia Guidarelli  
Dirigente Medico  
Dipartimento Alimenti, Nutrizione e Sanità Pubblica  
Veterinaria  
Ministero della Sanità  
Piazzale Marconi, 25  
00144 Rome, Italy

**Phone:** 39.06.59943828  
**Fax:** 39.06.59943255

Drssa Paola Picotto  
Dirigente Veterinario  
Ministero della Sanità  
Piazzale Marconi, 25  
00144 Rome

**Phone:** 39.06.59943752  
**Fax:** 39.06.59943676

Mr Valerio Bordoni  
Vice Direttore  
Associazione Italiana Industrie Prodotti Alimentari  
(AIIPA)  
Corso di Porta Nuova, 34  
20121 Milano, Italy

**Phone:** 39.02.654184  
**Fax:** 39.02.654822

Dr Gianfranco Laccone  
Ministero per le Politiche Agricole  
Via XX Settembre, 20  
00187 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 46655016  
**Fax:** +39 06 4880273

Dr Ferdinando Menconi  
Federalimentare  
Viale Pasteur, 10

**Phone:** 39.06.5903450

**Fax:** 39.06.5903342

Drssa Anna Paonessa  
Associazione Italiana Industrie Prodotti Alimentari  
(AIIPA)

Corso di Porta Nuova, 34  
20121 Milano

**Phone:** 39.2.654184

**Fax:** 39.2.654822

Mr Leonardo Graverini  
ASSOLATTE  
Via Boncompagni, 16  
Rome, Italy

**Phone:** 39.06.42885648

**Fax:** 39.06.42814790

Drssa Maria Alessandra Grisolia  
Associate  
ETI – Divisione Ricerche  
Pzza. Mastai, 11  
00153 Rome, Italy

**Phone:** 39.06.58572237

**Fax:** 39.06.58572294

Dr Carlo Brera  
Researcher  
Ministry of Health  
Laboratorio Alimenti  
Istituto Superiore della Sanità  
Viale Regina Elena, 299  
00161 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 4990-2367

**Fax:** 39 06 4990-2377

**Email:** [carlo.brera@iss.it](mailto:carlo.brera@iss.it)

Mr Alessandro Micardi  
Dirigente Industriale  
Via Washington 49  
Milano  
Italy

Mr Luca Colombo  
PASTA Coalition Directive Board  
PASTA Coalition  
Via de' Burró 147  
00184 Rome, Italy

**JAMAICA**  
**JAMAÏQUE**

Mr Franz Hall  
Counsellor in the Permanent Mission of Jamaica  
36, rue de Lausanne  
1201 Geneva, Switzerland

**Phone:** 41.22.908 0760

**Fax:** 41.22.738 4420

**JAPAN**  
**JAPON**  
**JAPÓN**

Dr Keiji Tanaka  
Director  
Food Sanitation Division  
Environmental Health Bureau  
Ministry of Health and Welfare  
1-2-2 Kasumigaseki Chiyoda-ku  
Tokyo

**Phone:** +81 3 3595-2326

**Fax:** +81 3 3503-7965

**Email:** [kt-prn@mhw.go.jp](mailto:kt-prn@mhw.go.jp)

Dr Noriko Iseki  
Assistant Director  
(Biotech. Food Safety)  
Food Sanitation Division  
Environmental Health Bureau  
Ministry of Health and Welfare  
1-2-2 Kasumigaseki Chiyoda-ku  
Tokyo

**Phone:** +81 3 3595-2326

**Fax:** +81 3 3503-7965

**Email:** [ni-hyy@mhw.go.jp](mailto:ni-hyy@mhw.go.jp)

Mr Toshihito Ikeda  
Deputy Director  
Food Chemistry Division  
Environmental Health Bureau  
Ministry of Health and Welfare  
1-2-2 Kasumigaseki Chiyoda-ku  
Tokyo

**Phone:** +81 3 3595-2341

**Fax:** +81 3 3501-4868

**Email:** [ti-jaa@mhw.go.jp](mailto:ti-jaa@mhw.go.jp)

Dr Shoji Miyagawa  
Deputy Director  
Veterinary Sanitation Division  
Environmental Health Bureau  
Ministry of Health and Welfare  
1-2-2 Kasumigaseki Chiyoda-ku  
Tokyo

**Phone:** +81 3 3595-2327

**Fax:** +81 3 3503-7964

Mr Akihiko Nishiyama  
 Director for International Standardization  
 Standards and Labelling Division  
 Food and Marketing Bureau  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Tokyo

**Phone:** +81 3 3507-8592

**Fax:** +81 3 3502-0438

Mr Kazuo Yuji  
 Deputy Director  
 Standards and Labelling Division  
 Food and Marketing Bureau  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Tokyo

**Phone:** +81 3 3507-8592

**Fax:** +81 3 3502-0438

Ms Yayoi Tsujiyama  
 Deputy Director  
 Milk and Dairy Products Division  
 Livestock Industry Bureau  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Tokyo, Japan

Mr Makoto Kobayashi  
 Deputy Director  
 Milk and Dairy Products Division  
 Livestock Industry Bureau  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Tokyo

**Phone:** +81.3.3501-1018

**Fax:** 81.3.3506-9578

**Email:** [makokoba@uremus.dti.ne.jp](mailto:makokoba@uremus.dti.ne.jp)

Dr Kazuaki Miyagishima  
 Associate Professor  
 Graduate School of Medicine  
 Kyoto University  
 Tokyo

**Phone:** +81 75 753-4464

**Fax:** +81 75 753-4466

**Email:** [miyagishima@pbh.med.kyoto-u.ac.jp](mailto:miyagishima@pbh.med.kyoto-u.ac.jp)

Mr Kazuharu Okuma  
 National Association of Food Industry  
 Tokyo

**Phone:** +81.3.3716-2150

**Fax:** +81.3.3716-2700

Mr Osamu Suganuma  
 The Japanese National Committee of IDF  
 Tokyo, Japan

Mr Yasuyuki Nagara  
 Technical Adviser  
 National Association of Food Industries  
 6-18 Kamimeguro 3-chome  
 Meguroku  
 Tokyo

**Phone:** +81 3 37162004

**Fax:** +81 3 37162700

**Email:** [jafic@mb.infoweb.or.jp](mailto:jafic@mb.infoweb.or.jp)

Mr Akira Kitamura  
 JETRO  
 London Center  
 United Kingdom

**Phone:** 44 171 470-4766

**Fax:** 44 171 629-7802

**Email:** [kitamuraaki@jetro.go.jp](mailto:kitamuraaki@jetro.go.jp)

Dr Toru Hayashi  
 National Food Research Institute  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Tsukuba, Japan

**Phone:** +81 298 38 7991

**Fax:** +81 298 38 8005

Mr Masato Ito  
 Minister  
 Permanent Representative of Japan to FAO  
 Embassy of Japan  
 Via Quintino Sella 60  
 00187 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 487991

**Fax:** 39 06 487-3316

Mr Takanori Ohashi  
 Alternate Permanent Representative of Japan to  
 FAO  
 Embassy of Japan  
 Via Quintino Sella 60  
 00187 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 487991

**Fax:** 39 06 487-3316

**JORDAN**  
**JORDANIE**  
**JORDANIA**

Mr Soliman Arabeyat  
 Deputy Representative  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Embassy of Jordan  
 Via G. Marchi, 1B  
 00161 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8620-5303/4

**Fax:** 39 06 8606-122

**KENYA**

Mr Tom K. Olielo (Head of Delegation)  
Senior Principal Standards Officer  
Head of Agrochemical Branch  
Kenya Bureau of Standards  
KEBS Centre  
P.O. Box 54974  
Nairobi, Kenya

**Phone:** +254 2 502211-19

**Fax:** +254 2 503293

**Email:** [kebs@users.africaonline.co.ke](mailto:kebs@users.africaonline.co.ke)

H.E. Mr Bob F. Jalang'o  
Ambassador and Permanent Representative to FAO  
Kenya Embassy  
Via Archimede 164  
00197 Rome – Italy

**Phone:** 39 06 8082-714

**Fax:** 39 06 8082-707

Mr Paul K. Chepkwony  
Agriculture Attaché  
Kenya Embassy  
Via Archimede 164  
00197 Rome – Italy

**Phone:** 39 06 8082-714

**Fax:** 39 06 8082-707

Mr Joseph K. Boinnet  
Second Secretary  
Kenya Embassy  
Via Archimede 164  
00197 Rome – Italy

**Phone:** 39 06 8082-714

**Fax:** 39 06 8082-707

**KOREA, REPUBLIC OF  
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE  
COREA, REPÚBLICA DE**

Mr Kyeong-Sang Rho  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Republic of Korea in Rome  
Via Barnaba Oriani, 30  
00197 Rome, Italy

**Phone:** +39 06 808-8769

**Fax:** +39 06 8068-7794

**Email:** [amb3.corea@agora.stm.it](mailto:amb3.corea@agora.stm.it)

Dr Sang-Jin Lee  
Assistant Director  
Bilateral Cooperation Division  
International Agriculture Bureau  
Ministry of Agriculture and Forestry  
#1 Jungang-dong, Kwacheon-city, Kyonggi-do  
Seoul

**Phone:** +82 2 500 2656

**Fax:** +82 2 503 0673

**Email:** [sjlee@maf.co.kr](mailto:sjlee@maf.co.kr)

Mr Jae-han Kwon  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Republic of Korea in Rome  
Via Barnaba Oriani, 30  
00197 Rome, Italy

**Phone:** +39 06 808-8769

**Fax:** +39 06 8068-7794

**Email:** [amb3.corea@agora.stm.it](mailto:amb3.corea@agora.stm.it)

Miss Yoo-kyung Lee  
Researcher  
Food Standards Division  
Korea Food Research Institute  
San 46-1, Baekhyun-dong, Bundang-ku  
Songnam-Si  
Kyonggi-do 463-420

**Phone:** +82 342 7809158

**Fax:** +82 342 7809264

**Email:** [soln@kfri.re.kr](mailto:soln@kfri.re.kr)

Dr Mee-ah Park  
Researcher of Food Sanitation Council  
Ministry of Health and Welfare  
5, Nokbun-Dong  
Eunpyung-Ku  
Seoul 122-704

**Phone:** +82 2 380 1559

**Fax:** +82 2 383 8321

**Email:** [codexkorea@kfda.go.kr](mailto:codexkorea@kfda.go.kr)

**LATVIA**  
**LETTONIE**  
**LETONIA**

H.E. Mr Martins Perts  
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary  
of the Republic of Latvia  
Embassy of Latvia  
Viale Liegi 42  
00198 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8841-227/9  
**Fax:** 39 06 8841-239/7

**LESOTHO**

Mr T.M. Khalema  
Alternate Perm. Rep.  
Ministry of Foreign Affairs  
Embassy of Lesotho  
Via Serchio, 8  
00198 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8542-496  
**Fax:** 39 06 8542-527  
**Email:** [les.rome@flashnet.it](mailto:les.rome@flashnet.it)

Mrs Maphutheho Ranooe  
1<sup>st</sup> Secreatry  
Ministry of Foreign Affairs  
Embassy of Lesotho  
Via Serchio, 8  
00198 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8542-496  
**Fax:** 39 06 8542-527  
**Email:** [les.rome@flashnet.it](mailto:les.rome@flashnet.it)

**LITHUANIA**  
**LITUANIE**  
**LITUANIA**

His Excellency  
Algirdas Zemaitis  
Ambassador  
Permanent Representation of the Republic of  
Lithuania to FAO  
Via al Quarto Miglio 111  
00178 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 7187-297  
**Fax:** 39 06 7182-225  
**Email:** [lith.fao@flashnet.it](mailto:lith.fao@flashnet.it)

**LUXEMBURG**  
**LUXEMBOURG**  
**LUXEMBURGO**

Mr Raymond Dutreux  
Conseiller de Légation  
Representant Permanent adjoint auprès de la FAO  
Ambassade du Luxembourg  
Via di Santa Croce in Gerusalemme, 90  
00185 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 7720-1177/8  
**Fax:** 39 06 7720-1055  
**Email:** [jean@pronet.it](mailto:jean@pronet.it)

**MADAGASCAR**

Mr Monja  
Représentant Permanent Adjoint  
Ambassade de Madagascar à Rome  
Via Riccardo Zandonai, 84/A  
00194 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3630-7797  
**Fax:** 39 06 3294-306

**MALAYSIA**  
**MALAISIE**  
**MALASIA**

Dr Tee E Siong  
Head  
Division of Human Nutrition  
Institute for Medical Research  
Jalan Pahang  
50588 Kuala Lumpur  
**Phone:** 603-2986704  
**Fax:** 603-2943575  
**Email:** [teees@imr.gov.my](mailto:teees@imr.gov.my)

Ms Nor Aini Sudin  
Head  
Technical Advisory Service  
Palm Oil Research Institute of Malaysia  
(PORIM)  
Ministry of Primary Industries  
P.O. Box 10620  
50720 Kuala Lumpur  
**Phone:** 603 8259-432  
**Fax:** 603 8259-446  
**Email:** [noraini@porim.gov.my](mailto:noraini@porim.gov.my)

Mr Ahmad Loman  
Principal Assistant Secretary  
Ministry of Primary Industries  
6-8<sup>th</sup> Floor, Menara Dayabumi  
Jalan Sultan Hishamuddin  
50654 Kuala Lumpur  
**Phone:** 603 2747-511  
**Fax:** 603 2745-014  
**Telex:** MA 30806 KPU  
**Email:** [ahmadl@kpu.gov.my](mailto:ahmadl@kpu.gov.my)

Ms Mariam Abdul Latif  
Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Jalan Dungun  
50490 Kuala Lumpur  
**Phone:** 603 2540-088  
**Fax:** 603 2537-804  
**Email:** [mal@dph.gov.my](mailto:mal@dph.gov.my)

Mr Khairuddin Md. Tahir  
Agricultural Attaché  
Embassy of Malaysia  
Via Nomentana, 297  
00162 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8419296  
**Fax:** 39 06 8555110  
**Email:** [malagrirm@prongt.it](mailto:malagrirm@prongt.it)

Mr Syed Mohd Bakri B. Syed Abd. Rahman  
First Secretary  
Embassy of Malaysia  
Via Nomentana, 297  
00162 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8411339  
**Fax:** 39 06 8555040

**MALTA**  
**MALTE**

H.E. Mr F. Montanaro Mifsud  
Ambassador  
Permanent Representation of Malta to FAO  
Lungo Tevere Marzio 12  
00186 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 6879-947  
**Fax:** 39 06 6892-687

**MAURITIUS**  
**MAURICE**  
**MAURICIO**

Mr L.K. Ma Poon  
Principal Research Development Officer,  
Ministry of Agriculture  
Food Technology and Natural Resources  
Port Louis  
**Phone:** (230) 208-7128  
**Fax:** (230) 212-4427  
**Email:** [cjmm@intnet.mu](mailto:cjmm@intnet.mu)

Mr J. Deville  
Deputy Director  
Mauritius Sugar Industry Research Institute  
Port Louis  
**Phone:** (230) 454-1061  
**Fax:** (230) 454-1971  
**Email:** [jdeville@msiri.intnet.mu](mailto:jdeville@msiri.intnet.mu)

**MEXICO**  
**MEXIQUE**  
**MÉXICO**

Lic. Carmen Quintanilla Madero  
Directora General de Normas  
Secretaría de Comercio y Fomento  
Industrial (SECOFI)  
México  
**Phone:** (52) 57299475  
**Fax:** (52) 57299484

Lic Marcial A. Morfin Maciel  
Director de Asuntos Internacionales  
Dirección General de Normas  
SECOFI  
México  
**Phone/Fax:** (52) 57299480  
**Email:** [mmurfin@secofi.gob.mx](mailto:mmurfin@secofi.gob.mx)

Ing Juvenal Castoréna Contreras  
Subdirector de Normalización y Certificación  
Dirección General de Agricultura  
Secretaría de Agricultura, Ganadería y Desarrollo  
Rural (SAGAR)  
México  
**Phone:** (52) 52039760/52033923

Cons. José Robles-Aguilar  
Representante Permanente Adjunto de México ante  
la FAO  
Via Lazzaro Spallanzani, 16  
00161 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 440-4400/1/2  
**Fax:** 39 06 440-3876

Lic. Maria de los Angeles Arriola Aguirre  
 Representante Permanente Alterna de México ante  
 la FAO  
 Via Lazzaro Spallanzani, 16  
 00161 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 440-4400/1/2  
**Fax:** 39 06 440-3876

Sra Claudia González Eguía  
 Representación de la Secretaría de Medio Ambiente  
 Recursos Naturales y Pesca  
 (SEMARNAP) de México en Italia  
 c/o Delegación Permanente de México  
 ante la FAO  
 Via Lazzaro Spallanzani, 16  
 00161 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 440-4400/1/2  
**Fax:** 39 06 440-3876

Mvz Moisés García Díaz  
 Médico Sanitarista Responsable  
 Sigma Alimentos, Centro, S.A. Df. C.V.  
 Cámara Nacional de la Industria de la  
 Transformación (CANACINTRA)  
 México  
**Phone:** 52 27 17 23  
**Fax:** 57 14 40 41  
**Email:** [moisesgd@sigma-alimentos.com](mailto:moisesgd@sigma-alimentos.com)

**MOROCCO****MAROC****MARRUECOS**

Mr Majdi Mohammed  
 Chef de la Division de la Répression des Fraudes  
 Président de la délégation  
 Ministère de l'agriculture, du développement  
 rural et des pêches maritimes  
 B.P. 476 Agdal  
 Rabat, Royaume du Maroc  
**Phone:** +212 7 298150  
**Fax:** +212 7 297546

Mme Zakia Driouich  
 Chef de la division du contrôle des produits, de la  
 normalisation et de la promotion commerciale à la  
 direction des industries de la pêche maritime  
 Ministère des pêches maritimes  
 B.P. 476 Agdal  
 Rabat, Royaume du Maroc  
**Phone:** +212 7 688271  
**Fax:** +212 7 688294  
**Email:** [driouich@mp3m.gov.ma](mailto:driouich@mp3m.gov.ma)

Mr Ahmed Afailal  
 Représentant permanent adjoint auprès de la FAO  
 Ambassade du Maroc  
 Via Lazzaro Spallanzani 8-10  
 00161 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 4402-524  
**Fax:** 39 06 4402-695

Mr Hassan Tagafait  
 Dr. Vétérinaire, Cadre technique  
 Ministère de l'Agriculture, du développement rural  
 et de la pêche maritime  
 EACCE  
 72, M<sup>ed</sup> Smiha  
 Casablanca, Maroc

**MOZAMBIQUE**

Mr Ananias B. Sigauque  
 Alternate Rep. to FAO  
 Embassy of Mozambique  
 Via Filippo Corridoni, 14  
 00195 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3751-4852  
**Fax:** 39 06 3751-4699

**NETHERLANDS****PAYS-BAS****PAÍSES BAJOS**

Mr Steven van Hoogstraten  
 Deputy Director General of International Affairs  
 Ministry of Justice  
 Schedeldoekshaven 100  
 P.O. Box 20301  
 2500 EH The Hague, Netherlands  
**Phone:** +31 70 3707701  
**Fax:** +31 70 3707999  
**Email:** [shoogstr@best.dep.minjus.nl](mailto:shoogstr@best.dep.minjus.nl)

Mr Edwin Hecker  
 Chairman CCFAC  
 Account-manager  
 Ministry of Agriculture, Nature Management and  
 Fisheries  
 Bezuidenhoutseweg 73  
 P.O. Box 20401  
 2500 EK The Hague, Netherlands  
**Phone:** +31 70 3785686  
**Fax:** +31 70 3786141  
**Email:** [E.F.F.Hecker@vvm.agro.nl](mailto:E.F.F.Hecker@vvm.agro.nl)

Mr Otto Knottnerus  
 Central Product Board for Arable Products  
 P.O. Box 29739  
 2502 LS The Hague, Netherlands  
**Phone:** +31 70 370 83 43  
**Fax:** +31 70 370 84 44  
**Email:** [o.c.knottnerus@hpa.agro.nl](mailto:o.c.knottnerus@hpa.agro.nl)

Dr Wim van Eck  
 Ministry of Health, Welfare and Sport  
 P.O. Box 20350  
 2500 EJ The Hague, Netherlands  
**Phone:** +31 70 340 69 66  
**Fax:** +31 70 340 55 54  
**Email:** [wh.v.eck@minvws.nl](mailto:wh.v.eck@minvws.nl)

Dr Ludwig Bercht (Associate)  
 Legislative Director  
 Dutch Dairy Association  
 P.O. Box 165  
 2700 AD Zoetermeer, Netherlands  
**Phone:** +31 79 343 03 04  
**Fax:** +31 79 342 61 85  
**Email:** [bercht@nzo.nl](mailto:bercht@nzo.nl)

Ms Jennifer Hagenstein  
 Codex Contact Point Netherlands  
 Ministry of Agriculture, Nature Management and  
 Fisheries  
 Bezuidenhoutseweg 73  
 P.O. Box 20401  
 2500 EK The Hague, Netherlands  
**Phone:** +31 70 378 41 04  
**Fax:** +31 70 378 61 41  
**Email:** [s.p.j.hagenstein@vvm.agro.nl](mailto:s.p.j.hagenstein@vvm.agro.nl)

Mrs Trudy van Ommeren  
 Programme Coordinator  
 Wemos  
 P.O. Box 1693  
 1000 BR Amsterdam, Netherlands  
**Phone:** +31 20 468 83 88  
**Fax:** +31 20 468 60 08  
**Email:** [trudy.van.ommeren@wemos.nl](mailto:trudy.van.ommeren@wemos.nl)

**NEW ZEALAND**  
**NOUVELLE-ZÉLANDE**  
**NUEVA ZELANDIA**

Mr Sundararaman Rajasekar  
 Manager WTO/SPS &  
 Codex Coordinator and  
 Contact Point for New Zealand  
 MAF Policy  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 ASB Bank House  
 101-103 The Terrace  
 P.O. Box 2526  
 Wellington  
**Phone:** +64 4 4744216  
**Fax:** +64 4 4730118  
**Email:** [raj@maf.govt.nz](mailto:raj@maf.govt.nz)

Ms Fiona Duncan  
 Policy Analyst  
 MAF Policy  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 ASB Bank House  
 101-103 The Terrace  
 P.O. Box 2526  
 Wellington  
**Phone:** +64 4 4744298  
**Fax:** +64 4 4744163  
**Email:** [duncanf@maf.govt.nz](mailto:duncanf@maf.govt.nz)

Mr Philip Fawcett  
 National Manager  
 International Standards (Dairy)  
 MAF Regulatory Authority  
 P.O. Box 2526  
 Wellington  
**Phone:** +64 4 4989874  
**Fax:** +64 4 4744196  
**Email:** [fawcetp@maf.govt.nz](mailto:fawcetp@maf.govt.nz)

Dr Steve Hathaway  
 National Manager for Technical  
 Development & Risk Analysis  
 MAF Regulatory Authority (Meat and Seafood)  
 P.O. Box 646  
 Gisborne  
**Phone:** +64 6 8671144  
**Fax:** +64 6 8685207  
**Email:** [hathaways@maf.govt.nz](mailto:hathaways@maf.govt.nz)

Dr Peter O'Hara  
 Chair Milk & Milk Products Committee  
 Ministry of Agriculture & Forestry  
 P.O. Box 2526  
 Wellington

**NIGERIA**  
**NIGÉRIA**

Prof. Joseph Ahmadu Abalaka  
 Director General (Leader)  
 Standards Organization of Nigeria  
 Phase 1, 9th Floor  
 Federal Secretariat  
 Ikoyi, Lagos  
**Phone:** +234 1 2696178  
**Fax:** +234 1 2696178

Mr R. Kayode Omotayo  
 Director, Food & Drug Services  
 Federal Ministry of Health  
 Room 318, Block 4B  
 Federal Secretariat  
 Shehu Shagari Way  
 Abuja, Nigeria  
**Phone:** 234.09.5237759  
**Fax:** 234.09.5238366

Mrs M.I. Ayivor  
 Chief Admin. Officer/Special Assistant to  
 the Director-General  
 Standards Organisation of Nigeria  
 Ikoyi, Lagos  
**Phone:** +234.1.2696180

Mr J.T. Oshikanlu  
 Head of Standards  
 Standards Organisation of Nigeria  
 Ikoyi - Lagos  
**Phone:** +234.1.2696176

Mrs Comfort B.Osaniyi  
 Deputy-Director, Food & Cosmetics Services  
 Federal Ministry of Health  
 Food & Drug Services Dept.  
 Federal Secretariat  
 Shehu Shagari Way  
 Abuja, Nigeria  
**Phone:** 234.09.5237759

Mr D.U. Agbanelo  
 Head of Laboratory Services  
 Standards Organisation of Nigeria  
 Ikoyi – Lagos

Mrs Jane Nzeoma  
 Assistant Chief Regulatory Officer  
 National Agency for Food and Drug Administration  
 and Control  
 2<sup>nd</sup> Floor, Federal Secretariat  
 Phase II, Ikoyi-Lagos  
**Phone:** 234.1.689046  
**Fax:** 234.1.2693104

Mr Onyeabo Emmanuel Onwukeme  
 Alternate Permanent Representative  
 Permanent Representation of Nigeria to FAO  
 Embassy of Nigeria  
 Via Orazio 14-16  
 00193 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 6896-231  
**Fax:** 39 06 6832-528

**NORWAY**  
**NORVÈGE**  
**NORUEGA**

Mr John Race  
 Head of Delegation  
 Special Adviser International Affairs  
 Norwegian Food Control Authority  
 P.O. Box 8187 Dep  
 N-0034 Oslo  
**Phone:** +47 22 246650  
**Fax:** +47 22 246699  
**Email:** [john.race@snt.dep.telemax.no](mailto:john.race@snt.dep.telemax.no)

Mr Gunnar Jordfald  
 Director General  
 Norwegian Food Control Authority  
 PO Box 8187 Dep  
 N-0034 Oslo  
**Phone:** +47 22 246650  
**Fax:** +47 22 246699  
**Email:**  
[gunnar.jordfald@snt.dep.telemax.no](mailto:gunnar.jordfald@snt.dep.telemax.no)

Mr Aksel-Reidar Eikemo  
 Head of Department  
 Directorate of Fisheries  
 Department of Quality Control  
 PO Box 185  
 N-5002 Bergen  
**Phone:** +47 55 238000  
**Fax:** +47 55 238090

Mr Henrik Stenwig  
 Assistant Director General  
 Ministry of Agriculture  
 PO Box 8007 Dep  
 N-0030 Oslo  
**Phone:** +47 22 249401  
**Fax:** +47 22 249559  
**Email:** [henrik.stenwig@ld.dep.no](mailto:henrik.stenwig@ld.dep.no)

Mrs Ragnhild Kjelkevåg  
 Special Adviser  
 Norwegian Food Control Authority  
 PO Box 8187-Dep  
 N-0034 Oslo  
**Phone:** +47 22 246650  
**Fax:** +47 22 246699

Dr Anders Oterholm  
 Norwegian Dairies' Association  
 PO Box 9051 Grønland  
 N-0133 Oslo  
**Phone:** +47 22 938800  
**Fax:** +47 22 172299

Mrs Tone Matheson  
 Research Manager  
 Ministry of Health and Social Affairs  
 P.O. Box 8011 Dep  
 N-0030 Oslo

**Email:** [tone-elisabeth.matheson@shd.dep.no](mailto:tone-elisabeth.matheson@shd.dep.no)

**PAKISTAN**

**PAKISTÁN**

Mr A.B. Khan  
 Agriculture Counsellor  
 Embassy of Pakistan  
 Via della Camilluccia, 682  
 00135 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 3630-1775  
**Fax:** 39 06 3630-1936

**PANAMA**

**PANAMÁ**

H.E. Mr Ismael Bernal  
 Embajador/Representante Permanente  
 Representación Permanente de Panamá ante la FAO  
 Viale Regina Margherita, 239 – Piso 4  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 4426-5429  
**Fax:** 39 06 4425-2332

**PARAGUAY**

H.E. Embajador Oscar Cabello Sarubbi  
 Representante Permanente  
 Representación Permanente del Paraguay ante la FAO  
 Embajada de Paraguay  
 Via Salaria, 237b  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8845-698  
**Fax:** 39 06 8558-739

Dra Juana Zaracho de Irazusta  
 Directora General  
 Representante del Instituto Nacional  
 de Alimentación y Nutrición  
 del Ministerio de Salud (INAN)  
 Av. Sma, Trinidad & Itapua  
 Asu., Paraguay

**Fax:** 206874

Mr R.R. Inchausti-Valdez  
 Consejero, Representante Permanente Alternativo  
 Embajada de Paraguay  
 Via Salaria, 237b  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8845-698  
**Fax:** 39 06 8558-739

Mr Victor M. Irazusta (Observer)  
 Edif. Ayfra 5° P. – Pdte. Franco Y/Ayolas  
 Asu., Paraguay

**Phone/Fax:** 493845

**Email:** [irazuvic@com.py](mailto:irazuvic@com.py)

**PERU**

**PÉROU**

**PERÚ**

H.E. Mrs Ana María Deustua Caravedo  
 Ambassador, Permanent Representative  
 Perm. Rep. of Peru to FAO  
 Via F. Siacci 4 – Int. 4  
 00197 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8069-1510

**Fax:** 39 06 8069-1777

**Email:** [emb.peru@agora.stm.it](mailto:emb.peru@agora.stm.it)

Mrs Marcela Lopez de Ruiz  
 Alternative, Representative  
 Perm. Rep. of Peru to FAO  
 Via F. Siacci 4 – Int. 4  
 00197 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8069-1510

**Fax:** 39 06 8069-1777

**Email:** [emb.peru@agora.stm.it](mailto:emb.peru@agora.stm.it)

Dr Carlos Pastor Talledo  
 Director Ejecutivo de Higiene Alimentaria  
 y Control de Zoonosis  
 Dirección General de Salud Ambiental  
 Ministerio de Salud  
 Las Amapolas No. 350  
 Lima 14, Peru

**Phone:** +51 4428353

**Fax:** +51 4428353-225/4406797

**Email:** [cpastor@digesa.sld.pe](mailto:cpastor@digesa.sld.pe)

Mrs Maria Estela Ayala  
 Directora de Investigación del Instituto Tecnológico  
 Pesquero  
 Carretera A Ventanilla Km. 5,200  
 Callao 1, Peru

**Fax:** +51 1577-3130

**Email:** [postmast@itp.org.pe](mailto:postmast@itp.org.pe)

Ing. Alicia De La Rosa Brachowicz  
 Servicio Nacional de Sanidad Agraria  
 Dirección General de Sanidad Vegetal  
 Ministerio de Agricultura  
 Pasaje Zela S/N Piso 10°  
 Jesús Maria – Lima 11  
 Peru

**Phone/Fax:** +51 433-8048

**Email:** [adelarosa@senasa.minag.gob.pe](mailto:adelarosa@senasa.minag.gob.pe)

Mr Miguel Barreto  
 Alternative, Representative  
 Perm. Rep. of Peru to FAO  
 Via F. Siacchi 4 – Int. 4  
 00197 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8069-1510  
**Fax:** 39 06 8069-1777  
**Email:** [emb.peru@agora.stm.it](mailto:emb.peru@agora.stm.it)

**PHILIPPINES**  
**FILIPINAS**

Dr Maria Concepción C. Lizada  
 Acting Director  
 Bureau of Agriculture and Fisheries Products  
 Standards  
 Department of Agriculture  
 Metro Manila

Mr Noel D. De Luna  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Philippine Embassy  
 Viale delle Medaglie d'Oro, 112  
 00136 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3974-6717  
**Fax:** 39 06 3988-9274  
**Email:** [ph1@xplora.it](mailto:ph1@xplora.it)

**POLAND**  
**POLOGNE**  
**POLONIA**

Mr Lucjan Szponar  
 Director  
 National Food and Nutrition Institute  
 61/63 Powsinska Street  
 02-903 Warsaw  
**Phone:** +8422171  
**Fax:** +8421103

Dr Jan Szymborski  
 Head of Veterinary Public Health Division  
 Ministry of Agriculture and Food Economy  
 30 Wspolna Street  
 00930 Warsaw  
**Phone:** +22.621.89.13  
**Fax:** +22.623.14.08

Mr Pawel Budynek  
 Director  
 Agricultural and Food Quality Inspection (CIS)  
 32/34 Zurawia str.  
 00-950 Warsaw  
**Phone:** +22 6216421 or 6252028  
**Fax:** +22 6214858  
**Email:** [Cis@wa.onet.pl](mailto:Cis@wa.onet.pl)

Mrs Anna Skrzynska  
 Head of Department  
 Agricultural and Food Quality Inspection (CIS)  
 32/34 Zurawia str.  
 00-950 Warsaw  
**Phone:** +22 6216421 or 6252028  
**Fax:** +22 6214858  
**Email:** [Cis@wa.onet.pl](mailto:Cis@wa.onet.pl)

Mrs Elzbieta Markowicz  
 Main Specialist  
 Agricultural and Food Quality Inspection (CIS)  
 32/34 Zurawia str.  
 00-950 Warsaw  
**Phone:** +22 6216421 or 6252028  
**Fax:** +22 6214858  
**Email:** [Cis@wa.onet.pl](mailto:Cis@wa.onet.pl)

**PORTUGAL**

Mr Carlos Alberto Milheirico de Andrade Fontes  
 Assessor-Principal G.P.P.A.A.  
 Ministry of Agriculture, Rural Development  
 and Fisheries  
 Lisboa, Portugal  
**Phone:** +351 1 387-6635  
**Fax:** +351 1 387-6635  
**Email:** [gppaadi@mail.telepac.pt](mailto:gppaadi@mail.telepac.pt)

Eng. Manuel Barreto Dias  
 Ministerio da Agricultura  
 Director do Laboratorio Central de Qualidade  
 Alimentar da Direccão-Geral de Fiscalização e  
 Controlo da Qualidade Alimentar  
 Av. Conde Valbom, 98  
 1050 Lisboa, Portugal  
**Phone:** +351 1 798-3700  
**Fax:** +351 1 798-3834  
**Email:** [dgfcqa.lega@mail.telepac.pt](mailto:dgfcqa.lega@mail.telepac.pt)

Dr Maria do Carmo Neves  
 Ministerio da Agricultura  
 Assessora-Principal da Direccão-Geral de  
 Fiscalização e Controlo da Qualidade Alimentar  
 Av. Conde Valbom, 98  
 1050 Lisboa, Portugal  
**Phone:** +351 1 798-3823/4  
**Fax:** +351 1 798-3834  
**Email:** [dgfcqa.dgfcqa@mail.telepac.pt](mailto:dgfcqa.dgfcqa@mail.telepac.pt)

Eng. Ana María Amaral  
 Técnica-Principal da Direccão-Geral de  
 Fiscalização e Controlo da Qualidade Alimentar  
 Lisboa, Portugal  
**Phone:** 351.1.319-2923  
**Fax:** 351.1.319-2919

Eng. Maria Margarida Baleiras Couto  
 Secretaria-Geral da FIPA-Federação das Industrias  
 Portuguesas Agro-Alimentares  
 Av. António José d'Almeida No. 7 – 2º  
 1000-042 Lisboa, Portugal  
**Phone:** +351.1.7938-679  
**Fax:** +351 1 7938-537

Eng. António Cabrera  
 Representante da AIMGA  
 Av. António José d'Almeida No. 7 – 2º  
 1000-042 Lisboa, Portugal  
**Phone:** +351.1.7991-550  
**Fax:** +351.1.7991-551  
**Email:** [fiovde@mail.telepac.pt](mailto:fiovde@mail.telepac.pt)

**ROMANIA**  
**ROUMANIE**  
**RUMANIA**

Mr Tudorel Baltá  
 Director  
 Min. of Agriculture and Food Ministry  
 Bucharest, Romania  
**Phone:** +401 3135089  
**Fax:** +401.3112278

Mr Ioan Pavel  
 Permanent Representative, ad.interim  
 Ambassade de Roumanie  
 Via Nicoló Tartaglia 36  
 00197 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8084-529  
**Fax:** 39 06 8084-995

Mrs Olimpia Voroverci  
 Rumanian Standards Association (ASRO)  
 21-25 Mendeleer  
 70168 Bucharest  
**Phone:** +40 1 6155870 or 213296  
**Fax:** +40 1 210 0833

Mr Flaviu Pop  
 Bioagrirom President  
 Rumanian Association for Biological Agriculture  
 Brason 2200  
 Str. Ciobarnuhui 13  
**Phone:** +40 6.8150785  
**Fax:** +40 6.8418855

**RUSSIAN FEDERATION**  
**FÉDÉRATION DE RUSSIE**  
**FEDERACIÓN DE RUSIA**

H.E. Mr Igor Shapovalov  
 Minister Plenipotentiary  
 Observer of the Russian Federation to FAO  
 Min. for Foreign Affairs  
 Embassy of the Russian Federation  
 Via Gaeta, 5  
 00100 Rome, Italy

Dr Igor Sinelnikov  
 Alternate Observer of the Russian Federation to  
 FAO  
 Rep. of the State Fisheries Committee of the  
 Russian Fed.  
 Embassy of the Russian Federation  
 Via L. Magrini, 10 – B 33  
 00146 Rome, Italy  
**Phone/Fax:** 39 06.5592-972

Ms Rusanova Svetlana N.  
 Chief, Department for Fisheries  
 of the Russian Federation  
 12, Rozdestvensky Blvd  
 103031 Moscow  
**Phone:** +268 21 89  
**Fax:** +264 91 87

Ms Chupakhina Nina V.  
 Chief, Laboratory of Fish and Fishery  
 Products Standards, VNIRO  
 17, V. Krasnoselskaya St.  
 107140 Moscow  
**Phone:** +268 21 89  
**Fax:** +264 91 87

Ms Mikhlina Kira M.  
 Senior Scientist  
 Center Mariculture, VNIRO  
 17, V. Krasnoselskaya St.  
 107140 Moscow  
**Phone:** +268 21 89  
**Fax:** +264 91 87

**SAUDI ARABIA, KINGDOM OF  
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'  
ARABIA SAUDITA, REINO DE**

Mr Ahmad Alaquil  
Perm. Representative to FAO  
Embassy of Saudi Arabia  
Via della Piramide Cestia 63  
00153 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 5740-901  
**Fax:** 39 06 5758-916

**SENEGAL  
SÉNÉGAL**

H.E. Mr Mame Balla Sy  
Ambassadeur  
Représentant permanent du Sénégal auprès de la  
FAO  
Via Giulia, 66  
00186 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 6872-353  
**Fax:** 39 06 6865-212

Mr Moussa Bocar Ly  
Ministre Conseiller  
Représentant Permanent Adjoint  
Ambassade de Sénégal  
Via Giulia, 66  
00186 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 6872-353  
**Fax:** 39 06 6865-212

**SINGAPORE  
SINGAPOUR  
SINGAPUR**

Ms Seah Huay Leng  
Head, Food Control Department  
Ministry of the Environment  
The Environment Building  
40 Scotts Rd. # 19-00  
Singapore 228231  
**Phone:** +65 7319819  
**Fax:** +65 7319843 or 7319844  
**Email:** [Seah\\_Huay\\_Leng@env.gov.sg](mailto:Seah_Huay_Leng@env.gov.sg)

Dr Chua Sin-Bin  
Director  
Veterinary Public Health and Food Supply  
Primary Production Department  
Ministry of National Development  
5, Maxwell Road #03-00 Tower Block  
MND Complex  
Singapore 069110  
**Phone:** +65 3257622  
**Fax:** +65 2206068  
**Email:** [CHUA\\_Sin\\_Bin@PPD.GOV.SG](mailto:CHUA_Sin_Bin@PPD.GOV.SG)

Dr Chew Siang-Thai  
Head  
Veterinary Public Health Laboratory  
Primary Production Department  
Ministry of National Development  
51 Jalan Buroh  
Singapore 619495  
**Phone:** +65 2670826  
**Fax:** +65 2650784  
**Email:**  
[CHEW\\_Siang\\_Thai@PPD.GOV.SG](mailto:CHEW_Siang_Thai@PPD.GOV.SG)

**SLOVAKIA  
SLOVAQUIE  
ESLOVAQUIA**

Mr Milan Kováč  
Director  
Food Research Institute  
Priemysel'ná 4  
P.O. Box 25  
824 75 Bratislava  
**Phone:** +421 7 5557-4622  
**Fax:** +421 7 5557-1417  
**Email:** [milan.kovac@vup.sk](mailto:milan.kovac@vup.sk)

Mrs Katarína Chudiková  
Head Department of Hygiene of Environment and  
Working Conditions  
Ministry of Health  
Limbova 2  
83007 Bratislava  
**Phone:** +421 7 547.77.938  
**Fax:** +421 7 547.77.465  
**Email:** [katarina.chudikova@health.gov.sk](mailto:katarina.chudikova@health.gov.sk)

Mrs Truskova Iveta  
Head of Department of Food Hygiene and Nutrition  
State Institute for Health of Slovak Republic  
Trnavska cesta 52  
82645 Bratislava  
**Phone:** 421.7.44372287  
**Fax:** 421.7.44372641

**SLOVENIA  
SLOVÉNIE  
ESLOVENIA**

Mr Danilo Beloglavec  
Perm. Rep. of Slovenia to FAO  
Via della Traspontina, 15  
00193 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 5091-4379  
**Fax:** 39 06 5091-4379  
**Email:** [dbeloglavec@getnet.it](mailto:dbeloglavec@getnet.it)

**SOUTH AFRICA**  
**AFRIQUE DU SUD**  
**SUDÁFRICA**

Dr Theodore van de Venter  
 Director  
 Food Control  
 Department of Health  
 Private Bag X 828  
 0001 Pretoria

**Phone:** +27 12 3120185  
**Fax:** +27 12 3264374  
**Email:** [ventert@hltrsa.pwv.gov.za](mailto:ventert@hltrsa.pwv.gov.za)

Dr Pieter van Twisk  
 Nutrition Consultant  
 P.O. Box 72860  
 0040 Lynnwood Ridge

**Phone:** +27 12 3483207  
**Fax:** +27 12 3483207  
**Email:** [vantwisk@iafrica.com](mailto:vantwisk@iafrica.com)

Mrs L. Anelich  
 Head  
 Dept. of Food Technology  
 Pretoria Technikon  
 Private Bag X680  
 0001 Pretoria

**Phone:** +27.12.3186241  
**Fax:** +27.12.3186256  
**Email:** [Lucia@Techpta.ac.za](mailto:Lucia@Techpta.ac.za)

Dr J.A. Thomas  
 Agricultural Counsellor  
 South African Embassy  
 Via Tanaro, 14  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8525-4249  
**Fax:** 39 06 8525-4258/24  
**Email:** [agri.rome@flashnet.it](mailto:agri.rome@flashnet.it)

Mrs Prof. Thabisile Hlatshwayo-Moleah  
 Medical University of Southern Africa  
 Institute for Human Nutrition  
 P.O. Box 167  
 Medunsa 0204  
 Pretoria, South Africa

**Phone:** +27 12 521-5718  
**Email:** [mhlatsho@medunsa.ac.za](mailto:mhlatsho@medunsa.ac.za)

**SPAIN**  
**ESPAGNE**  
**ESPAÑA**

Dr Felipe Mittelbrunn  
 Jefe de Delegación  
 Consejero Técnico  
 Secretaría de la Comisión Interministerial para la  
 Ordenación Alimentaria  
 Subdirección General de Higiene de los Alimentos  
 Ministerio de Sanidad y Consumo  
 Paseo del Prado 18-20  
 28071 Madrid

**Phone:** +34 91 596 1346  
**Fax:** +34 91 596 4487  
**Email:** [fmittelbrunn@msc.es](mailto:fmittelbrunn@msc.es)

Mr Ignacio Trueba  
 Representante Permanente de España ante la FAO y  
 el PMA  
 Largo dei Lombardi, 21  
 00186 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 6869-539  
**Fax:** 39 06 6873-076  
**Email:** [repfaoes.agri@iol.it](mailto:repfaoes.agri@iol.it)

Mr Javier Piernavieja Niembro  
 Representante Permanente Adjunto ante la FAO y  
 el PMA  
 Largo dei Lombardi, 21  
 00186 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 6869-539  
**Fax:** 39 06 6873-076  
**Email:** [repfaoes.agri@iol.it](mailto:repfaoes.agri@iol.it)

**SRI LANKA**

Mr Deeptha Kulatilleke  
 Counsellor and Alternate Perm. Rep. of Sri Lanka  
 Embassy of Sri Lanka  
 Via Adige, 2  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8554-560/18  
**Fax:** 39 06 8424-1670  
**Email:** [mc7785@mclink.it](mailto:mc7785@mclink.it)

**SUDAN**  
**SOUDAN**  
**SUDÁN**

Professeur Suad Hassan Satti  
 Director  
 National Chemical Laboratories and  
 Food Safety Coordinator  
 Federal Ministry of Health  
 P.O. Box 287  
 Khartoum, Sudan

**Phone:** +249 11 772991 or 779789

Prof Mohamed Said Mohamed Ali Harbi  
Sudan Permanent Representative to  
FAO/IFAD/WFP  
Sudan Embassy  
Via Lazzaro Spallanzani 24  
00161 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 4403-071  
**Fax:** 39 06 4452-358 or 4402-358

**SWAZILAND**  
**SWAZILANDIA**

Ms Khanyisile Mabuza  
Food Technologist  
Ministry of Agriculture Co-ops  
Malkerns Research Station  
Box 4  
Malkerns, Swaziland

Mr Richard Mfana Mamba  
Senior Health Inspector  
Box 5  
Mbabane, Swaziland

Ms Pauline Kisanga  
Chief Nutritionist  
Box 781  
Mbabane, Swaziland  
**Phone:** 268 40 45006  
**Fax:** 268 40 40546  
**Email:** [pkisanga@realnet.co.sz](mailto:pkisanga@realnet.co.sz)

**SWEDEN**  
**SUÈDE**  
**SUECIA**

Mr Bertil Norbelie  
Head of Delegation  
Director General  
National Food Administration  
PO Box 622  
S-75126 Uppsala  
**Phone:** +46 18 175500  
**Fax:** +46 18 105848  
**Email:** [beno@slv.se](mailto:beno@slv.se)

Dr Stuart Slorach  
Alternate Head of Delegation  
Deputy Director-General  
National Food Administration  
PO Box 622  
S-75126 Uppsala  
**Phone:** +46 18 175594  
**Fax:** +46 18 105848  
**Email:** [stsl@slv.se](mailto:stsl@slv.se)

Ms Åsa Breeding  
Delegate  
Head of Legal Division  
National Food Administration  
PO Box 622  
S-75126 Uppsala  
**Phone:** +46 18 175594  
**Fax:** +46 18 105848  
**Email:** [asab@slv.se](mailto:asab@slv.se)

Mrs Anna Tofftén  
Delegate  
Director  
Ministry of Agriculture  
S-10333 Stockholm  
**Phone:** +46 8 4051000  
**Fax:** +46 8 206496  
**Email:** [anna.tofften@agriculture.ministry.se](mailto:anna.tofften@agriculture.ministry.se)

Dr Urban Johnson  
Delegate  
Senior Administrative Officer  
Ministry of Agriculture  
S-10333 Stockholm  
**Phone:** +46 8 4051000  
**Fax:** +46 8 206496  
**Email:** [urban.johnson@agriculture.ministry.se](mailto:urban.johnson@agriculture.ministry.se)

Mrs Kerstin Jansson  
Delegate  
Senior Administrative Officer  
Ministry of Agriculture  
S-10333 Stockholm  
**Phone:** +46 8 4051000  
**Fax:** +46 8 206496  
**Email:** [kerstin.jansson@agriculture.ministry.se](mailto:kerstin.jansson@agriculture.ministry.se)

Mrs Monika Schere  
Delegate  
Senior Administrative Officer  
Ministry of Agriculture  
S-10333 Stockholm  
**Phone:** +46 8 4051000  
**Fax:** +46 8 206496  
**Email:** [monika.schere@agriculture.ministry.se](mailto:monika.schere@agriculture.ministry.se)

Mrs Ylva Wallén  
Delegate  
Senior Administrative Officer  
Ministry of Agriculture  
S-10333 Stockholm  
**Phone:** +46 8 4051000 or 4051106  
**Fax:** +46 8 206496  
**Email:** [ylva.wallén@agriculture.ministry.se](mailto:ylva.wallén@agriculture.ministry.se)

Ms Eva Lönberg  
Delegate  
Codex Coordinator for Sweden  
National Food Administration  
PO Box 622  
S-75126 Uppsala  
**Phone:** +46 18 175500  
**Fax:** +46 18 105848  
**Email:** [evlo@slv.se](mailto:evlo@slv.se)

**SWITZERLAND**  
**SUISSE**  
**SUIZA**

Ms Eva Zbinden  
Attorney, Head International Standards  
(Head of delegation)  
Swiss Federal Office of Public Health  
CH-3003 Berne  
**Phone:** +41 31 3229572  
**Fax:** +41 31 3229574  
**Email:** [eva.zbinden@bag.admin.ch](mailto:eva.zbinden@bag.admin.ch)

Ms Irina du Bois  
Nestec Ltd  
1800 Vevey  
**Phone:** +41 21 9242261  
**Fax:** +41 21 9244547  
**Email:** [irina.dubois@nestle.com](mailto:irina.dubois@nestle.com)

Mrs Bettina Mutter  
Schweizer Fernsehen DRS  
8052 Zürich, Switzerland

Mrs Awilo Ochieng-Pernet  
Swiss Federal Office of Public Health  
3003 Berne, Switzerland  
**Phone:** +41 31 3229503  
**Fax:** +41 31 3229574

Mrs Claudia Locatelli  
Swiss Federal Office for Foreign Economic Affairs  
3003 Berne  
**Phone:** 41.31.324 0847  
**Email:** [claudia.locatelli@seco.admin.ch](mailto:claudia.locatelli@seco.admin.ch)

Mr Jörg von Manger-Koenig  
Head of Regulatory Affairs  
F. Hoffmann-La Roche Ltd., AG,  
Vitamins and Fine Chemicals Division  
CH-4070 Basel, Switzerland  
**Phone:** 41.61.688 83 00  
**Fax:** 41.61.688 1635  
**Email:** [joerg.von\\_manger-koenig@roche.com](mailto:joerg.von_manger-koenig@roche.com)

Mr Urs Klemm  
Swiss Federal Office of Public Health  
Haslerstrasse 27  
3003 Berne  
**Fax:** +41 31 3229574

Mr Rolf Gerber  
Ministre représentant permanent de la Suisse  
auprès de la FAO et du PAM  
Viale Aventino 89  
00153 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 5756-293  
**Fax:** 39 06 5756-321

Mrs Christina Blumer  
Swiss Federal Office of Agriculture  
Mattenhofstrasse 5  
3003 Berne  
**Phone:** +41 31 324-9661  
**Fax:** +41 31 322-9574  
**Email:** [Christina.Blumer@bln.admin.ch](mailto:Christina.Blumer@bln.admin.ch)

Mr Hervé Nordmann  
Monsanto  
1143 Apples  
**Phone:** 41.21.8003763  
**Fax:** 41.21.8004087  
**Email:** [h.h.nordmann@monsanto.com](mailto:h.h.nordmann@monsanto.com)

**SYRIAN ARAB REPUBLIC**  
**RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**  
**REPÚBLICA ARABE SIRIA**

Mr Kosay Moustafa  
 3<sup>rd</sup> Secretary of the Syrian Embassy  
 Syrian Embassy  
 Piazza d' Aracoeli, 1  
 00186 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 6797-791/2/3  
**Fax:** 39 06 6794-989

**TANZANIA, UNITED REPUBLIC OF**  
**TANZANIE, RÉPUBLIQUE-UNIE DE**  
**TANZANIA, REPÚBLICA UNIDA DE**

Dr Claude J.S. Moshia  
 Head, Agriculture and Food Section  
 Codex Contact Point Officer  
 Tanzania Bureau of Standards  
 P.O. Box 9524  
 Dar es Salaam, Tanzania  
**Phone/Fax:** 255 51 450959  
**Email:** [standards@twiga.com](mailto:standards@twiga.com)

Ms Perpetua Mary Hingi  
 Alternate Perm. Rep.  
 Embassy of Tanzania  
 Via C. Beccaria, 88  
 00196 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3211-374  
**Fax:** 39 06 3216-611  
**Email:** [tanzanrep@pcg.it](mailto:tanzanrep@pcg.it)

Mr Obadiah N. Msaki  
 Principal Standards Officer  
 Ministry of Industries and Trade  
 Tanzania Bureau of Standards  
 P.O. Box 9524  
 Dar Es Salaam  
**Email:** [materu@ud.co.tz](mailto:materu@ud.co.tz)

**THAILAND**  
**THAÏLANDE**  
**TAILANDIA**

Ms Kanya Sinsakul  
 Head of Delegation  
 Secretary-General  
 Thai Industrial Standards Institute  
 Ministry of Industry  
 Rama VI Street  
 Ratchathewi  
 Bangkok 10400  
**Phone:** +66 2 202-3400  
**Fax:** +66 2 246-4085  
**Email:** [kanya@tisi.go.th](mailto:kanya@tisi.go.th)

Mrs Atchara Suyanan  
 Minister  
 Royal Thai Embassy  
 Permanent Representation of Thailand to FAO  
 Via A. Messedaglia 6 – int. 2  
 00191 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3339-347  
**Fax:** 39 06 3322-2034  
**Email:** [thagri.rome@flashnet.it](mailto:thagri.rome@flashnet.it)

Mr Chao Tiantong  
 Minister (Agriculture)  
 Permanent Representative of Thailand to FAO  
 Permanent Representation of Thailand to FAO  
 Royal Thai Embassy  
 Via A. Messedaglia 6 – int. 2  
 00191 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 3339-347  
**Fax:** 39 06 3322-2034  
**Email:** [thagri.rome@flashnet.it](mailto:thagri.rome@flashnet.it)

Mr Chumanrn Sirirugsa  
 Director  
 Office of Agricultural Standards and Inspections  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives

Dr Chanin Charoenpong  
 Expert in Food Standard  
 Food and Drug Administration  
 Ministry of Public Health

Mr Prathan Prasertvithiakarn  
 Senior Pharmacist  
 Food and Drug Administration  
 Ministry of Public Health

Mr Padunkit Sanguqwatana  
 Senior Pharmacist  
 Food and Drug Administration  
 Ministry of Public Health

Ms Charuayporn Tantipipatpong  
 President  
 Thai Food Processors' Association

Mrs Pranee Srisomboon  
 Technical Manager  
 Thai Food Processors' Association

Ms Metanee Sukontarug  
 Director  
 Office of the National Codex Alimentarius  
 Committee  
 Thai Industrial Standards Institute  
 Ministry of Industry

Mr Pisit Rangsaritwutikul  
Standards Officer 8  
Thai Industrial Standards Institute  
Ministry of Industry

Mr Kasem Prasutsanghchan  
First Secretary and Alternate Permanent  
Representative of Thailand to FAO  
Permanent Representation of Thailand to FAO  
Royal Thai Embassy  
Via A. Messedaglia 6 – int. 2  
00191 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 3339-347

**Fax:** 39 06 3322-2034

**Email:** [thagri.rome@flashnet.it](mailto:thagri.rome@flashnet.it)

**THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF  
MACEDONIA  
L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE  
MACÉDOINE  
LA EX REPÚBLICA YUGOSLAVA DE MACEDONIA**

Mrs Svetlana Ugrinovska  
Counsellor of the Minister  
Ministry of Agriculture, Forestry  
and Water Economy  
Leninova 2  
91000 Skopje

**Phone:** +389.91.113045/134477

**Fax:** +389.91.230429/130286

Mrs Sofija Kuzmanovska  
Counsellor of the Minister  
Bureau of Standardization and Metrology  
Ministry of Economy  
Samoilova 10  
91000 Skopje

**Phone:** +389.91.131102

**Fax:** +389.91.110263

**Email:** [sofijak@mpt.com.mk](mailto:sofijak@mpt.com.mk)

**TUNISIA  
TUNISIE  
TÚNEZ**

Mr. Meftah Amara  
Directeur Général de l'Agro-alimentaire  
Ministère de l'Industrie  
Cité Montplaisir  
Tunis, Tunisie

Mr S. Cheniti  
Directeur au Ministère de la Santé  
Ministère de la Santé  
Bab Saadolun  
1030 Tunis, Tunisia

**Phone:** 216.1576115

**Fax:** 216.1576010

**TURKEY  
TURQUIE  
TURQUÍA**

Mr Ahmet Saylam  
Agricultural Counsellor  
Perm. Rep. of Turkey to FAO  
Via F. Denza 27, int. 16  
00197 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8069-0562

**Fax:** 39 06 8066-5610

**Email:** [faodt@itn.it](mailto:faodt@itn.it)

**UGANDA  
OUGANDA**

Dr Eve Kasirye-Alemu  
Head of Delegation  
Executive Director  
Uganda National Bureau of Standards  
P.O. Box 6329  
Kampala, Uganda

**Phone:** +256 41 222367/9

**Fax:** +256 41 286123

**Email:** [unbs@starcom.co.ug](mailto:unbs@starcom.co.ug)

Mr Samuel Balagadde  
Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
P.O. Box 6329  
Kampala, Uganda

**Phone:** +256 41 222367/9

**Fax:** +256 41 286123

**Email:** [unbs@starcom.co.ug](mailto:unbs@starcom.co.ug)

**UNITED ARAB EMIRATES  
EMIRATS ARABES UNIES  
EMIRATES ARABES UNIDOS**

Dr Abdulla Salim Salem Ruwaida  
Public Health Consultant  
General Secretariat of Municipalities  
P.O. Box 5665  
Dubai

**Phone:** 971 4 237785

**Fax:** 971 4 236136

Mr Hassan Saeed Ben-Marej  
Head of Labs and Specifications  
Food & Environmental Control Centre  
P.O. Box 3111  
Abu-Dhabi - Municipality  
Abu Dhabi

**Phone:** 971 2 741423

**Fax:** 971 2 785961

Mr Khalid Moh.Sharif Al-Awadi  
Head of Food Control Section  
Dubai -Municipality  
Public Health Dept.  
P.O. Box 67  
Dubai

**Phone:** 971 4 212842

**Fax:** 971 4 231905

**UNITED KINGDOM**

**ROYAUME-UNI**

**REINO UNIDO**

Mr Grant Meekings  
Head  
Food Labelling and Standards Division  
Joint Food Safety and Standards Group  
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food  
Room 322, Ergon House c/o Noble House  
17 Smith Square  
London SW1P 3JR

**Phone:** +44 171 238 6278

**Fax:** +44 171 238 6763

Dr D. Kennedy  
Food Labelling and Standards Division  
Branch C  
Joint Food Safety and Standards Group  
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food  
Room 316, Ergon House c/o Nobel House  
17 Smith Square  
London SW1P 3JR

**Phone:** +44 171 238 5574

**Fax:** +44 171 238 5782

Mr Simon Renn  
Food Labelling and Standards Division  
Branch C  
Joint Food Safety and Standards Group  
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food  
Room 325b, Ergon House c/o Nobel House  
17 Smith Square  
London SW1P 3JR

**Phone:** +44 171 238 6480

**Fax:** +44 171 238 6763

**UNITED STATES OF AMERICA**  
**ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE**  
**ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Dr F. Edward Scarbrough  
Head of Delegation  
U.S. Manager for Codex  
Office of the Under-Secretary for  
Food Safety  
U.S. Department of Agriculture  
Rm 4861 South Building  
1400 Independence Avenue S.W.  
Washington, DC 20250

**Phone:** +1 202 2057760

**Fax:** +1 202 203157

Mr L. Robert Lake  
Alternate  
Director  
Office of Policy, Planning and Strategic Initiatives  
Center for Food Safety and Applied Nutrition (HFS-4)  
Food and Drug Administration  
200 C Street, SW  
Washington DC 20204

**Phone:** +1 202 7207025

**Fax:** +1 202 2050158

Mr Patrick Clerkin  
Associate U.S. Manager for Codex  
U.S. Codex Office  
Food Safety and Inspection Service  
US Department of Agriculture  
Room 4861 South Building  
1400 Independence Ave., SW  
Washington DC 20250

**Phone:** +1 202 205.7760

**Fax:** +1 202 720.3157

Mr Thomas J. Billy  
Administrator  
Food Safety and Inspection Service  
US Department of Agriculture  
Room 331-E James Whitten Bldg.  
1400 Independence Ave., SW  
Washington , DC 20250

**Phone:** +1 202 7207025

**Fax:** +1 202 2050158

Ms Maritza Colón-Pullano  
Director  
International Regulatory Issues Staff  
Food and Drug Administration  
Room 14-90 Parklawn Building  
5600 Fishers Lane HFC-2  
Rockville, MD 20857  
**Phone:** +1 301 8274553  
**Fax:** +1 301 8271451  
**Email:** [mpullano@ora.fda.gov](mailto:mpullano@ora.fda.gov)

Dr H. Michael Wehr  
Special Assistant to the Director  
Office of International and Constituent Operations  
Center for Food Safety and Applied Nutrition (HFS-22)  
Food and Drug Administration  
200C Street, SW  
Washington DC 20204  
**Phone:** +1 202 205 2786  
**Fax:** +1 202 205 0165

Dr Stephen F. Sundlof  
Director  
Center for Veterinary Medicine  
Food and Drug Administration  
7500 Standish Place  
Rockville, MD 20855  
**Phone:** +1 301 5941740  
**Fax:** +1 301 5941830  
**Email:** [ssundlof@bangate.fda.gov](mailto:ssundlof@bangate.fda.gov)

Mr Lloyd Harbert  
Director  
Office of Food Safety and Technical Services  
Foreign Agricultural Service  
U.S. Department of Agriculture  
Room 5547 South Building  
1400 Independence Ave., SW  
Washington DC 20250  
**Phone:** +1 202 690 0607  
**Fax:** +1 202 690 0677

Dr Marilyn Bruno  
Agricultural Trade Policy  
U.S. Department of State EB/TTP/ATP  
Washington DC 20520-3526  
**Phone:** +1 202 647 2062  
**Fax:** +1 202 647 1894  
**Email:** [brunomj@state.gov](mailto:brunomj@state.gov)

Mr John Payne  
Office of the United States Trade Representative  
Executive Office of the President  
600 17<sup>th</sup> St., NW, Room 415  
Washington DC 20508  
**Phone:** +1 202 395-6127  
**Fax:** +1 202 395-4579  
**Email:** [jpayne@ustr.gov](mailto:jpayne@ustr.gov)

Ms Marsha A. Echols  
Washington Counsel  
National Association for the Specialty Food Trade, Inc.  
3286 M Street, N.W.  
Washington, DC 20007  
**Phone:** +1 202 6251451  
**Fax:** +1 202 6259126  
**Email:** [me@maechols.com](mailto:me@maechols.com)

Dr L. Kenneth Hiller  
The Procter & Gamble Company  
Winton Hill Technical Center  
6071 Center Hill Avenue  
Cincinnati, Ohio 45224  
**Phone:** +1 513.634.2495  
**Fax:** +1 513.634.1813  
**Email:** [hiller.lk@pg.com](mailto:hiller.lk@pg.com)

Mr C.W. McMillan  
Consultant  
P.O. Box 10009  
Alexandria, VA 22310-0009  
**Phone:** +1 703 9601982  
**Fax:** +1 703 9604976

Ms Julia Howell  
Director  
Regulatory Submissions  
Scientific and Regulatory Affairs  
The Coca Cola Company  
PO Box 1734  
Atlanta, GA 30301  
**Phone:** +1 404 6764224  
**Fax:** +1 404 6767166

Ms Peggy Rochette  
Director of International Affairs  
National Food Processors Association  
1350 N.W. I Street  
Washington DC 20005  
**Phone:** +1 202 639.5921  
**Fax:** +1 202 639.5932

Mr Kyd Brenner  
 Vice-President  
 Corn Refiners Association, Inc.  
 1701 Pennsylvania Avenue, NW  
 Washington DC 20006  
**Phone:** +1 202 331.1634  
**Fax:** +1 202 331.2054  
**Email:** [kbrenner@corn.org](mailto:kbrenner@corn.org)

Ms Janet Nuzum  
 Vice-President and General Counsel  
 International Dairy Foods Association  
 National Cheese Institute  
 1250 H Street, N.W. Suite 900  
 Washington, DC 20005  
**Phone:** +1 202.737.4332  
**Fax:** +1 202.331.7820  
**Email:** [jnuzum@idfa.org](mailto:jnuzum@idfa.org)

Mr Johnnie G. Nichols  
 Director, Technical Services  
 National Milk Producers Federation  
 Suite 400  
 2101 Wilson Boulevard  
 Arlington, VA 22201  
**Phone:** +1 703.243.6111  
**Fax:** +1 703.841.9328  
**Email:** [jnichols@nmpf.org](mailto:jnichols@nmpf.org)

Mr Vonda Delawie  
 Alternate Permanent Representative of U.S.A. to  
 FAO  
 Permanent Representation to FAO  
 Via Vittorio Veneto 119A  
 00187 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 4674-3500/1/2  
**Fax:** 39 06 4788-7043  
**Email:** [fodagstate@usis.it](mailto:fodagstate@usis.it)

Mrs Laurie Tracy  
 Deputy Permanent Representative of U.S.A. to  
 FAO  
 Permanent Representation to FAO  
 Via Vittorio Veneto 119A  
 00187 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 4674-3500/1/2  
**Fax:** 39 06 4788-7043  
**Email:** [fodagstate@usis.it](mailto:fodagstate@usis.it)

## URUGUAY

Mr Galdós G. Ugarte  
 Codex Regional Coordinator for Latin America &  
 the Caribbean  
 Director Unidad, Asuntos Internacionales  
 Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca  
 Constituyente 1476  
 Montevideo, Uruguay  
**Phone:** +5982.402.63.58  
**Fax:** +5982.402.63.65

Embajador Felipe H. Paolillo  
 Embajada de la Rep. Oriental del Uruguay  
 Oficina del Rep. Perm. ante la FAO  
 Via Antonio Gramsci 9 – int. 14  
 00197 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06.321-8904 or 8017  
**Fax:** 39 06 361-3249  
**Email:** [uruvati@inbox.vol.it](mailto:uruvati@inbox.vol.it)

Mr Joaquín Píriz  
 Representante Alterno Ministro  
 Montevideo, Uruguay

Dra Laura Galarza  
 Representante Alterno Suplente  
 Montevideo, Uruguay

Dr Arturo Navarro  
 Director General del Ministerio de Industria,  
 Energía y Minería  
 Montevideo  
**Phone:** +598 2 9008533  
**Fax:** +598 2 9000291

Dr Alfredo Toledo  
 Ministerio de Salud Pública  
 Montevideo  
**Phone:** +598 2.487-80-10

Ing. Ana Berti  
 Directora  
 Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca  
 Avda. Millán 4703  
 Montevideo  
**Phone:** +598 2 308.30.68  
**Fax:** +598 2 308.30.69  
**Email:** [ana.beriti@hotmail.com](mailto:ana.beriti@hotmail.com)

Esc. Beatriz Ramos  
 Directora del Area Defensa del Consumidor  
 Ministerio de Economía y Finanzas  
 25 de Mayo 737  
 Montevideo  
**Phone:** +598 2 904106  
**Fax:** +598 2 921043

Dr Juan Angel Rodriguez Servetti  
 Punto Focal del Codex Alimentarius  
 Laboratorio Tecnológico del Uruguay (LATU)  
 Avenida Italia 6201  
 Montevideo

**Phone:** +598 2 613724

**Fax:** +598 2 602290

#### VIET NAM

His Excellency Mr Minh Quốc Trân  
 (Head of delegation)  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Viet Nam  
 Via Clitunno, 34-36  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8543-223

**Fax:** 39 06 8548-501

Mr Quoc Dat Nguyen  
 Senior Officer  
 Economist  
 Department of International Cooperation  
 Ministry of Agriculture and Rural Development  
 Bach Thao  
 2, Ngrá Ha  
 Hanoi

**Phone:** +84 4 7332205

**Fax:** +84 4 8454319

Eng Tran Viet Nga  
 Expert on Food Management of Viet Nam Food  
 Administration - Ministry of Health  
 138A Giangvo Str.  
 Hanoi

**Phone:** +84 4 8463739 or 8463702

**Fax:** +84 4 8463739

Dr Ha Thi Anh Dao  
 Deputy Director of Food Science and  
 Safety Dept.  
 National Institute of Nutrition  
 MOH  
 48 Tang Bat Ho Str.  
 Hanoi

**Phone:** +84 4 9717090

**Fax:** +84 4 9717885

Mrs Nguyen Thixuan Huong  
 Alternate Perm. Rep.  
 Viet Nam Embassy  
 Via Clitunno, 34-36  
 00198 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 8543-223

**Fax:** 39 06 8548-501

#### ZIMBABWE

Mr David B. Nhari  
 Government Analyst Laboratory  
 P.O. Box CY 231 Causeway  
 Harare

**Phone:** +263.4.792026/7

**Fax:** +263.4.708527

Mr B. Mugobogobo  
 Counsellor  
 Min. of Foreign Affairs  
 Embassy of Zimbabwe  
 Via Virgilio, 8  
 00193 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 6830-8282

**Fax:** 39 06 6830-8324

Miss Sophia Nyamudeza  
 Counsellor  
 Min. of Foreign Affairs  
 Embassy of Zimbabwe  
 Via Virgilio, 8  
 00193 Rome, Italy

**Phone:** 39 06 6830-8282

**Fax:** 39 06 6830-8324

**OBSERVER COUNTRY  
PAYS OBSERVATEUR  
PAIS OBSERVADOR**

**UKRAINE  
UKRAINA**

Mr Mykola Prodanchuk  
Professor, Vice Head  
Secretary Ukrainian National Commission CA  
Ministry of Health, Ukraine  
Heroiv Oborony St. 6  
Kyiv, 252022, Ukraine

**INTERNATIONAL GOVERNMENTAL  
ORGANIZATIONS**

**AFRICAN REGIONAL ORGANIZATION FOR  
STANDARDIZATION (ARSO)**

Dr A.O. Oyejola  
Secretary-General, ARSO  
P.O. Box 57363  
Nairobi, Kenya  
**Phone:** 254.2.224561  
**Fax:** 254.2.218792  
**Email:** [aoyejola@nbnnet.co.ke](mailto:aoyejola@nbnnet.co.ke)

**ALLIANCE DES PAYS PRODUCTEURS DE CACAO  
(COPAL)**

Mr D. S. Kamga  
Secrétaire Général  
Alliance des Pays Producteurs de Cacao (COPAL)  
8/10 Broad Street, 11th Floor  
Western House  
P.O. Box 1718  
Lagos  
Nigeria  
**Phone:** +234 1 2635574  
**Fax:** +234 1 2635684

Mr Ake Silas Ake  
Ing. Agro-Economiste  
Alliance des Pays Producteurs de Cacao (COPAL)  
8/10 Broad Street, 11th Floor  
Western House  
P.O. Box 1718  
Lagos  
Nigeria  
**Phone:** +234 1 2635574  
**Fax:** +234 1 2635684

**EUROPEAN COMMUNITY**

Mr Jörn Keck  
Deputy Director General  
Head of Delegation  
200 Rue de la Loi  
B-1049 Bruxelles  
Belgique  
**Phone:** +32 2 299 30 18  
**Fax:** +32 2 296 70 11

Mr Patrick Deboyser  
Head of "Foodstuffs"  
European Commission  
200, rue de la Loi  
B-1049 Bruxelles  
Belgique  
**Phone:** 32 2 2951529  
**Fax:** 32 2 2951735  
**Email:** [patrick.deboyser@dg3.cec.be](mailto:patrick.deboyser@dg3.cec.be)

Mr Henri Belvèze  
Principal Administrator  
Directorate General: Consumer  
Policy and Consumer Health Protection  
200 Rue de la Loi  
B-1049 Bruxelles  
Belgique  
**Phone:** +32 2 2962812  
**Fax:** +32 2 2996297  
**Email:** [henri.belveze@dg24.cec.be](mailto:henri.belveze@dg24.cec.be)

Mr Leo Hagedoorn  
Expert  
European Commission  
Directorate General III: Industry  
Foodstuffs - Legislation; Scientific and  
Technical Aspects  
200 rue de la Loi  
B-1049 Bruxelles  
Belgique  
**Phone:** + 32 2 299 3149  
**Fax:** + 32 2 295 1735  
**Email:** [Leo-frans.Hagedoorn@dg3.cec.be](mailto:Leo-frans.Hagedoorn@dg3.cec.be)

Miss Marie Thisse  
Stagiaire  
European Commission  
Directorate General: Consumer  
Policy and Consumer Health Protection  
232, Rue Belliard  
B-1040 Bruxelles  
Belgique  
**Phone:** +32 2 2962583  
**Fax:** +32 2 2996303

Mr M. Castellina  
 Administrateur Principal  
 Agriculture et protection de la santé des  
 consommateurs  
 European Commission, DG TA  
 200 rue de la Loi  
 B-1049 Bruxelles  
 Belgique

#### COUNCIL OF MINISTERS OF THE EUROPEAN UNION

Mr Paul Culley  
 Secretariat of the Council of Ministers  
 175 Rue de la Loi  
 1048 Brussels  
 Belgium

**Phone:** +32 2 2856197

**Fax:** +32 2 285 7928

**Email:** [dgb@consilium.eu.int](mailto:dgb@consilium.eu.int)

Mr Paul Reiderman  
 Secretariat of the Council of Ministers  
 175 rue de la Loi  
 1048 Brussels  
 Belgium

**Email:** [dgb@consilium.eu.int](mailto:dgb@consilium.eu.int)

Mrs Gilberte Van Den Abbeele  
 Secretariat of the Council of Ministers  
 175 rue de la Loi  
 1048 Brussels, Belgium

**Email:** [dgb@consilium.eu.int](mailto:dgb@consilium.eu.int)

Mrs Gabriella Erdini  
 Secretariat of the Council of Ministers  
 175, rue de la Loi  
 1048-Bruxelles, Belgium

**Email:** [dgb@consilium.eu.int](mailto:dgb@consilium.eu.int)

#### EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION (EFTA)

Ms Berit Wilsher  
 Director  
 Goods Unit  
 EFTA  
 74 rue de Trèves  
 1040 Bruxelles  
 Belgique

**Phone:** +32 2 2861738

**Fax:** +32 2 2861750

**Email:** [berit.wilsher@secrbu.efta.be](mailto:berit.wilsher@secrbu.efta.be)

#### INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (IFAD)

Mrs Paola Ortensi  
 Permanent Advisor  
 IFAD  
 Via Savoia 72  
 00198 Rome, Italy

#### INTERNATIONAL INSTITUTE OF REFRIGERATION (IIR)

Mr Félix Depledt  
 IIR  
 177, boulevard Malesherbes  
 75017 Paris, France

**Phone:** +33 1 42 27 32 35

**Fax:** +33 1 47 63 17 98

**Email:** [iifir@ibm.net](mailto:iifir@ibm.net)

#### ORGANISATION AFRICAINE ET MALGACHE DU CAFÉ (O.A.M.CAF)

M. Philippe Moudié  
 Secrétaire général  
 Organisation Africaine et Malgache du Café  
 (O.A.M.CAF)  
 27, Quai Anatole-France  
 75007 Paris, France

**Phone:** + 47053136 or 45516010

**Fax:** + 45516202

#### OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES (O.I.E.)

Dr Thierry Chillaud  
 Chef du service de l'information  
 et des échanges internationaux  
 12, rue de Prony  
 75017 Paris  
 France

**Phone:** +33 1 44151888

**Fax:** +33 1 42670987

**Email:** [oie@oie.int](mailto:oie@oie.int)

#### OFFICE INTERNATIONAL DE LA VIGNE ET DU VIN (O.I.V.)

Mr Yann Juban  
 Unité Réglementation & Droit  
 OIV  
 18 rue d'Aguesseau  
 75008 Paris  
 France

**Phone:** +33 1 44948095

**Fax:** +33 1 42669063

**Email:** [Yjuban@oiv.org](mailto:Yjuban@oiv.org)

**WORLD TRADE ORGANIZATION (WTO)**

Mr Erik Wijkström  
Economic Affairs Officer  
WTO  
154 Rue de Lausanne  
1211 Geneva, Switzerland

**Phone:** 41 22 739-5729

**Fax:** 41 22 739-5760

**Email:** [erik.wijkstrom@wto.org](mailto:erik.wijkstrom@wto.org)

**INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS****APIMONDIA**

Mr Raymond Borneck  
President  
2 Rue du Creux  
F 39380 Montbarrey  
France

**Phone:** +33 3 84815007

**Fax:** +33 3 84815007

**Email:** [apiborneck@compuserve.com](mailto:apiborneck@compuserve.com)

**ASSOCIATION DES AMIDONNERIES DE CÉRÉALES DE L'UE (A.A.C.)**

Mr Damien Plan  
Assistant Secretary General  
43, Avenue des Arts  
B-1040 Bruxelles  
Belgique

**Phone:** +32.2.289.67.60

**Fax:** +32.2.513.55.92

**Email:** [aac.brussels@skynet.be](mailto:aac.brussels@skynet.be)

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DE L'INDUSTRIE DES BOUILLONS ET POTAGES DE LA CEE (AIIBP)**

Dr Hans-Joachim Mürau  
Secretary General  
Reuterstraße 151  
D-53113 Bonn  
Germany

**Phone:** +49 228 212017

**Fax:** +49 228 219460

Mr M. Feys  
Amylum Belgium  
Burchstraat 10  
B-9300 Aalst, Belgium

**Phone:** +32.53.73.33.15

**Fax:** +32.53.73.30.28

Mr Ernst G. Rapp  
Ernest-Claes-Laan 4  
B-3080 Tervuren  
Bruxelles

**Phone:** 322.7610948

**Fax:** 322.7610910

**ASSOCIATION OF EUROPEAN COELIAC SOCIETIES (AOECS)**

Mrs Hertha Deutsch  
Director  
Association of European Coeliac Societies  
Anton Baumgartner Str. 44/C5/2302  
A 1230 Vienna  
Austria

**Phone:** +43 1 6671887

**Fax:** +43 1 66718874

**ASSOCIATION OF THE EUROPEAN SELF-MEDICATION INDUSTRY (AESGP)**

Mr Johan Lindberg  
Legal Affairs Executive  
AESGP  
7, avenue de Tervuren  
B-1040 Brussels  
Belgium

**Phone:** +32 2 7355130

**Fax:** +32 2 7355222

**Email:** [j.lindberg@aesgp.be](mailto:j.lindberg@aesgp.be)

**ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES GOMMES NATURELLES (AIDGUM)**

Mr Gontran Dondain  
Président, AIDGUM  
129, chemin de croisset  
B.P. 415176723  
76 Rouen, France

**Phone:** +33 2 32831818

**Fax:** +32 2 32831919

Professor Glyn Phillips  
AIDGUM Scientific Adviser  
129 chemin de croisset  
B.P. 4151  
76723 Rouen  
France

**Phone:** +33 2 32831818

**Fax:** +32 2 32831919

**ASEAN VEGETABLE OILS CLUB (AVOC)**

Mr Derom Bangun  
 AVOC Chairman  
 c/o PORAM  
 801C/802A Block B  
 Kelana Business Center  
 97 Jalan SS 7/2, 47301  
 Kelana Jaya  
 Selangor, Malaysia

**COMITÉ EUROPÉEN DES FABRIQUANTS DE SUCRE (CEFS)**

Dr Nathalie Henin  
 182, avenue de Tervuren  
 1150 Bruxelles  
 Belgium

**Email:** [nathalie.henin@cefs.org](mailto:nathalie.henin@cefs.org)

**COMITÉ DES FABRICANTS D'ACIDE GLUTAMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (COFAG)**

Mr Guion Philippe  
 Executive Secretary  
 COFAG  
 c/o Eurolysine  
 153, rue de Courcelles  
 75817 Paris Cédex 17, France

**Phone:** +33 1 44401229

**Fax:** +33 1 44401215

**Email:** [philippe\\_guion@eli.ajinomoto.com](mailto:philippe_guion@eli.ajinomoto.com)

Mr Okiyama Atsusi  
 Scientific adviser  
 c/o Eurolysine  
 153, rue de Courcelles  
 75817 Paris Cédex 17  
 France

**Phone:** +33 1 44401229

**Fax:** +33 1 44401215

**COMITÉ DE LIAISON DES ORGANISATIONS DES INDUSTRIES CONDIMENTAIRES DE L'U.E. (AIFLV-CIMCEE-CIMSCEE)**

Mr Dan Dils  
 Président de la Commission Technique CLIC  
 c/o Bestfoods Belgium N.V.  
 St. Pietersvliet, 7 - Bus 4  
 B-2000 - Antwerpen  
 Belgium

Mr Michel Coenen  
 Secrétaire Général  
 CIMSCEE  
 Avenue de Roodebeek, 30  
 1030 Bruxelles  
 Belgium

**Phone:** +32 2 7438730

**Fax:** +32 2 7368175

**CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DES PAILLES FOURRAGES TOURBES ET DÉRIVÉS (CIPF)**

Mr Jacques L. Gauthier  
 Conseiller Technique  
 Confédération internationale du commerce et des industries des légumes secs  
 258 Bourse de commerce  
 2 rue de Viarmes  
 F75040 Paris Cedex 01  
 France

**Phone:** +33 1 42368435

**Fax:** +33 1 42 36 44 93

**CONFÉDÉRATION DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES DE L'UE (CIAA)**

Dr Dominique Taeymans  
 Director  
 Scientific & Regulatory Affairs  
 CIAA  
 Avenue des Arts 43  
 B-1040 Bruxelles  
 Belgium

**Phone:** +32 2 5141111

**Fax:** +32 2 5112905

**Email:** [d.taeymans@ciaa.be](mailto:d.taeymans@ciaa.be)

Ms Eva Hurt  
 Manager, Regulatory Affairs  
 CIAA  
 Avenue des Arts 43  
 B-1040 Bruxelles  
 Belgium

**Phone:** +32 2 5141111

**Fax:** +32 2 5112905

**Email:** [e.hurt@ciaa.be](mailto:e.hurt@ciaa.be)

**CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DU  
COMMERCE ET DES INDUSTRIES DES LÉGUMES  
SECS (CICILS/IPTIC)**

Mr Jacques L. Gauthier  
Conseiller Technique  
Confédération internationale du commerce et des  
industries des légumes secs  
258 Bourse de commerce  
2 rue de Viarmes  
F75040 Paris Cedex 01  
France

**Phone:** +33 1 42368435  
**Fax:** +33 1 42 36 44 93

**CONFÉDÉRATION MONDIALE DE L'INDUSTRIE  
DE LA SANTÉ ANIMALE (COMISA)**

Dr Christian Verschuere  
Secretary-General  
COMISA  
Rue Defacqz 1  
1000 Brussels  
Belgium

**Phone:** +32 2 5410111  
**Fax:** +32 2 5410119  
**Email:** [comisa@fedesa.be](mailto:comisa@fedesa.be)

Mr C.J. Gahwiler  
President of Comisa  
c/o Elanco Animal Health  
A Division of Eli Lilly and Company  
Four Parkwood  
500 E. 96<sup>th</sup> Street, Suite 125  
Indianapolis, IN 46240-3733  
U.S.A.

**Phone:** +1 317 2762544  
**Fax:** +1 317 27649434  
**Email:** [gahwiler\\_carl\\_j@lilly.com](mailto:gahwiler_carl_j@lilly.com)

Dr Raul Guerrero  
Elanco Animal Health  
A Division of Eli Lilly and Company  
2001 West Main Street  
Greenfield, Indiana 46140  
U.S.A.

**Phone:** +1 317 2774434  
**Fax:** +1 317 2774755  
**Email:** [GUERRERO\\_RAUL\\_J@lilly.com](mailto:GUERRERO_RAUL_J@lilly.com)

**CONFEDERATION OF INTERNATIONAL SOFT  
DRINKS ASSOCIATION (CISDA)**

Mr Jorrit van der Meer  
CISDA  
Boulevard Saint Michel 79  
B-1040 Brussels  
Belgium

**Phone:** +32 2 5291716  
**Fax:** +32 2 5291460

**CONSUMERS INTERNATIONAL**

Ms Diane McCrea  
Consultant to Consumers' Association, UK  
17 Vernon Road  
London N8 0QD  
United Kingdom

**Phone:** +44 181 889 4226  
**Fax:** +44 181 352 0564  
**Email:** [diane@mccreal.demon.co.uk](mailto:diane@mccreal.demon.co.uk)

Ms Lisa Lefferts  
Consultant  
Consumers Union  
5280 Rockfish Valley Highway  
Faber, VA 22938-4001  
U.S.A.

**Phone:** +1 804 361 2420  
**Fax:** +1 804 361 2421  
**Email:** [llefferts@earthlink.net](mailto:llefferts@earthlink.net)

Dr Edward Groth  
Director  
Technical Policy and Public Service  
Consumers Union  
101 Truman Avenue, Yonkers  
New York, 10703 - 1057  
U.S.A.

**Phone:** +1.914.378.2301  
**Fax:** +1.914.378.29.08  
**Email:** [groted@consumer.org](mailto:groted@consumer.org)

Miss Carmen Taboas  
Consumers International  
24 Highbury Crescent  
London N5 1RX

**Phone:** +44.171.226.6663  
**Fax:** +44.171.354.0607  
**Email:** [ctaboas@consint.org](mailto:ctaboas@consint.org)

**COUNCIL FOR RESPONSIBLE NUTRITION (CRN)**

Mr Eddie Kimbrell  
(Kimbrell & Associates)  
13209 Moss Ranch Lane  
Fairfax, Va 22033, U.S.A.

**Phone:** +1 703 6319187  
**Fax:** +1 703 6313866

Mr Richard Holwill  
(Anway Corporation)  
214 Massachusetts Ave., N.E.  
Washington D.C., 20002  
U.S.A.

**Phone:** +1 202 5470300  
**Fax:** +1 202 5475008  
**Email:** [rhollwill@anway.com](mailto:rhollwill@anway.com)

Dr Warren M. Strauss  
Director, Global Regulatory Affairs  
Monsanto Company  
600, 13<sup>th</sup> Street NW - Suite 660  
Washington, DC 20005  
U.S.A.

**Phone:** +1 202 3832845  
**Fax:** +1 202 7831924  
**Email:** [warren.m.strauss@monsanto.com](mailto:warren.m.strauss@monsanto.com)

#### EUROPEAN DAIRY ASSOCIATION (EDA)

Mr Christophe Wolff  
Legislative Officer  
EDA  
14, rue Montoyer  
B-1000 Bruxelles, Belgium

**Phone:** +32 2 5495040  
**Fax:** +32 2 5495049  
**Email:** [eda@euromilk.org](mailto:eda@euromilk.org)  
[cwolff@euromilk.org](mailto:cwolff@euromilk.org)

#### EUROPEAN FEDERATION OF ASSOCIATIONS OF HEALTH PRODUCT MANUFACTURERS (EHPM)

Mr Pedro Vicente Azua  
50, Rue de l'Association  
1000 Brussels, Belgium

Miss Dionne Heijnen  
50, Rue de l'Association  
1000 Brussels, Belgium

#### EUROPEAN FOOD LAW ASSOCIATION (EFLA)

Mr Dietrich Gorny  
President of EFLA  
c/o Anwaltsbüro Gorny  
Ziegelhüttenweg 43a  
D-60598 Frankfurt  
Germany

**Phone:** +42.69.63.15.34.91  
**Fax:** + 49.69.63.15.35.53  
**Email:** [GORNYlaw@t-online.de](mailto:GORNYlaw@t-online.de)

Dr Volker Viechtbauer  
c/o Red Bull GmbH  
Brunn 115  
A-5330 Fuschl am See  
Austria

**Phone:** +43.662.6582/67  
**Fax:** +43.662.6582/68  
**Email:** [volker.viechtbauer@red-bull.co.at](mailto:volker.viechtbauer@red-bull.co.at)

#### EUROPEAN NETWORK OF CHILDBIRTH ASSOCIATIONS (ENCA)

Ms Brigitte Benkert (IBCLC)  
Scientific Advisor – Member of ENCA-Germany  
Arbeitsgemeinschaft Freier Stillgruppen  
Sandstrasse 25  
97199 Ochsenfurt, Germany

**Phone:** +49 9 331 3394  
**Fax:** +49 331 20585  
**Email:** [AFS.BENKERT@t-online.de](mailto:AFS.BENKERT@t-online.de)

#### FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES FABRICANTS D'ALIMENTS COMPOSÉS (FEFAC)

Mr Alexander Döring  
Secrétaire Général, FEFAC  
Rue de la Loi 223, Boîte 3  
B-1040 Bruxelles  
Belgium

**Phone:** +322 2850050  
**Fax:** +322 2305722

Mr Piero Giannessi  
Direttore  
Ministero dell'Agricoltura e Foreste  
ASSALZOO  
Via Lovanio, 6  
Rome, Italy

#### GLOBAL CROP PROTECTION FEDERATION (GCPF)

Dr Richard J. Nielsson  
Executive Director  
American Cyanamid Company  
P.O. Box 400  
Princeton, NJ 08543 - 0400  
U.S.A.

**Phone:** +1.609.716.2354  
**Fax:** +1.607.275.5226  
**Email:** [nielssonr@pt.cyanamid.com](mailto:nielssonr@pt.cyanamid.com)

**GROUPE INTERNATIONAL ET UNION  
EUROPÉENNE DES SOURCES D'EAUX MINÉRALES  
NATURELLES ET DES EAUX DE SOURCE  
(GISEMES/UNESEM)**

Mme Françoise de Buttet  
Secrétaire Générale du GISEMES  
10 Rue de la Trémoille  
75008 Paris  
France

**Phone:** +33 1 47203110  
**Fax:** +33 1 47202762  
**Email:** [Francoise.Debuttet@wanadoo.fr](mailto:Francoise.Debuttet@wanadoo.fr)

Mrs Irene Zafra  
Secrétaire Générale de l'ANFABE  
c/Serrano 76, 5° D  
Madrid (28006)  
Spain

**INSTITUTE OF FOOD TECHNOLOGISTS (IFT)**

Dr Bruce Lister  
Codex Committee Chair  
IFT  
Chicago, Illinois  
USA

**Phone:** +516-223-9222  
**Fax:** +516-223-0224

Mr Bruce R. Stillings  
President  
FACS Inc.  
482 Blackstrap Road  
Falmouth, ME 04105  
**Phone/Fax:** +207-797-9458  
**Email:** [stilling@aol.com](mailto:stilling@aol.com)

**INTERNATIONAL ALLIANCE OF DIETARY/FOOD  
SUPPLEMENT ASSOCIATIONS (IADSA)**

Mr Simon Pettman  
IADSA Executive Director  
50 rue de l'Association  
B-1000 Brussels  
Belgium

Mr Karl Riedel  
IADSA Chair Codex Task Force  
Rue de l'Association 50  
B-1000 Brussels  
Belgium

**Phone:** 32.2.209.11.55  
**Fax:** 32.2.223.3064

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF CONSUMER  
FOOD ORGANIZATIONS (IACFO)**

Mr Bruce Silverglade  
President, IACFO  
1875 Connecticut Ave.  
Suite 300  
Washington DC, USA

**Phone:** 1.202.332-9110, ext. 337  
**Fax:** 1.202.265-4954  
**Email:** [bsilverglade@compuserve.com](mailto:bsilverglade@compuserve.com)

Mr Jun-ichi Kowaka  
Japan Offspring Fund  
2-5-2 2F Kojimachi Chiyoda  
Tokyo 102-0083  
Japan

**Phone:** 81 3 5276 0256  
**Fax:** 81 3 5276 0259  
**Email:** [RXM02651@nifty.ne.jp](mailto:RXM02651@nifty.ne.jp)

Ms Natsuko Kumasawa  
International Project Officer  
Ministry Japan Offspring Fund  
2-5-2 2F Koji-machi  
Chiyoda-ku  
Tokyo 102-0083, Japan

**Phone:** 81 3 5276 0256  
**Fax:** 81 3 5276 0259  
**Email:** [nkumasaw@mail7.dddd.ne.jp](mailto:nkumasaw@mail7.dddd.ne.jp)

Mr Yoko Taniguchi  
Researcher  
Japan Offspring Fund  
2F 2-5-2 Kojimachi  
Chiyoda-ku  
Tokyo 102-0083  
Japan

**Phone:** 81 3 5276 0256  
**Fax:** 81 3 5276 0259  
**Email:** [RXM02651@nifty.ne.jp](mailto:RXM02651@nifty.ne.jp)

**INTERNATIONAL BABY FOOD ACTION  
NETWORK (IBFAN)**

Ms Nancy-Jo Peck  
Scientific Adviser  
P.O. Box 157  
1211 Geneva 19  
Switzerland

**Phone:** +41 22 7989164  
**Fax:** +41 22 7984443  
**Email:** [philipec@iprolink.ch](mailto:philipec@iprolink.ch)

Dr Oscar Lanza V.  
P.O. Box 568  
La Paz  
Bolivia

**Phone:** +5 91 2 .22.29.87  
**Fax:** +5 91 2.22.29.87  
**Email:** [aisbolol@ceibo.entelnet.bo](mailto:aisbolol@ceibo.entelnet.bo)

#### INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE (ICA)

Mrs Toshiko Suzuki  
Quality Control  
Consumers Cooperative Tokyo  
4-1-3 Shakujii-machi Nerima-ku  
Tokyo  
Japan

**Phone:** +81 3 39041352  
**Fax:** +81 3 53935619  
**Email:** [tosiko-s@dd.catv.ne.jp](mailto:tosiko-s@dd.catv.ne.jp)

Mr Hiroshi Suzuki  
Technical Information Service  
Japanese Consumers' Co-operative Union  
Co-op Plaza 3-29-8, Shibuya  
Shibuya-ku, Tokyo, 150-8913  
Japan

**Phone:** +81.3.5778-8109  
**Fax:** +81.3.5778-8008  
**Email:** [hiroshi.suzuki@jccu.co-op.or.jp](mailto:hiroshi.suzuki@jccu.co-op.or.jp)

#### INTERNATIONAL COUNCIL OF GROCERY MANUFACTURERS ASSOCIATIONS (ICGMA)

Miss Lisa Katic  
Director, Scientific and Nutrition Policy  
Grocery Manufacturers of America  
1010 Wisconsin Ave., NW, Suite 900  
Washington, D.C. 20007  
USA

**Phone:** +202 3379400  
**Fax:** +202 3374508  
**Email:** [ldk@gmabrands.com](mailto:ldk@gmabrands.com)

Ms. Diani Santucci  
Vice President, Health, Safety & Quality Assurance  
Bestfoods  
700 Sylvan Avenue  
International Plaza  
Englewood Cliffs, NJ 07632-9976  
USA

**Phone:** +201 8944667  
**Fax:** +201 8942192  
**Email:** [diani.santucci@na.bestfoods.com](mailto:diani.santucci@na.bestfoods.com)

Mr Kenneth Hiller  
Associate Director  
Food & Beverage Professional &  
Regulatory Services  
The Procter & Gamble Company  
Winton Hill Technical Center  
6071 Center Hill Avenue  
Cincinnati, OH 45224-0000  
USA

**Phone:** +513 6342495  
**Fax:** +513 6341813  
**Email:** [hiller.lk@pg.com](mailto:hiller.lk@pg.com)

Dr Anthony Hepton  
Vice President  
Quality Assurance  
Dole Food Company  
5795 Lindero Canyon Road  
Westlake Village  
California 91362

**Phone:** +1.818.874.4685  
**Fax:** +1.818.874.4804  
**Email:** [anthony\\_hepton@na.dole.com](mailto:anthony_hepton@na.dole.com)

#### INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION (IDF)

Mr Claus Heggum  
President of IDF's Commission D  
Danish Dairy Board  
Frederiks Allé 22  
DK-8000 Aarhus C  
Denmark

**Phone:** +45 8731 2000  
**Fax:** +45 87312001  
**Email:** [ch@mejeri.dk](mailto:ch@mejeri.dk)

Mr Edward Hopkin  
Secretary General  
IDF  
41 Square Vergote  
B-1030 Brussels  
Belgique

**Phone:** +32 2 7339888  
**Fax:** +32 2 7330413  
**Email:** [EHopkin@fil.idf.org](mailto:EHopkin@fil.idf.org)

Mr Jörg Seifert  
Technical Assistant to the Secretary General  
International Dairy Federation  
41 Square Vergote  
B-1030 Brussels  
Belgique

**Phone:** +32 2 7339888  
**Fax:** +32 2 7330413  
**Email:** [JSeifert@fil.idf.org](mailto:JSeifert@fil.idf.org)

**INTERNATIONAL DIABETIC FEDERATION (IDF)**

Mr John Byrne  
Nutrition Advisor  
No. 1 Allée du Hérisson  
B-1070 Brussels  
Belgium

**Phone:** 32.02.523 6184  
**Fax:** 32.02.523 4477

Mrs Francine De Greef  
Information Officer  
No. 1 Allée du Hérisson  
B-1070 Brussels  
Belgium

**INTERNATIONAL FEDERATION OF FRUIT JUICE PRODUCERS (IFU)**

Mr Paul Zwiker  
Président, IFU  
P.O. Box 45  
CH-9220 Bischofszell  
Switzerland

**Phone:** 41.71.420.0644  
**Fax:** 41.71.420.0643  
**Email:** [zwiker@bluewin.ch](mailto:zwiker@bluewin.ch)

**INTERNATIONAL FEDERATION OF GLUCOSE INDUSTRIES (IFG)**

Mr Damien Plan  
Assistant Secretary General  
Avenue des Arts 43  
B-1040 Bruxelles  
Belgique

**Phone:** +32.2.289.67.60  
**Fax:** +32.2.513.55.92  
**Email:** [aac.brussels@skynet.be](mailto:aac.brussels@skynet.be)

**INTERNATIONAL FEDERATION OF MARGARINE ASSOCIATIONS (IFMA)**

Mrs Inneke Herreman  
Secretary General  
IFMA - IMACE  
168 Avenue de Tervuren  
PO Box 12  
1150 Brussels  
Belgique

**Phone:** +32 2 7723353  
**Fax:** +32 2 7714753  
**Email:** [ifma.imace@pophost.eunet.be](mailto:ifma.imace@pophost.eunet.be)

Mr Alain Léon  
Technical Advisor IFMA - IMACE  
Unilever N.V.  
P.O. Box 114  
NL - 3130AC Vlaardingen

**Phone:** +31 10 460 58 92  
**Fax:** +31 10 460 58 67  
**Email:** [alain.Leon@unilever.com](mailto:alain.Leon@unilever.com)

**INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS (IFOAM)**

Mr Otto Schmid  
Research Institute of Organic Agriculture  
Ackerstrasse, Postfach  
CH 5070 Frick, Switzerland

**Phone:** +41.62.865.72.72  
**Fax:** +41.62.865.72.73  
**Email:** [otto.schmid@fibl.ch](mailto:otto.schmid@fibl.ch)

Mrs Cristina Grandi  
IFOAM presso AIAB  
Viale Libia, 22  
00199, Rome, Italy

**INTERNATIONAL GLUTAMATE TECHNICAL COMMITTEE (IGTC)**

Dr Hiroyuki Ishii  
Scientific Representative  
Ajinomoto European Headquarters  
153 rue de Courcelles  
75817 Paris, Cedex 17  
France

**Phone:** +33 1 47669863  
**Fax:** +33 1 47669856

Dr. Ryuji Yamaguchi  
Scientific Representative  
Ajinomoto European Headquarters  
153 rue de Courcelles  
75817 Paris, Cedex 17  
France

**Phone:** +33 1 47669863  
**Fax:** +33 1 47669856

**INTERNATIONAL INSTITUTE FOR APPLIED SYSTEMS ANALYSIS (IIASA)**

Mr David Victor  
Project co-Leader  
Implementation and Effectiveness of International  
Environmental Commitments  
IIASA  
A-2361 Laxenburg  
Austria

**Phone:** +43 2236 807278  
**Fax:** +43 2236 71313  
**Email:** [dgvictor@iiasa.ac.at](mailto:dgvictor@iiasa.ac.at)

**INTERNATIONAL LIFE SCIENCES INSTITUTE (ILSI)**

Dr Sue Ferenc  
ILSI Risk Science Institute  
1126 Sixteenth Street, NW  
Washington DC 20036  
U.S.A.

**Phone:** +202.659.3306

**Fax:** +202.659.3617

**Email:** [sferenc@ils.org](mailto:sferenc@ils.org)

Dr Maxime Buyckx  
The Coca-Cola Company  
One Coca-Cola Plaza, NAT-330  
Atlanta, GA 30313  
U.S.A.

**Phone:** +404.676.7047

**Fax:** +404.5152878

**Email:** [mbuyckx@na.ko.com](mailto:mbuyckx@na.ko.com)

**INTERNATIONAL ORGANIZATION OF THE FLAVOUR INDUSTRY (IOFI)**

Dr F. Grundschober  
Scientific Director  
IOFI  
8 rue Charles-Humbert  
CH-1205 Geneva

**Phone:** +41.22.321.35.48

**Fax:** +41.22.781.18.60

**INTERNATIONAL PEANUT FORUM (IPF)**

Mrs Julie G. Adams  
International Trade Issues Advisor  
American Peanut Council  
Grosvenor Gardens House  
35-37 Grosvenor Gardens  
London SW1W OBS  
United Kingdom

**Phone:** +44 171 8280838

**Fax:** +44 171 8280839

**Email:** [juliegadams@compuserve.com](mailto:juliegadams@compuserve.com)

**INTERNATIONAL OFFICE OF COCOA, CHOCOLATE AND SUGAR CONFECTIONERY (IOCCC)**

Mrs Patricia Rabot  
Scientific, Technical & Legislative Adviser  
IOCCC  
Rue Defacqz, 1  
B-1000 Brussels  
Belgium

**Phone:** 322.539.18.00

**Fax:** 322.539.15.75

**Email:** [ioccc@caobisco.be](mailto:ioccc@caobisco.be)

**INTERNATIONAL SOFT DRINKS COUNCIL (ISDC)**

Mr Alain Beaumont  
Secretary General  
ISDC  
Blvd. St. Michel, 79  
1040 Brussels, Belgium

**INTERNATIONAL SPECIAL DIETARY FOODS INDUSTRIES (ISDI)**

Dr Andrée Bronner  
Secretary-General  
ISDI  
194, rue de Rivoli  
F- 75001 Paris  
France

**Phone:** +33153458787

**Fax:** +33153458780

**Email:** [andree.bronner@wanadoo.fr](mailto:andree.bronner@wanadoo.fr)

Dr Peter Borasio  
ISDI  
194, rue de Rivoli  
F- 75001 Paris  
France

**Phone:** +33153458787

**Fax:** +33153458780

Dr Marc de Skowronski  
President, IFM  
ISDI  
194, rue de Rivoli  
F- 75001 Paris  
France

**Phone:** +33153458787

**Fax:** +33153458780

Ms Marie Odile Gailing  
ISDI  
194, rue de Rivoli  
F- 75001 Paris  
France

**Phone:** +33153458787

**Fax:** +33153458780

**INTERNATIONAL TOXICOLOGY INFORMATION CENTER (ITIC)**

Mrs Cecelia P. Gaston  
Adviser  
Novigen Sciences, Inc.  
1730 Rhode Island Avenue N.W., Suite 1100  
Washington, D.C.20036  
U.S.A.

**Phone:** +1.202.293.5374

**Fax:** +1.202.293.5377

**Email:** [CeciliaG@novigen.com](mailto:CeciliaG@novigen.com)

Ms Gloria Brooks-Ray  
Principal Adviser, Codex Alimentarius  
Novigen Sciences, Inc.  
ITIC  
P.O. Box No. 97  
Mountain Lakes, NJ 07046  
USA

**Phone:** +1.973.334.4652  
**Fax:** + 1.973.334.4652  
**Email:** [gbr@novigensci.com](mailto:gbr@novigensci.com)

**INTERNATIONAL UNION OF FOOD SCIENCE  
AND TECHNOLOGY (IUFST)**

Ing Eduardo R. Mendez  
Vice President  
P.O. Box 60483  
Mexico

**Email:** [ERMendez@datasys.com.mx](mailto:ERMendez@datasys.com.mx)

**MARINALG INTERNATIONAL**

Mr J.C.I. Attale  
Président  
MARINALG International  
85, Bd Haussmann  
75008 Paris  
France

**Phone:** +33 1 42654158  
**Fax:** +33 1 42650205

**PESTICIDES ACTION NETWORK (PAN)**

Mr Antonio Onorati  
Centro Internazionale Crocevia  
Via Ferraironi 88/G  
00172 Rome  
Italy

**Phone:** +39.06.241.3976  
**Fax:** +39.06.242.4177  
**Email:** [crocevia@cambio.it](mailto:crocevia@cambio.it)

Mr Filippo Dibari  
The Rome International Coalition for Food Security  
Centro Internazionale Crocevia  
Via Ferraironi 88/G  
00172 Rome  
Italy

**Phone:** +39.06.241.3976  
**Fax:** +39.06.242.4177  
**Email:** [crocevia@cambio.it](mailto:crocevia@cambio.it)

**RURAL ADVANCEMENT FOUNDATION  
INTERNATIONAL (RAFI)**

Mr Michael Sligh  
Director/SA  
P.O. Box 4672  
Chapel Hill, NC 27514  
U.S.A.

**Phone:** +1.919.929.7099  
**Fax:** +1.919.927.7795  
**Email:** [msligh@rafinsa.org](mailto:msligh@rafinsa.org)

**WORLD PROCESSING TOMATO COUNCIL  
(WPTC)**

Mr Bernard Bièche  
Secretary General  
27, Av. de l'Arrousaire, B.P. 235  
84010 Avignon Cedex  
France

**Phone:** +33 4 90 86.16.95  
**Fax:** +33 4 90 27 06 58  
**Email:** [tomato@interlog.fr](mailto:tomato@interlog.fr)

**WORLD VETERINARY ASSOCIATION (WVA)**

Dr A.T. Rantsios  
81, Hlois Rd.  
El (Gr) 151 25  
Marousi, Hellas, Greece

**Phone:** +30 1 805-2767  
**Fax:** +30 1 612-7215  
**Email:** [wva@ddd.dk](mailto:wva@ddd.dk)

**SECRETARIAT**

**SECRETARY, CODEX ALIMENTARIUS  
COMMISSION**

Mr G.D. Orriss  
Chief  
Food Quality and Standards Service  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United  
Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.52042  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [gregory.orriss@fao.org](mailto:gregory.orriss@fao.org)

**SESSION SECRETARIES**

Dr Alan W. Randell  
Senior Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.54390  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [alan.randell@fao.org](mailto:alan.randell@fao.org)

Dr Gerald Moy  
Acting Coordinator  
Food Safety Programme  
Department of Protection of the Human Environment  
World Health Organization  
20, Avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27  
Switzerland

**Phone:** +41 22 7913698  
**Fax:** +41 22 7914807  
**Email:** [moyg@who.ch](mailto:moyg@who.ch)

**LEGAL COUNSEL**

Mr Gerald Moore  
Legal Counsel  
Legal Office  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 57051  
**Email:** [gerald.moore@fao.org](mailto:gerald.moore@fao.org)

Mr Gian Luca Burci  
Senior Legal Officer  
Office of the Legal Counsel  
World Health Organization  
20 Avenue Appia  
CH 1211 Geneva 27  
Switzerland

**Phone:** +41 22 791 4754  
**Fax:** +41 22 791 4158  
**Email:** [burcig@who.ch](mailto:burcig@who.ch)

**JOINT FAO/WHO FOOD STANDARDS PROGRAMME PERSONNEL**

Ms Gracia Brisco López  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.52700  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [gracia.brisco@fao.org](mailto:gracia.brisco@fao.org)

Mr David H. Byron  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.54419  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [david.byron@fao.org](mailto:david.byron@fao.org)

Ms Selma H. Doyran  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standard Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.55826  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [selma.doyran@fao.org](mailto:selma.doyran@fao.org)

Dr Jeronimas Maskeliunas  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.53967  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [jeronimas.maskeliunas@fao.org](mailto:jeronimas.maskeliunas@fao.org)

Dr Mungi Sohn  
Associate Professional Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.55524  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [mungi.sohn@fao.org](mailto:mungi.sohn@fao.org)

Mr Makoto Tabata  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.54796  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [makoto.tabata@fao.org](mailto:makoto.tabata@fao.org)

Dr Yukiko Yamada  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.55443  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [yukiko.yamada@fao.org](mailto:yukiko.yamada@fao.org)

#### FAO PERSONNEL

Mr Hartwig de Haen  
Assistant Director-General  
Economic and Social Department  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.53566  
**Fax:** +39 06 570.54110  
**Email:** [Hartwig.deHaen@fao.org](mailto:Hartwig.deHaen@fao.org)

Mr. John R. Lupien  
Director  
Food and Nutrition Division  
FAO  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.53330  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [John.Lupien@fao.org](mailto:John.Lupien@fao.org)

Dr Ezzedine Boutrif  
Senior Officer, Food Quality and Consumer Protection  
Food Quality and Standards Service  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.56156  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [ezzedine.boutrif@fao.org](mailto:ezzedine.boutrif@fao.org)

Dra Maria Lourdes Costarrica Gonzalez  
Senior Officer, Food Quality Liaison  
Food Quality and Standards Service  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.56060  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [lourdes.costarrica@fao.org](mailto:lourdes.costarrica@fao.org)

Mr. John Weatherwax  
FAO Consultant  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.53523  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [john.weatherwax@fao.org](mailto:john.weatherwax@fao.org)

Dr Richard Ellis  
FAO Consultant  
Acting as FAO Joint Secretary for JECFA  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.53523  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** [richard.ellis@fao.org](mailto:richard.ellis@fao.org)

Mr Michael A. Canon  
 Food Standards Officer (SEUM)  
 FAO Sub-Regional Office for Central and Eastern  
 Europe (SEUR)  
 Benczur utca 34  
 1068 Budapest, Hungary  
**Phone:** +36 1 461-2021  
**Fax:** +36 1 751-7029  
**Email:** [michael.canon@fao.org](mailto:michael.canon@fao.org)

Dr Cheikh N'Diaye  
 Senior Food and Nutrition Officer (RAFE)  
 FAO Regional Office for Africa  
 P.O. Box 1628  
 Accra, Ghana  
**Phone:** 00233 21 244051/4  
**Email:** [cheikh.ndiaye@fao.org](mailto:cheikh.ndiaye@fao.org)

#### WHO PERSONNEL

Mrs P.Khetrapal Singh  
 Executive Director  
 Sustainable Development and Healthy  
 Environments  
 WHO  
 20 Avenue Appia  
 CH-1211 Geneva 27  
 Switzerland  
**Phone:** +41 22 791 2411  
**Fax:** +41 22 791 4725  
**Email:** [singhp@who.ch](mailto:singhp@who.ch)

Dr G. Clugston  
 Director  
 Department of Nutrition for Health and  
 Development  
 World Health Organization  
 20 Avenue Appia  
 CH-1211 Geneva 27  
 Switzerland  
**Phone:** +41 22 791 3326  
**Fax:** +41 22 791 4156  
**Email:** [clugstong@who.ch](mailto:clugstong@who.ch)

Dr Yasuyuki Sahara  
 Food Safety Programme  
 World Health Organization  
 20 Avenue Appia  
 CH-1211 Geneva 27  
 Switzerland  
**Phone:** +41 22 791 4324  
**Fax:** +41 22 791 0746  
**Email:** [saharay@who.ch](mailto:saharay@who.ch)

Dr John L. Herrman  
 WHO Joint Secretary JECFA/JMPR  
 International Programme on Chemical Safety  
 World Health Organization  
 20 Avenue Appia  
 CH-1211 Geneva 27  
 Switzerland  
**Phone:** +41.22.791-3569  
**Fax:** +41.22.791-4848  
**Email:** [herrmanj@who.int](mailto:herrmanj@who.int)

Dr Marco F.G. Jermini  
 Food Safety Regional Adviser  
 WHO Regional Office for Europe  
 European Centre for Environment and Health  
 (ECEH) Rome Division  
 Via Francesco Crispi, 10  
 I-00187 Rome, Italy  
**Phone:** +39 06 487 7525  
**Fax:** +39 06 487 7599  
**Email:** [maj@who.it](mailto:maj@who.it)

Dr Sultana Khanum  
 Regional Adviser, Nutrition  
 World Health Organization  
 Regional Office for South-East Asia  
 World Health House  
 Indraprastha Estate  
 Mahatma Gandhi Road  
 New Delhi 110002 - India  
**Phones:** 91.11.331 7804-23  
**Fax:** 91.11.331 8607  
**Email:** [khanums@whosea.org](mailto:khanums@whosea.org)

Dr Jaime Estupinan  
 Director  
 Pan American Institute for Food Protection and  
 Zoonoses (INPPAZ)  
 Pan American Health Organization/World Health  
 Organization  
 Talcahuano 1660  
 (1640) Martinez  
 Buenos Aires, Argentina  
**Phone:** +54 11 4836 1000  
**Fax:** +54 11 4836-0927  
**Email:** [estupinaj@inppaz.org.ar](mailto:estupinaj@inppaz.org.ar)  
**Homepage:** [www.inppaz.org.ar](http://www.inppaz.org.ar)

**ALINORM 99/37  
ANNEXE II****PLAN A MOYEN TERME JUSQU'EN 2002****APPROCHE ET QUESTIONS GENERALES**

1. D'une manière générale, le Plan à moyen terme pour cette période tient compte de manière réaliste de la situation financière des organisations mères et du désir de toutes les organisations du système des Nations Unies de simplifier et de rationaliser les structures existantes. L'accent mis depuis quelques années par la Commission sur une approche horizontale des questions constitue une base satisfaisante pour ce travail de rationalisation. On apportera des améliorations générales aux procédures de décision et d'acceptation des normes et textes apparentés.
2. Les besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire jusqu'au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle ont été au centre des débats du Sommet mondial de l'alimentation, tenu à Rome en novembre 1996. La Conférence internationale sur la nutrition de 1992 a souligné l'importance d'une meilleure qualité et d'une plus grande salubrité des aliments comme moyen d'améliorer la nutrition. Il convient d'assurer l'utilisation efficace des ressources agricoles et de rationaliser la production agricole et les pratiques de transformation et de commercialisation des denrées alimentaires, en ayant recours à toutes les technologies éprouvées disponibles. A moyen terme, par conséquent, la priorité doit être accordée à des normes, directives et autres recommandations s'appuyant sur des données scientifiques visant à renforcer la protection de la santé des consommateurs et à supprimer les obstacles injustifiés au commerce des denrées alimentaires produites et commercialisées par ces moyens. Toutefois, les acheteurs qui souhaitent avoir accès à des aliments produits ou transformés par d'autres méthodes devraient disposer des informations appropriées et recevoir l'assurance que ces méthodes de substitution ont bien été utilisées. Il faudrait peut-être envisager des procédures d'étiquetage et de certification de ces produits différents, parallèlement à l'élaboration de directives concernant les nouvelles technologies de production et de transformation utilisées pour les principaux produits alimentaires commercialisés, lorsque celles-ci seront jugées nécessaires.
3. Parmi d'autres questions générales incluses dans le Programme de travail, l'intégration des principes régissant l'analyse des risques dans le processus de prise de décisions du Codex devrait être achevée avant la fin de cette période grâce à l'introduction des changements nécessaires dans les Procédures d'élaboration des normes Codex et textes apparentés, dans les Principes généraux du Codex Alimentarius et dans les critères concernant la détermination de l'ordre de priorité des activités. Des directives spécifiques concernant l'application des principes régissant l'analyse des risques devraient être communiquées aux comités du Codex d'une part, et aux gouvernements membres, d'autre part, les premières étant incluses dans le Manuel de procédure et les secondes dans le Codex Alimentarius lui-même. Les défis auxquels sont confrontés les pays en développement pour appliquer les principes régissant l'analyse des risques devront être pris en considération. Des directives seront élaborées pour l'identification, la gestion, l'application et l'interprétation des facteurs légitimes autres que les données scientifiques applicables à la protection de la santé des consommateurs et pour la promotion de pratiques équitables en matière de commerce des denrées alimentaires. Les principes régissant la communication des risques seront intégrés dans le cadre général de l'analyse des risques et probablement dans les dispositions relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires.
4. La priorité continuera d'être accordée au travail scientifique horizontal de la Commission dans les domaines des additifs alimentaires, des contaminants, des résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires, de l'hygiène alimentaire, de l'étiquetage des denrées alimentaires et de la nutrition. On envisagera également d'élaborer des normes dans ces domaines pour les aliments dérivés des biotechnologies ou les caractéristiques introduites dans les aliments par les biotechnologies, lorsque cela est justifié du point de vue scientifique. Les différends commerciaux entre gouvernements à propos de l'inspection et de la certification des denrées alimentaires et de la détermination de l'équivalence et des méthodes d'analyse et d'échantillonnage appropriées demeureront des domaines prioritaires.

5. Pendant la période 1998-2002, il est proposé que la Commission continue à réduire ses activités relatives aux normes de produits, en faveur de normes horizontales ou générales. La modernisation des normes de produits existantes, commencée en 1993, et le transfert de textes figurant dans les normes de produits aux normes générales applicables devraient être achevés pendant cette période. La période à moyen terme devrait également voir se préciser les relations entre la Commission et les comités de l'Organisation mondiale du commerce sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS) et sur les obstacles techniques au commerce (Comité OTC), notamment en ce qui concerne la notification de l'utilisation ou de l'acceptation des normes.

6. La période devrait également connaître une augmentation sensible de l'utilisation de la transmission électronique des documents et du stockage électronique du matériel d'archives. La coopération avec les institutions et associations du secteur privé, qui fait désormais partie intégrante de la programmation à l'échelle du système des Nations Unies, peut aussi fournir à la Commission du Codex Alimentarius l'occasion de faciliter la diffusion de l'information émanant du Codex et de financer une partie des coûts du stockage de la documentation existante.

7. Des aspects tels que l'amélioration de la transparence, l'opportunité de renforcer la participation des organisations non gouvernementales en tant qu'observateurs au processus de décision du Codex et la nécessité de tenir compte des vues de ces organisations au stade de la définition des domaines de travail ont été inclus dans le Plan à moyen terme.

**PLAN A MOYEN TERME JUSQU'EN 2002**

Domaine de programme	Objectifs à moyen terme
Principes généraux et Règlement intérieur	Intégration des principes régissant l'analyse des risques dans les procédures du Codex. Amélioration des directives relatives à la participation des organisations non gouvernementales internationales. Procédures améliorées pour la prise de décisions et examen de l'acceptation des normes. Examen de conditions particulières ou plus souples qui pourraient s'appliquer aux pays en développement en matière d'acceptation et d'application des normes.
Application de principes généraux à la gestion des risques	Directives relatives à l'application et à l'interprétation en matière de gestion des risques de facteurs légitimes autres que des données scientifiques applicables à la protection de la santé des consommateurs et directives pour la promotion de pratiques équitables en matière de commerce des denrées alimentaires. Achèvement de la Norme générale relative à l'utilisation des additifs alimentaires; Norme générale pour les contaminants dans les aliments. Tenue à jour des LMR pour les pesticides et les résidus de médicaments vétérinaires et extension aux produits présentant un intérêt particulier pour les pays en développement. Application des principes régissant l'analyse des risques au contrôle des dangers microbiologiques spécifiques d'origine alimentaire.
Systèmes de production et de transformation des aliments	Etablissement de principes pour l'utilisation de technologies sûres pour la production, la transformation et la manipulation des aliments, y compris pour des secteurs alimentaires spécifiques. Examen de normes, directives ou autres recommandations, selon qu'il conviendra, pour les aliments dérivés des biotechnologies ou les caractéristiques introduites dans les aliments par des biotechnologies, sur la base de l'analyse scientifique des risques et compte tenu, le cas échéant, d'autres facteurs légitimes pertinents pour la protection de la santé des consommateurs et la promotion de pratiques loyales dans le commerce des produits alimentaires. Poursuite de l'élaboration de directives concernant les systèmes de gestion de la qualité et de l'innocuité des aliments. Examen de l'application des normes et textes apparentés par les petites et moyennes entreprises, en particulier dans les pays en développement.
Equivalence, reconnaissance mutuelle et assurance de qualité des systèmes de contrôle des denrées alimentaires	Directives relatives à l'équivalence et à la reconnaissance mutuelle des procédures de vérification et des systèmes d'inspection et de certification. Recommandations relatives à l'amélioration des systèmes de contrôle grâce à des systèmes d'assurance de qualité officiels et volontaires.

---

<b>Domaine de programme</b>	<b>Objectifs à moyen terme</b>
Nutrition et information des consommateurs	Examen de la justification des exigences pertinentes en matière de nutrition et d'étiquetage des denrées alimentaires à la lumière de preuves scientifiques, de l'analyse des risques et de facteurs légitimes, autres que scientifiques, pertinents pour la protection de la santé des consommateurs et la promotion de pratiques équitables en matière de commerce des denrées alimentaires et d'information des consommateurs. Directives concernant les allégations et les procédures de certification pour les procédés de production de substitution. Intégration des exigences en matière d'étiquetage et de nutrition.
Normes de produits	Mise au point définitive de la révision/simplification des normes de produits du Codex. Elaboration de normes spécifiques de produits lorsque cela se justifie.
Renforcement de la transparence	Formulation de recommandations générales tendant à améliorer la transparence du processus de prise de décisions du Codex. Mise au point de directives relatives aux procédures d'octroi du statut d'observateur à des organisations non gouvernementales internationales auprès du Codex Alimentarius. Procédures concernant la mise à la disposition des parties intéressées des résultats des décisions du Codex. Poursuite des efforts faits pour tenir compte des vues des organisations non gouvernementales internationales au stade de la définition des domaines d'activités.
Publication	Transfert du Codex Alimentarius sur le World Wide Web.
Administration	Transfert des archives du Codex sur support électronique (financement externe).

---

ALINORM 99/37  
ANNEXE III

## AMENDEMENTS AU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION

**ARTICLE II – BUREAU**

Modifier comme suit<sup>93</sup>:

- 4.a) La Commission peut désigner, parmi les ~~délégués des membres de la Commission~~ **membres de la Commission** un coordonnateur pour l'une quelconque des zones géographiques énumérées à l'Article III.1 (ci-après désignées "régions") ou tous groupes de pays expressément énumérés par la Commission (ci-après désignés "groupes de pays") chaque fois qu'elle décide, sur proposition de la majorité des membres de la Commission qui constituent la région ou le groupe, que les travaux relatifs au Codex Alimentarius dans les pays considérés l'exigent.
- 4.b) Les coordonnateurs sont nommés uniquement sur proposition de la majorité des membres de la Commission qui constituent la région ou le groupe de pays considérés. Les coordonnateurs restent en fonction de la fin de la session de la Commission à laquelle ils ont été ~~élus~~ **nommés** jusqu'à la fin, au plus tard, de la troisième session ordinaire consécutive, la durée exacte de leur mandat étant déterminée dans chaque cas par la Commission. S'ils ont occupé leurs fonctions pendant deux périodes successives, les coordonnateurs ne peuvent être réélus pour un troisième mandat consécutif.
- 4.d) Supprimer

Ajouter un nouvel alinéa 4.d) comme suit:

- 4.d) Pour pouvoir assumer leurs fonctions, les coordonnateurs participent aux sessions du Comité exécutif en tant qu'observateurs.
- 4.e) Supprimer

**Article IX.7 (amendement découlant du précédent)**

... et, dans le cas des organes créés en vertu de l'Article IX.1 b) ii), après avoir consulté le coordonnateur pour la région ou le groupe de pays considérés, si une telle personne a été nommée ~~ou le Président du Comité de coordination~~.

**Article IX.10 (autre amendement découlant du premier)**

Les membres chargés de désigner le Président d'un organe subsidiaire créé en vertu de l'Article IX.1 b) i) **et ii)** sont choisis à chaque session par la Commission ...

**ARTICLE III.1 - COMITE EXECUTIF:**

1. Le Comité exécutif se compose du Président et des vice-présidents de la Commission, ainsi que de ~~six~~ **sept** autres membres élus par la Commission lors de ses sessions ordinaires parmi les Membres de la Commission, chacun d'eux venant de l'une des zones géographiques suivantes: Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord, Asie, Europe, Pacifique Sud-Ouest et **Proche-Orient** étant bien entendu que le Comité exécutif ne doit pas compter parmi ses membres plus d'un délégué de chaque pays. Les Membres élus sur une base géographique restent en fonction de la fin de la session de la Commission à laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de la deuxième session ordinaire suivante et sont rééligibles mais, s'ils ont occupé leurs fonctions pendant deux périodes successives, ils ne peuvent être réélus pour un troisième mandat consécutif.

<sup>93</sup> Les suppressions sont indiquées par un ~~trait~~ et les ajouts par des **caractères gras**.

**ARTICLE X - ELABORATION ET ADOPTION DES NORMES**

1. Sous réserve des dispositions du présent Règlement intérieur, la Commission peut établir la procédure à suivre pour l'élaboration des normes mondiales et des normes pour des régions ou groupes de pays donnés et, si nécessaire, amender cette procédure.
2. **La Commission met tout en oeuvre pour parvenir à un accord sur l'adoption ou l'amendement des normes par consensus. Les décisions relatives à l'adoption ou à l'amendement des normes ne peuvent faire l'objet d'un vote que si ces efforts déployés pour dégager un consensus ont échoué.**

**ALINORM 99/37**  
**ANNEXE IV**

**AMENDEMENTS AU MANUEL DE PROCEDURE**

**CRITERES REGISSANT L'ETABLISSEMENT DES PRIORITES DE TRAVAIL**

Lorsqu'un Comité du Codex propose d'élaborer une norme, un code d'usages ou un texte apparenté relevant de son mandat, il doit examiner en premier lieu les priorités fixées par la Commission dans le plan de travail à moyen terme, tout projet stratégique spécifique pertinent en cours de réalisation par la Commission et la possibilité d'achever le travail dans un délai raisonnable. Le Comité doit aussi évaluer la proposition par rapport aux critères stipulés ci-après.

Si la proposition ne relève pas du mandat du Comité, elle doit être présentée par écrit à la Commission, accompagnée, au besoin, de propositions d'amendements au mandat du Comité.

**CRITÈRES**

**CRITÈRES APPLICABLES AUX QUESTIONS GÉNÉRALES**

- i) Protection du consommateur contre les risques pour la santé et les pratiques frauduleuses.
- ii) Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en résulter.
- iii) Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité.
- iv) Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales.

**CRITÈRES APPLICABLES AUX PRODUITS**

- i) Protection du consommateur contre les risques pour la santé et les pratiques frauduleuses.
- ii) Volume de production et de consommation dans chaque pays, ainsi que volume et structure des échanges entre pays.
- iii) Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en découler.
- iv) Potentiel commercial aux plans international ou régional.
- v) Aptitude du produit à la normalisation.
- vi) Existence de normes générales en vigueur ou en projet couvrant les principales questions relatives à la protection des consommateurs et au commerce.
- vii) Nombre de produits pour lesquels il serait nécessaire d'établir des normes distinctes, en indiquant s'il s'agit de produits bruts, semi-transformés ou transformés.
- viii) Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales.

---

**CRITERES REGISSANT LA CREATION D'ORGANES SUBSIDIAIRES  
DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

Lorsqu'il est proposé d'élaborer une norme, un code d'usages ou un texte apparenté dans un domaine ne relevant pas du mandat d'un organe subsidiaire existant<sup>94</sup> ou de réviser des normes, codes d'usages ou autres textes élaborés par un organe subsidiaire ajourné *sine die*, une telle proposition doit être accompagnée d'une déclaration écrite à l'intention de la Commission, justifiant cette proposition à la lumière des objectifs à moyen terme de la Commission et fournissant, dans la mesure possible, les renseignements énumérés dans les Critères régissant l'établissement des priorités de travail.

Si la Commission décide de créer un organe subsidiaire aux fins de l'élaboration d'un projet de norme approprié ou d'un texte apparenté ou de révision de norme(s) existante(s) ou de texte(s) apparenté(s), elle doit envisager en premier lieu la création d'un groupe spécial intergouvernemental en vertu de l'Article IX.1 a) de son Règlement intérieur, selon les modalités ci-après:

---

<sup>94</sup> La Commission peut souhaiter envisager l'élargissement du mandat d'un organe approprié existant pour mettre en oeuvre la proposition.

**MANDAT:**

- Le mandat du Groupe spécial intergouvernemental proposé sera limité à la tâche pour laquelle il a été créé et, en principe, ne devra pas être ultérieurement modifié;
- Le mandat devra définir avec précision le ou les objectif(s) à atteindre avec la création du Groupe spécial intergouvernemental;
- Le mandat devra indiquer clairement soit i) le nombre de sessions à convoquer, soit ii) la date (année) à laquelle les travaux devront s'achever, le délai ne devant en aucun cas dépasser cinq ans.

**RAPPORTS:**

Le Groupe spécial intergouvernemental devra faire rapport à la Commission du Codex Alimentarius et au Comité exécutif sur l'état d'avancement de ses travaux. Les rapports du Groupe spécial intergouvernemental seront transmis à tous les membres de la Commission et aux organisations internationales intéressées.

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT:**

Aucune ouverture de crédits ne sera prévue pour les dépenses de fonctionnement du Groupe spécial intergouvernemental dans le budget du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, sauf si les coûts afférents aux travaux préparatoires sont considérés comme des dépenses de fonctionnement de la Commission, conformément à l'Article 10 de ses Statuts.

**DISPOSITIONS CONCERNANT LE GOUVERNEMENT HÔTE:**

Au moment de la mise en place du Groupe spécial intergouvernemental, la Commission devra s'assurer que des dispositions appropriées sont prises avec le gouvernement du pays hôte pour garantir le fonctionnement du Groupe pendant la durée de son mandat<sup>95</sup>.

**PROCÉDURES DE TRAVAIL:**

Les Groupes spéciaux intergouvernementaux seront ouverts à tous les membres de la Commission et le Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius et la Procédure unique d'élaboration des normes Codex et textes apparentés s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux Groupes spéciaux intergouvernementaux.

**DISSOLUTION:**

Le Groupe spécial intergouvernemental sera dissous quand il aura achevé ses travaux ou qu'il aura tenu le nombre de sessions prévues, ou encore à l'expiration du délai fixé.

---

**AMENDEMENT AUX DISPOSITIONS RELATIVES A L'HYGIENE ALIMENTAIRE DE LA SECTION INTITULEE "RELATIONS ENTRE LES COMITES S'OCCUPANT DE PRODUITS ET LES COMITES S'OCCUPANT DE QUESTIONS GENERALES"**

Remplacer les dispositions actuelles concernant l'hygiène alimentaire par le texte suivant:

***HYGIÈNE ALIMENTAIRE***

Les Comités s'occupant de produits devront utiliser le texte suivant dans les normes de produits :

- Il est recommandé de préparer et manipuler les produits couverts par les dispositions de cette norme conformément aux sections appropriées du Code d'usages international recommandé – Principes généraux d'hygiène alimentaire (CAC/RCP 1-1969, Rev.3-1997) et d'autres documents du Codex pertinents tels que les codes d'usages en matière d'hygiène et les codes d'usages.
- Les produits devraient être conformes à tout critère microbiologique établi en conformité avec les Principes régissant l'établissement et l'application de critères microbiologiques pour les aliments (CAC/GL 21-1997).

---

<sup>95</sup> De tels arrangements peuvent être pris avec un ou plusieurs membres de la Commission.

## AMENDEMENT AU MANDAT DU COMITE DU CODEX SUR LE LAIT ET LES PRODUITS LAITIERS

Remplacer le mandat actuel de ce Comité par le texte suivant:

Elaborer des normes mondiales, codes et textes apparentés pour le lait et les produits laitiers.

---

### DEFINITIONS DES TERMES RELATIFS A LA SALUBRITE DES ALIMENTS UTILISES EN ANALYSE DES RISQUES

#### *COMMUNICATION SUR LES RISQUES*

Echange interactif, tout au long du processus d'analyse des risques, d'informations et d'opinions sur les risques, les facteurs liés aux risques et les perceptions des risques, entre les responsables de leur évaluation et de leur gestion, les consommateurs, l'industrie, les milieux universitaires et les autres parties intéressées, et notamment l'explication des résultats de l'évaluation des risques et des fondements des décisions prises en matière de gestion des risques.

#### *GESTION DES RISQUES*

Processus, distinct de l'évaluation des risques, consistant à mettre en balance les différentes politiques possibles en consultation avec toutes les parties intéressées, en tenant compte de l'évaluation des risques et d'autres facteurs ayant une importance pour la protection de la santé des consommateurs et la promotion de pratiques commerciales loyales et, au besoin, à choisir les mesures de prévention et de contrôle appropriées.

---

### PRINCIPES CONCERNANT LA PARTICIPATION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

#### 1. BUT

La collaboration avec les Organisations internationales non-gouvernementales est destinée à permettre à la Commission du Codex Alimentarius d'obtenir desdites organisations des renseignements et des avis autorisés ainsi que l'assistance de spécialistes et de permettre aux organisations qui représentent des secteurs importants de l'opinion publique et qui font autorité en matière professionnelle et technique dans les domaines de leur compétence d'exprimer les points de vue de leurs membres et de jouer un rôle approprié en assurant l'harmonisation des intérêts intersectoriels entre les divers organismes sectoriels concernés dans un pays, une région ou à l'échelon mondial.

Les dispositions qui seront prises avec lesdites organisations viseront à permettre à la Commission du Codex Alimentarius de réaliser ses objectifs, en obtenant des Organisations internationales non-gouvernementales le maximum de coopération pour l'exécution de son programme.

#### 2. TYPE DES RELATIONS

Une seule catégorie de relations sera reconnue, à savoir le "statut d'observateur"; tous les autres contacts, y compris les relations de travail, seront considérés comme informels.

#### 3. ORGANISATIONS POUVANT ÊTRE ADMISES AU "STATUT D'OBSERVATEUR"

Les organisations suivantes pourront être admises au "statut d'observateur" :

- Organisations internationales non-gouvernementales dotées d'un statut consultatif, d'un statut consultatif spécial ou d'un statut de liaison auprès de la FAO;
- Organisations internationales non-gouvernementales ayant établi des relations officielles avec l'OMS; et
- Organisations internationales non-gouvernementales qui :
  - a) ont une structure et un champ d'activité de caractère international, sont représentatives du domaine spécialisé où elles exercent leurs activités ;
  - b) s'occupent de questions qui coïncident en partie ou en totalité avec le domaine d'activité de la Commission :

- c) ont des buts et des objectifs conformes aux Statuts de la Commission du Codex Alimentarius ;  
et
- d) ont un organe directeur permanent, des représentants dûment habilités, et une procédure et un mécanisme leur permettant de communiquer avec leurs membres dans les différents pays. Leurs membres doivent avoir le droit de vote en ce qui concerne les politiques à suivre ou actions à mener ou doivent disposer d'autres mécanismes appropriés pour exprimer leur opinion.

#### **4. PROCÉDURES POUR OBTENIR LE "STATUT D'OBSERVATEUR"**

##### **4.1 ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES DOTEES D'UN STATUT AUPRES DE LA FAO ET DE L'OMS OU AYANT DES RELATIONS OFFICIELLES AVEC CELLES-CI**

Le "statut d'observateur" sera accordé aux organisations internationales non-gouvernementales dotées du statut consultatif, du statut consultatif spécial ou du statut de liaison auprès de la FAO ou les Organisations internationales non-gouvernementales ayant des relations officielles avec l'OMS qui informeront le Secrétariat de la Commission du Codex Alimentarius de leur désir de participer régulièrement aux travaux de la Commission ou de l'un ou de l'ensemble des organes subsidiaires de la Commission<sup>96</sup>. Elles peuvent également demander à être invitées à participer à des sessions spécifiques de la Commission ou de ses organes subsidiaires de manière ponctuelle.

##### **4.2 ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES NON DOTEES D'UN STATUT AUPRES DE LA FAO ET DE L'OMS OU N'AYANT PAS DE RELATIONS OFFICIELLES AVEC CELLES-CI**

Avant l'établissement, sous quelque forme que ce soit, de relations avec une organisation non-gouvernementale, celle-ci doit fournir au Secrétaire de la Commission les informations énoncées à l'Appendice aux présentes procédures. Le Secrétaire doit transmettre ces informations au Directeur général de la FAO et au Directeur général de l'OMS.

Sur confirmation que les Directeurs généraux sont assurés que l'Organisation requérante est à même d'apporter une contribution importante à la réalisation des objectifs de la Commission du Codex Alimentarius, le statut d'observateur lui sera accordé.

Le statut d'observateur à des réunions spécifiques ne sera normalement pas octroyé à titre individuel à des organisations qui sont membres d'une organisation plus importante habilitée et visant à les représenter à ces réunions.

#### **5. PRIVILÈGES ET OBLIGATIONS**

Les organisations internationales non-gouvernementales admises au statut d'observateur auront les privilèges et obligations suivantes:

##### **5.1 PRIVILÈGES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES ADMISES AU 'STATUT D'OBSERVATEUR'**

Les organisations admises au statut d'observateur :

- a) peuvent se faire représenter aux sessions de la Commission par un observateur (sans droit de vote) qui pourra être accompagné de conseillers; avoir communication, par le Secrétaire de la Commission, avant l'ouverture de la session, de tous les documents de travail et notes d'information; communiquer leurs vues à la Commission par écrit et *in extenso*; et participer aux discussions sur invitation du président<sup>97</sup> ;
- b) peuvent se faire représenter aux sessions d'organes subsidiaires spécifiés par un observateur (sans droit de vote) qui pourra être accompagné de conseillers; avoir communication, par les Secrétaires des organes subsidiaires spécifiés, avant l'ouverture de la session, de tous les documents de travail et notes d'information; communiquer leurs vues à ces organes par écrit et *in extenso*; et participer aux discussions sur invitation du Président ;

<sup>96</sup> Le terme «organes subsidiaires» désigne tout organe créé en application de l'Article IX du Règlement intérieur de la Commission.

<sup>97</sup> Le fait, pour une organisation internationale non-gouvernementale, d'être invitée à une réunion du Codex et d'y être représentée par un observateur n'implique pas l'octroi d'un statut différent de celui dont elle bénéficie déjà.

- c) peuvent être invitées par les Directeurs généraux à participer à des réunions ou à des séminaires organisés dans le cadre du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires portant sur des sujets qui relèvent du domaine dont elles s'occupent ; lorsqu'elles n'y participent pas, elles peuvent exposer, par écrit, leurs vues à ces réunions ou séminaires ;
- d) reçoivent les documents et les renseignements concernant les réunions relatives à des questions sur lesquelles elles se sont mises d'accord avec le Secrétariat ;
- e) peuvent, sous la responsabilité de leur organe directeur, soumettre à la Commission des exposés écrits, rédigés dans l'une des langues de la Commission; le Secrétaire peut communiquer ces exposés à la Commission ou au Comité exécutif, selon le cas.

## **5.2 OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES ADMISES AU "STATUT D'OBSERVATEUR"**

Les organisations admises au statut d'observateur s'engagent :

- a) à coopérer pleinement avec la Commission du Codex Alimentarius à la réalisation des objectifs du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires ;
- b) à déterminer avec le Secrétariat les moyens de coordonner les travaux dans le domaine du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, afin d'éviter les doubles emplois ;
- c) à contribuer, dans toute la mesure du possible et à la demande des Directeurs généraux, à faire mieux connaître et mieux comprendre la Commission du Codex Alimentarius et le Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires en organisant à cet effet des discussions appropriées ou en utilisant toute autre forme de publicité ;
- d) à adresser au Secrétaire de la Commission, sous réserve de réciprocité, leurs rapports et publications concernant des questions couvrant en totalité ou en partie le champ d'activité de la Commission ;
- e) à tenir le Secrétaire de la Commission au courant des modifications apportées à leur structure et à leur composition, ainsi que les changements importants apportés à leur secrétariat.

## **6. RÉVISION DU "STATUT D'OBSERVATEUR"**

Les Directeurs généraux peuvent mettre fin aux arrangements octroyant le statut d'observateur qu'ils n'estiment plus nécessaires ou appropriés par suite de modifications apportées au programme ou pour d'autres raisons, et ils doivent en informer la Commission. Toutefois, l'organisation internationale non-gouvernementale concernée peut faire appel de la décision de mettre fin au statut d'observateur.

Une organisation internationale non-gouvernementale admise au statut d'observateur, qui n'a manifesté aucun intérêt et ne se sera pas fait représenter à aucune réunion pendant quatre ans, peut être considérée comme ne présentant pas un intérêt suffisant pour justifier le maintien de ces relations.

Le Secrétaire fournit à la Commission du Codex Alimentarius des renseignements sur les relations entre celle-ci et les organisations internationales non-gouvernementales, qui ont été établies conformément aux présentes procédures ainsi qu'une liste des organisations admises au statut d'observateur, en indiquant les membres qu'elles représentent.

La Commission révisé, périodiquement, les présents principes et procédures et examinera, le cas échéant, tous amendements qui lui paraîtront souhaitables.

---

### **ANNEXE: RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES DEMANDANT LE «STATUT D'OBSERVATEUR»**

1. Nom officiel de l'organisation en langues différentes (avec initiales)
2. Adresse postale complète, téléphone, adresse télex, télécopie et courrier électronique, selon le cas
3. Objectifs et domaines (mandat) de l'organisation, et modes de fonctionnement (Inclure statuts, acte constitutif, règlements, règlement intérieur, etc.)

4. Organisations membres (nom et adresse de chaque organisation affiliée, méthode d'affiliation, indiquer le nombre de membres si possible, et les noms des principaux responsables. S'il y a des membres à titre individuel dans l'organisation, indiquer s.v.p. leur nombre approximatif dans chaque pays)
5. Structure (assemblée ou conférence; conseil ou autre forme d'organe directeur; type de secrétariat général; commissions sur des sujets particuliers, le cas échéant, etc.)
6. Indication de la source de financement (par exemple contributions, financement direct, contributions extérieures ou subventions)
7. Réunions (indiquer la fréquence et le nombre de participants en moyenne; envoyer le rapport de la dernière réunion, y compris les résolutions adoptées) concernant les questions qui couvrent en totalité ou en partie le champ d'activité de la Commission
8. Relations avec d'autres organisations internationales
  - ONU et organes (indiquer le statut consultatif ou autres relations, le cas échéant)
  - Institutions spécialisées de l'ONU (indiquer le statut consultatif ou autres relations, le cas échéant)
  - Autres organisations internationales
9. Contribution prévue au Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires
10. Activités antérieures pour le compte de la Commission du Codex Alimentarius et du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, ou en rapport avec ceux-ci (indiquer toute relation des affiliés nationaux avec les Comités de coordination régionaux et/ou les Points de contact du Codex ou les comités nationaux du Codex)
11. Domaine d'activité dans lequel la participation au titre d'observateur est demandée (Commission et/ou organes subsidiaires). Si plus d'une organisation ayant des intérêts similaires sollicitent le statut d'observateur dans un domaine d'activité, ces organisations sont encouragées à se fédérer ou à s'associer aux fins de la participation. Si la formation d'une telle organisation n'est pas réalisable, la demande doit en indiquer les raisons.
12. Langue (anglais, français ou espagnol) dans laquelle la documentation doit être envoyée aux organisations internationales non-gouvernementales
13. Nom, fonction et adresse de la personne fournissant les renseignements
14. Signature et date

---

### **FONCTIONS ESSENTIELLES DES POINTS DE CONTACT DU CODEX**

Le fonctionnement des points de contact du Codex varie en fonction de la législation nationale, des structures et usages gouvernementaux de chacun des pays.

Fonctions des points de contact du Codex :

- 1 Servir de lien entre le Secrétariat du Codex et les pays membres ;
- 2 Coordonner toutes les activités relevant du Codex au sein de leur pays ;
- 3 Recevoir tous les textes définitifs du Codex (normes, codes d'usages, lignes directrices et autres textes à caractère consultatif) et les documents de travail des sessions du Codex et s'assurer qu'ils sont distribués aux personnes intéressées dans leur pays ;
- 4 Envoyer des observations sur les documents ou propositions du Codex à la Commission du Codex Alimentarius ou à ses organes subsidiaires et/ou au Secrétariat du Codex ;
- 5 Travailler en étroite collaboration avec le comité national du Codex lorsqu'un tel comité existe. Le point de contact du Codex sert de lien avec l'industrie agro-alimentaire, les consommateurs, les négociants et toutes les autres parties concernées afin que le gouvernement dispose d'un éventail approprié de conseils politiques et techniques sur lesquels fonder ses décisions concernant les problèmes soulevés dans le cadre des travaux du Codex ;

- 6 Servir d'intermédiaire pour l'échange d'informations et la coordination des activités avec d'autres membres du Codex ;
- 7 Recevoir les invitations aux sessions du Codex et transmettre aux présidents concernés et au Secrétariat du Codex les noms des participants de leur pays ;
- 8 Conserver une collection des textes définitifs du Codex ;
- 9 Assurer la promotion des activités du Codex dans leur pays.

**ALINORM 99/37**  
**ANNEXE V**

**DECLARATION DE L'OMS SUR LA FOURCHETTE D'AGE RECOMMANDEE  
POUR L'INTRODUCTION DES ALIMENTS COMPLEMENTAIRES**

***Recommandation actuelle de l'OMS concernant l'alimentation des enfants en bas âge***

La recommandation actuelle de l'OMS concernant l'alimentation des enfants en bas âge peut être résumée comme suit:

*L'Organisation mondiale de la santé recommande que les enfants en bas âge soient nourris exclusivement au sein de la naissance à 4 à 6 mois; c'est-à-dire qu'ils ne devraient recevoir aucun autre liquide ou solide que le lait de leur mère, pas même de l'eau, pendant cette période. Etant donné la variation mondiale de la vitesse de croissance, la fourchette d'âge est un élément essentiel de cette recommandation concernant l'alimentation.*

*Après cette période initiale de 4 à 6 mois d'alimentation exclusive au sein, les enfants devraient continuer à être nourris au sein jusqu'à 2 ans ou plus, tout en recevant des aliments complémentaires appropriés et sûrs du point de vue nutritionnel. Commencer une alimentation complémentaire trop tôt ou trop tard est dans les deux cas peu souhaitable. Idéalement, la décision de commencer une alimentation complémentaire doit être prise par la mère, en consultation avec l'agent de santé, sur la base de la croissance et des besoins de développement spécifiques de son enfant.*

*La recommandation actuelle de l'OMS sur l'alimentation des nourrissons reposait initialement sur l'examen et le débat techniques lancés en 1979 dans le cadre d'une réunion conjointe OMS/UNICEF sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. La déclaration et les recommandations de cette réunion ont ensuite été approuvées dans leur intégralité par l'Assemblée mondiale de la santé. Des preuves scientifiques supplémentaires importantes, y compris les plus récentes émanaient du Comité d'experts de l'OMS sur l'emploi et l'interprétation de l'anthropométrie, qui remontent à 1995, soulignent la fiabilité de cet examen antérieur.*

***Evolution de cette recommandation de l'OMS***

Selon certains observateurs, la résolution WHA47.5, que l'Assemblée mondiale de la santé a adoptée en mai 1994, témoignerait d'une évolution de la recommandation de l'OMS sur l'alimentation des enfants en bas âge. En fait, le paragraphe 2 1) d) de cette résolution réaffirme simplement cette partie de la recommandation traitant de l'alimentation complémentaire:

2. *DEMANDE instamment aux Etats Membres de prendre les mesures ci-après:*

1) *de promouvoir une nutrition rationnelle des nourrissons et enfants en bas âge grâce à une action intersectorielle efficace et cohérente, notamment:*

d) *en encourageant des pratiques appropriées d'alimentation complémentaire à partir de l'âge **d'environ six mois**, en mettant l'accent sur la poursuite de l'allaitement maternel et l'alimentation fréquente avec des quantités sûres et adéquates d'aliments locaux (nous soulignons);*

La portée de l'expression "environ six mois" est renforcée lorsqu'on l'envisage dans le contexte d'une résolution antérieure (WHA45.34, 1992) où la totalité de la recommandation est résumée ci-après:

*Réaffirmant que pendant les **quatre à six premiers mois** de vie aucun aliment ou liquide autre que le lait maternel, pas même l'eau, n'est nécessaire pour satisfaire les besoins nutritionnels normaux du nourrisson, et qu'à partir de l'âge **d'environ six mois** les nourrissons devraient commencer à recevoir en plus du lait maternel, des aliments variés disponibles sur place et préparés selon des méthodes sûres, riches en énergie, pour répondre à leurs nouveaux besoins nutritionnels (nous soulignons);*

***Conclusion***

L'OMS suit en permanence les preuves scientifiques relatives à la **durée** optimale de *l'alimentation exclusive au sein*, et donc à l'introduction en **temps** opportun de *l'alimentation complémentaire*. Sur la base des meilleures preuves disponibles, on considère actuellement que celle-ci doit être introduite entre 4 et 6 mois pour la plupart des nourrissons. Etant donné la variation mondiale de la vitesse de croissance, la fourchette d'âge est un élément essentiel de cette recommandation de l'OMS sur l'alimentation. Le libellé "environ 6 mois" pour le début de l'alimentation complémentaire, qui tient compte de cette fourchette, est identique dans les deux résolutions de 1992 et 1994 de l'Assemblée mondiale de la santé.

ALINORM 99/37  
ANNEXE VI**MANDAT DES COMITES DU CODEX ET GROUPES SPECIAUX INTERGOUVERNEMENTAUX*****MANDAT DU COMITE FAO/OMS DE COORDINATION POUR LE PROCHE-ORIENT******Composition:***

Peuvent faire partie du Comité tous les Etats Membres et Membres associés de la FAO et/ou de l'OMS qui sont Membres de la Commission du Codex Alimentarius et sont situés dans les régions géographiques du Proche-Orient tel que défini par la FAO ou de la Méditerranée orientale telle que définie par l'OMS.

***Mandat:***

- a) définir les problèmes et les besoins de la région en ce qui concerne les normes alimentaires et le contrôle des aliments;
- b) encourager au sein du Comité les contacts en vue de l'échange réciproque de renseignements sur les initiatives proposées en matière de réglementation et les problèmes liés au contrôle des aliments et favoriser le renforcement des infrastructures de contrôle alimentaire;
- c) recommander à la Commission d'élaborer des normes mondiales pour des produits intéressant la région, y compris les produits qui, de l'avis du Comité, auront à l'avenir des débouchés internationaux potentiels;
- d) élaborer des normes régionales pour des produits alimentaires entrant exclusivement ou presque dans le commerce intrarégional;
- e) appeler l'attention de la Commission sur les aspects de ces travaux qui présentent une importance particulière pour la région;
- f) favoriser la coordination de toutes les activités de normalisation alimentaire entreprises par des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales dans la région;
- g) exercer les fonctions générales de coordination pour la région et s'acquitter de toute autre tâche que peut lui confier la Commission;
- h) favoriser l'acceptation par les pays des normes Codex et limites maximales pour les résidus.

---

***MANDAT DU GROUPE SPECIAL INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ALIMENTATION ANIMALE******Objectifs***

En vue d'assurer l'innocuité et la qualité des aliments d'origine animale, le Groupe spécial intergouvernemental devrait mettre au point des directives ou des normes, selon qu'il conviendra, sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation animale.

***Calendrier***

Le Groupe spécial complétera ses activités dans un délai de quatre ans. Le Groupe spécial devra d'abord soumettre un rapport préliminaire à la Commission en 2001, puis un rapport complet en 2003.

***Mandat***

- a) compléter et poursuivre les travaux déjà effectués par les comités du Codex pertinents sur le projet de Code d'usages pour une bonne alimentation animale;
- b) traiter d'autres aspects importants du point de vue de l'innocuité des denrées alimentaires, tels que les problèmes liés aux substances toxiques, aux pathogènes, à la résistance microbienne, aux nouvelles technologies, au stockage, aux mesures de contrôle, à la traçabilité, etc.
- c) tenir pleinement compte des travaux effectués par les comités du Codex pertinents et par d'autres organes internationaux pertinents, dont la FAO, l'OMS, l'OIE et l'IPPC, et collaborer à ces travaux, le cas échéant.

---

**MANDAT DU GROUPE SPECIAL INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES JUS DE FRUITS ET LEGUMES**

Le Groupe spécial:

- a) Révise et regroupe les normes et directives Codex en vigueur concernant les jus de fruits et de légumes et les produits dérivés, en accordant la préférence aux normes générales;
  - b) révisé et met à jour les méthodes d'analyse et d'échantillonnage pour ces produits;
  - c) complètera ses travaux avant la vingt sixième session de la Commission (2005).
- 

**MANDAT DU GROUPE SPECIAL INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES ALIMENTS DERIVES DES BIOTECHNOLOGIES****Objectifs**

Elaborer des normes, directives ou autres recommandations, selon qu'il conviendra, pour les aliments dérivés des biotechnologies ou des traits introduits dans les aliments par des biotechnologies, sur la base de preuves scientifiques et de l'analyse des risques et compte tenu, le cas échéant, d'autres facteurs légitimes concernant la santé des consommateurs et la promotion de pratiques commerciales loyales.

**Calendrier**

Le Groupe spécial achèvera ses activités dans un délai de quatre ans. Le Groupe spécial devrait d'abord soumettre un rapport préliminaire à la Commission en 2001, puis un rapport à mi-parcours, le cas échéant, au Comité exécutif en 2002 et un rapport complet en 2003.

**Mandat**

- a) Elaborer des normes, directives ou autres principes, selon qu'il conviendra, pour les aliments dérivés des biotechnologies;
- b) Coopérer et collaborer étroitement, selon que de besoin, avec les comités du Codex appropriés dans le cadre de leur mandat en ce qui concerne les aliments dérivés des biotechnologies; et
- c) Tenir pleinement compte des activités en cours menées par des autorités nationales, la FAO, l'OMS, d'autres organisations internationales et d'autres instances internationales pertinentes.

**ALINORM 99/37**  
**ANNEXE VII**

**LISTE DES NORMES ET TEXTES APPARENTES ADOPTES**  
**PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS A SA 23e SESSION**

***PARTIE I – NORMES ET TEXTES APPARENTES ADOPTES EN TANT QUE TEXTES DEFINITIFS***

<b>NORMES ET TEXTES APPARENTES</b>	<b>REFERENCE</b>	<b>ETAT D'AVANCEMENT</b>
Projet de norme générale pour l'utilisation de termes de laiterie	ALINORM 99/11, Annexe II	Adopté avec amendements
Projet de norme générale révisée pour le beurre	ALINORM 99/11, Annexe IV	Adopté avec amendements
Projet de norme révisée pour les produits à base de matières grasses laitières	ALINORM 99/11, Annexe V	Adopté
Projet de norme révisée pour les laits concentrés	ALINORM 99/11, Annexe VI	Adopté avec amendements
Projet de norme révisée pour les laits concentrés sucrés	ALINORM 99/11, Annexe VII	Adopté avec amendements
Projet de norme révisée pour les laits et crèmes en poudre	ALINORM 99/11, Annexe VIII	Adopté avec amendements
Projet de norme révisée pour le fromage	ALINORM 99/11, Annexe IX	Adopté avec amendements
Projet de norme révisée pour le fromage de lactosérum	ALINORM 99/11, Annexe X	Adopté avec amendements
Projet de norme de groupe pour les fromages en saumure	ALINORM 99/11, Annexe XI	Adopté avec amendements
Sel de qualité alimentaire: Projets d'amendements des dispositions relatives aux additifs alimentaires	ALINORM 99/12, Annexe VII	Adopté avec amendements
Projet de norme d'identité et de pureté des additifs alimentaires	ALINORM 99/12, Annexe VIII et ALINORM 99/12A, par. 65, 68 et Annexe VII	Adopté
Système international de numérotation pour les additifs alimentaires (SIN): Attribution de nouveaux numéros pour : Farine de Konjac, Stévioloside, Argon, Hélium et Oxygène	ALINORM 99/12, Annexe IX et ALINORM 99/12A, par. 74 et Annexe VIII	Adopté
Projet de limite maximale pour les aflatoxines dans les arachides destinées à une transformation ultérieure	ALINORM 99/12, Annexe X	Adopté (Le plan d'échantillonnage a été adopté à titre provisoire)
Norme générale pour les additifs alimentaires: projet de tableau 1 (Additifs dont l'utilisation est autorisée dans des conditions spécifiques pour certaines catégories d'aliments ou certains aliments)	ALINORM 99/12A, par. 34, 46, 56, Annexe II et Corrigendum	Adopté avec amendements
Avant-projet d'amendement à la Norme générale pour les additifs alimentaires Préambule – Note de bas de page	ALINORM 99/12A, par. 33, 56, Annexe V	Adopté

NORMES ET TEXTES APPARENTES	REFERENCE	ETAT D'AVANCEMENT
Norme générale pour les additifs alimentaires: projet de tableau 3 révisé et Appendice <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Tableau 3: Additifs dont l'utilisation est autorisée dans les aliments en général, sauf indication contraire, conformément aux BPF</li> <li>◆ Appendice au tableau 3: Catégories d'aliments ou aliments particuliers exclus des conditions générales du tableau 3</li> </ul>	ALINORM 99/12A, par. 52, 56 et Annexe III	Adopté avec amendements
Projet de Code d'usages en matière d'hygiène pour les aliments réfrigérés conditionnés, de durée de conservation prolongée	ALINORM 99/13, Annexe III	Adopté
Projet de principes et de directives pour l'évaluation des risques microbiologiques	ALINORM 99/13A, Annexe II	Adopté
Projet d'amendement au Code d'usages international recommandé : Principes généraux d'hygiène alimentaires	ALINORM 99/13A, Annexe III	Adopté avec amendements rédactionnels
Projet de directives régionales - Asie - pour les services centraux de liaison avec le Codex et les comités nationaux du Codex	ALINORM 99/15, Annexe II	Adopté avec amendements
Projet de norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique	ALINORM 99/17, par. 62 et Annexe II	Adopté
Projet de norme pour les graisses animales portant un nom spécifique	ALINORM 99/17, par. 79 et Annexe III	Adopté
Projet de norme révisée pour les graisses et les huiles comestibles non visées par des normes individuelles	ALINORM 99/17, par. 91 et Annexe IV	Adopté
Projet de Code d'usages révisé pour l'entreposage et le transport des graisses et huiles en vrac	ALINORM 99/17, par. 123 et Annexe V	Adopté
Projet de directives concernant l'évaluation organoleptique du poisson et des crustacés en laboratoire	ALINORM 99/18, Annexe II	Adopté
Projet de directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique (excepté sections concernant la production animale)	ALINORM 99/22, Annexe II et ALINORM 99/22A, par. 33 et Annexe II	Adopté
Projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées: Aliments pouvant provoquer une hypersensibilité	ALINORM 99/22, Annexe III	Adopté avec amendements
Projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées: Ingrédients composites	ALINORM 99/22A, par. 39 et Annexe III	Adopté
Projets de limites maximales de résidus (LMR) pour les pesticides Projet de limites maximales de résidus (LMR) <u>révisées</u> pour les pesticides <ul style="list-style-type: none"> <li>● Acéphate</li> <li>● Bifenthrine</li> <li>● Carbaryl</li> <li>● Carbofuran</li> </ul>	ALINORM 99/24, Annexe II; ALINORM 99/24A, Annexe II; ALINORM 99/24, Annexe IV; et ALINORM 99/24A, Annexe IV	Adopté

NORMES ET TEXTES APPARENTES	REFERENCE	ETAT D'AVANCEMENT
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chlorothalonil</li> <li>• Chlorpyrifos</li> <li>• Diazinon</li> <li>• Dicofol</li> <li>• Diquat</li> <li>• Dithiocarbamates</li> <li>• Fénarimol</li> <li>• Fenbuconazol</li> <li>• Fluméthrine</li> <li>• Glyphosate</li> <li>• Méthamidophos</li> <li>• Méthidathion</li> <li>• Myclobutanil</li> <li>• Parathion</li> <li>• Parathion-méthyl</li> <li>• Phorate</li> <li>• Propoxur</li> <li>• Tébuconazol</li> <li>• Tébufénozide</li> <li>• Téflubenzuron</li> <li>• Thiabendazol</li> </ul>		
Projet de révision des méthodes recommandées pour l'échantillonnage aux fins du dosage des résidus de pesticides en vue du contrôle de conformité avec les LMR	ALINORM 99/24A, Annexe III	Adopté
Projet de norme révisé pour les sucres	ALINORM 99/25, Annexe 1	Adopté avec amendements
Projet révisé de directives régionales africaines pour la conception de mesures de contrôle des aliments vendus sur la voie publique en Afrique	ALINORM 99/28, Annexe II	Adopté
Projet de directives pour l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations alimentaires	ALINORM 99/30A, par. 30 et Annexe II	Adopté
Projet de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments <ul style="list-style-type: none"> <li>• Azapérone</li> <li>• Benzylpénicilline/procaïne benzylpénicilline</li> <li>• Cefotiofur</li> <li>• Diclazuril</li> <li>• Dihydrostreptomycine/streptomycine</li> <li>• Fébantel/Fenbendazole/oxfendazole</li> <li>• Fluazuron</li> <li>• Moxidectine</li> <li>• Néomycine</li> <li>• Nicarbazin</li> <li>• Spectinomycine</li> <li>• Tilmicosine</li> </ul>	ALINORM 99/31, Annexes II et III	Adopté
Projet de norme pour les limes	ALINORM 99/35, Annexe II	Adopté (sauf sections 2.1.2 et 3)
Projet de norme pour les pamplemousses ( <i>Citrus grandis</i> )	ALINORM 99/35, Annexe III	Adopté (sauf section 3)

<b>NORMES ET TEXTES APPARENTES</b>	<b>REFERENCE</b>	<b>ETAT D'AVANCEMENT</b>
Projet de norme pour les goyaves	ALINORM 99/35, Annexe IV	Adopté
Projet de norme pour les chayottes	ALINORM 99/35, Annexe V	Adopté
Avant-projet de norme pour les limes mexicaines	ALINORM 99/35, Annexe VI	Adopté
Avant-projet de norme pour le gingembre	ALINORM 99/35, Annexe VII	Adopté
Projet de norme Codex pour les ananas	ALINORM 99/35A, par. 46 et Annexe II	Adopté
Projet de norme pour les pomelos ( <i>Citrus paradisi</i> )	ALINORM 99/35A, par. 62 et Annexe III	Adopté (sauf section 3)
Projet de norme Codex pour les longanes	ALINORM 99/35A, par. 70 et Annexe IV	Adopté

**PARTIE 2. PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTES ADOPTES A L'ETAPE 5**

<b>NORMES ET TEXTES APPARENTES</b>	<b>REFERENCE</b>	<b>ÉTAT D'AVANCEMENT</b>
Avant-projet de limite maximale pour la patuline	ALINORM 99/12A, par. 120	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de directive révisée pour l'élaboration de limites maximales d'emploi des additifs alimentaires pour lesquels des doses journalières admissibles numériques ont été fixées	ALINORM 99/12A, par. 55 et Annexe IV	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de code d'usages en matières d'hygiène pour le transport des denrées alimentaires en vrac et des denrées alimentaires semi-emballées	ALINORM 99/13A, par. 52 et Annexe IV	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de norme révisée pour les beurres de cacao	ALINORM 99/14, Annexe II	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de norme pour la pâte de cacao (liqueur de cacao/chocolat) et le tourteau de cacao, à utiliser dans la fabrication de cacao et de produits chocolatés	ALINORM 99/14, Annexe III	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de norme révisée pour les poudres de cacao et les mélanges secs cacao-sucre	ALINORM 99/14, Annexe IV	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Norme générale pour l'étiquetage des denrées préemballées: Avant-projet d'amendement concernant l'étiquetage des denrées obtenues grâce aux biotechnologies	ALINORM 99/22, Annexe VII	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Projet d'amendement à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées: Noms de catégories	ALINORM 99/22A, par. 52 et Annexe V	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projets de limites maximales pour les résidus de pesticides (LMR) Avant-projet de limites maximales révisées (LMR) pour les résidus de pesticides Avant-projet de limites maximales révisées (LMRE) pour les résidus de pesticides d'origine étrangère	ALINORM 99/24, Annexe V; et ALINORM 99/24A, Annexe V	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projets de limites maximales pour les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments	ALINORM 99/31, Annexe V	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de normes pour les tiquisques ( <i>blancs et mauves</i> )	ALINORM 99/35A, par. 117 et Annexe V	Adopté à l'étape 5 de la procédure et avancé à l'étape 6
Avant-projet de norme Codex pour les pitahayas jaunes	ALINORM 99/35A, par. 155 et Annexe VI	Adopté à l'étape 5 de la procédure et avancé à l'étape 6
Avant-projet de norme Codex pour les papayes	ALINORM 99/35A, par. 167 et Annexe VII	Adopté à l'étape 5 de la procédure et avancé à l'étape 6
Avant-projet de norme Codex pour les oranges y compris Guide pour le classement des dommages provoqués par la congélation	ALINORM 99/35A, par. 108 et Annexe X	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de norme Codex pour les physalis	ALINORM 99/35A, par. 145 et Annexe XI	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de norme Codex pour les asperges	ALINORM 99/35A, par. 87 et Annexe IX	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6
Avant-projet de Code d'usages régional révisé pour la préparation et la vente d'aliments sur la voie publique (Amérique latine et Caraïbes)	ALINORM 99/36, Annexe II	Adopté à l'étape 5 et avancé à l'étape 6

ALINORM 99/37  
ANNEXE VIII

## NOUVEAUX TRAVAUX APPROUVES

NORMES ET TEXTES APPARENTES	COMITE RESPONSABLE	NOTES
Norme européenne régionale révisée pour la mayonnaise	CCEURO	Approuvé antérieurement
Norme européenne régionale révisée pour le vinaigre	CCEURO	Approuvé antérieurement
Amendement au Système de numérotation des additifs alimentaires (SIN)	CCFAC	Procédure accélérée: 4-Hexylrésorcinol; Pectines (fonction technologique seulement)
Code d'usages pour la prévention de la contamination des céréales par l'ochratoxine A	CCFAC	
Code d'usages pour la prévention de la contamination des céréales par la zéaralénone	CCFAC	
Norme générale révisée pour les aliments irradiés	CCFAC	
Normes pour les: - Pommes - Raisins de table - Tomates	CCFFV	En coopération avec la CEE (ONU)
Avant-projet de directives sur l'utilisation et la promotion de systèmes d'assurance de la qualité	CCFICS	
Amendements au Projet de norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique - Huile de tournesol à forte teneur en acide oléique - Huile de carthame à forte teneur en acide oléique	CCFO	
Code d'usages pour l'entreposage et le transport des huiles et graisses comestibles en vrac: Listes de cargaisons précédentes acceptables ou interdites	CCFO	
Révision du Code de déontologie du commerce international des denrées alimentaires (CAC/RCP 20-1979; Rév.1-1985)	CCGP	
Amendements à la Norme révisée pour le fromage	CCMMP	
Norme révisée pour les produits à base de caséine alimentaire	CCMMP	
Norme révisée pour les poudres de lactosérum	CCMMP	
Norme pour les produits dans lesquels les ingrédients dérivés du lait sont remplacés par des ingrédients non laitiers	CCMMP/ CCASIA	
Révision des listes consultatives de sels minéraux et de composés vitaminiques pour utilisation dans les aliments pour nourrissons et enfants en bas âge	CCNFSDU	
Norme pour les figes sèches	CCPFV	
Limites maximales de résidus (nouvelles ou révisées) pour divers pesticides (Liste de priorité) <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2-Phénylphénol</li> <li>• Aldicarb</li> <li>• Amitraz</li> <li>• Bitertanol</li> <li>• Buprofézin</li> <li>• Captane</li> <li>• Carbaryl</li> <li>• Chlorfenvinphos</li> </ul>	CCPR	

NORMES ET TEXTES APPARENTES	COMITE RESPONSABLE	NOTES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chlorméquat</li> <li>• Chlorpyriphos</li> <li>• Cléthodim</li> <li>• Cyperméthrine</li> <li>• DDT</li> <li>• Diazinon</li> <li>• Dinocap</li> <li>• Diphénylamine</li> <li>• Ethéphon</li> <li>• Ethoxyquin</li> <li>• Fénamiphos</li> <li>• Fenpropimorph</li> <li>• Fenpyroximate</li> <li>• Fenthion</li> <li>• Fipronil</li> <li>• Folpet</li> <li>• Glufosinate ammonium</li> <li>• Malathion</li> <li>• Methiocarbe</li> <li>• Mévinphos</li> <li>• Parathion</li> <li>• Parathion-méthyl</li> <li>• Phosalone</li> <li>• Piperonyl butoxide</li> <li>• Pyréthrines</li> <li>• Pyriproxifen</li> <li>• Thiabendazole</li> </ul>		
<p>Limites maximales de résidus (nouvelles ou révisées) pour divers médicaments vétérinaires dans les aliments (Liste de priorité)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Abamectine</li> <li>• Carazolol</li> <li>• Cyhalothrine</li> <li>• Dicyclail</li> <li>• Dihydrostreptomycine/streptomycine</li> <li>• Fluméquine</li> <li>• Imidocarbe</li> <li>• Ivermectine</li> <li>• Lincomycine</li> <li>• Acétate de mélangestrol</li> <li>• Métrifonate</li> <li>• Hormones naturelles (estradiol-17<math>\beta</math>, progestérone et testostérone)</li> <li>• Téméphos</li> <li>• Thiamphénicol</li> </ul>	CCRVDF	

ALINORM 99/37  
ANNEXE IX**CONFIRMATION DE LA PRESIDENCE DES COMITES DU CODEX**

<b>COMITE</b>	<b>PRESIDENCE</b>
Comité du Codex sur les principes généraux	France
Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants	Pays-Bas
Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire	Etats-Unis d'Amérique
Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées	Canada
Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage	Hongrie
Comité du Codex sur les résidus de pesticides	Pays-Bas
Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments	Etats-Unis d'Amérique
Comité du Codex sur l'inspection et la certification des importations et exportations de denrées alimentaires	Australie
Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime	Allemagne
Comité du Codex sur les produits cacaoisés et le chocolat	Suisse
Comité du Codex sur les sucres	Royaume-Uni
Comité du Codex sur les fruits et légumes traités	Etats-Unis d'Amérique
Comité du Codex sur les graisses et les huiles	Royaume-Uni
Comité du Codex sur l'hygiène de la viande	Nouvelle-Zélande
Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche	Norvège
Comité du Codex sur les bouillons et consommés	Suisse
Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses	Etats-Unis d'Amérique
Comité du Codex sur les protéines végétales	Canada
Comité du Codex sur les fruits et les légumes frais	Mexique
Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers	Nouvelle-Zélande
Comité du Codex sur les eaux minérales naturelles	Suisse

**GROUPES DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAUX SPECIAUX**

	<b>PRESIDENCE</b>
Aliments dérivés des biotechnologies	Japon
Innocuité des produits destinés à l'alimentation humaine et animale	Danemark
Jus de fruits	Brésil

ALINORM 99/37  
ANNEXE X**ORDRE DU JOUR PROVISOIRE**

<b>Point de l'ordre du jour et objet</b>	<b>Document</b>
1. Adoption de l'ordre du jour	ALINORM 99/1
2. Election du Bureau de la Commission et nomination des coordonnateurs régionaux	ALINORM 99/2
3. Rapport du Président sur les quarante-cinquième et quarante-sixième sessions du Comité exécutif	ALINORM 99/3 ALINORM 99/4
4. Rapport concernant la situation financière du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires en 1998/99 et 2000/2001	ALINORM 99/5
5. Projet de plan à moyen terme pour 1998 -2002	ALINORM 99/6
6. Participation des consommateurs aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius	ALINORM 99/8
7. Principes de l'analyse des risques	ALINORM 99/9
8. Amendements au Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius	ALINORM 99/10
9. Projets de normes et textes apparentés	ALINORM 99/21 Partie I
10. Propositions visant à élaborer de nouvelles normes et/ou textes apparentés	ALINORM 99/21 Partie II
11. Questions découlant des rapports des comités du Codex	ALINORM 99/21 Partie III
12. Désignation des gouvernements hôtes des Comités du Codex et des groupes intergouvernementaux spéciaux	ALINORM 99/16
13. Autres questions	
14. Adoption du rapport	

## LISTE DES DOCUMENTS

## OBJET

DOCUMENTS DE TRAVAIL	
ALINORM 99/1	Ordre du jour provisoire et Calendrier
ALINORM 9/2	Election du Bureau de la Commission et nomination des coordonnateurs régionaux – Note explicative sur la procédure de vote
ALINORM 99/5	Questions financières et budgétaires
ALINORM 99/5 – Addendum <u>ANGLAIS SEULEMENT</u>	Questions financières et budgétaires - Addendum: Support to developing Member Countries
ALINORM 99/6	Examen du projet de Plan à moyen terme pour 1998-2002
ALINORM 99/8	Participation des consommateurs aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius
ALINORM 99/9	Principes d'analyse des risques
ALINORM 99/10 - Partie I	Examen des amendements au Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius
ALINORM 99/10 – Partie I Corrigendum	Examen des amendements au Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius
ALINORM 99/10 - Partie II	Examen des amendements au Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius découlant de la 14 <sup>e</sup> session du Comité du Codex sur les principes généraux
ALINORM 99/10 – Addendum	Observations des gouvernements
ALINORM 99/16	Désignation des gouvernements hôtes des comités du Codex et des groupes de travail intergouvernementaux <i>ad hoc</i>
ALINORM 99/16 – Addendum 1	Examen des normes Codex pour les jus de fruits et examen des organes subsidiaires ajournés <i>sine die</i> .
	Désignation des gouvernements hôtes des comités du Codex et des groupes de travail intergouvernementaux <i>ad hoc</i>
ALINORM 99/21 – Partie I	Examen des projets de normes et textes apparentés et suppression ou révocation de normes existantes (Sessions du Codex de 1998)
ALINORM 99/21 – Partie I – Corrigendum 1	Projet de normes Codex pour les limes et les pomelos Projets de normes et textes apparentés et suppression ou révocation de normes existantes (Sessions du Codex de 1998)
ALINORM 99/21 – Partie I – Corrigendum 2	Avant-projet d'amendements à la Norme pour les sardines et produits du type sardine en conserve. Projets de normes et textes apparentés et suppression ou révocation de normes existantes (Sessions du Codex de 1998)
ALINORM 99/21 – Partie I – Addendum 1	Examen des projets de normes et textes apparentés et suppression ou révocation de normes existantes (Sessions du Codex de 1999)
ALINORM 99/21 – Partie I – Addendum 2	Examen des projets de normes et textes apparentés – Limites maximales de résidus pour les somatotropines bovines
ALINORM 9 <u>ANGLAIS SEULEMENT</u>	Examen des projets de normes et textes apparentés (Observations des gouvernements sur les normes et textes apparentés, à l'étape 8)

**OBJET**

ALINORM 99/21 – Partie I - Addendum 4	Projets de normes et textes apparentés et suppression ou révocation de normes existantes – Confirmation de normes soumises à l'étape 8
ALINORM 99/21 – Partie II	Examen des propositions visant à élaborer de nouvelles normes et/ou textes apparentés (Sessions du Codex de 1998)
ALINORM 99/21 – Partie II – Addendum 1	Examen des propositions visant à élaborer de nouvelles normes et/ou textes apparentés (Sessions du Codex de 1999)
ALINORM 99/21 – Partie III	Questions découlant des rapports des Comités du Codex (Sessions du Codex de 1998)
ALINORM 99/21 – Partie III – Addendum 1	Questions découlant des rapports des Comités du Codex (Sessions du Codex de 1999)
<b>RAPPORTS DES COMITÉS DU CODEX</b>	
ALINORM 99/3	Rapport du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (45e session)
ALINORM 99/4 (Document de séance (CRD))	Rapport du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (46e session)
ALINORM 99/11	Rapport du Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers (3e session)
ALINORM 99/11 – Corrigendum	Rapport du Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers (3e session)
ALINORM 99/12	Rapport du Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants (30e session)
ALINORM 99/12A	Rapport du Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants (31e session)
ALINORM 99/13	Rapport du Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (30e session)
ALINORM 99/13A	Rapport du Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (31e session)
ALINORM 99/14	Rapport du Comité du Codex sur les produits cacaotés et le chocolat (17e session)
ALINORM 99/15	Rapport du Comité de coordination régional du Codex pour l'Asie (11e session)
ALINORM 99/17	Rapport du Comité du Codex sur les graisses et les huiles (16e session)
ALINORM 99/18	Rapport du Comité du Codex sur les poissons et les produits de la pêche (23e session)
ALINORM 99/19	Rapport du Comité de coordination régional du Codex pour l'Europe (21e session)
ALINORM 99/20	Rapport du Comité du Codex sur les eaux minérales naturelles (6e session)
ALINORM 99/22	Rapport du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (26e session)
ALINORM 99/22A	Rapport du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (27e session)
ALINORM 99/23	Rapport du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (22e session)
ALINORM 99/24	Rapport du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (30e session)
ALINORM 99/24A	Rapport du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (31e session)

**OBJET**

ALINORM 99/25	Rapport du Comité du Codex sur les sucres
ALINORM 99/26	Rapport du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (21e session)
ALINORM 99/27	Rapport du Comité du Codex sur les fruits et légumes traités (19e session)
ALINORM 99/28	Rapport du Comité de coordination régional du Codex pour l'Afrique (13e session)
ALINORM 99/30	Rapport du Comité du Codex sur les Systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations de denrées alimentaires (6e session)
ALINORM 99/30A	Rapport du Comité du Codex sur les Systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations de denrées alimentaires (7e session)
ALINORM 99/31	Rapport du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (11e session)
ALINORM 99/32	Rapport du Comité de coordination régional du Codex pour l'Amérique du Nord et le Pacifique sud-ouest (5e session)
ALINORM 99/33	Rapport du Comité du Codex sur les principes généraux (13e session)
ALINORM 99/33A	Rapport du Comité du Codex sur les principes généraux (14e session)
ALINORM 99/35	Rapport du Comité du Codex sur les fruits et légumes frais (7e session)
ALINORM 99/35A	Rapport du Comité du Codex sur les fruits et légumes frais (8e session)
ALINORM 99/36	Rapport du Comité de coordination régional du Codex pour l'Amérique latine et les Caraïbes (11e session)

**DOCUMENTS D'INFORMATION**

CAC 23/INF-1	Liste provisoire des documents
CAC 23/INF-2	Calendrier provisoire des sessions du Codex pour 1999-2001
CAC 23/INF-3	Liste des organisations gouvernementales et non-gouvernementales ayant le statut d' "Observateur" avec la Commission du Codex Alimentarius
CAC 23/INF-4 <u>ANGLAIS SEULEMENT</u>	Etat d'avancement actuel des travaux (Tous les comités)

**DOCUMENTS DE SÉANCE**

CAC/LIM 1 (EFS)	Liste des documents
CAC/LIM 1/1	Liste des documents portant la cote CAC/LIM (1999)
CAC/LIM 2	Principes de l'analyse des risques
ALINORM 99/9-Add.1	Observations de Consumers International
CAC/LIM 3	Membres de la Commission du Codex Alimentarius
CAC/LIM 4	Liste des Organisations gouvernementales et non-gouvernementales ayant obtenu le "statut d'observateur" auprès de la Commission du Codex Alimentarius
CAC/LIM 5 (ALINORM 99/21-Part 1 – Add.3)	Observations des gouvernements sur les normes et textes apparentés, à l'étape 8

---

**OBJET**

CAC/LIM 6 (ALINORM 99/8)	Observations de Consumers International
CAC/LIM 7	Calendrier provisoire des sessions du Codex pour 1999-2000 (Révisé)
CAC/LIM 8 (EFS)	Proposition d'élaboration d'une norme générale pour les aliments dérivés des biotechnologies: Japon
CAC/LIM 9	Observations des gouvernements sur les normes et textes apparentés, à l'étape 8
CAC/LIM 10	Observations de la Thaïlande
CAC/LIM 11	Observations de l'Association internationale des organisations de consommateurs
CAC/LIM 12	Observations de l'Inde
CAC/LIM 13	Observations de la Communauté européenne
CAC/LIM 14	Observations de l'Italie
CAC/LIM 15	Observations des Philippines
CAC/LIM 16	Observations de la Chine
CAC/LIM 16 (EFS)	Règlement intérieur de la Commission – Proche-Orient
CAC/LIM 17 (EFS)	Projet de résolution – Point 4
CAC/LIM 18 (EFS)	Proposition pour la désignation d'un Coordonnateur régional pour le Proche-Orient
CAC/LIM 19 (EFS)	Principes de l'analyse des risques
CAC/LIM 20 (EFS)	Biotechnologie

---

**ALINORM 99/37**  
**Annexe XII**

**MEMBRES DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**  
**(AU 20 JUILLET 1999)**

- |                                    |                                       |  |
|------------------------------------|---------------------------------------|--|
| 1. Afrique du Sud                  | 46. Equateur                          | 91. Libéria                                      |
| 2. Albanie                         | 47. Erythrée                          | 92. Lituanie                                     |
| 3. Algérie                         | 48. Espagne                           | 93. Luxembourg                                   |
| 4. Allemagne                       | 49. Estonie                           | 94. Macédoine, L'ex-<br>république yougoslave de |
| 5. Angola                          | 50. Etats-Unis d'Amérique             | 95. Madagascar                                   |
| 6. Antigua-et-Barbuda              | 51. Ethiopie                          | 96. Malaisie                                     |
| 7. Arabie saoudite                 | 52. Fédération de Russie              | 97. Malawi                                       |
| 8. Argentine                       | 53. Fidji                             | 98. Malte  |
| 9. Arménie                         | 54. Finlande                          | 99. Maroc  |
| 10. Australie                      | 55. France                            | 100. Maurice                                     |
| 11. Autriche                       | 56. Gabon                             | 101. Mauritanie                                  |
| 12. Bahreïn                        | 57. Gambie                            | 102. Mexique                                     |
| 13. Bangladesh                     | 58. Géorgie                           | 103. Micronésie<br>(Etats fédérés de)            |
| 14. Barbade                        | 59. Ghana                             | 104. Moldavie                                    |
| 15. Belgique                       | 60. Grèce                             | 105. Mongolie                                    |
| 16. Belize                         | 61. Grenade                           | 106. Mozambique                                  |
| 17. Bénin                          | 62. Guatemala                         | 107. Myanmar                                     |
| 18. Bhoutan                        | 63. Guinée                            | 108. Namibie                                     |
| 19. Bolivie                        | 64. Guinée Bissau                     | 109. Népal                                       |
| 20. Botswana                       | 65. Guinée équatoriale                | 110. Nicaragua                                   |
| 21. Brésil                         | 66. Guyane                            | 111. Niger                                       |
| 22. Brunei Darussalam              | 67. Haïti                             | 112. Nigeria                                     |
| 23. Bulgarie                       | 68. Honduras                          | 113. Norvège                                     |
| 24. Burkina Faso                   | 69. Hongrie                           | 114. Nouvelle-Zélande                            |
| 25. Burundi                        | 70. Iles Cook                         | 115. Oman  |
| 26. Cambodge                       | 71. Iles Salomon                      | 116. Ouganda                                     |
| 27. Cameroun                       | 72. Inde                              | 117. Pakistan                                    |
| 28. Canada                         | 73. Indonésie                         | 118. Panama                                      |
| 29. Cap Vert                       | 74. Iran (République<br>islamique d') | 119. Papouasie-Nouvelle-Guinée                   |
| 30. Chili                          | 75. Iraq                              | 120. Paraguay                                    |
| 31. Chine                          | 76. Irlande                           | 121. Pays-Bas                                    |
| 32. Chypre                         | 77. Islande                           | 122. Pérou                                       |
| 33. Colombie                       | 78. Israël                            | 123. Philippines                                 |
| 34. Congo,<br>Rép. démocratique du | 79. Italie                            | 124. Pologne                                     |
| 35. Congo, République du           | 80. Jamahiriya arabe libyenne         | 125. Portugal                                    |
| 36. Corée, Rép. dém. pop. de       | 81. Jamaïque                          | 126. Qatar                                       |
| 37. Costa Rica                     | 82. Japon                             | 127. République arabe syrienne                   |
| 38. Côte d'Ivoire                  | 83. Jordanie                          | 128. République centrafricaine                   |
| 39. Croatie                        | 84. Kenya                             | 129. République de Corée                         |
| 40. Cuba                           | 85. Kiribati                          | 130. République dominicaine                      |
| 41. Danemark                       | 86. Koweït                            | 131. République tchèque                          |
| 42. Dominique                      | 87. Laos                              | 132. Roumanie                                    |
| 43. Egypte                         | 88. Lesotho                           |  |
| 44. El Salvador                    | 89. Lettonie, République de           |  |
| 45. Emirats Arabes Unis            | 90. Liban                             |  |

- |                               |                        |                  |
|-------------------------------|------------------------|------------------|
| 133. Royaume-Uni              | 146. Suède             | 157. Turquie     |
| 134. Rwanda                   | 147. Suisse            | 158. Uruguay     |
| 135. Sainte Lucie             | 148. Suriname          | 159. Vanuatu     |
| 136. Saint-Kitts-et-Nevis     | 149. Swaziland         | 160. Venezuela   |
| 137. Samoa                    | 150. Tanzanie,         | 161. Viet Nam    |
| 138. Sénégal                  | République-Unie de     | 162. Yémen       |
| 139. Seychelles               | 151. Tchad             | 163. Yougoslavie |
| 140. Sierra Leone             | 152. Thaïlande         | 164. Zambie      |
| 141. Singapour                | 153. Togo              | 165. Zimbabwe    |
| 142. Slovaquie, République de | 154. Tonga             |                  |
| 143. Slovénie                 | 155. Trinité-et-Tobago |                  |
| 144. Soudan                   | 156. Tunisie           |                  |
| 145. Sri Lanka                |                        |                  |

**La Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius est l'unique organe des Nations Unies responsable de l'élaboration des normes alimentaires internationales ayant pour objectif la protection de la santé des consommateurs et le respect de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. Les normes alimentaires, codes d'usages et autres lignes directrices et recommandations adoptées par la Commission constituent le *Codex Alimentarius* : le Code international alimentaire. La Commission est un organe international qui se réunit tous les deux ans pour adopter des projets de normes préparés par plus de 20 comités spécialisés.**

**La Commission a tenu sa 23<sup>e</sup> session à Rome, du 28 juin au 3 juillet 1999, au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Étaient présents à cette session 603 participants représentant 104 gouvernements et 63 organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales. Ce rapport a été adopté par la Commission le jour de clôture de sa session. Il contient la liste complète des participants et une liste de toutes les normes et textes apparentés adoptés par la Commission. Sont présentés en détail dans ce rapport de nouvelles règles de procédure, des principes concernant l'octroi du statut d'observateur aux organisations internationales non-gouvernementales et le mandat des nouveaux groupes spéciaux sur la biotechnologie et la bonne alimentation animale. La 23<sup>e</sup> session de la Commission figure donc parmi les plus innovatrices de tous les temps**

# codex alimentarius commission

FOOD AND AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE UNITED NATIONS

WORLD HEALTH  
ORGANIZATION

JOINT OFFICE: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tel: +39(06)5701 Telex: 625825-625853 FAO I Email: Codex@fao.org Facsimile: +39(06)5705.4593

ALINORM 99/37  
CORRIGENDA

## PART I

**Paragraph 192 of ALINORM 99/37**, Report of the 23<sup>rd</sup> Session of the Codex Alimentarius Commission (Rome, Italy, 28 June – 3 July 1999) concerning the discussion on the provision for green oranges in the Proposed Draft Codex Standard for Oranges shall be replaced with the following paragraph:

192 The Delegation of Spain expressed its concern about the circulation of two types of oranges on the market. It was pointed out that green oranges were used in the production of fruit juices and that they were not marketed for direct human consumption. Therefore, any change in the requirements currently in force in the international trade of oranges would cause serious problems. This view was shared by the Delegation of Greece.

\*\*\*\*\*

**Le paragraphe 192 de l'ALINORM 99/37**, Rapport de la 23<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius (Rome, Italie, 28 juin – 3 juillet 1999) concernant la discussion des dispositions pour les oranges vertes dans l'Avant-projet de Norme Codex pour les oranges doit être remplacée par le paragraphe suivant:

192. La Délégation de l'Espagne a exprimé sa préoccupation devant la présence de deux types d'oranges sur le marché. Elle a fait ressortir que les oranges vertes étaient utilisées dans la production de jus de fruits et qu'elles n'étaient pas commercialisées pour la consommation humaine directe et que tout changement dans les exigences en vigueur dans le commerce international des oranges causerait de graves problèmes. Cette opinion a été appuyée par la Délégation de la Grèce.

\*\*\*\*\*

**El párrafo 192 del ALINORM 99/37**, Informe de la 23<sup>a</sup> Reunión de la Comisión del Codex Alimentarius (Roma, Italia, 28 de junio – 3 de julio de 1999), referente a la discusión sobre la disposición para las naranjas verdes en el Anteproyecto de Norma del Codex para las Naranjas deberá reemplazarse con el siguiente párrafo:

192 La delegación de España expresó su preocupación respecto a que circularan en el comercio dos tipos de naranjas. Manifestó que las naranjas verdes se utilizaban para la elaboración de zumos y no se comercializaban para consumo humano directo y que cualquier cambio en los requisitos vigentes en el comercio internacional de las naranjas causaría graves problemas. Esta opinión fue apoyada por Grecia.

**PART II**

**Paragraph 159 of ALINORM 99/37**, Report of the 23<sup>rd</sup> Session of the Codex Alimentarius Commission (Rome, Italy, 28 June – 3 July 1999), concerning the discussion on the Spanish names for Pummelos and Grapefruits in the Draft Codex Standards for Pummelos and Grapefruits respectively, shall be replaced with the following paragraph **ONLY IN THE SPANISH VERSION**:

\*\*\*\*\*

**Le paragraphe 159 de l'ALINORM 99/37**, Rapport de la 23<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius (Rome, Italie, 28 juin – 3 juillet 1999), concernant la discussion des noms espagnols des pamplemousses et pomelos dans le Projets de Normes Codex pour les pamplemousses et les pomelos respectivement, doit être remplacée par le paragraphe suivant **UNIQUEMENT DANS LA VERSION ESPAGNOLE**

\*\*\*\*\*

**El párrafo 159 del ALINORM 99/37**, Informe de la 23<sup>a</sup> Reunión de la Comisión del Codex Alimentarius (Roma, Italia, 28 de junio – 3 de julio de 1999), referente a la discusión sobre los nombres en español de los frutos del *Citrus grandis* y del *Citrus paradisi* en los Proyectos de Norma del Codex para el *Citrus grandis* y el *Citrus paradisi* respectivamente, deberá reemplazarse con el siguiente párrafo **SÓLO EN LA VERSIÓN ESPAÑOLA**:

*Proyecto de Norma para la Lima-Limón*

*Proyecto de Norma para el Citrus grandis*

*Proyecto de Norma para el Citrus paradisi*

159 La Comisión adoptó los Proyectos de Normas del Codex para la Lima-Limón, el *Citrus grandis* y el *Citrus paradisi* en el Trámite 8, en el entendimiento de que las secciones que figuraban entre corchetes (Sección 2.1.2 - Contenido Mínimo de Zumo (jugo) y Sección 3 - Disposiciones sobre la Clasificación por Calibres en el caso de la Lima-limón, y Sección 3 - Disposiciones sobre la Clasificación por Calibres en el caso del *Citrus grandis* y el *Citrus paradisi* se devolverían al Trámite 6 a fin de que fueran objeto de un nuevo examen y se finalizaran en la siguiente reunión del Comité. Con respecto al Proyecto de Norma del Codex para el *Citrus grandis*, la Comisión mantuvo un intercambio de opiniones sobre las diferencias en cuanto a la denominación común de este producto entre las distintas regiones del mundo, y la necesidad de llegar a un compromiso aceptable para todos los países, con objeto de que éstos pudieran comercializarlo evitando confusiones en el comercio internacional. La delegación de España señaló que en la *Norma del Codex para los Pomelos en Conserva* (CODEX STAN 15-1981), la Norma ISO 1990-1: 1982 *Frutas – Nomenclatura, primera lista, edición trilingüe* y en la Norma de la CEPE FFV-14 *Frutos Cítricos*, se proporcionaba información sobre la nomenclatura científica de estos productos<sup>1</sup>. Teniendo en cuenta lo expuesto la Comisión estuvo de acuerdo en mencionar en el título de la Norma el nombre científico de la fruta, *Citrus grandis*.

---

<sup>1</sup> Nota de la Secretaría: En las normas del Codex, la ISO y la CEPE se definen “Grapefruits” (Pomelos en español) como *Citrus paradisi* Macfarlane.